

55 من الامل

# Le Monde

Cahier  
Initiatives Emploi  
14 pages d'offres d'emploi

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16021 - 7 F

MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

## Les Etats-Unis ont bombardé des cibles militaires dans le sud de l'Irak

La France est réservée sur le bien-fondé de l'intervention de Washington

APRÈS AVOIR AVERTI que l'intervention militaire irakienne dans le Kurdistan du nord, aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, ne demeurerait pas impunie, les Etats-Unis ont passé à l'acte, mardi matin 3 septembre. « Répondant aux ordres du président, le département de la défense a lancé des missiles de croisière visant des cibles précises anti-aériennes en Irak », s'est borné à annoncer le Pentagone dans un communiqué. Le texte précisait que le président Bill Clinton ferait une déclaration officielle sur cette opération vers 8 heures heure locale (12 heures GMT). Peu après le président, le secrétaire à la défense et le chef d'état-major interarmées devaient tenir une conférence de presse.

Le Pentagone a indiqué que vingt-sept missiles de croisière ont été tirés vers 8 heures, heure de Bagdad, par des bombardiers B-52 et des navires de guerre évoluant dans le Golfe, contre des centres de défense antiaérienne dans le sud du pays. Mais à Bagdad, où les sirènes d'alarme ont retenti sans que soient entendues des explosions et où la télévision a fait

état d'une « tâche agression américaine », Salah al-Moukhtar, rédacteur en chef du quotidien gouvernemental *El Jounhouria*, a affirmé à l'AFP que les tir avaient touché des objectifs civils.

Les journalistes étrangers qui se trouvent à Bagdad s'étant vu interdire toute communication téléphonique, il n'était pas possible, mardi en fin de matinée, de connaître la cible des tirs. Le président irakien, Saddam Hussein, devait faire une déclaration publique. La Grande-Bretagne et l'OTAN ont apporté leur soutien « total » à l'action américaine, alors que d'autres alliés des Etats-Unis - la France notamment - faisaient preuve d'une plus grande circonspection. A Tripoli, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi a notamment dénoncé, rapporte notre envoyé spécial, une « nouvelle tentative pour détruire la nation irakienne ».

Lire pages 2 et 3, notre édition page 14 et la chronique de Pierre Georges page 28



## Les enseignants préparent leur journée de grève

Unité syndicale contre les suppressions de postes

LES SYNDICATS d'enseignants devaient se réunir, mardi 3 septembre dans l'après-midi, pour fixer la date - probablement avant le 1<sup>er</sup> octobre - d'une journée nationale de grève dans l'éducation nationale. Les organisations syndicales devaient dénoncer dans un appel commun « les difficultés d'emploi des titulaires et les conditions de travail ; un budget pour 1997 en régression pour la première fois depuis des décennies ».

Au centre du conflit figurent les 5 000 suppressions de postes programmées l'an prochain dans le primaire et le secondaire, et la mise au chômage de plusieurs milliers de maîtres auxiliaires. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, avait justifié ces chiffres en mettant en avant la baisse démographique survenue dans les écoles et collèges (60 000 élèves en moins cette rentrée) et l'effort accompli en faveur de l'enseignement supérieur. 2 700 postes devaient en effet être créés, en 1997, dans les universités. Au total, le solde net des suppres-

sions pour le ministère de la rue de Grenelle est donc de 2 300 postes.

Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SEFEN), s'est déclaré « indigné par la volonté manifeste du ministre de cacher la réalité ». « Comment peut-il demander à la société française de soutenir l'école et les enseignants, au moment où l'Etat programme la suppression de 5 000 emplois ? », a-t-il ajouté. Pour Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES (FSU), le ministre a « pratiqué l'esquive en évitant toutes les questions de chômage et de budget ».

D'autres épreuves sociales attendent le gouvernement, à en croire le secrétaire général de la CGT. A la veille d'un meeting au Zénith à Paris, le 4 septembre, Louis Vianet a appelé le président de la République « à retrouver ses manches ». Faisant le bilan des plans sociaux à venir, la CGT estime en effet que plus de 200 000 emplois sont menacés.

Lire page 6

## Une médiathèque à Poitiers

INAUGURÉE le 3 septembre, la médiathèque François-Saintrot de Poitiers, qui sera ouverte au public dès le lendemain, après dix ans de travaux, est l'un des « grands travaux » en région. Située dans le centre-ville, près d'un joyau de l'art roman français, l'église Notre-Dame-La-Grande, elle symbolise la politique culturelle du maire de la ville, Jacques Santrot (PS) : l'alliance de la modernité et de la tradition. Bibliothèque grand public, instrument de travail pour les trente mille étudiants de l'université, elle est aussi, avec le Musée du Moyen Age - l'un des « piliers » régionaux de la Bibliothèque nationale de France (BNF) - un lieu d'accueil pour les chercheurs.

Lire page 23

## Suède : boire ou diriger un parti, il faut choisir

STOCKHOLM

Les traits tirés, le souffle court et la salive rare, la femme qui apparaît à la télévision suédoise, lundi 2 septembre au matin, est méconnaissable. Tendue, la femme politique la plus médiatique du pays reformait, en direct, l'éprouvée « des problèmes avec l'alcool » et avait « besoin de suivre un traitement ». En moins de dix minutes d'une grande franchise, Gudrun Schyman a mis sa carrière politique en jeu.

A quarante-huit ans, elle a beaucoup à perdre, après s'être totalement investie dans le dépoussiérage de l'image de l'ancien parti communiste suédois. Avec succès, à en croire les sondages d'opinion qui, depuis des mois, créditent sa formation, le Parti de gauche, de quelque 12 % des intentions de vote (le double de son résultat lors des élections de 1994), ce qui en ferait la troisième du royaume.

C'est donc un pari risqué qu'a pris la dirigeante, en osant jeter le masque dans un pays où la relation à l'alcool est très particulière, fondée sur le mode attraction-répulsion, et où les figures de tempérance ont encore de beaux

restes. Si elle commençait, « comme tout le monde », à boire à l'adolescence, Gudrun Schyman a affirmé « en être arrivée à un point où cela ne peut plus durer ». « Il y a des moments où je perds tout discernement », a-t-elle avoué sans ambages.

Pour tenter de s'en sortir, elle a commencé dès lundi à suivre un traitement de quinze jours avant de reprendre ses fonctions de présidente de parti. Celles-là mêmes qui, à l'entendre, ont engendré tout le « stress » et l'« angoisse » à l'origine de son mal. Pourquoi ces « confessions » publiques aujourd'hui ? « C'est mieux que j'en parle de moi-même plutôt que d'être traquée par la presse », a argumenté Gudrun Schyman, qui n'ignorait pas qu'un quotidien du soir s'apprêtait à révéler son penchant pour la bouteille.

Des rumeurs persistantes à ce sujet circulaient depuis longtemps parmi les journalistes politiques, mais aucun média n'avait encore rompu le silence. Peut-être parce que, comme l'a elle-même relevé l'intéressée, « ce problème existe dans tous les partis politiques, toutes les entreprises et chez les journalistes ». Quoi qu'il en soit, M<sup>me</sup> Schyman a assuré

vouloir garder ses fonctions. Si le comité directeur du Parti de gauche lui a renouvelé depuis sa confiance, rien ne permet de prévoir la réaction des électeurs, en particulier des membres de sa formation. Sous sa houlette depuis trois ans et demi, le parti, qui venait déjà de jeter aux oubliettes son appellation « communiste », a opéré un ravalement de façade au profit des jeunes et des femmes.

Participation à une fête « rave » interdite par la police, apparitions dans de nombreux talk-shows : les initiatives de la « grande Gudrun » - elle mesure plus de 1,80 m - si elles frisent l'opportunisme, ont dopé jusqu'à présent la cote de popularité de son parti. Respectueux « féministe », résolument opposé à l'Union européenne et au nucléaire, il mord sur l'électorat des sociaux-démocrates au pouvoir, dont le vaste plan d'économies en cours est peu populaire. L'ancienne assistante sociale espère maintenant être entendue lorsqu'elle suggère qu'« il faudrait que les dirigeants politiques puissent être des gens à la fois forts et faibles ».

Benoît Peltier

## La beauté et le blues



MEACH CHERRY

FILLE d'un percussionniste africain et d'une artiste suédoise, elle est née en 1964 et a grandi auprès du mari de sa mère, le trompettiste américain Don Cherry, dont elle porte le nom. Meach Cherry sort son troisième album, *Mon*.

Lire page 24

## Nouveau cléricisme ou nouveau laïcisme

« JE VEUX SALUER en votre personne l'institution qui a si profondément marqué l'histoire de mon pays et qui reste une source vive, où tant des nôtres continuent de puiser leurs raisons d'espérer. Qui est l'auteur de cette formule ? François Mitterrand, président de la République, en accueillant le pape, en 1983, lors de sa visite à Lourdes. Trois ans plus tôt, à Paris, pour le premier voyage en France de Jean Paul II, la République avait déployé ses fastes. Le président Giscard d'Estaing lui avait fait descendre les Champs-Élysées. Et le maire de Paris, Jacques Chirac, avait rivalisé d'audace pour arrêter le cortège d'un pape qui n'est jamais repçu dans les hôtels de ville.

Un peu plus de dix ans plus tard, Jean Paul II revient pour la cinquième fois en France, et la visite qu'il doit faire, du 19 au 22 septembre, à Tours, en Vendée, en Bretagne, à Reims, allume des passions que personne n'aurait imaginées il y a peu. Le protocole sera beaucoup moins lourd et coûteux, mais l'oculoc de quelques subventions publiques provoque des récriminations et des plaintes en justice. De même l'Eglise se croit-elle obligée d'avertir que le président de la

République ne pourra assister à la messe du pape à Reims qu'à titre privé. S'il est trop tôt pour mesurer l'impact des libelles publiés et des manifestations d'opposition annoncées, la peur d'un nouveau cléricisme est agitée, qui répond, dans l'autre camp, à la dénonciation d'un nouveau laïcisme.

Comment en est-on arrivé là ? D'un Jean Paul II autrefois adulé par les foules, choyé par les médias et qu'un prochain ouvrage (*La Sainteté*, de Carl Bernstein et Marco Polo, chez Plon) décrit comme le prophète et le stratège de la chute du communisme, il ne semble rester que l'image jaunée d'un pape usé, contesté, moqué. L'âge et la maladie y sont pour beaucoup, mais n'expliquent pas tout. Des voix, comme celle de Jacques Julliard, dans *Le Nouvel Observateur*, vont jusqu'à réclamer sa démission. L'Express spéculait sur sa possible « abdication », oubliant de dire que le pape a répondu cent fois que le pontificat n'est pas un « mandat », mais une « mission » d'origine divine, dont le terme n'appartient qu'à Dieu.

Henri Tincq

Lire la suite page 14

PAUL WEST

## L'OBSCUR DE NOTRE JOUR

roman

Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Richard



DU MONDE ENTIER

GALLIMARD

## Une rencontre Arafat-Nétanyahou ?

Bill Clinton n'accepterait de recevoir le premier ministre israélien que si celui-ci se décidait à rencontrer le président de l'Autorité palestinienne. p. 28

## Le fléau des prions

Les spécialistes de la maladie de la « vache folle » reconnaissent la difficulté de leur tâche. p. 19

## La Conférence nationale de santé

Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, souhaite faire « évoluer le rapport des Français à la santé ». p. 8

## Charleroi la maudite

En Wallonie, l'affaire Dutroux a frappé d'honneur une région largement délabrée. p. 12

## A table

Chez Chartier à Paris, l'« œuf mayo » à 9 francs. p. 21

## Le football à la carte

Sur CanalSatellite, le téléspectateur peut choisir le match qu'il préfère et le payer à la séance. p. 20

## Histoire de produits

Aujourd'hui, le Guide bleu. p. 15

## La chronique de B. Poirot-Delpech

« Les autres le font bien ! » p. 14

International	2	Agenda	22
France	6	Abonnements	22
Société	8	Météorologie	22
Carnet	11	Mots croisés	22
Histoires	12	Culture	23
Entreprises	15	Galerie culturelle	25
Plaisirs gourmands	17	Communication	26
Aujourd'hui	19	Radio-Télévision	27



**PROCHE-ORIENT** Les Etats-Unis ont lancé, mardi 3 septembre, dans la matinée, selon des témoins, une trentaine de missiles Tomahawk qui visaient des objectifs militaires, près de

Bagdad et dans le sud de l'Irak. Cette attaque a duré moins d'une heure et Washington n'exclut pas d'autres frappes aériennes. ● L'ATTAQUE AMÉRICAINE est une réplique aux

opérations que les troupes irakiennes ont engagées, samedi 31 juillet, dans le nord de l'Irak, en prenant prétexte d'une aide accordée aux combattants de l'une des principales factions

kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), en lutte contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui assure que Bagdad continue son offensive. ● LE PRÉSIDENT CLINTON a

consulté ses alliés avant de déclencher cette action. Seuls, la Grande-Bretagne et l'OTAN ont exprimé un « total soutien ». (Lire aussi notre éditorial page 14.)

## Les Etats-Unis ont répliqué à l'offensive irakienne au Kurdistan

Une trentaine de missiles Tomahawk ont été tirés, mardi 3 septembre, contre des objectifs militaires dans le sud du pays. Washington, qui a reçu le soutien de la Grande-Bretagne et de l'OTAN, n'exclut pas d'autres frappes

VINGT-CINQ À TRENTE missiles tirés par les forces armées américaines sont tombés, mardi 3 septembre, dans la matinée, près de Bagdad et dans le sud de l'Irak, selon des témoins cités par la télévision irakienne. « Des citoyens ont appelé en affirmant avoir entendu exploser 20 à 30 missiles dans des régions proches de Bagdad et dans le sud du pays », a annoncé la télévision.

« Nous n'avons encore aucune information sur des dégâts ou des victimes. Un communiqué officiel doit être publié ultérieurement », a ajouté la télévision des jeunes, dirigée par Oudal Saddam Hussein, le fils aîné du président irakien. Cette chaîne a fait état d'une « lâche agression américaine » sans préciser les objectifs visés. Elle avait auparavant appe-

lé la population à lui téléphoner pour l'informer des objectifs visés par les attaques américaines. Un message s'est inscrit sur l'écran demandant « au peuple irakien d'appeler pour l'informer de la lâche agression américaine », et donnait un numéro de téléphone spécial.

Les sirènes d'alarme ont retenti dans la capitale irakienne alors que la frappe aérienne américaine était en cours, autour de 8 heures (heure locale). Dans un premier temps, les radios et les télévisions locales ont continué leurs émissions normalement. « Nous avons entendu les sirènes prévenant contre les attaques aériennes. Elles ont retenti pendant cinq minutes », a indiqué le réceptionniste de l'hôtel Rachid, où sont logés les journalistes, affirmant qu'il s'agissait d'un test.

Du centre de la capitale où se trouve le centre de presse des journalistes étrangers, aucune explosion, ni tir de DCA n'ont été entendus. Les magasins étaient ouverts et l'activité semblait normale. Toutefois, après l'attaque américaine, les autorités irakiennes ont interdit aux journalistes étrangers d'appeler hors du pays par téléphone.

**SURVEILLANCE ÉTENDUE** L'agence officielle irakienne INA (Iraq News Agency) a annoncé que le président Saddam Hussein devait prononcer « un discours à la nation sur l'agression américaine ». Elle n'a pas précisé l'heure de ce discours, qui sera diffusé par toutes les chaînes de télévision locales. La veille, un responsable irakien indiquait sous couvert

d'anonymat que Bagdad était déterminé à retirer ses troupes du Kurdistan du nord, précisément pour ne pas donner prétexte à une intervention américaine.

Selon le Pentagone, l'attaque a duré moins d'une heure mais les Etats-Unis n'excluent pas de nouvelles frappes. Le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, a souligné de nouvelles frappes. Dans la nuit, Washington avait demandé à ses ressortissants de quitter immédiatement l'Irak. Londres l'avait fait quelques heures plus tôt.

Le Pentagone a assuré que les troupes irakiennes, contrairement aux affirmations de Bagdad, étaient toujours dans la ville kurde d'Erbil, chef-lieu de la partie du Kurdistan, située au nord du 36° parallèle et dont la protec-

tion est assurée, depuis avril 1991, par un « parapluie » américano-franco-britannique. Selon, un haut responsable militaire américain, l'armée irakienne était, mardi, dans la matinée, en train de bombarder deux autres villes du nord de l'Irak, Chamchal et Souleimaniye, et se préparait à en donner l'assaut. Ces deux villes sont des fiefs de l'UPK. L'un des deux principaux groupes kurdes en conflit dans cette région du nord de l'Irak.

Après l'annonce de l'intervention américaine, le dollar a grimpé à Tokyo. De leur côté les cours du pétrole se sont tendus, l'opération « pétrole contre nourriture », dont devait bénéficier l'Irak, ayant été reportée par l'ONU après l'intervention de Bagdad au Kurdistan. Les autorités de Bagdad ont

été averties, tôt mardi, d'une extension de la zone de non-survol au-dessus du sud de l'Irak », a annoncé le Bureau du premier ministre britannique, John Major, dans un communiqué. « Cette extension a pour but de renforcer notre aptitude à garder (les forces irakiennes) sous étroite surveillance et de dire clairement à Saddam Hussein que les persécutions contre la population civile irakienne sont intolérables », a précisé un porte-parole.

Dans des déclarations à la BBC-Radio, le ministre britannique de la défense, Michael Portillo, a déclaré de son côté que « la zone de non-survol dans le sud de l'Irak (au sud du 32° parallèle) sera étendue pour que les forces alliées opérant là-bas puissent avoir des possibilités plus grandes de surveiller une plus large partie d'espace aérien irakien et mieux contrôler Saddam Hussein ». Selon lui, les cibles attaquées « auraient potentiellement posé un problème aux forces aériennes alliées opérant dans la zone de non-survol au-dessus de l'Irak ».

Mais l'extension de la zone des zones d'exclusion aériennes au nord du 36° parallèle, comme au sud du 32° n'empêcherait pas théoriquement les troupes au sol de se mouvoir comme elles l'entendent. C'est ce qui a permis à l'Irak d'intervenir, samedi 31 août, dans le nord du Kurdistan sans violer les contraintes qui lui sont imposées.

A Ankara, l'agence semi-officielle Anadolu, a rapporté que les Etats-Unis n'ont pas demandé à utiliser la base aérienne turque d'Incirlik pour mener leur attaque contre l'Irak. « Le président Bill Clinton a eu, lundi soir, une conversation téléphonique avec le ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, à propos de l'action prévue contre l'Irak », a précisé l'agence. « Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de demande américaine d'utiliser la base d'Incirlik dans ses attaques contre l'Irak », a-t-elle ajouté. La base d'Incirlik avait été utilisée par la Force multinationale contre l'Irak pendant la guerre du Golfe en 1991.

Laurent Zecchini

M. Na.

## La fermeté de M. Clinton est sous-tendue par des calculs électoraux

WASHINGTON

de notre correspondant Les Etats-Unis ont décidé d'infirmer à Saddam Hussein une punition qui se veut proportionnée à la gravité de la provocation militaire de Bagdad. Une attaque contre « des cibles de défense anti-aériennes sélectionnées en Irak » a été déclenchée, mardi 3 septembre, à partir de 6 heures GMT (7 heures à Paris), par le lancement de 25 à 30 missiles de croisière, sur des objectifs situés notamment aux environs de la capitale irakienne, mais aussi, apparemment, dans le sud de l'Irak. Pour l'essentiel, il s'agit d'installations de missiles sol-air, de radars et de centres de commandement et de communications de l'armée irakienne.

Ces opérations de représailles ont été menées par des navires américains qui patrouillaient dans le nord du Golfe, ainsi que par des bombardiers stratégiques B-52. Ces derniers sont armés d'une version air-sol des missiles Tomahawk, dont sont équipés les navires américains. Le président Bill Clinton avait donné son accord, lundi, pour que des « frappes aériennes » de portée limitée soient lancées contre des objectifs irakiens, cette action

militaire devant être complétée par des sanctions politiques – notamment une extension de la zone d'exclusion aérienne – et économiques. Le résultat de ces tirs était encore incertain mardi en fin de matinée. Le Pentagone a seulement assuré que les objectifs ont été atteints alors que des sirènes se faisaient entendre à Bagdad.

Quelques heures auparavant, le département d'Etat avait implicitement confirmé l'imminence d'une action militaire, en demandant à tous les citoyens américains pré-

sents en Irak de quitter ce pays, conseil donné aussi par le gouvernement britannique. La veille, le Pentagone avait confirmé que des bombardiers B-52, équipés de missiles de croisière, avaient décollé de la base aérienne de l'île de Guam dans le Pacifique, en direction du Proche-Orient.

Selon de nombreuses sources officielles, citées par les télévisions américaines, la question n'était pas de savoir si Washington allait, ou non, engager des représailles contre l'Irak, mais seulement

quand. Cette décision paraissait en effet de plus en plus probable depuis vingt-quatre heures, dans la mesure où le président américain ne pouvait laisser la provocation de Saddam Hussein sans réponse, et aussi parce que celle-ci se jouait à l'heure des élections, qui sera décisive pour la présidence de Clinton.

La fermeté affichée par M. Clinton, dont l'avance dans les sondages ne cesse de croître – 55 % contre 34 % pour Bob Dole –, rend ainsi moins pertinentes les critiques de son adversaire. La Maison

Blanche soulignait que l'offensive irakienne au nord du 36° parallèle ne demeurait pas inopérante. Elle avait insisté, lundi, sur l'absence d'un retrait significatif des troupes de Bagdad sur leurs positions initiales, et annoncé qu'une nouvelle attaque irakienne semblait en cours. Le caractère limité de la riposte américaine – s'il se confirme –, s'explique par plusieurs raisons : des bombardements sur Erbil, ville prise d'assaut par les blindés irakiens, auraient pu provoquer des pertes civiles. Les pays alliés des Etats-Unis dans la région sont, d'autre part, moins disposés à appuyer une action offensive américaine qu'au moment de la guerre du Golfe. De nombreux pays arabes, pourtant hostiles aux visées expansionnistes du président irakien, estiment que ce dernier doit conserver la possibilité d'affirmer sa souveraineté dans son propre pays.

La fermeté affichée par M. Clinton, dont l'avance dans les sondages ne cesse de croître – 55 % contre 34 % pour Bob Dole –, rend ainsi moins pertinentes les critiques de son adversaire. La Maison Blanche soulignait que l'offensive irakienne au nord du 36° parallèle ne demeurait pas inopérante. Elle avait insisté, lundi, sur l'absence d'un retrait significatif des troupes de Bagdad sur leurs positions initiales, et annoncé qu'une nouvelle attaque irakienne semblait en cours.

Le caractère limité de la riposte américaine – s'il se confirme –, s'explique par plusieurs raisons : des bombardements sur Erbil, ville prise d'assaut par les blindés irakiens, auraient pu provoquer des pertes civiles. Les pays alliés des Etats-Unis dans la région sont, d'autre part, moins disposés à appuyer une action offensive américaine qu'au moment de la guerre du Golfe. De nombreux pays arabes, pourtant hostiles aux visées expansionnistes du président irakien, estiment que ce dernier doit conserver la possibilité d'affirmer sa souveraineté dans son propre pays.

### Bob Dole : « Mettre fin au pouvoir de Saddam »

L'attaque américaine « marque le début de l'action décisive des Etats-Unis pour mettre fin au pouvoir de Saddam Hussein », a estimé, mardi 3 septembre, le candidat républicain à l'élection présidentielle, Bob Dole. « Je veux que le peuple américain sache que je suis résolu à mettre fin au pouvoir de Saddam Hussein et à la fin de son arrogance envers la communauté internationale et de ses atrocités contre la minorité kurde en Irak ». L'ancien sénateur du Kansas exalte « le retrait des troupes de Saddam Hussein du nord de l'Irak, la libération des prisonniers kurdes, la fin de l'interférence à la fois de l'Irak et de l'Iran dans le problème kurde, la reprise des efforts de l'ONU en matière d'inspection sur l'armement, et la fin du soutien de Saddam Hussein au terrorisme international ». — (APR)

## Un raid mené de front par des B-52 et des croiseurs

LE 26 JUIN 1993, deux navires de guerre américains avaient tiré vingt-trois missiles de croisière mer-sol Tomahawk contre le quartier général des services secrets irakiens à Bagdad, en représailles à une tentative d'assassinat au Koweït de l'ancien président George Bush dont les Etats-Unis soupçonnaient Saddam Hussein d'être l'auteur. Le raid avait fait des morts dans la population civile autour des PC enterrés.

Cette fois-ci, Bill Clinton a légèrement fait modifier son dispositif pour une mission « stand off » exécutée à distance pour la sauvegarde des équipages, en faisant appel – outre à des Tomahawk lancés par les deux croiseurs lance-missiles *Laboon* et *Shiloh* – au tandem formé par le vieux bombardier B 52 et le missile de croisière air-sol ALCM. Ce « couple », qui est opérationnel depuis le milieu des années 80 avec une centaine d'avions, s'en est pris, semble-t-il, à des installations irakiennes de défense anti-aérienne (radars, communications et batteries). Selon les chaînes de télévision américaines, deux B 52 ont participé à la mission et, au total, les Américains auraient lancé entre vingt-cinq et trente missiles, ce qui en fait un raid comparable à celui mené en 1993.

D'une masse de 220 tonnes au décollage propulsée par huit réacteurs, le B 52 Stratofortress, qui vole à vitesse subsonique et parcourt sans ravitaillement en vol

des étapes de 15 000 kilomètres à plus de 10 000 mètres d'altitude, est réputé, depuis la guerre du Vietnam, pour ses bombardements en tapis, très destructeurs mais relativement imprécis. Il a donc une quarantaine d'années d'existence derrière lui. Il a pour principal avantage de venir de loin pour exécuter sa mission et de rester longtemps en l'air, avec deux équipages embarqués par avion et avec des ravitaillements en vol. Outre des charges militaires classiques, qui peuvent totaliser un poids d'une vingtaine de tonnes, le B 52 emporte jusqu'à vingt missiles ALCM, huit sous les ailes et douze en barillet.

**A 15 MÈTRES D'ALTITUDE** D'une masse d'une tonne, l'ALCM, qui est propulsé par un réacteur et qui déploie des ailes une fois largué, a une portée de 2 200 kilomètres lorsqu'il est lancé par un avion. Ce missile de 5 mètres de long pour 60 centimètres de diamètre est autonome en vol, c'est-à-dire qu'il se repère en se « recalant » – c'est le système Tercom à base de radar altimètre et de plate-forme inertielle – par rapport au relief survolé et à la cartographie du terrain mise en mémoire. Sa trajectoire, suivie par satellite, peut être modifiée par télécommande à tout moment.

Au début de sa mission à moins de 200 mètres d'altitude, l'ALCM se repère tous les 300 kilomètres et il multiplie son « recalage »,

tous les 50 kilomètres par exemple, en arrivant près du but. En approche finale vers sa cible sur laquelle il se dirige de lui-même, il naviguera à 50 mètres, voire à 15 mètres d'altitude, pour échapper aux radars, sur les derniers 100 kilomètres à la vitesse de 600 kilomètres à l'heure.

Sa précision à l'impact est grande, même si elle a été probablement surestimée par les constructeurs et les états-majors. Elle reste de plusieurs dizaines de mètres, de l'ordre de 80 mètres d'écart. La charge militaire du missile ALCM varie entre 100 et 400 kilogrammes d'explosifs classiques. Mais les Etats-Unis disposent aussi de missiles aéroportés à tête nucléaire, qui représentent chacun une énergie de 200 kilotonnes, soit dix à quinze fois la puissance de la bombe américaine sur Hiroshima en 1945.

Ce système d'armes peut être monté sur des navires de surface, des sous-marins, à bord d'avions et à partir de batteries au sol. La première utilisation en vraie grandeur de missiles de croisière de ce modèle, par les Etats-Unis, a eu lieu pendant la guerre du Golfe, déjà contre des objectifs irakiens, en janvier et février 1991. Au cours des deux mois de raids aériens américains, pas moins de 300 missiles Tomahawk et ALCM ont été tirés depuis des bâtiments à la mer et par des bombardiers B 52.

Jacques Isnard

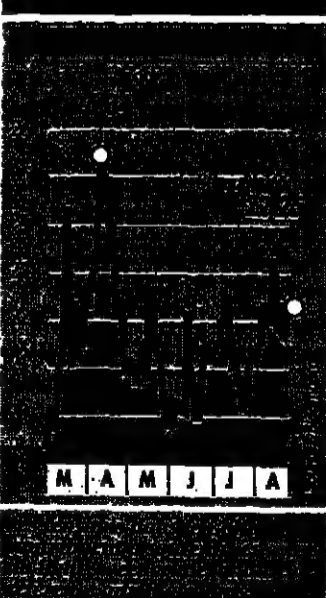
## Une aubaine pour les marchés pétroliers

EN OCTOBRE 1994, les mouvements de troupes irakiennes vers le Koweït n'avaient pas alarmé outre mesure les marchés. Un an plus tard, en août 1995, les menaces proférées par Saddam Hussein d'engager une nouvelle épreuve de force avec l'ONU pour obtenir la levée de l'embargo pétrolier n'avaient pas non plus perturbé les cours du baril. Aujourd'hui, à la suite de l'offensive irakienne au Kurdistan, le report de l'accord « pétrole contre nourriture », décidé le 1<sup>er</sup> septembre par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a contribué à soutenir le prix du pétrole qui, d'ailleurs, se redressait depuis le début de l'année.

L'annonce de raids américains sur la capitale irakienne, mardi 3 septembre tôt dans la matinée (heure de Paris), a même provoqué une flambée des cours sur les marchés asiatiques, les seuls à être ouverts à cette heure de la journée. Le « light sweet crude », qualité de référence aux Etats-Unis, s'appréciait de 5,6 % à 23,49 dollars le baril, par rapport à son niveau du 30 août, les marchés américains étant fermés, lundi, en raison du Labour Day. La veille, à Londres, le brut de la mer du Nord, franchissait en séance le cap des 22 dollars, avant de clôturer à 21,90 dollars.

Depuis le début de l'année, les prix pétroliers ont retrouvé des niveaux méconnus depuis août 1991, culminant même le 11 avril à 25,34 dollars pour le « light sweet crude » et 24,3 dollars pour le brut. Plusieurs raisons expliquent ce raffermisse-

### Un net raffermissement



ment : des ouragans dans le Golfe du Mexique perturbant le fonctionnement des plate-formes, un hiver rigoureux en Europe et aux Etats-Unis, une demande plus soutenue que prévu en Asie, et des niveaux de stocks très faibles chez les raffineries américaines. Mais la perspective d'une levée partielle de l'embargo sur les exportations irakiennes avait un effet dépressif sur les prix. En effet, la résolution 986 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », autorise l'Irak à mettre sur le marché 700 000 barils

jour, soit 1 % de la production mondiale.

Depuis le 20 mai, date de l'annonce d'un accord entre ce pays et les Nations unies, sur des ventes limitées, cette hypothèse pèse sur les marchés qui spéculent alors sur la date d'entrée en vigueur des échanges. La plupart des opérations estimant que les premières transactions interviendraient en septembre, faisant alors chuter les cours. Désormais, cette perspective s'éloigne suite à la décision de M. Boutros-Ghali de retarder son application.

Ce gel a été salué par les analystes pour qui le danger d'un retour irakien serait écarté jusqu'en 1997. Dans ce contexte, et contrairement à toutes les hypothèses, les cours devraient rester fermes. Cette décision devrait être appréciée par les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Depuis le début de l'année, leurs revenus se sont fortement appréciés et 1996 pourrait être l'un de leurs meilleurs crus. De plus, ce report leur permet une fois de plus d'éviter de gérer le retour de l'un d'entre eux, et non des moindres, en leur sein. Avant la guerre du Golfe, l'Irak était, avec 3 millions de barils/jour, le deuxième fournisseur de pétrole du cartel, à égalité avec l'Iran, derrière l'Arabie saoudite. Du jour au lendemain, le royaume wahabite a récupéré cette part et n'entend pas se restreindre dans le futur. Pour l'OPEP, la décision de l'ONU est donc une aubaine.

Dominique Gallois





## Plusieurs alliés de Washington lui reprochent d'agir en solitaire

Paris en appelle au respect de la légalité internationale

LA GRANDE-BRETAGNE et l'OTAN se sont empressées, mardi 3 septembre, de « soutenir totalement » les tirs de missiles de croisière américains sur des cibles militaires irakiennes, mais les autres alliés occidentaux des Etats-Unis ne sont pas sur la même longueur d'onde que Washington, même si les divergences ne risquent pas d'atteindre le point de rupture.

Avant de riposter à l'intervention irakienne dans le nord du Kurdistan, le président Bill Clinton, avait consulté, lundi, son homologue français, Jacques Chirac, et le premier ministre britannique, John Major. Il avait aussi envoyé un message au premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto. L'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara est demeuré en contact avec le ministre turc des affaires étrangères, Tansu Ciller.

Aucune des capitales concernées n'a fait connaître son point de vue après l'opération. Mais, dans la France, l'absence de soutien officiel à la France faisait toutefois remarquer que « sur le plan juridique, les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies n'interdisent pas la présence militaire des forces irakiennes dans les provinces du nord de l'Irak ». Cela signifie, en clair, que la zone d'exclusion imposée au nord du 36° parallèle ne concerne que l'aviation irakienne. En réalité, Paris considère que s'il faut faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard de Saddam Hussein, les forces françaises, américaines et britanniques avaient été mises en état d'alerte dès samedi, la situation est beaucoup plus complexe que lors de l'invasion du Koweït.

Bagdad ne s'est pas attaqué, cette fois-ci, à un autre pays. En outre, son intervention s'est faite,

quoiqu'on en pense, à la demande de l'une des parties en conflit, en l'occurrence le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani - si perverse soit cette demande. Frapper l'Irak, c'est aider objectivement l'autre formation kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, alors que celle-ci est accusée d'être l'alliée de l'Iran que Washington veut mettre en quarantaine. Enfin, la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies, dont l'interprétation a permis aux Occidentaux de créer une zone d'exclusion au nord du 36° parallèle puis au sud du 32° - le texte proprement dit ne prévoit pas explicitement la création d'un tel périmètre - n'autorise pas une intervention militaire.

Il faut, enfin, aux yeux de la France, cohérence en cela avec la position qu'elle a toujours défendue à propos de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe, qu'une éventuelle action contre l'Irak s'inscrive dans le cadre de la légalité internationale, et qu'il n'y ait pas d'action solitaire. « Il y a eu un préavis à un quart de trois », selon l'expression d'un expert. Cela ne signifie pas nécessairement que la France aurait souhaité une nouvelle résolution des Nations unies, mais tout au moins une sorte de feu vert de l'ONU.

### LES RÉSERVES D'ANKARA

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a écrit à M. Ciller pour lui demander de faire pression sur l'Irak afin qu'il retire ses troupes du Kurdistan. La Turquie, indique notre correspondant à Istanbul, Nicole Pope, n'aurait en tout état de cause pas souhaité que des raids contre l'Irak soient menés à partir de la base

d'Inçirlik, où est stationnée la Force occidentale qui assure la protection du nord du Kurdistan. Car Ankara n'a pas lieu d'être mécontente de l'intervention de Bagdad dans le nord du Kurdistan, où elle s'est toujours plaint du « vide » laissé par le retrait des forces et de l'administration irakiennes après avril 1991.

Une éventuelle suspension - envisagée par Washington - de l'application de la résolution 686 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », serait en outre très mal reçue à Ankara, qui avait la ferme intention d'être le principal partenaire de Bagdad, dès lors que celui-ci aurait commencé à vendre des quantités limitées de son pétrole.

Pékin a plaidé pour le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak et de l'application de la résolution 686 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », serait en outre très mal reçue à Ankara, qui avait la ferme intention d'être le principal partenaire de Bagdad, dès lors que celui-ci aurait commencé à vendre des quantités limitées de son pétrole. Pékin a plaidé pour le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak et de l'application de la résolution 686 de l'ONU, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture », serait en outre très mal reçue à Ankara, qui avait la ferme intention d'être le principal partenaire de Bagdad, dès lors que celui-ci aurait commencé à vendre des quantités limitées de son pétrole.

Mourna Naim

## Le colonel Kadhafi vole au secours de l'homme fort de Bagdad

### TRIPOLI

Cible également privilégiée de la diplomatie américaine, le colonel Mouammar Kadhafi a profité de la clôture des cérémonies qui marquaient le vingt-septième anniversaire de la révolution libyenne qui l'a porté au pouvoir pour venir à la rescousse de Saddam Hussein, ou plus précisément pour critiquer vertement la réaction américaine aux derniers mouvements de troupes irakiennes en zone kurde. « Les pays occidentaux laissent les Kurdes massacrer les Kurdes en Turquie et ils prétendent en même temps protéger ceux de l'Irak ? », s'est-il étonné, lundi 2 septembre, devant un comité populaire. « C'est de leur part une nouvelle tentative pour détruire la nation irakienne, cela n'a rien à voir avec la défense des Kurdes », a assuré M. Kadhafi, qui a appelé de ses vœux l'avènement d'un véritable Etat kurde.

Cette nouvelle critique des Etats-Unis ne pouvait surprendre compte tenu de la tonalité des fêtes de la révolution placées, cette année encore et pour la cinquième reprise, sous le signe de l'embargo aérien décrété en 1992 par le Conseil de sécurité des Nations unies après les attentats commis,

le 21 décembre 1988, contre un Boeing de la Panam au dessus de l'Ecosse (270 morts) et, le 20 septembre 1989, contre un DC 10 d'UTA au-dessus du Niger (171 morts), attentats dont la responsabilité fut alors imputée à la Libye. Y penser et en parler toujours - les occasions n'ont pas manqué.

### MORCEAU DE BRAVOURE

A Tripoli, près de la place Verte, les badauds, attirés par l'interminable défilé militaire du 1<sup>er</sup> septembre destiné, selon M. Kadhafi, à « terroriser nos ennemis », ont ainsi pu assister aux multiples passages des reliquats de la flotte aérienne libyenne. Mirage, Mig, Sukhoi, appareils à hélices, à réaction, tout avion en état de voler a été réquisitionné pour la circonstance. Les jours précédents, un inhabituel ballet aérien avait tenté de convaincre les observateurs que, en dépit des « dikats » onusiens qui interdisent l'importation de pièces de rechange et les liaisons internationales, l'armée libyenne était loin d'être cloûée au sol.

Dimanche aussi, le morceau de bravoure de la cérémonie rythmée - manifestement inspirée de la Chine ou de la Corée du Nord d'antan - célébrée par la jeunesse sur la pelouse synthétique du stade

de Tripoli avait été l'évocation des deux dernières violations de l'interdiction de sortie du territoire des avions libyens : l'escapade des pèlerins pour La Mecque dont l'avion s'était glissé dans une flottille d'appareils égyptiens loués pour la circonstance, et celle du colonel Kadhafi lui-même au Caire, en juin, lors du sommet arabe convoqué par le président Hosni Moubarak.

Impassable à la tribune officielle, vêtu d'un costume immaculé et d'une chemise noire, le « Guide de la révolution » n'avait pas eu à en dire plus car ses invités s'en étaient chargés à sa place. Avec constance, les présidents du Ghana, du Mali, du Niger, du Tchad et de la Guinée avaient plaidé la cause de leur hôte et l'iniquité des sanctions internationales. Au côté de Charles Taylor, présent en tant que « membre du Conseil d'Etat transitoire » du Libéria, Louis Farrakhan, chef de l'organisation musulmane noire Nation of Islam, récipiendaire du prix Kadhafi des droits de l'homme 1996, n'avait pas hésité à user des mots les plus durs pour appeler les pays musulmans à violer délibérément les embargos onusiens.

Gilles Paris

## De révoltes en complots

Depuis la fin de la guerre du Golfe, l'histoire de l'Irak, sous la férule de Saddam Hussein, a été marquée par une suite incessante de révoltes populaires, de luttes de clans et de complots.

● 1991 - 28 février : le président Georges Bush annonce la « suspension » de l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak.

● 4 mars : des informations font état d'une révolte des chiites, dans le sud du pays, payée dans le sang. Le lendemain, dans le nord du pays, les Kurdes lancent une offensive contre des positions gouvernementales.

● 7 avril : les alliés occidentaux lancent l'opération « Provide comfort » d'aide à la population kurde et mettent en place une zone d'exclusion aérienne d'environ 10 000 kilomètres carrés au nord du 36° parallèle.

● 9 juillet : l'opposition chiite affirme que Saddam Hussein a échappé à un attentat, à Kerbala.

● 15 : les alliés se retirent en Turquie, laissant la zone d'exclusion aux combattants kurdes.

● 3 octobre : l'agence irakienne IRNA affirme que 76 officiers

irakiens ont été exécutés après la découverte d'une tentative de coup d'Etat contre Saddam Hussein.

● 13 novembre : Saddam Hussein nomme l'un de ses demi-frères, Waïhan Ibrahim El Hassan, au poste de ministre de l'intérieur en remplacement de son cousin Ali Hassan El Majid, devenu ministre de la défense après le limogeage, au début du mois, de son gendre Hussein Kamel Hassan.

1992 : ● 19 mai : les premières élections libres au Kurdistan irakien ne donnent de majorité nette à aucune des deux principales formations kurdes, l'UPK et le PDK.

● 29 juin : l'opposition en Irak fait état de l'échec d'une tentative de putsch contre le régime.

● 21 septembre : l'UPK et le PDK décident de fusiller leurs forces combattantes.

● 1993 : ● 14 avril : l'opposition annonce que les autorités ont raté une nouvelle tentative de putsch.

● 6 septembre : des sources irakiennes à Amman indiquent qu'une tentative de coup d'Etat, menée, à la fin de juillet, par des proches de Saddam Hussein, a été mise en échec.

1994 : ● 10 novembre : le Parlement et le Conseil de commandement de la

révolution (CCR) reconnaissent l'indépendance du Koweït.

● 25 : après des mois de combats fratricides, l'UPK et le PDK concluent un accord sur la création d'une direction commune, mais, le lendemain, les hostilités reprennent.

1995 : ● 14 mars : Washington révèle qu'au début du mois, un complot conduit par le général Waïq Samarraï, a échoué.

● 8 août : le général Hussein Kamel Hassan, gendre de Saddam Hussein et ancien ministre de la défense, se réfugie en Jordanie avec son frère et leurs épouses.

● 1996 : ● 18 février : le roi Hussein de Jordanie autorise l'ouverture, à Amman, du siège régional d'un des mouvements d'opposition au régime de Bagdad, l'Entente nationale irakienne.

● 23 : le général Hassan est assassiné dès son retour en Irak.

● 31 août : Erbil, principale ville du Kurdistan irakien placée sous contrôle international, tenue par l'UPK, tombe aux mains de l'armée irakienne et des combattants du PDK.

● 3 septembre : les Etats-Unis déclenchent des frappes aériennes contre des objectifs militaires en Irak.

## Les jeunes Américains se droguent de plus en plus

L'usage des stupéfiants a augmenté de 78 % entre 1992 et 1995

### WASHINGTON

Le porte-parole de la Maison Blanche avait pourtant prévenu : « La chose qu'il ne faut surtout pas faire, avait-il lancé à la fin du mois d'août, c'est de transformer la question de l'usage de la drogue en « football politique ». Parce que ce serait le mauvais message pour les jeunes tentés de croire que la drogue n'est qu'un thème d'affrontement pour politiciens et qu'elle ne relève pas de leur responsabilité. » Petite perdue : les républicains, leur candidat à l'élection présidentielle en tête, n'ont pas manqué l'occasion de dénoncer l'inaction de l'administration en matière de drogue.

Entre 1992 et 1995, selon une étude du département de la santé, l'usage des stupéfiants chez les adolescents âgés de 12 à 17 ans a progressé de 78 %. La consommation d'hallucinogènes, tels le LSD, a augmenté de 183 % (54 % entre 1994 et 1995), celle de la marijuana de 166 %, celle de la cocaïne de 105 % (37 % entre 1994 et 1995). 10,4 % des jeunes Américains de la même tranche d'âge ont déclaré avoir consommé de la drogue au cours du mois précédant l'enquête. Selon une autre étude officielle, les admissions en urgence dans les hôpitaux pour cause d'abus de drogue ont progressé de 96 % pour la marijuana, de 58 %

pour l'héroïne et de 19 % pour la cocaïne. Il est vrai, comme l'a souligné la Maison Blanche, que la consommation globale de drogue aux Etats-Unis reste relativement stable (12,8 millions de consommateurs en 1995, contre 12,6 millions en 1994).

### UNE « PRIORITÉ » POUR M. DOLE

Mais Bob Dole a estimé que la nette détérioration de la situation chez les adolescents constituait une « tragédie nationale » et a annoncé que, s'il était élu, la « guerre contre la drogue » redeviendrait « la priorité numéro un ». Le mois dernier, les responsables du Grand Old Party avaient tenté d'exploiter les révélations du Secret Service, selon lesquelles, depuis 1992, vingt et une personnes travaillant à la Maison Blanche avaient dû suivre un programme spécial en raison de leurs antécédents de consommateurs de drogue. Le porte-parole de la présidence, Michael McCurry, avait involontairement jeté de l'huile sur le feu en indiquant que, dans les années 70, il avait « fumé un joint de temps en temps ». M. Clinton avait fait le même aveu au cours de la campagne électorale de 1992, en précisant qu'il n'avait pas la fumée.

Les républicains accusent M. Clinton d'avoir attendu

l'échéance présidentielle pour intensifier la lutte contre la drogue. Tout en présentant un plan de lutte contre les stupéfiants, le chef de la Maison Blanche a nommé, en janvier, un « Monsieur drogue » en la personne de l'ancien général Barry McCaffrey. Doté d'un budget de quelque 15 milliards de dollars (75 milliards de francs) pour 1996, l'ex-général doit s'occuper à la fois du trafic des stupéfiants et des « nouvelles » drogues à base de médicaments.

A en croire Newsweek, le directeur du FBI, Louis Freeh, aurait adressé, il y a dix-huit mois, un mémorandum à la Maison Blanche pour dénoncer le manque de « réel leadership » de l'administration en matière de lutte contre l'entrée de l'héroïne et de la cocaïne aux Etats-Unis. De nombreux médecins, sociologues et éducateurs ont, d'autre part, critiqué l'absence de réaction officielle face aux ravages que produit chez les adolescents la « culture de la drogue » que domment plusieurs groupes de pop music. A Washington, comme dans la plupart des grandes villes américaines, on peut se procurer des drogues réputées « douces », comme la marijuana, dans toutes les écoles, et rares sont les parties où celle-ci est absente.

L. Z.

## LES BATAILLES DE L'ÉCOLE

LA LÉGENDE DE CLOVIS : LES BATAILLES DE L'ÉCOLE

DOSSIER LES BATAILLES DE L'ÉCOLE De Jules Ferry à François Bayrou



L'école de Jules Ferry, c'était celle de l'égalité, de la promotion sociale et du mérite. Ce modèle est-il toujours valable aujourd'hui ? Retrospective sur cent ans d'une institution bien française

### A RIRE AUSSI :

- Faut-il célébrer le baptême de Clovis ?
- 1956 : révélations sur la crise de Suez

N° 202 - SEPTEMBRE 1996 - EN KIOSQUE - 36 F



## Les succès d'Alexandre Lebed aiguisent la lutte pour le pouvoir à Moscou

Boris Eltsine, qui n'a toujours pas rencontré son « représentant personnel » en Tchétchénie, semble davantage soucieux de contrer l'ascension politique du général que de s'opposer à l'accord de paix

Le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, cité par l'ar Tass, a déclaré que Boris Eltsine approuvait entièrement l'accord de paix signé par Alexandre Lebed avec les indépendantistes tchétchènes.

Pourtant, le chef de l'Etat russe n'avait toujours pas reçu, mardi 3 septembre, le général qu'il avait nommé il y a trois semaines son « représentant » en Tchétchénie. Et « ce n'est pas le fait du hasard », a déclaré Anatoli Tchoubais, le chef de l'administration présidentielle.

M. Tchoubais s'est entretenu, lundi 2 septembre, deux fois au téléphone avec le président. Le général Lebed n'a,

lui, pas réussi à joindre le chef de l'Etat en vacances. Boris Eltsine a pourtant reçu, lundi, son premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Celui-ci a ensuite exprimé de fortes réserves sur les accords de

paix conclus en Tchétchénie. Ces rebuffades semblent plus destinées à contrer l'ascension politique du général Lebed qu'à remettre en question le processus de paix.

### MOSCOU

Ex-général sans armée, nouvel homme politique sans parti, conseiller du président sans accès au chef de l'Etat russe, Alexandre Lebed est un homme populaire, mais isolé. Voire menacé : son entourage a fait état de tentatives d'assassinat contre le nouveau représentant de Moscou en Tchétchénie, qui, à deux reprises, a été la cible de tirs, russes, lors de ses navettes dans la République séparatiste. Propulsé sur l'avant-scène par la négociation d'un cessez-le-feu puis par la signature, samedi 31 août, d'un accord politique pour mettre fin à la guerre en Tchétchénie, Alexandre Lebed, qui ne cache pas ses ambitions présidentielles, est sous le feu des critiques, rarement emoussées de compliments. Il a reconnu, lundi, qu'il se sentait « seul sur le champ de bataille ».

Boris Eltsine ne l'a pas reçu depuis trois semaines, malgré ses demandes répétées. Et lundi le président russe, en vacances au nord de Moscou et en « traitement médical préventif », selon l'agence Tass, a refusé de lui parler au téléphone. Par contre, Anatoli Tchoubais, le chef de l'administration présidentielle, s'est vanté d'avoir joint à deux reprises, lundi, le chef de l'Etat, qui a aussi trouvé le temps et

l'énergie de recevoir son premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. M. Lebed a beau affirmer que le gouvernement a « pleinement approuvé » l'accord qu'il a signé samedi avec les séparatistes et qui ouvre la voie à l'indépendance de la Tchétchénie, le premier ministre a souligné, par la voix de son porte-parole, que « l'intégrité territoriale de la Russie » primait sur tout. Et qu'il s'interrogeait sur « le prix politique des accords, sur leurs conséquences pour la région du Caucase et pour la Russie dans son ensemble ».

### TRAVAIL DE SAPE

N'osant s'attaquer de front à l'homme qui a signé le premier accord de paix digne de ce nom en Tchétchénie, Boris Eltsine, son puissant administrateur Tchoubais et le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, qui n'ont pas de politique de rechange à part la guerre à outrance, semblent mener un travail de sape contre le « héros » qui a évité le bain de sang à Grozny. Peu à peu, le général est revêtu des habits du traître.

Menacé par l'ascension rapide et la popularité du général, l'opposition communiste-nationaliste fournit l'ardillier loué. Elle tire à boulets rouges sur le « traître Lebed », selon le titre du quotidien Zavisra. La presse libérale n'est pas

plus tendre. Le quotidien d'affaires Kommersant écrit, lundi, que « la Russie ne se rend pas même à un autre Etat, mais à quelque chose de bien pire : le chaos ». Vitali Tretjakov, le directeur du quotidien libéral et « démocrate » Nezavisimaja Gazeta, demande la « démission

### Ouverture du premier hôpital de l'après-guerre

Deux jours après la signature de l'accord de paix, la Croix-Rouge a ouvert, lundi 2 septembre, le premier hôpital de l'après-guerre en Tchétchénie, à Novy-Atagul. L'opération, financée par la Croix-Rouge norvégienne, est composée d'une équipe multinationale de médecins et d'infirmières, complétée par du personnel engagé sur place, dont une trentaine d'infirmières tchétchènes.

« Notre travail sera de réopérer les gens qui ont été insuffisamment soignés dans les hôpitaux tchétchènes, où tout manquait, et de nous occuper de tous ceux qui vont encore, par exemple, sauter sur les nombreuses mines laissées un peu partout », explique le docteur Terje Engerli, un médecin norvégien. Lundi, le personnel achevait d'installer lits et matériel sophistiqué dans les dernières salles tandis que les médecins spécialistes des blessures de guerre s'occupaient des premiers patients. — (APR)

d'un gouvernement stupide qui a signé une reddition avec des gens étrangers, rebelles et armés ». Certes, d'autres journaux gardent une prudente neutralité, tandis que des envoyés spéciaux écrivent la légende du général russe qui bat un commandant tchétchène aux

échecs, qui s'aventure presque sans protection au milieu des rebelles. Face aux intérêts qui se lèvent pour contrer sa fulgurante ascension, le général Lebed pratique la politique de la « paix accomplie » en Tchétchénie, prend la presse à bord de son avion et l'opinion pu-

cessez-le-feu, les négociations politiques s'engagent, le général retourne d'abord prudemment à Moscou pour arracher des signatures. Car, dit-il alors, « beaucoup de gens à Moscou attendent que je signe un document qu'ils puissent rejeter ».

La parole, où la Tchétchénie n'est qu'un échiquier sanglant, se poursuit. Au sommet de l'Etat, les critiques du général lui reprochent surtout les difficultés entre le projet d'accord difficilement approuvé à Moscou et le texte finalement signé avec les Tchétchènes.

### LEGENDE DE MOÏSE

Même s'il domine encore la partie, Alexandre Lebed ne l'a pas encore emporté. Il n'a pas réussi à avoir la tête, début août, du ministre l'intérieur, Anatoli Koulikov. Il n'a pas encore obtenu le départ, qu'il réclame publiquement, de Douk Zavgalev, le chef de la République tchétchène mis en place par Moscou et qui continue à y dénoncer le « traître ».

Comme le note le célèbre journaliste Alexandre Minkine, l'important n'est pas le sort de la Tchétchénie, mais le jeu de pouvoir en Russie. Il s'agit d'éviter que le général Lebed ne devienne le prochain président, peut-être « avant l'an 2000 », comme il l'a dit lui-même, après avoir négocié un

même, étant donné la santé fragile de Boris Eltsine.

Adopté par le Kremlin entre les deux tours de la présidentielle pour assurer la victoire de Boris Eltsine, l'ex-général paratonnerre a fait de la lutte contre la corruption du pouvoir russe l'un de ses chevaux de bataille. Et il menace, ainsi, des intérêts solidement établis en Russie. Il a dans sa ligne de mire les « barons de l'énergie », ces nouveaux maîtres qui s'emparent de leurs propres intérêts en s'appropriant la ressource des territoires et en sous-payant la population. C'est-à-dire le premier ministre Viktor Tchernomyrdine lui-même, co-patron du géant russe du gaz Gazprom et représentant du puissant complexe énergétique.

Le général a aussi dénoncé les nouveaux groupes financiers-industriels — « semi-criminelles », selon ses paroles — dont le premier représentant, Vladimir Potanine, vient d'être nommé vice-premier ministre en charge de l'économie. Certains voient dans cette lutte un « combat à mort ». Pour l'instant il se joue à fleur de mouche dans les coulisses du pouvoir. Si l'on veut bien oublier les balles qui ont transpercé la voiture du général Lebed.

Jean-Baptiste Naudet

## Le candidat du Kremlin triomphe aux élections de Saratov

Le gouverneur Dmitri Aïatskov est réélu lors du premier scrutin régional

### MOSCOU

de notre correspondant  
Si Boris Eltsine reste sourd aux appels téléphoniques de son conseiller pour les affaires de sécurité Alexandre Lebed, il n'hésite pas à répondre à ceux de son chef d'administration, Anatoli Tchoubais, nouvel ordonnateur de la « cour » présidentielle : ce dernier lui a notamment annoncé ce week-end une première victoire sur le front dont il est officiellement responsable : celui des 52 élections régionales qui doivent se dérouler en Russie d'ici le début de 1997.

Elles concernent les administrations locales dont les chefs ont été nommés par Boris Eltsine, par opposition aux 37 autres régions de Russie dont les dirigeants ont déjà réussi à se faire élire (comme dans les « Républiques » ethniques dotées de « présidents »). Ces gouverneurs forment, avec les chefs des pouvoirs législatifs locaux, le Conseil de la Fédération (Chambre haute du Parlement) doté d'importants pouvoirs constitutionnels.

L'enjeu pour le Kremlin est d'empêcher l'opposition (« l'union des forces communiste et patriotique ») de prendre, par ce biais, une revanche après son échec à l'élection présidentielle : si les communistes gagnent, comme ils l'espèrent, une dizaine de ces

52 sièges, le pouvoir perd sa majorité des deux tiers au Conseil, nécessaire pour bloquer les initiatives de l'opposition, majoritaire à la Chambre basse.

Le résultat de la première élection, qui s'est déroulée dimanche 1<sup>er</sup> septembre dans la région de Saratov, sur la Volga, montre qu'être le gouverneur en place offre aujourd'hui suffisamment d'avantages, dans les provinces russes à la démocratie balbutiante, pour vaincre une opposition démolisée par sa défaite de juillet dernier.

Le gouverneur sortant de Saratov, Dmitri Aïatskov, a en effet été reconduit avec 82 % des voix, contre 16 % à son rival communiste Anatoli Gordeev (et moins de 1 % à un troisième candidat « démocrate »), avec une participation de 60 %.

### TRIOMPHE IMPRÉVU

Saratov ne figure pas parmi les dix régions où le pouvoir se sent le plus menacé, comme Krasnodar (sud) où le scrutin aura lieu en octobre et la « ceinture rouge » de Moscou où l'on votera en décembre. Mais à Saratov, même si à la veille du scrutin, chacun donnait le candidat sortant favori, sa victoire était loin d'être évidente il y a quelques mois seulement. En décembre 1995, les élections législatives avaient donné les commu-

nistes largement gagnants dans cette région avec 28 % des voix, suivis par le parti de Jirinovski, avec 12 %.

Le gouverneur de la région fut alors, pour ce résultat décevant, et remplacé par le vice-maire de Saratov, le jeune et énergique apparatchik Aïatskov (46 ans). En juin-juillet, le candidat communiste Zouganov devança encore Boris Eltsine avec 49,9 % des voix contre 45 %. Mais le nouveau gouverneur a vite bénéficié des méthodes, imaginées et financées par le « père des privatisations », Anatoli Tchoubais, qui ont fait le succès de Boris Eltsine sur le plan national. Il a sillonné sa région en distribuant des subsides et promettant ça et là des exemptions d'impôts, monopolisant les médias locaux encore plus que le président russe ne l'avait fait pour les médias nationaux.

Avec l'avantage supplémentaire de ne pas avoir à craindre un Parlement oppositionaliste : sur les 35 députés du Conseil local, 21 occupent des postes exécutifs où ils dépendent du gouverneur. Aïatskov a aussi pris soin de fixer la date des élections des maires de sa région après la sienne propre, comme Eltsine avait fixé celles de la majorité des gouverneurs après sa propre réélection : tous les dirigeants en poste débordent ainsi d'activisme en faveur du maître en place.

Dernier avantage d'un gouverneur sortant, mais non des moindres : il peut user de l'argument consistant à menacer ses électeurs de voir la manne des subsides centraux disparaître s'ils élisent un opposant. A Saratov, un tiers du budget local vient de Moscou. C'est ce qui garantit aussi les gouverneurs, une fois élus localement, restent fidèles au président, même si des problèmes surgissent déjà dans les régions dotées à la fois d'un gouverneur élu et de fortes ressources propres.

L'élection de Saratov a au moins rassuré le Kremlin sur un point : même dans les régions les plus conservatrices, les « réformateurs » peuvent se révéler être de bons élèves d'Anatoli Tchoubais, manipuler avec succès les leviers du pouvoir pour se faire élire. Ce qui ne veut pas dire nécessairement que la démocratie pénètre une Russie profonde, qui risque de tomber de plus en plus sous la coupe de « barons » régionaux.

Sophie Shihab

## Le président roumain Ion Iliescu se sépare de ses alliés nationalistes

### BUCAREST

de notre correspondant  
La formation du président Ion Iliescu, le Parti de la démocratie sociale (PDSR), minoritaire au Parlement, a décidé, lundi 2 septembre, d'interrompre sa collaboration politique avec ses derniers alliés au gouvernement, les nationalistes du Parti de l'union nationale (PNUR). Le PDSR a justifié cette rupture par les violentes attaques lancées contre le chef de l'Etat par Georgehe Fumar, le président du PNUR, qui avait notamment demandé que Ion Iliescu soit suspendu de ses fonctions par le Parlement.

Georgehe Fumar, candidat à l'élection présidentielle du 3 novembre prochain, avait, pris comme prétexte l'annonce de la signature prochaine du traité politique bilatéral roumaino-hongrois, qu'il dénonçait comme « un acte de trahison nationale ». Maire de Cluj, la capitale historique de la Transylvanie, où vivent la majorité des un million sept cent mille Roumains d'origine hongroise, il avait été réélu au printemps dernier en fondant sa campagne sur la lutte contre « l'irredentisme hongrois ». La rupture entre les deux formations devrait se traduire par la démission des quatre ministres du PNUR (Justice, Agriculture, Trans-

ports, Télécommunications) entrés au gouvernement pendant l'été 1995. En revanche, elle ne devrait avoir aucune répercussion pour le premier ministre Nicolae Vacariou. Même s'il ne dispose plus de majorité au Parlement, il ne peut, selon la Constitution, être renversé à moins de deux mois d'élections générales. Or les législatives et la présidentielle doivent avoir lieu le 3 novembre.

### DE PLUS EN PLUS ISOLÉ

En tout état de cause, le PDSR se trouve encore un peu plus isolé sur la scène politique roumaine. Au début de cette année, il avait rompu avec ses deux autres alliés, les anciens communistes du Parti socialiste du travail et les ultranationalistes du Parti de la Grande Roumanie. La décision du PDSR pourrait bien présager sa future entrée dans l'opposition à l'issue des prochaines élections législatives.

Selon les derniers sondages, la formation du président Iliescu se trouverait en effet au coude à coude avec la Convention démocratique (CDR), la principale coalition des partis d'opposition. Mais, alors que la CDR peut envisager un gouvernement de coalition avec le Parti démocrate de l'ancien pre-

mier ministre Petre Roman et des libéraux, le PDSR a une marge de manœuvre quasi nulle.

L'opposition ne veut pas entendre parler d'un quelconque pacte avec le PDSR, auquel il ne resterait donc qu'à renouer son alliance avec les nationalistes et les héritiers du Parti communiste roumain.

Une réédition de l'accord de 1995 semble toutefois exclue. D'une part, les divergences entre les anciens amis semblent profondes. D'autre part, le candidat Iliescu, père spirituel du PDSR, sous la banquette duquel il se représente en novembre, a endossé pour cette campagne électorale les habits d'un homme d'ouverture. Celui qui est en poste depuis la chute de Ceausescu tente ainsi de se placer au-dessus du champ de bataille politique et veut apparaître comme le rassembleur des forces modérées, excluant ses anciens alliés extrémistes. « Il y a beaucoup de points de contact entre mon programme et celui de l'opposition », a-t-il ainsi répété, lundi, aux correspondants de la presse étrangère en Roumanie. Comme s'il voulait préparer l'opinion publique à l'idée d'une future cohabitation.

Christophe Chatelot

## ETAT NATIONAL MINISTRE DE L'INTERIEUR REPUBLIQUE ARGENTINE

APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 01/96

Contrat intégral non fractionné d'un service pour le dessin, la mise en marche et le support d'un système de contrôle de migration et de l'identification des personnes et de l'information électorale.

Le cahier des charges et des conditions pourra être consulté et acheté par les intéressés auprès du Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur, avenue Leandro N. Alem 168, 5ème étage, Capitale Fédérale, du lundi au vendredi de 12 h. à 16 h. à partir du 30/08/96.

Prix du cahier des charges : quatre-vingt mille Pesos (\$80.000). Les offres seront reçues au siège du Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur, avenue Leandro N. Alem 168, 5ème étage, Capitale Fédérale, jusqu'au 25/10/96, à 12 h.

La cérémonie d'ouverture des enveloppes contenant les offres se tiendra ce même jour, à 13 h. au Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur.

Institut supérieur  
de technologie et management  
Paris La Défense

La grande école de l'innovation.  
Une double compétence intégrée. Diplôme Bac+4/+5.  
Entrée en 1<sup>re</sup> année à Bac+1 scientifique ou technique.  
Entrée en 2<sup>e</sup> année à Bac+2 scientifique ou technique.

### CONCOURS EN SEPTEMBRE

Clôture des inscriptions :  
• pour l'entrée en 1<sup>re</sup> année, le 16 septembre 1996.  
• pour l'entrée en 2<sup>e</sup> année, le 5 septembre 1996.

Tel: (1) 41 16 73 55

Institut Supérieur de Technologie et Management  
Pôle Universitaire Léonard de Vinci - 92916 Paris La Défense Cedex  
Etablissement consultatif d'enseignement supérieur  
RECONNU PAR L'ETAT

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



## L'opposition est victime d'un harcèlement systématique

d'un nationalisme exacerbé. Les discours politiques évoquent plus une revanche guerrière que la réintégration dans une Bosnie-Herzégovine

**multiethnique. L'opposition, qualifiée de « simple objet décoratif » par le président Izetbegovic, est victime d'un harcèlement systématique.**

C'est une fête champêtre à la gloire d'Allah, de l'armée bosniaque et du Parti d'action démocratique (SDA). Le nom du président Alija Izetbegovic est scandé à la tribune. Des enfants jouent sur la pelouse, tandis qu'un imam essaie de convaincre l'assistance que le SDA est l'unique parti d'Allah.

« Chaque vote musulman qui échappera au SDA ira aux ennemis de la Bosnie-Herzégovine », poursuit le maire de Bihać. « Allah est le plus grand ! », crient d'anciens soldats. « L'opposition est un simple objet décoratif, dit le président du canton. Izetbegovic est en train de réaliser notre rêve d'une Bosnie-Herzégovine libre et d'un peuple musulman libre ».

Aux réunions électorales du SDA, la confusion entre Bosniaques et Musulmans est soigneusement entretenue, de même qu'entre Etat, armée et parti. Le SDA aurait ainsi créé une armée et une police afin de défendre un Etat bosniaque dédié au peuple musulman. La méthode est simple, et aisément reconnaissable : le PC yougoslave l'a utilisé durant cinquante ans, et les partis nationalistes serbe et croate ne s'en privent pas depuis cinq ans.

Dans la région de Bihać, le « simple objet d'écouart » est, en outre, victime d'un harcèlement systématique, maintes fois dénoncé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération (OSCE) et les agences de l'ONU. Les candidats d'opposition perdent leurs emplois, reçoivent des menaces et parfois des engins explosifs devant leurs maisons. Récemment, la police a saisi et détruit les affiches et les tracts de la Liste unitaire pour la Bosnie-Herzégovine (ZLHB), une coalition de cinq partis multiraciaux.

Les partis d'opposition n'ont aucun accès aux médias, et limitent le nombre de leurs meetings électoraux. La première réunion du parti de Haris Silajdzic (Parti pour la Bosnie-Herzégovine, SPBH), au mois de mai, avait été l'occasion d'une attaque violente contre l'ancien premier ministre, considérée comme une tentative de meurtre par ses partisans.

« La campagne électorale est clairement explosive, constate amè-

rement Ismet Hriste, candidat indépendant à Cazin. Ici, après plus de cinquante attaques visant l'opposition, peut-on encore parler de démocratie et de processus électoral ? La tension continue de croître chaque jour, nos partisans sont inquiets. Cette atmosphère est tragique.»

La région de Bihać a différentes particularités. D'abord, elle fut le théâtre d'une guerre sanglante entre Musulmans, après que l'homme d'affaires Fikret Abdic eut proclamé une « République » autonome, allée aux Serbes et aux Croates. M. Abdic, réfugié en Croatie depuis les victoires bosniaques de 1995, se présente aux prochaines élections, et le SDA craint qu'il n'ait encore un soutien populaire.

- Une certaine mentalité autonomiste, même chez les adversaires

begovic, et le général Atif Dudakovic. « Islam, peuple, armée », répondent effectivement les affiches électorales.

Les discours évoquent plus une revanche guerrière que la réintégration de la Bosnie-Herzégovine. Face à Bihać et à Sanski Most, les séparatistes serbes règnent sur la région de Banja Luka, dont Musulmans et Croates furent expulsés durant la guerre. Le SDA et les organisations de réfugiés évoquent sans cesse un retour à Banja Luka, non pas par la grâce d'un accord de Dayton qui n'a pas encore permis à un seul réfugié de retrouver son foyer, mais par la conquête militaire.

Le parti d'Alija Izetbegovic use des méthodes identiques aux partis ultranationalistes serbe (SDS) et croate (HDZ). La survie d'une ethnie et la peur de l'autre sont les

une dictature ! » Rifet Bahtic est lui-même rentré de Belgique après la signature de l'accord de Dayton. La radio de Mehmed Alagic martèle son nom en lui associant les qualificatifs de « traître » et d'« ennemi du 7<sup>e</sup> corps ». « En répétant inlassablement que je n'étais pas un soldat et que je suis revenu afin d'attaquer le 7<sup>e</sup> corps et d'entraîner le peuple musulman, la radio Alagic joue avec le feu, dit M. Bahtic. Dans ce immédiat après-guerre, la frontière entre les attaques verbales et les agressions physiques n'existe presque pas. Les gens sont nerveux. »

« Quand je suis revenu, j'ai découvert le règne de la médiocrité, poursuit-il. Les Serbes et les Croates sont partis, et le SDA parle sur la médiocrité et la religion pour attirer les votes. Je n'ai rien contre l'islam, mais il est désormais utilisé afin de modifier notre société et notre culture. Je crains le pire... Je ne sais pas... »

« A Cazin, les habitants sont mécontents. L'antenne locale du SDA ne comporte presque aucun Cazinien, et utilise des hommes mal recrutés dans les villages pauvres des alentours. Le jour de la fête de la brigade de l'armée bosniaque, le SDA a tenté de transformer la célébration en réunion politique : les gens sont partés. « Les Jeunes pensent qu'ils quitteront le pays si les partis nationalistes remportent les élections, commente une jeune fille. Quel avenir avons-nous ? Quelle prospérité ? A la municipalité, tenue par le SDA, trois personnes seulement savent écrire, et l'argent des pays islamiques disparaît au fur et à mesure au furure ».

*Si la population respecte le président américain, le désastre pour son pays sera évité. Au contraire, si elle ne l'apprecie pas, que faire ? L'ONU et le SDG ont clairement pris le pouvoir au sein du parti. L'après-guerre est douloureuse. Ici, des Musulmans se comportent exactement comme les Serbes qui ont agressé la société bosniaque multiethnique. Un tract de la coalition ZLH, sauté de la saisie policière, affirme que les Bosniaques doivent « absolument voter contre ceux qui ont gagné les dernières élections [ils parlent nationalistes] ». Ils avaient promis de nous amener vers l'Europe, dit l'affiche. Ils avaient simplement oublié de nous préciser que ce serait dans une chaise roulante.*

Rémy Ourdan

**COCHABAMBA**

Treize chefs d'Etat latino-américains participent au dixième sommet du Groupe de Rio qui se tient les 3 et 4 septembre à Cochabamba, à 400 kilomètres au sud-est de La Paz.

Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique de l'Amérique latine - c'est son intitulé officiel, - le Groupe de Rio a pour objectif de concrétiser une vieille aspiration toujours non satisfaite : que le sous-continent latino-américain adopte une position commune face au monde et, surtout, face aux Etats-Unis qui continuent à exercer leur lourde tutelle au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA).

### LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

Le Groupe de Rio est l'héritier du Groupe de Contadora constitué en 1983 entre la Colombie, le Mexique, Panama et la Venezuela pour contribuer à la pacification de l'Amérique centrale. Deux ans plus tard, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay se regroupèrent à leur tour et amorcèrent un rapprochement avec le groupe, créant, en 1986, douze ans après sa naissance, le Groupe de Rio.

À partir de cette date, l'objectif principal de la nouvelle organisation a été de consolider la démocratie dans une région en train de se libérer de ses dictatures militaires.

Depuis 1990, tous les pays du sous-continent y sont représentés, hormis Cuba. L'Amérique centrale et les Caraïbes n'ont que deux délégués qui siègent aux côtés des douze « grands » que sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Panama, le Paraguay,

### Tête à tête et petit comin

tentative de putsch dont a été victime, en avril 1996, le président du Paraguay, Juan Carlos Wasmosy.

Mais la lutte contre le trafic de drogue devrait constituer l'un des plats de résistance de la rencontre. « Ce problème sera traité avec sérieux », a précisé le coordonnateur bolivien, Jaime Aparicio, mais nous

marcotrafiquants, ce dernier est désormais *persona non grata* aux Etats-Unis, et son pays s'est vu refuser le certificat de bonne conduite que délivre, aides financières à l'appui, Washington aux pays en lutte contre le trafic de drogue.

L'autre thème fort de la conférence sera la loi Helms-Burton qui renforce l'embargo économique imposé par les Etats-Unis à Cuba. La Initiative du Mexique, pays directement touché par les sanctions américaines prises contre les responsables de l'entreprise téléphonique Domos, le sujet a déjà été largement abordé au cours des réunions préparatoires.

**LA PRÉSENCE DES ÉTATS-UNIS**  
Alors que, jusqu'ici, les États-Unis ignoraient calmement le Groupe de Rio, la présence à Coëmbamba de Madeleine Albright, ambassadrice des États-Unis à l'ONU, est particulièrement remarquée. Selon certains observateurs, c'est le dialogue politique permanent instauré par les pays du Groupe de Rio avec l'Union européenne, puis avec le Japon, qui explique le changement d'attitude des États-Unis. D'autres estiment plutôt que Mme Albright a fait le déplacement en Bolivie afin de mobiliser des soutiens contre la réélection du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali.

Nicole Bonnet

**BEYROUTH.** Les élections législatives partielles organisées, dimanche 1<sup>er</sup> septembre, à Beyrouth, ont été un succès mitigé, tant par la fraude, que par le premier ministre Rafic Hariri (musulman sunnite). Sa liste a obtenu quatorze sièges sur les dix-neuf à pourvoir. Mais ses deux principaux adversaires, le sunnite Sélim Hoss et le chrétien grec orthodoxe Najah Wakim, ont été élus haut la main. Le taux de participation a été plus faible (25 %) dans les quartiers chrétiens de la capitale que dans les quartiers musulmans (35 %). - (Corresp.)

KIEV. L'Ukraine, où le chancelier Kohl a entamé lundi 2 septembre une visite officielle de deux jours, a depuis cette semaine une nouvelle monnaie. Le Grivna, qui remplace le Karbovanets. Les billets de banque sont changés à 1 pour 100 000. La parité du Grivna a été fixée au départ à 1,90 dollars. Les autorités veulent en faire le symbole de leur volonté de lutter contre l'inflation, qui atteignait encore 180 % en 1995. L'Ukraine n'a toujours pas réussi, depuis son indépendance, à atteindre une croissance positive. Les investissements continuent de baisser. C'est la deuxième fois que le chancelier allemand s'y rend en visite.

## EUROPE

■ **Union européenne** : les éleveurs allemands affectés par l'épizootie de la « vache folle » toucheront cette année l'équivalent de 1,2 milliard de deutschemarks (4 milliards de francs) de compensations financières nationales sous forme d'avantages fiscaux, a annoncé lundi 2 septembre le gouvernement de Bonn. La Commission a annoncé à Bruxelles qu'elle avait fait usage de ses pouvoirs d'urgence pour acheter des brouettards à la France, dont les exportations vers l'Italie se sont effondrées, à un prix supérieur de 23 % au prix d'intervention. - (AFP)

■ **YUGOSLAVIE** : un accord sur la réintégration des élèves et enseignants de souche albanaise dans le système d'enseignement public au Kosovo a été signé par le président serbe, Slobodan Milosevic, et le chef des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Depuis la suppression par Belgrade de l'autonomie au Kosovo, en 1989, les Albanais boycottaient les écoles serbes, et avaient mis sur pied un système clandestin en langue albanaise. Cet accord a été négocié par l'entremise de la communauté catholique romaine de Saint-Egidio. - (AFP)

**ASIE**  
■ **CAMBODGE** : Hun Sen, le « second » premier ministre, a annoncé lundi 2 septembre qu'il allait demander au roi Sihanouk une amnistie au profit de l'ex-« numéro deux » du mouvement khmer rouge, Ieng Sary, qui vient de faire défection des rangs polpotistes. Hun Sen avait auparavant rencontré, près de Mongkol Borei (nord-ouest du Cambodge), cinq responsables khmers rouges dissidents. — (AFP)

**AFRIQUE**  
**■ ALGERIE :** un attentat à la voiture piégée a fait au moins un mort et une dizaine de blessés, mardi 3 septembre, dans le centre d'Alger, selon le premier bilan diffusé par la radio d'Etat. Un hôtel a été dévasté et plusieurs immeubles voisins, notamment le siège de l'Assemblée nationale, ont été touchés. Cette explosion s'est produite après une série d'attentats contre des lieux publics, notamment des cafés et restaurants, qui a fait au moins une trentaine de morts, depuis la mi-juillet. — (AFP).

■ **RWANDA** : au moins 111 personnes, dont de nombreux civils, ont été tuées par l'armée rwandaise, entre le 6 et le 8 août, lors d'opérations de rattachage dans l'ouest du Rwanda, indique un rapport de la délégation de l'ONU pour les droits de l'Homme, publié le 2 septembre à Kigali. Le document fait également état de la disparition de 52 personnes depuis ces opérations. - (AFP)


■ **MAROC** : deux Françaises ont été arrêtées, le 30 août, en possession de 523 kilos de résine de cannabis, a-t-on appris lundi 2 septembre. D'autre part, la cour d'appel de Tanger a reporté au 9 septembre son verdict concernant le couple de retraités français condamnés à 4 et 3 ans de prison ferme pour avoir tenté de passer 129,5 kilos de résine en France. — (AFP Reuters.)


**BRUXELLES.** La commission européenne fournira « toutes les réponses » à la commission d'enquête mise en place par le Parlement européen pour examiner sa gestion de l'épizootie de « vache folle », a déclaré lundi 2 septembre à Bruxelles son porte-parole. Ce dernier s'est refusé à commenter les nouveaux documents publiés par *Libération* du 2 septembre montrant que Bruxelles avait cherché à minimiser l'affaire pour éviter une panique. Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, a déclaré que ces documents confirment « la volonté des commissaires, alors sous la présidence de Jacques Delors, d'empêcher à tout prix l'information du public quant aux dangers [de la maladie] ». Il a annoncé qu'il va porter plainte contre la Commission européenne de Bruxelles. — (AFP/Reuters)


**O I S E**


*Une année d'anglais  
en Angleterre*


Partir une année, un trimestre ou  
un mois pour apprendre l'anglais.


 Oxford · Bristol · Cambridge ·  
Irlande

 Voyage organisé

 Vie dans une famille accueillante

 Cours intensifs pour tous les  
niveaux

 Préparation aux examens officiels

 Programme d'activités culturelles

1996: 06/10 - 14/12  
1997: 12/01 - 22/03 06/04 - 14/06

FF 28.000,- par trimestre  
(tout compris)

Bordeaux 56552812  
Lille 20402838  
Lyon 78246074  
Paris (1) 44196666  
21 Rue Théophraste  
Renaudot 75015 Paris



**SOCIAL** L'ensemble des organisations syndicales enseignantes devaient se réunir, mardi 3 septembre, pour fixer la date - probablement avant le 1<sup>er</sup> octobre - d'une journée

nationale de grève dans l'éducation nationale. Les syndicats protestent contre le projet de budget 1997 et les conditions d'emploi de cette rentrée. ● CINQ MILLE POSTES vont

être supprimés l'an prochain dans le primaire et le secondaire. En revanche, M. Bayrou a annoncé, le 2 septembre, la création de 2 700 postes dans le supérieur, tra-

duction des engagements pris en juin lors de la présentation de la réforme de l'université. ● LOUIS VIANNET, secrétaire général de la CGT, interpelle de son côté le pré-

sident de la République, invité à « retrousser ses manches ». Son syndicat, qui a dressé un bilan des plans sociaux à venir, estime que plus de 200 000 emplois sont menacés

## Les syndicats enseignants préparent une journée de grève

Réunies mardi 3 septembre, les organisations syndicales ont dénoncé les 5 000 suppressions de postes dans les premier et second degrés, ainsi que les conditions d'emploi de cette rentrée scolaire. M. Bayrou met en avant l'effort accompli pour l'université

**LA RENTRÉE SCOLAIRE** a peine effectuée, le bras de fer est engagé entre le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, et les syndicats d'enseignants. Réunies mardi 3 septembre dans l'après-midi, les organisations syndicales devaient décider de la date d'une journée de grève générale dans l'éducation, sans doute au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre. Pour la première fois depuis bien longtemps, cet élan unitaire aboutit à une action commune. Un texte devait être publié, mardi, déplorant « les difficultés d'emploi des titulaires et les conditions de travail » ; un budget pour 1997 en régression pour la première fois depuis des décennies ; et les « suppressions de postes dans le premier et le second degré qui financent 2 700 créations

dans l'enseignement supérieur ». La plate-forme exige en outre « le réemploi de tous les non-titulaires et l'amélioration de l'affectation des titulaires, notamment par la transformation des heures supplémentaires et des vacations en emplois ». Entre les syndicats et le ministre, c'est le dialogue de sourds. Les premiers parlent enseignement primaire et secondaire, le second répond enseignement supérieur. De part et d'autre, les chiffres volent sans se répondre. Au centre du conflit, la décision gouvernementale prise en juillet de supprimer, dès 1997, 5 000 postes : 4 000 dans le premier degré, écoles maternelles et primaires, et un millier dans les collèges. Pour justifier ces chiffres, M. Bayrou avait mis en avant la

baisse démographique dans le primaire et le secondaire (60 000 élèves de moins cette rentrée) et l'effort réalisé pour l'enseignement supérieur, où seront créés l'an prochain 2 700 postes. Au total, le solde net des suppressions pour le ministre de la rue de Grenelle est donc de 2 300 postes.

### ESQUIVE

Les explications ministérielles n'ont pas pour autant convaincu. Les réactions syndicales ont fusé, lundi 2 septembre, après la conférence de presse de rentrée de M. Bayrou. « Lénifiant, contradictoire et choquant », estime le Syndicat des enseignants (SE-FEN). Son secrétaire général, Hervé Baro, s'est déclaré « indigné par la volonté manifeste du ministre de cacher la réalité ». « Comment peut-il (...) demander à la société française de "soutenir l'école et les enseignants", au moment où l'Etat programme la suppression de 5 000 emplois ? », s'est encore interrogé M. Baro.

Pour Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES (FSU), le ministre a « pratiqué l'esquive en évitant toutes les questions de chômage et de budget ». « On ne maîtrise pas les conflits quand on esquive les principales questions », a-t-elle menacé. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT a reproché à François Bayrou de « décaler en touche sur l'enseignement supérieur pour exorciser les difficultés qu'il ren-



contre », mais « l'exercice a ses limites », a-t-il conclu.

A des troupes inquiètes et prêtes au combat, François Bayrou a préféré vanter, le 2 septembre, l'expérience des langues vivantes dans le primaire (« C'est la première fois qu'un pays développé engage un tel programme ») ; le collège, qui lui a procuré « la joie de voir que plus de 30 % des élèves choisissent l'enseignement du latin en cinquième » ; le nombre d'élèves par classe - « qui diminue à chaque rentrée depuis que

plus, d'insuffler un long catalogue à ses interlocuteurs : il s'occupera donc de l'illettrisme, pour « inventer avec tous les instituteurs du cours préparatoire une réponse précoce aux problèmes de lecture » ; des rythmes scolaires, qui restent « un dossier piloté par l'éducation nationale » ; de la violence à l'école, « sans avoir la naïveté de penser que les dix-neuf mesures proposées pour cette rentrée résoudront tous les problèmes ».

Concernant les problèmes d'emploi, M. Bayrou s'est contenté de dire que la rentrée des maîtres auxiliaires ne serait « pas pire que celle de l'an dernier ». Pour le SGEN-CFDT, il s'agit d'une « non-réponse », qualifiée de « scandaleuse ». Le ministre a assuré que l'accord signé par la plupart des organisations sur la résorption de l'auxiliaire « serait appliqué », sans pour autant rassurer.

Il n'est pas certain qu'il ait tranquillisé, non plus, la soixantaine de manifestants qui se tenaient, lundi, devant la préfecture de l'Eure, à Evreux, pour dénoncer les « conditions de la rentrée scolaire ». Ni les instituteurs suppléants de Seine-Saint-Denis, menacés de chômage, pour 130 d'entre eux, sur un total de 152. Pour ne pas être en reste, le nouveau syndicat SUD-éducation a déposé un préavis de grève à compter du jour de la rentrée.

Béatrice Gurrey

### Une prochaine mission pour Roger Fauroux

Au lendemain de la remise de son rapport à Alain Juppé, en juin, Roger Fauroux, président de la commission de réflexion sur le système éducatif, avait, dans un entretien au Monde (Le Monde du 27 juin), menacé de « faire du bruit sous les fenêtres du gouvernement ». Il craignait que celui-ci ne cherche à étouffer le débat sur l'état alarmant de l'école dressé à l'issue de sa mission. Le message a, semble-t-il, été entendu par François Bayrou. Une mission spéciale sera « confiée prochainement » à M. Fauroux, a-t-il indiqué lors de sa conférence de rentrée.

Le ministre de l'éducation, qui a annoncé son intention d'appliquer à « 80 ou 85 % » les recommandations du rapport, n'a toutefois pris aucun engagement. Tout au plus, il a avancé le souhait de « définir les objectifs à atteindre et les savoir-faire à acquérir à la fin de l'école primaire et au collège ». Cette référence au « savoir minimum » était l'un des sujets majeurs et les plus controversés du rapport Fauroux.

### La CGT en appelle à Jacques Chirac

**SUPPRESSIONS** d'emplois, revalorisation des salaires, mais aussi rentrée scolaire et sans-papiers de Saint-Bernard : Louis Viannet réagit sur tout et monte le ton. Omniprésent, le secrétaire général de la CGT a décidé d'occuper très tôt le terrain social, voire de l'élargir aux problèmes de société et d'adopter une stratégie très pugnace. A la centrale de Montreuil, les vacances ont été prises en juillet, et cela fait près d'un mois que la rentrée, prévue « combative », est activement préparée. Dès le 19 août, Louis Viannet a accordé un premier entretien aux Echos, journal très lu dans les milieux

d'affaires, pour demander « une revalorisation des salaires ». La traditionnelle conférence de presse de rentrée de la CGT, qui s'est tenue mercredi 28 août, en même temps que le conseil des ministres, a insisté sur « l'esprit de conquête ». Et Louis Viannet anime, mercredi 4 septembre, un meeting au Zénith à Paris.

A la veille de ce rassemblement, Louis Viannet a dressé le bilan des plans sociaux à venir, en déclarant qu'« on est à plus de 200 000 emplois dont la suppression est annoncée ». Sur ce nombre, « plus de la moitié relèvent soit de la fonction publique soit des entreprises natio-

nales, c'est-à-dire relèvent directement de la décision du gouvernement », a précisé le dirigeant de la CGT, en invitant le chef de l'Etat « à retrousser ses manches » pour faire cesser cet état de fait. Après la lettre envoyée en août sur les sans-papiers, c'est la deuxième fois en moins d'un mois que Louis Viannet interpelle directement Jacques Chirac pour qu'il joue directement un rôle d'arbitre dans les débats sociaux.

### FO PRUDENTE

De son côté, Marc Blondel joue plutôt les temporisateurs. Le secrétaire général de FO a déclaré, lundi 2 septembre, sur LCI, avoir « pris l'initiative » d'organiser un rassemblement le 21 septembre à Paris, pour montrer la montée de « l'insatisfaction sociale », mais il ne « souhaite pas la politisation du mouvement » de mécontentement. « J'ai peur de l'amalgame. Il faudrait être très prudent », a-t-il déclaré.

A. B.-M.

### Les fédérations des finances pour une grève durable

Les fonctionnaires, pour l'instant, expriment leur mécontentement face aux suppressions d'emplois et aux salaires de manière corporatiste : les responsables des fédérations des finances se réunissent lundi 2 septembre, ceux de l'éducation nationale mardi, et ceux de l'équipement mercredi.

Les représentants des fédérations des finances ont néanmoins décidé d'attendre la réunion des sept fédérations de fonctionnaires, prévue pour le 10 septembre, avant d'appeler à une grève dont ils souhaitent qu'elle ne dure pas seulement vingt-quatre heures. Ils veulent protester contre l'annonce, au mois d'août, de la suppression de 1 % de leurs effectifs en 1997, soit 1 800 emplois, dont 600 au trésor, 800 à la direction générale des impôts et 200 aux douanes. FO a insisté pour qu'ils s'associent à un mouvement « unitaire » de la fonction publique, la CGT a tout de même obtenu d'organiser une « semaine d'action », du 16 au 21 septembre.

### Plusieurs milliers de maîtres auxiliaires ne seront pas réemployés

**LE NOMBRE** DE POSTES offerts aux concours d'enseignants diminue (-10 % à -15 % aux Capes et Capet entre 1995 et 1996), tout comme le nombre d'admis, alors que l'engagement des jeunes pour ces carrières de la fonction publique ne se dément pas : la crise de recrutement de l'éducation nationale est bel et bien terminée. Cette nouvelle donne de l'emploi des enseignants a créé le système de vases communicants que l'on a pu observer lors de la dernière rentrée : plus le nombre de maîtres auxiliaires diminue, plus celui des « titulaires académiques » augmente. Ces derniers, reçus aux concours, sont affectés sur une académie et non sur un poste fixe, pour une année. Il s'agit de professeurs qui souhaitent à tout prix une académie, sans que leur nombre de points au « barème » soit suffisant pour l'obtenir sur un poste précis.

Cette année, le mouvement s'est amplifié, créant les conditions de la grogne parmi les syndicats enseignants. De 38 000 « maîtres aux » en 1993, on est passé à 28 000 deux ans plus tard, tandis que les titulaires académiques (« TA »), au nombre de 20 000 en 1992, seraient aujourd'hui 30 000. Ainsi, les TA ont au fur et à mesure remplacé les maîtres auxiliaires dans les emplois bouche-trous. Lors de cette rentrée, les syndicats s'attendent à ce que 10 000 à 15 000 de ces derniers ne soient pas réemployés.

Le cas de l'académie de Lille est particulièrement douloureux : longtemps déficitaire en enseignants, cette académie a dû faire appel en grand nombre aux MA.

Aujourd'hui, elle est « autosuffisante », comme le souligne la direction des personnels enseignants du ministère, car, pour la première fois, les 1 700 profs sortis de l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), souvent nommés pour leur premier poste comme TA, remplacent les MA.

### MAUVAISES CONDITIONS

Militant pour le réemploi des MA, les syndicats soulignent aussi les mauvaises conditions de travail des titulaires académiques : ils exercent souvent dans deux établissements différents et éprouvent des difficultés à s'intégrer dans les équipes pédagogiques. Plus grave, ils peuvent enseigner dans des lycées professionnels, alors qu'ils n'ont pas passé ce concours mais le Capes, dans une ou deux matières qui ne sont pas leur discipline d'origine.

Aux problèmes de MA et de TA, s'ajoute cette année celui des candidats admis sur les « listes complémentaires ». Contrairement à l'habitude, ces candidats, qui bénéficiaient des postes lors de désistements des lauréats mieux placés qu'eux, seront définitivement recalés. Les candidats concernés sont d'autant plus furieux que cette décision ne leur a été notifiée qu'à la fin du mois d'août, leur faisant ainsi perdre un temps précieux dans la recherche d'un emploi. Elle ne concerne que 360 personnes, mais le symbole a été fortement ressenti.

B. G.

### Sept mille emplois créés en deux ans dans l'enseignement supérieur

**EN ANNONÇANT** la création de 4 000 postes dès cette rentrée universitaire, puis de 3 000 en 1997, si cette hypothèse est retenue dans le projet de budget qui sera annoncé dans les prochains jours par le premier ministre Alain Juppé, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, espère bien gommer les effets négatifs de la suppression de 5 000 emplois dans les écoles et les collèges (Le Monde du 1<sup>er</sup> août). Cet « effort de grande ampleur », qualifié par le ministre de « sans précédent depuis des années », s'inscrit dans la logique des engagements adoptés tant à l'issue du mouvement étudiant de l'automne dernier que lors de la présentation de la réforme des universités au mois de juin.

Dans le premier cas, il s'agissait de combler le déficit chronique d'emplois dans des universités notoirement sous-dotées en effectifs d'enseignants et de personnels administratifs et techniques. Le

plan d'urgence, annoncé le 3 décembre 1995, prévoyait alors la création de 2 000 emplois d'enseignants et de 2 000 postes de personnels, auxquels s'ajoutaient 300 millions de francs de crédits de fonctionnement supplémentaires et un programme, échelonné sur deux ans, de 2 milliards de francs pour la sécurité des bâtiments.

Le projet de budget de 1997 poursuit ce plan de « rattrapage », mais il intègre aussi les garanties de moyens réclamées par les universitaires pour la mise en œuvre de la réforme des premiers cycles, l'instauration d'un statut de l'étudiant et d'une allocation d'études, de la filière technologique, des mesures en faveur de l'orientation... Au total, M. Bayrou aurait obtenu 3 000 emplois supplémentaires et une augmentation de 5,5 % du budget de l'enseignement supérieur. Sur ce point, le ministre peut estimer avoir obtenu gain de cause auprès du

budget, même si ces créations se font au prix d'un redéploiement interne au ministère et au déclin du primaire et des collèges.

Le programme présenté par M. Bayrou n'a toutefois rien d'exceptionnel. Il retrouve le rythme de croissance retenu entre 1991 et 1993, en accompagnement du schéma Université 2000. A cette époque, l'enseignement supérieur avait bénéficié de 3 935 créations d'emplois en 1991, puis de 3 347 l'année suivante et de 5 176 en 1993. Il correspondait à un rythme d'augmentation du nombre d'étudiants d'environ 10 % à chaque rentrée. Cet effort avait ensuite été interrompu en 1994 et 1995 sous le gouvernement Balladur. Bien que les effectifs d'étudiants semblent avoir atteint un seuil maximal, François Bayrou n'a pas fini de gérer les retards accumulés au fil des ans.

Michel Delberghe

### POUR OU CONTRE LA SEMAINE DE 4 JOURS ?



Nourri d'exemples concrets cet ouvrage à finalité pratique ne néglige aucun aspect de la question.

Le Monde

HACHETTE Éducation



55 من الامم

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / 7

## Les cadres militaires sont invités à quitter l'uniforme avant l'heure

2 900 départs sont prévus en moyenne chaque année

La professionnalisation des armées va entraîner, entre 1997 et 2002, le départ de quelque 1 800 officiers et 15 600 sous-officiers. Le ministre de la défense, Charles

Millon, présente au conseil des ministres, mercredi 4 septembre, un projet de loi regroupant les mesures « incitatives » proposées.

CHARLES MILLON, ministre de la défense, a mis la dernière main à un projet de loi qu'il a prévu de soumettre au conseil des ministres, mercredi 4 septembre, sur « les mesures en faveur des personnels militaires dans le cadre de la professionnalisation des armées ».

Ce texte concerne directement les quelque 1 800 officiers et 15 600 sous-officiers qui, dans les trois armées, seront incités à quitter avant l'heure l'uniforme, entre 1997 et 2002, soit une moyenne annuelle de 2 900 départs volontaires, non compris les départs naturels, évalués à quelque 52 000 cadres dans les six ans.

Ce n'est pas la première fois que les armées doivent procéder à des départs à la retraite anticipés. Le gouvernement avait agi de la sorte après la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, mais il avait alors pratiqué un dégelage autoritaire des cadres qui a laissé de très mauvais souvenirs.

Pour les six ans à venir, le ministre de la défense a retenu une série de mesures dites « incitatives », qui relèvent de la loi - d'où le projet de loi présenté à l'approbation du conseil des ministres et modifiant des dispositions précédentes d'ordre également législatif - et de textes d'application qui suivront. Certaines des disposi-

tions prévues reprennent, en les élargissant ou en les actualisant, des mesures qui figuraient déjà dans le statut général des militaires tel qu'il a été défini en juillet 1972, et qui sont reconduites dans le cadre de la professionnalisation des armées.

D'autres dispositions sont nouvelles. C'est principalement le cas de la création d'un pécule de départ et de celle d'un congé de reconversion.

Le pécule de départ devrait concerner, entre 1997 et 2002, quelque 1 100 officiers et 10 500 sous-officiers, à la condition qu'ils acceptent de quitter l'armée active au moins trois ans avant la limite d'âge du grade. Pour les cas les plus favorables, mais qui seront les moins fréquents, le pécule s'élèvera à un maximum de quarante-cinq mois de la solde de base si le cadre est à plus de dix ans de sa limite d'âge.

### CONGÉ DE RECONVERSION

Toutefois, le montant de ce pécule sera ensuite, et très vite, dégressif en fonction de la durée des services restant à accomplir avant la limite d'âge, ce qui peut être beaucoup moins intéressant pour certains militaires n'ayant pas les années de services nécessaires pour bénéficier d'une pension dé-

cente. Le même projet de loi institue un congé de reconversion. Ce congé, d'une durée de six à douze mois, permet de continuer à toucher la solde indiciaire nette, la prime de qualification, l'indemnité de résidence et des suppléments pour charges de famille. Le temps passé en congé de reconversion devrait compter pour l'avancement et les droits à pension. A l'issue de ce temps, le cadre est mis d'office en position de retraite.

D'autres dispositions sont reprises dans le projet de loi. C'est le cas de la possibilité ouverte à des officiers et à des sous-officiers supérieurs (adjudants, adjudants-chefs et majors) d'être intégrés dans des postes de la fonction publique. C'est, aussi, une revalorisation de l'indemnité de départ (à hauteur maximale de vingt-quatre mensualités) offerte à des sous-officiers subalternes et à des caporaux-chefs servant dans des emplois contraignants sur le plan opérationnel et qui vouldraient quitter le service - mais sans droit à pension - avec entre huit et onze ans d'ancienneté. C'est, encore, l'opportunité laissée à des officiers de partir à la retraite avec la pension du grade supérieur au leur.

Jacques Isnard

## Margie Sudre affronte le PC réunionnais dans une élection législative partielle

Jacques Chirac est intervenu directement auprès des représentants de la droite locale pour faire accepter la candidature d'union du secrétaire d'Etat chargé de la francophonie

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

Sept candidats seront en concurrence, dimanche 8 septembre, dans la deuxième circonscription de la Réunion, pour une élection législative partielle destinée à pourvoir au remplacement de Paul Vergès, président du Parti communiste réunionnais (PCR), élu le 14 avril au Sénat. Un membre du gouvernement est directement concerné par ce scrutin : Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.

En juin 1993, M. Vergès offrait des roses à M<sup>me</sup> Sudre, alors qu'elle venait d'être élue présidente du conseil régional de la Réunion après l'invalidation du précédent scrutin et la mise à l'écart de son époux, Camille Sudre, président du mouvement Free-DOM, alors frappé d'indisponibilité pour un an. Comme en 1992, une coalition regroupant le PCR et Free-DOM s'était formée dès le soir du scrutin. Trois ans plus tard, les deux formations se disputent l'électorat populaire de l'île.

Selon Free-DOM, les communistes réunionnais renient leurs engagements. Pour le PCR, en revanche, c'est M<sup>me</sup> Sudre qui a trahi l'accord passé en 1993, en prétendant succéder à M. Vergès dans un fief historique des communistes. Lors des élections législatives de 1993, en effet, les deux formations avaient choisi de s'entendre. Dans la circonscription, M. Vergès conduisait un « ticket » avec Claude Hoarau, l'un des responsables du PCR, face au député centriste sortant, Jean-Paul Virapoulle, tandis que, dans la deuxième circonscription, Free-DOM soutenait la candidature de M. Racolage.

« RACOLAGE HONNÊTE »  
Depuis l'annonce, le 6 août, de la candidature de M<sup>me</sup> Sudre, le ton n'a cessé de monter entre les anciens alliés, et leurs partisans ont même échangé quelques coups et insultes dans la commune du Port. Le secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, qui a bénéficié des encouragements du président de la République, sera opposé à M. Hoarau, lequel aura pour suppléant un socialiste, Harry Mardenaslam, et à cinq autres candidats. M<sup>me</sup> Sudre a annoncé, le 29 août, sur RFO, qu'en cas d'échec elle présenterait sa démission au gouvernement.

Selon le PCR, M<sup>me</sup> Sudre est une « égarée populiste », qui opère « un racolage honnête » de l'électorat. Le quotidien du PCR, *Témoignages*, rappelle, par ailleurs, avec quelque délectation, le passé de Free-DOM, quand la chaîne de télévision de M. Sudre diffusait abondamment des films porno-

graphiques. L'Union des femmes de la Réunion, proche du PCR, a même exigé des excuses publiques pour ces anciennes dérives.

L'affrontement entre le PCR et Free-DOM constitue l'aboutissement d'un malaise grandissant entre les deux formations au cours des derniers mois. Une première rupture était intervenue, au mois de juin, avec la décision des élus communistes de suspendre leur participation aux travaux du conseil régional. Cette initiative traduisait le mécontentement du PCR face à l'appareil judiciaire local, notamment dans l'affaire dite de l'« endiguement de la Rivière

mesure de grâce pour son fils. Faute d'avoir obtenu l'un ou l'autre, le « patriarche » se serait donc de nouveau raidi.

Quoi qu'il en soit, la querelle entre Free-DOM et le PCR fait des heureux au sein de la classe politique locale. Les socialistes, qui n'ont jamais accepté l'alliance « contre nature » entre communistes et « free-domiens », se félicitent de l'unité retrouvée à gauche. A droite, on observe aussi la situation avec intérêt. L'UDF et le RPR ont apporté leur soutien à M<sup>me</sup> Sudre, mais, dans les rangs mêmes de la majorité, on indique que le secrétaire d'Etat ne pourra compter que sur « un minimum » d'appuis.

Une partie de cette majorité a mal vécu, en effet, la mise à l'écart du maire de Saint-Paul, Joseph Siminalé (RPR). L'intéressé, que M. Chirac connaît bien, a même été convoqué, début août, à l'Élysée. Si M. Siminalé se montre lui-même discipliné, certains de ses proches ont d'autant plus de mal à accepter le « diktat » de Paris que la présidente du conseil régional lui a préféré François Mas, président du groupe RPR du conseil régional, comme suppléant.

Alain Djeux

### De la gauche à la droite

Free-DOM est né, à la Réunion, du combat mené par Camille Sudre, fondateur d'une radio puis d'une télévision privées, qui avait appelé les Réunionnais à se mobiliser après la décision du CSA de saisir ses émetteurs. En février 1991, des émeutes font huit morts dans le quartier populaire du Chaudron, à Saint-Denis. Aux élections régionales de 1992, la liste de M. Sudre réunit 30,79 % des voix. Elu président du conseil régional, M. Sudre s'allie avec le PCR, mais le Conseil d'Etat annule les élections. Son épouse, Margie, prend le relais. Remarquée par Jacques Chirac en décembre 1994, elle entre au gouvernement six mois plus tard.

des-Galets », où Pierre Vergès, ancien maire du Port et fils de Paul Vergès, est soupçonné d'avoir ouvert les pils d'un appel d'offres et favorisé l'adjudication du marché au groupe Domez.

Entré en clandestinité depuis plus de trois ans, Pierre Vergès a été condamné en première instance à dix-huit mois de prison et à cinq ans de privation de ses droits civiques et civils. Cette peine est devenue définitive depuis que la cour d'appel de Saint-Denis a jugé, le 25 juillet, l'appel irrecevable.

Après la rupture intervenue au sein de la majorité régionale, M<sup>me</sup> Sudre avait regretté un « mélange des genres » en expliquant dans un entretien publié par *Le Quotidien de la Réunion*, que c'était la « les dernières cartouches d'un père pour essayer de sauver un fils ». Les mêmes raisons avaient été invoquées, lors de la campagne présidentielle, pour expliquer la complaisance de Paul Vergès à l'égard de la candidature de Jacques Chirac : en contrepartie de sa modération, le président du PCR espérait un non-lieu ou une

## Le nouvel urbanisme parisien au faubourg Saint-Antoine

UN DES PLUS VIEUX quartiers de Paris est en train de servir de vitrine à la nouvelle politique urbanistique de Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris. A deux pas de la

place de la Bastille, la maison du faubourg Saint-Antoine a été ouverte en juillet, pour présenter les projets et le calendrier du « plan de protection ». Habitants, promeneurs et touristes peuvent s'y renseigner ou faire des suggestions.

Ces derniers mois, en effet, la Ville de Paris a révisé une grande partie de ses projets sur ce quartier, à cheval sur les 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements. Les modifications apportées sont telles que Georges Sarré (Mouvement des citoyens), député et maire du 11<sup>e</sup>, en revient à peine de la prise en considération de ses demandes.

Ce ne sont ni les monuments ni les hôtels particuliers richement décorés qui font le charme du faubourg. Ici, il s'agit plutôt de sauvegarder une atmosphère, née d'un enchevêtrement de rues et de courtes. Le peuple de Paris y travaillait

dur ; c'est aussi là qu'il a planté ses barreaux lorsqu'il se révoltait. Ensuite, les marchands de meubles ont remplacé les artisans, menuisiers et ébénistes. Dans les années 80, la place de la Bastille s'est enrichie d'un hôtel et la spéculation immobilière est venue frapper les frontières du faubourg.

Il était donc temps de sauvegarder son architecture et sa sociologie. « Il faut préserver une des principales qualités du quartier : l'extrême imbrication entre les lieux de travail et l'habitation », expliquent les responsables de la Ville. Pour préparer la modification du plan d'occupation des sols (POS), qui devrait être soumis au conseil de Paris durant l'hiver, les services se sont livrés à un travail de dentellière. Sur les 85 hectares passés à la loupe, ils ont sélectionné 300 bâtiments et 41 cours, qui feront l'objet de mesures de protection et de mise en valeur. De même, des dispositions seront prises pour harmoniser le paysage des rues (alignement, hauteur des constructions, forme des toitures).

Le coefficient d'occupation des sols (COS) devra favoriser la diversité des activités. Une enquête sera menée auprès des artisans et des commerçants pour déterminer les moyens de favoriser maintien et développement de leurs branches professionnelles.

Le second volet est la mise en place de deux opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), destinées à la fois à l'amélioration du confort des logements et au maintien de la population. Financées par l'Etat, la région et la Ville, elles doivent permettre aux propriétaires de percevoir des aides pour la restauration des logements. M. Tiberi a tenu compte des observations de M. Sarré, qui réclamait des mesures adaptées afin d'empêcher une flambée des loyers.

Enfin M. Tiberi a décidé de rompre avec quelques-unes des mauvaises habitudes de l'urbanisme parisien. L'embellissement de la rue de Charonne est abandonné. Deux décisions vont dans le sens d'une baisse de la densification. L'opération Brulion-Cheaux, prévue près de l'hôpital Saint-Antoine, devrait être revue. Enfin, deux squares seront créés à proximité des rues Léon-Prost et de la Roquette, dans ce quartier qui manque cruellement d'espaces verts.

Françoise Chirot

## La banque des pauvres à Marseille

Après Valenciennes, Saint-Etienne, Strasbourg, Vaulx-en-Velin, Nantes, Saint-Denis, Aulnay, Gennervilliers, nous continuons notre série de « cartes postales », illustrées par Killofer, sur l'état du lien social en France en 1996.

### MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Daniel Combo, vingt-six ans, est en fin de droits : autant dire que sa situation financière est précaire et qu'avec ses frères chômeurs il ne fait pas partie de la clientèle que les banques se disputent. Pourtant, il vient d'obtenir un prêt de 6 000 francs destiné à acheter une imprimante pour se mettre à son compte comme tireur de plans pour les architectes et les entreprises du bâtiment dans la banlieue de Marseille. Il a commencé, le 12 août, à rembourser le curieux établissement qui a vu le jour à Marseille au début de l'été et auquel il doit ce coup de pouce. Une banque originale puisqu'elle « ne prête qu'aux pauvres ».

Cette banque est le fruit d'une coopéra-

tion entre trois partenaires qui désirent faire de la deuxième ville de France autre chose que « la ville symbole de la fracture sociale ». Le premier, l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE), affirme, depuis 1990, que « la protection sociale n'est plus une réponse suffisante au chômage et à l'exclusion », comme le dit sa présidente Maria Nowak. Celle-ci a expérimenté l'idée, venue du Bangladesh, d'un « crédit solidaire » capable de donner à ceux que la vie économique a laissés sur le bord du chemin une occasion de valoriser leurs talents dans des « micro-entreprises ».

Le deuxième partenaire est le Crédit mutuel méditerranéen, qui tient à illustrer sa vocation mutualiste par un engagement en faveur de la promotion de l'emploi. Le troisième est l'association Marseille en tête, qui regroupe des Marseillais désireux de tirer leur ville de sa léthargie.

Ces trois bonnes volontés ont implanté dans la cité phocéenne une formule qui a fait ses preuves à Paris comme à Bordeaux

et a permis en cinq ans la création de mille huit cents micro-entreprises, du ramoneur au coiffeur à domicile. Comme le direur de plans précité, ou cette jeune femme qui ambitionne de créer un centre d'activités sportives et ludiques pour enfants, les candidats au coup de pouce sont en général des chômeurs. 45 % d'entre eux sont RMistes. Aucun n'est capable d'apporter des garanties suffisantes pour les banques. L'ADIE et le Crédit mutuel commencent donc par analyser longuement - Daniel Combo a dû s'expliquer six heures - le projet qui leur est soumis afin de retenir « la personne capable et sérieuse dont l'idée tient la route ».

Ce comité de crédit d'un nouveau genre, puisqu'il comporte des bénévoles qui y amènent leur compétence de gestionnaires, attribue un prêt qui peut atteindre 30 000 francs sur une durée de vingt-quatre mois, au taux de 8,50 %. Ce crédit vient compléter, par exemple, l'Aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises (Accre), que le gouvernement a prévu de supprimer dans le budget de 1997. Le micro-entrepreneur, livreur de pizzas ou informaticien, n'est pas abandonné dans la nature une fois le chèque signé. Ses interlocuteurs lui conseillent une formation complémentaire (dans 4 % des cas, le demandeur est analphabète), l'assistent dans le maquis administratif ou attendent son attention sur tel ou tel cliché qui signale

un problème de gestion. Un fonds de garantie de 300 000 francs comblera les sinistres qui résulteraient d'échecs. Le Crédit mutuel, la Compagnie maritime d'affrètement, la Compagnie phocéenne d'acconage et la banque Martin-Maurel contribuent à ce fonds.

Les pères de cette banque des exclus ne se font pas trop de souci pour l'avenir. « Le taux de survie est comparable à ce que l'on constate dans les entreprises de cette taille, soit 70 % environ au bout de deux ans », souligne Maria Nowak, pour qui les emprunteurs mettent un point d'honneur à rembourser leur dette, même lorsque cela leur est difficile. Sur soixante-dix dossiers traités avec le Crédit mutuel, elle recense deux impayés... « qui sont en train de rentrer dans l'ordre ».

Sachant qu'un chômeur coûte 120 000 francs de subventions par an et qu'un micro-entrepreneur pèse, une fois pour toutes, moins de la moitié d'une partie sera remboursée, « cela ne vaut-il pas la peine d'abandonner une logique d'assistance au profit d'une logique économique ? » Une centaine de micro-projets viendront, dans les deux ans, illustrer ce pari dans le département des Bouches-du-Rhône.

Alain Faujas

PROCHAIN ARTICLE  
Orléans

## LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE



هكذا من لا يمل

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996

**SANTÉ PUBLIQUE** La première Conférence nationale de santé s'est ouverte lundi 2 septembre à Paris. Les soixante-douze membres essentiellement des professionnels

de cette instance consultative créée dans le cadre du plan Juppé ont jusqu'à mercredi pour définir des priorités de santé publique qu'ils devront transmettre au gouvernement dans

les dix jours. ● LA LOI DE FINANCEMENT de la Sécurité sociale, présentée au Parlement à l'automne, devra tenir compte des choix recommandés par la conférence et arrêtés par

le gouvernement. ● LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES a appelé les professionnels à faire des choix clairs et précis plutôt que d'établir « un catalogue de revendications ca-

tégorielles ». Le secrétaire d'Etat à la santé a plaidé pour une maîtrise du prix du tabac et pour un contrôle accru sur les nouvelles boissons alcoolisées.

# Le gouvernement veut « améliorer les performances » du système de soins

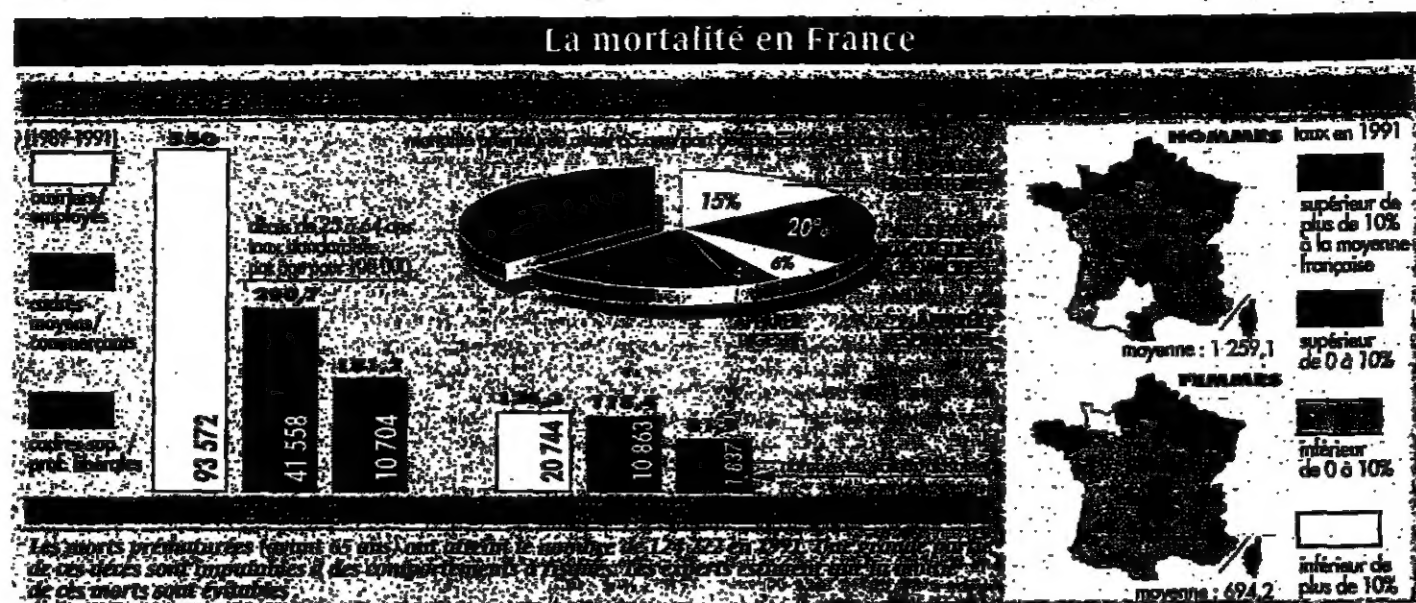
La première Conférence nationale de santé, qui réunit les professionnels, s'est ouverte lundi 2 septembre à Paris. Elle a été invitée par Jacques Barrot à proposer des priorités claires avant la présentation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale

LA PREMIÈRE Conférence nationale de santé s'est ouverte, lundi 2 septembre, à l'hôtel militaire du Val-de-Grâce, à Paris. Les soixante-douze membres de cette instance consultative (médecins, experts, responsables hospitaliers, etc.), instituée par l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise médicalisée des dépenses de soins, ont jusqu'à mercredi pour définir, à huis clos, des priorités de santé publique, qu'ils devront soumettre dans les dix jours aux pouvoirs publics.

Ces recommandations compléteront les analyses de la situation financière des caisses réalisées par la Cour des comptes et la commission des comptes de la Sécurité sociale, et doivent aider le gouvernement à préparer la première « loi de financement » de la « Sécurité », qui sera examinée par le Parlement à l'automne.

### DES « ÉCUEILS » À ÉVITER

En ouvrant la conférence, qui est présidée par le professeur Joël Ménard, un des grands spécialistes français de l'hypertension artérielle (hôpital Broussais, Paris), le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a appelé à un « changement culturel », afin de faire « évoluer le rapport des Français à la santé ». Il n'a pas caché qu'en raison des difficultés financières de la Sécurité sociale - la Caisse nationale d'assurance-maladie accusera un déficit d'environ 35 milliards de francs cette année - le système est « à la croisée des chemins ». La réussite du plan Juppé ne se mesurera pas, selon



lui, à la seule aune de la réduction des déficits, « mais aussi et, peut-être, surtout à l'amélioration des performances de notre système de santé ».

D'emblée, M. Barrot a indiqué aux membres de la conférence « les écueils à éviter », notamment des « recommandations trop générales sur des sujets ressassés » et « un catalogue de revendications catégorielles », risque non négligeable pour un aréopage majoritairement composé de représentants des syndicats des professionnels de santé. Il est clair, dans l'esprit de M. Barrot et dans celui du secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gay-

nard, que cette instance doit avant tout hiérarchiser les priorités.

Le ministre des affaires sociales a annoncé que si les choix de la conférence étaient pertinents, le gouvernement pourrait inscrire des priorités dans la loi de financement de la Sécurité sociale. Elles s'imposeraient alors aux caisses. L'Etat et l'assurance-maladie pourraient ainsi, a-t-il précisé, « se mettre d'accord pour développer et concentrer sur les secteurs que vous avez identifiés ».

Hiérarchiser les priorités, pour le gouvernement, c'est d'abord faire des choix explicites. « Ce qui

est intolérable, ce sont les choix implicites, a encore insisté M. Barrot. Trop de domaines de la recherche, trop de champs de l'action médicale, comme la lutte contre la douleur, ont été délaissés sans débat public ni arbitrage clair. » Il a demandé aux professionnels de s'engager dans une « démarche de qualité », tout en assurant que l'on peut soigner mieux en dépensant moins. Il s'est interrogé, par exemple, sur les différences constatées dans le coût du traitement médicamenteux de l'adénome de la prostate dans trois pays où la population et la prévalence de la maladie sont comparables : la France dépense 1 mil-

liard de francs par an, alors que l'Allemagne n'y consacre que 700 millions de francs, et la Grande-Bretagne 110 millions.

Le ministre des affaires sociales s'est inquiété, par ailleurs, des très fortes inégalités de l'offre de soins entre les régions françaises. Connues depuis de très nombreuses années, notamment dans le secteur hospitalier, ces disparités n'ont jamais été corrigées par les pouvoirs publics. M. Barrot n'a pas dit comment il entend les réduire, même si, à travers les agences régionales de l'hospitalisation, dont les directeurs pourraient être nommés mercredi en conseil des ministres, il a les

moyens institutionnels et financiers de rééquilibrer l'offre de soins sur le territoire.

Plus la contrainte financière est forte, plus l'efficacité sanitaire doit être grande, analysent MM. Barrot et Gaynard. « Redéfinir ce qui relève d'une politique de santé et de sa prise en charge par la collectivité nationale sera bientôt une exigence », estiment-ils.

### PRÉCIPITATION

Au-delà de cette analyse, on voit affleurer un autre débat, qui devra répondre à la question suivante : une fois les besoins sanitaires bien identifiés, la Sécurité sociale et les mutuelles n'ont-elles pas pour vocation de prendre en charge un « panier de biens et services médicaux », tout ce qui est médicalement inutile relevant de l'effort des personnes ?

Ce n'est pas la mission de la Conférence nationale de santé. M. Barrot a reconnu que, pour cette première édition, sa préparation n'avait pas échappé à une certaine précipitation, les conférences régionales n'ayant pas pu préparer la réunion nationale. « Nous prévoyons, l'an prochain, un calendrier moins serré », a-t-il déclaré.

Dès cette année, cette instance va devoir prouver qu'elle n'est pas un « machin » de plus, mais au moins l'amorce d'un débat démocratique sur la santé, jusqu'à présent inconnu en France.

Jean-Michel Bezat

### Une promesse de Jacques Chirac

Le 24 mars 1995, devant le Centre national des professions de santé, Jacques Chirac avait lancé l'idée d'une réunion annuelle. « Je propose, à l'exemple de ce que j'ai créé pour le monde agricole il y a quelques années, d'instituer une conférence de la santé, qui aura pour but d'associer les professionnels, aux côtés de l'Etat et des partenaires sociaux, à la définition concertée des grandes orientations de notre politique sanitaire », avait-il dit, ajoutant que cette conférence devrait « nourrir la réflexion du Parlement sur la protection sociale ».

L'ordonnance du 24 avril 1996 sur les dépenses de médecine de ville précise que « le ministre de la santé réunit chaque année une conférence nationale de santé », qui a « pour mission d'analyser les données relatives à la situation sanitaire et sociale de la population », de « présenter l'évolution des besoins de santé et des techniques préventives, diagnostiques et thérapeutiques » et de « proposer des orientations pour la prise en charge des soins et les priorités de santé publique ».

Elle remet un rapport au gouvernement pour la préparation de la loi de financement de la Sécurité sociale.

## Hervé Gaynard souhaite une hausse du prix du tabac et se méfie des « prémix »

SECRÉTAIRE D'ETAT à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaynard a tracé, lundi 2 septembre, devant la conférence nationale de santé, réunie à Paris, « quelques pistes » de l'action gouvernementale à venir en matière de santé publique, notamment pour réduire les comportements à risques (tabagisme, alcoolisme, accidents de la route...). Le Haut Comité de la santé publique, qui a remis un rapport aux soixante-douze membres de la conférence, estime que si l'état de santé global de la population est satisfaisant, le nombre des morts prématurées (avant soixante-cinq ans) constitue, en France, une situation « préoccupante » : elles ont frappé 88 000 hommes et 36 000 femmes en 1991, soit 24 % des 525 000 décès enregistrés cette année-là. Or, les experts jugent que la moitié de ces 124 000 décès sont évitables.

M. Gaynard a mis l'accent sur « quelques points-clés », notamment le tabagisme et l'alcoolisme. Sur le premier point, il s'est prononcé, « à titre personnel », en faveur d'une augmentation du prix du tabac, « d'autant que les jeunes constituent la cible privilégiée de ce fléau ». En 1991, 16 000 personnes sont mortes avant soixante-cinq ans de cancers du poumon ou des voies aérodigestives (association alcool-tabac). En raison de la hausse du tabagisme dans les an-

nées 70, les experts en santé publique s'attendent à une recrudescence de ces tumeurs dans les années à venir. Le cancer, seconde cause de mortalité en France après les affections cardiovasculaires, doit faire l'objet d'une politique de prévention plus active, et M. Gaynard a souligné que « nous devons nous assigner un objectif ambitieux de réduction de ces décès ».

### « NESTER VIGILANT »

Le secrétaire d'Etat à la santé s'est aussi inquiété de l'apparition de nouveaux produits comme les boissons énergisantes et les « prémix », mélanges de soda et d'alcool (whisky-coca, gin-tonic). « Il faut rester très vigilant », a-t-il déclaré. Sur les « prémix », « j'ai sa-

isi le Conseil supérieur d'hygiène publique et j'entends porter la question devant mes collègues européens pour adopter une attitude commune », a-t-il annoncé. Sur les boissons « énergisantes », il a prévenu qu'après des études complémentaires il prendra « les initiatives nécessaires pour empêcher des effets éventuels nocifs sur la santé ».

Brièvement liée à l'usage du tabac et de l'alcool, la santé des jeunes est une des « préoccupations majeures » de M. Gaynard. L'effacement des solidarités familiales conjugué aux difficultés de plus en plus grandes pour accéder au marché du travail ont rejeté nombre de jeunes, parfois mal convertis par l'assurance-maladie, dans une précarité croissante.

Par ailleurs, M. Gaynard veut renforcer la veille et la sécurité sanitaires, rendues plus que jamais nécessaires avec l'apparition du sida, des hépatites, des cancers liés à l'amiante ou, encore, de l'affaire de la « vache folle ».

### L'EXEMPLE AMÉRICAIN

Ainsi, le secrétaire d'Etat à la santé réfléchit à « la définition d'une structure qui pourrait à la fois centraliser l'expertise, définir et mettre en œuvre les mesures à prendre, délivrer les autorisations et coordonner les contrôles dans l'ensemble du domaine des produits industriels, biologiques, sanitaires ou alimentaires ». Le secrétaire d'Etat à la santé songe à une structure comme la Food and Drug Administration américaine, « même si

une solution différente - à laquelle nous travaillerons - doit sans doute être adoptée dans notre pays ».

M. Gaynard a reconnu que « sur la politique de prévention (...), tout reste à faire », rappelant que la prévention n'absorbe que 2,3 % des dépenses remboursées par l'assurance-maladie (contre 15 % pour les médicaments). Dans ce domaine, il continue à penser qu'« un discours hygiéniste tient lieu de politique », mais il sait, aussi, que dans un pays où, « à coût égal et bien souvent supérieur, un hôpital préfère se doter d'une unité de greffe hépatique plutôt que d'un service d'alcoologie », une démarche de prévention sera particulièrement difficile à développer.

J.-M. B.

## La commission d'information de l'Assemblée nationale sur la « vache folle » reprend ses travaux

Les auditions devraient s'effectuer dans « la transparence la plus totale »

APRÈS AVOIR auditionné vingt-quatre personnes en quatre jours, la commission d'information de l'Assemblée nationale sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) a suspendu ses travaux mercredi 17 juillet. Elle reprend ses activités mercredi 4 septembre - avec des « auditions vedettes » - et se donnera jusqu'à fin octobre pour rédiger un premier rapport d'étape. « Si l'on compare avec les précédentes commissions qu'a mises en place l'Assemblée nationale - sur le service national, l'adoption ou la bioéthique -, je note une forte participation des députés et un intérêt marqué du public pour nos travaux », a déclaré au Monde Evelynne Guilhem (RPR, Haute-Vienne), qui préside la mission. « Un vif intérêt de Jacques Chirac aussi », ajoute-t-elle : elle l'a rencontré deux fois en tête à tête.

Les quatre principaux ministres chargés du dossier ont longuement répondu aux questions des députés. Certains élus, qui représentent des

régions d'élevage en première ligne ou exercent des professions liées à l'agriculture, ont fait preuve d'une assiduité remarquable : Jean Auchal (RPR, Creuse), Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), René Beaumont (UDF-PR, Saône-et-Loire) ou Rénny Auchedé (PC, Pas-de-Calais). « J'ai même dû parfois freiner les ardeurs de certains de mes collègues, tentés de confondre la mission avec une tribune politique, de dévier du sujet qui nous occupe, ou de prendre à partie des fonctionnaires ou des experts », précise Evelynne Guilhem.

### DES DÉPOSITIONS ATTENDUES

La présidente et le rapporteur, le professeur Jean-François Mattel (UDF-PPDF, Bouches-du-Rhône), comptent auditionner une soixantaine de personnes au total. Mais ils veulent éviter de convoquer des responsables trop attachés à une région, pour ne pas courir le risque de « dérapages politiques ou de récupération électorale en vue des législatives de 1998 », dit-elle. Philippe

Vasseur sera à nouveau sollicité, sa prestation ayant été jugée « insuffisante car trop formelle », alors que le professeur Dominique Doumoulin a fait un tabac. La conversation avec Laurent Spanghero, président des industriels et commerçants en gros des viandes, a été appréciée non seulement parce que la langue de bois n'est pas son genre, mais parce qu'il a proposé d'orienter une bonne partie de la viande excédentaire vers l'aide alimentaire aux pays pauvres, plutôt que de tuer en pure perte des veaux à peine sortis du ventre de leur mère.

Venue de la Creuse, Marjolaine Maurette, secrétaire générale de la Confédération paysanne - syndicat de gauche honni par la FNSEA -, a distribué aux commissaires un document complet proposant des « solutions alternatives » à la politique « productiviste qui nous conduit aujourd'hui droit au mur ». On attend le témoignage du commissaire européen Edith Cresson, du directeur général de l'agri-

culture à Bruxelles, Guy Legras, de personnalités suisses et britanniques, de bioéleveurs.

Mais ce sont surtout les auditions du directeur général des douanes et des droits indirects, Pierre-Mathieu Dubautel (qui détient toutes les informations sur les circuits d'importation des farines de viande depuis dix ans), et du président du syndicat national des industriels de la nutrition animale, Yves Mercet, qui sont attendues, puisque des plaintes contre eux ont été déposées par plusieurs syndicats agricoles. Ces deux personnalités viendront précisément témoigner mercredi.

« Beaucoup d'autorités souhaitent que certaines auditions soient à huis clos, précise Evelynne Guilhem. Je ne suis pas d'accord. Jean-François Mattel non plus. Ce serait du plus mauvais effet à l'heure où, plus que jamais, la transparence la plus totale s'impose ».

François Grosrichard



### VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.16 - FAX. : 45.63.89.01

75 Vente sur surenchère du 1/10<sup>e</sup>, Palais de Justice de PARIS  
JEUDI 19 SEPTEMBRE 1996 à 14H 30 - EN UN LOT.  
APPELLEMENT DE 5 P.P. à PARIS 16<sup>e</sup>ème  
54, AVENUE FOCH  
angle 1, rue Laurent Fichet - au 1<sup>er</sup> étage  
CHAMBRE de service au 3<sup>e</sup>ème étage - CAVE - GARAGE  
MISE A PRIX : 3.932.500 Frs  
S'adresser à Maître Philippe MAAREK, Avocat à PARIS  
(75116), 35, avenue d'Eylau - Tél : 45.53.71.04



55 من الإجمالي

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / 9

Pour seulement 99F, participez à la disparition d'une espèce animale.

Avec plus de 130 000 définitions, 70 000 exemples et locutions, 2 500 photos, reproductions d'œuvres d'art, planches thématiques, schémas et cartes, LE MAXIDICO est le premier grand dictionnaire encyclopédique de la langue française proposé au prix exceptionnel de 99 francs. Complet, attractif et réalisé dans la pure tradition linguistique française, LE MAXIDICO permet enfin au plus grand nombre d'accéder facilement au savoir et de mieux comprendre le monde contemporain. LE MAXIDICO est vendu en grandes surfaces et dans les 180 magasins Maxi-Livres. (3615 Maxi-Livres - 1.29 F/min)

LE MAXIDICO

LE PREMIER GRAND DICTIONNAIRE QUI VOUS ENRICHIT SANS VOUS RUINER



هكذا من لا يملك

## La situation de quarante-neuf Africains sans papiers devrait être régularisée

Les associations dénoncent l'incohérence des choix du ministère de l'intérieur

La régularisation de quarante-neuf Africains sans papiers, dont beaucoup ont occupé l'église Saint-Bernard, devait être annoncée, mardi

3 septembre, par le ministère de l'intérieur. Les associations dénoncent le « hasard » qui semble avoir présidé aux choix des autorités. La

Commission consultative des droits de l'homme prépare un avis préconisant la libéralisation de la politique d'admission au séjour des étrangers.

QUARANTE-NEUF, pas un de plus. Malgré la longue grève de la faim des « sans-papiers » de Saint-Bernard, le gouvernement ne devait pas aller au-delà de ce qu'il avait promis au lendemain de l'évacuation de l'église. Ce bilan du réexamen des dossiers devait être confirmé, mardi 3 septembre, par le ministre de l'intérieur, qui devait recevoir Jean Kahn, président de la commission consultative des droits de l'homme.

Plus de deux mois après avoir concédé une première série de quarante-neuf régularisations aux trois cent vingt Africains qui avaient occupé l'église Saint-Ambroise en justifiant cette mesure par l'application de la loi et des instructions données (Le Monde du 28 juin), Jean-Louis Debré a donc très légèrement déplacé le curseur sur la voie d'une application plus humaine des lois sur l'immigration. Mais il n'a pas été au-delà de sa promesse d'un taux de « 30 à 40 % » de régularisations au vu des « situations personnelles et familiales », lancée le jour de l'évacuation de Saint-Bernard, le 23 août.

Sur les trois cent vingt adultes qui revendiquent leur participation à l'occupation initiale de l'église Saint-Ambroise, deux cent vingt-huit situations ont été réexaminées par les préfetures. Aux quarante-neuf premières promesses de régularisation du 26 juin, s'ajoutent donc désormais un nombre équivalent de décisions favorables. A cette centaine de

« papiers » concédés doivent s'en ajouter une quinzaine, correspondant au nombre d'arrêts de reconduite à la frontière annulés par les tribunaux administratifs, selon le ministère de l'intérieur. Ainsi, au total, quelque cent quinze dossiers devraient trouver une situation favorable, soit environ la moitié de ceux qui ont bénéficié d'un réexamen, mais seulement 36 % des « sans-papiers » en lutte depuis le mois de mars.

Toutes les régularisations ne correspondent pas à des personnes ayant participé à l'occupation de l'église Saint-Bernard depuis le 28 juin et au mouvement de solidarité à la grève de la faim qui s'y est développée ensuite, puisque le premier groupe de Saint-Ambroise s'était auparavant divisé. Ceux de Saint-Bernard résistent donc d'accueillir avec déception les nouvelles décisions de M. Debré, eux qui avaient imaginé que la promesse des « 30 à 40 % de régularisations » ne s'appliqueraient qu'à eux.

### IMAGE DE FERMETÉ

Le ministère de l'intérieur, qui tient à préserver une image de grande fermeté, ne fournit aucune explication sur les motivations de ces concessions qu'il avait initialement refusées avant que le mouvement ne prenne de l'ampleur. Le mot de « critère » de régularisation, qui évoque un droit des étrangers basé sur une situation appréciée objectivement, est totalement banni du vocabulaire.

« Il s'agit d'un réexamen individualisé fondé sur des éléments familiaux et personnels et sur l'environnement international. Nous avons des éléments d'appréciation mais aucune n'est un critère dont l'application serait mécanique », explique un haut fonctionnaire.

Reste donc à comprendre précisément pourquoi, au-delà des parents d'enfants français, dont la régularisation est prévue par circulaire depuis plus d'un an, la liste des nouveaux bénéficiaires de papiers comprend des déboutés du droit d'asile et des parents d'enfants nés en France mais non français. La crainte d'une censure des juridictions administratives, brandie par le Conseil d'Etat dans son avis du 22 août sur la base du « droit au respect de la vie familiale » protégé par la Convention européenne des droits de l'homme, semble avoir opéré. Quoi qu'il en soit, ces décisions ne pourront que ralentir le débat sur le sort des loirs Pasqua. Un débat que le projet d'avis préparé par la Commission consultative des droits de l'homme induit, lui aussi.

Les associations, elles, ne dissimulent en tout cas qu'un critère : « Le hasard ». Au Gisti (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés), on a bien tenté d'y voir un peu plus clair. « Nous avons essayé de croiser les situations des personnes régularisées, celles de juin et celles d'août, mais on ne voit absolument rien de cohérent », indique l'association. Tout juste peut-on constater qu'en

juin comme en août, la grande majorité des régularisations ont touché des familles avec enfants, mais rien de plus. Pourquoi le ministère a-t-il choisi de régulariser trois des cinq mères célibataires du groupe et pas les deux autres ? Pourquoi avoir, lors des deux vagues, admis des déboutés du droit d'asile, sans famille, alors qu'il avait été indiqué au préalable que leurs cas n'étaient pas discutables ? Pourquoi avoir, dans certains cas, régularisé des femmes mais pas leurs maris, ou encore comment a-t-on choisi celles des familles qui méritaient un regard bienveillant ? Autant de questions qui restent pour le moment sans réponse. Ni l'âge des enfants, ni leur nombre, ni la date d'entrée en France, ni l'insertion professionnelle des parents ne semblent véritablement avoir été déterminants.

### LE COMBAT CONTINUE

Lundi, à la Carrouxerie de Vincennes, les grévistes de la faim continuaient à attendre que « le gouvernement décide de [leur] sort ». « Si l'un de nous cède, tout le monde cède, répètent-ils. Si l'un d'eux papiers, tout le monde en a. » Visiblement fatigué, Moussa Sissoko affirme que sa détermination est intacte : « Tant qu'on n'a pas tous des papiers, le combat continue. Jusqu'en 1998, s'il le faut, même 2002. » Mercredi à midi, les dix grévistes de la faim seront rejoints par l'ensemble des familles pour avoir porté le mouvement. Cette manifestation de reconnaissance devrait mettre un peu de baume au cœur à ces hommes usés par leur jeûne, qui ne comprennent pas qu'une vague de régularisations les laisse de côté.

Le ministère a renoncé, lundi, à reconduire un des deux sans-papiers qui se trouvaient encore en rétention. Comme Benke Camara, samedi, Sadio Niakate a refusé de monter dans l'avion qui devait le mener à Bamako, lundi 2 septembre. Dans la matinée, le tribunal administratif de Versailles avait confirmé l'arrêt de reconduction pris à l'encontre de ce célibataire, entré en France en 1995. Placé immédiatement en garde-à-vue par les policiers, il devait être présenté au juge, en comparution immédiate, mardi 3 septembre, pour refus d'embarquement. Au centre de rétention de Vincennes, il ne reste donc plus qu'un Africain de Saint-Bernard, Mamadou Coulibaly, célibataire lui aussi, qui a vu, lundi, sa rétention prolongée pour trois jours.

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Ph. Be.

## La Commission consultative des droits de l'homme demande l'établissement de critères objectifs

APRÈS LE CONSEIL D'ETAT, une autre instance officielle se penche sur la question des sans-papiers. La Commission consultative des droits de l'homme, placée auprès du premier ministre mais dotée d'un pouvoir d'auto-saisine, est sur le point d'adopter un avis préconisant une libéralisation de la politique d'admission au séjour des étrangers sans papiers présents sur le territoire. Ce texte, qui doit être soumis à la discussion le 12 septembre et dont nous révélerons le contenu, est fondé sur des critères très proches de ceux proposés dès juin dernier par les « médiateurs » qui avaient, en vain, proposé d'aider à une négociation entre les Africains sans papiers et le gouvernement.

Tout en se plaçant dans le cadre de la législation actuelle, ce document remet en cause plusieurs points fondamentaux des lois Pasqua de 1993 sur l'immigration. Le projet d'avis de la Commission des droits de l'homme demande ainsi que les autorités administratives édictent des circulaires à l'image de celles déjà publiées à propos des parents étrangers d'enfants français « sur certaines catégories » : les « personnes ayant vocation à devenir françaises (conjointes de Fran-

çais) ; les personnes « aspirant à une vie familiale normale » (regroupement familial) ; les « conjoints et enfants de personnes en situation régulière » ; les « personnes ayant une bonne insertion dans la société française » (sur des critères de durée du séjour, d'emploi, de ressources, de logement, de scolarisation des enfants et de paiement des impôts) ; les « déboutés du droit d'asile que le retour dans le pays d'origine exposerait à un risque sérieux » ; les « personnes en traitement médical grave » et les « étudiants en cours d'études universitaires reconnues ».

La commission demande aussi que l'instruction des demandes d'admission au séjour fasse l'objet d'un traitement « égal sur tout le territoire », que les titres de séjour lorsqu'ils sont accordés portent la mention « salarié » lorsque les personnes souhaitent travailler, et que les rejets de dossiers soient motivés. Enfin, les sages proposent que « en dernier recours, le médiateur de la République » (qui siège à la Commission) exerce une mission d'« examen en équité » du contentieux du séjour des étrangers.

## Des manifestants portent plainte contre les violences policières

UNE SÉRIE DE PLAINTES émanant de personnes blessées lors de l'intervention des forces de l'ordre, à l'occasion des manifestations parisiennes de soutien aux sans-papiers, vont être examinées par la justice. Hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, Claude Guillon, un écri-

vain âgé de quarante-quatre ans, a été interpellé, mercredi soir 28 août, par des policiers en civil à l'intérieur d'un café de Belleville, après avoir manifesté en faveur des expulsés de Saint-Bernard. Des policiers affirment l'avoir aperçu en train de lancer des pro-

jectiles en matière plastique sur des membres des forces de l'ordre, ce qu'il nie absolument.

L'interpellation de l'auteur de Suicide, mode d'emploi, en tout cas, a été fort mouvementée. M. Guillon a reçu un coup de matraque nécessitant cinq points de suture et des coups de pied qui lui ont causé un hématome au foie. « J'ai été frappé froidement et délibérément », nous a-t-il déclaré. Ayant saisi le parquet de Paris, samedi 31 août, il a été entendu par l'inspection générale des services (IGS, la « police des polices »). Sur plainte policière, l'écrivain est poursuivi pour outrage et rébellion à l'encontre d'agents de la force publique, ainsi que pour dégradations volontaires.

Blessés cette même nuit du 28 août à Belleville, où policiers et manifestants s'étaient affrontés, deux jeunes gens ont aussi déposé plainte. Jean-Marc Isenby, infographiste, se plaint d'avoir été malmené - il a eu des points de suture sur la main - lors d'une charge policière ; aucune procédure n'a été diligentée à son encontre. Un autre jeune homme, Marco Sevestre - trois dents cassées - a déposé plainte ; il est parallèlement poursuivi pour outrage et rébellion à agent de la force publique.

Aux abords du tribunal administratif de Paris, qui examinait dimanche 25 août la situation de plusieurs expulsés de Saint-Bernard, un étudiant préparant un doctorat de sciences politiques à l'université Paris-VIII, Laurent Guilloleau, a été blessé par un fourgon cellulaire. Avec une centaine de manifestants, il avait auparavant perturbé la commémoration de la Libération de Paris. Il s'est ensuite retrouvé au sein d'un petit groupe qui a tenté de gêner le passage d'un fourgon cellulaire emmenant des sans-papiers. Le fourgon lui a roulé sur le pied et l'a déséquilibré. Conduit à l'Hôtel-Dieu, il souffre d'un œdème au pied, d'un arrachement osseux et d'un orteil cassé. Il nous a annoncé sa décision de porter plainte.

Le collectif Des papiers pour tous, créé au mois de mars à la suite de l'évacuation de l'église Saint-Ambroise, soutient ces personnes s'affirmant victimes de violences policières. Composé de quelque cent cinquante membres, ce collectif parisien a dernièrement occupé une agence commerciale d'Air France, afin de protester contre les expulsions réalisées à bord des avions de la compagnie aérienne, et le siège du RPR.

Erich Inciyan

## Rue Marcadet : la justice donne raison aux « squatteurs »

LE VICE-PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Paris, Marie-Thérèse Feydeau, statuant en référé lundi 2 septembre, a débouté la Ville de Paris de sa demande d'expulsion des dix familles qui occupent, depuis le 29 juin, un immeuble lui appartenant, rue Marcadet, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. Dans son ordonnance, le juge a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé, relevant que la ville avait « admis qu'elle n'avait, dans l'immédiat, aucun projet précis d'utilisation ou de réhabilitation de l'immeuble ».

Un projet de construction d'un lycée avait motivé l'achat de l'immeuble par la ville. Mais le projet a été abandonné après le désengagement de la région Ile-de-France, censée financer l'opération. Pour le magistrat, « le trouble invoqué par la Ville de Paris ne revêt pas actuellement un caractère suffisamment manifeste pour que soit ordonnée l'expulsion ». Il rappelle aussi que le droit au logement « a une valeur constitutionnelle » et « constitue un devoir de solidarité nationale qui mérite protection au même titre que le droit de propriété ».

## Un « tireur fou » prend pour cible un adolescent à Toulouse

LE QUARTIER TOULOUSAIN de la Reynerie est en émoi après qu'un adolescent a été pris pour cible par un tireur non identifié, dans la nuit du dimanche 1<sup>er</sup> au lundi 2 septembre, alors qu'il marchait dans la rue en compagnie de camarades. La décharge de petits plombs, sans doute tirée d'un étage élevé, a sévèrement blessé Abdellah, seize ans, qui a dû subir une intervention chirurgicale à l'œil droit. Les habitants du quartier parlent d'un « tireur fou », car c'est la troisième fois, en quelques jours, que des passants sont pris pour cible au pied du même immeuble. Deux autres personnes ont déjà été blessées. Le tireur opère, semble-t-il, en changeant d'étage. Le groupe de recherches criminelles de la sûreté urbaine de Toulouse est chargé de l'enquête. (Corresp.)

Une information judiciaire pour homicide volontaire a été ouverte, lundi 2 septembre, après la mort d'un adolescent de treize ans tiré d'une balle dans le dos par un inconnu, samedi, dans une cité de Montpellier (Le Monde du 3 septembre). L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire de Montpellier.

### DÉPÊCHES

■ CHABROT : une centaine de personnes ont manifesté, lundi 2 septembre, devant le centre de santé Chabrot, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour protester contre l'évacuation de ses occupants par la police, vendredi 30 août (Le Monde daté 1<sup>er</sup> septembre). La Croix-Rouge, propriétaire des locaux et à l'origine de la demande d'expulsion, avait décidé de transformer ce bâtiment en un centre d'accueil, mais une association de défense du centre continuait à y exercer des activités médicales. Le docteur Daniel Wisenberg, responsable des médecins bénévoles du dispensaire, a annoncé qu'il solliciterait Jacques Toubon, ministre du 13<sup>e</sup> arrondissement et ministre de la justice, pour trouver une solution.

■ MOSQUÉE : six personnes ont été blessées, dimanche soir 1<sup>er</sup> septembre, lors d'une bagarre devant la mosquée d'Evry (Seine-et-Marne). Des échauffourées ont éclaté entre des partisans de l'ancien recteur, Khalil Mezroun, et ceux de la nouvelle équipe, conduite par Laredj Nizar, qui occupe le centre islamique depuis le 4 août.

■ ACCIDENT : un ouvrier qui travaillait sur une voie dans la gare SNCF de Saint-Prix (Rhône), dans la banlieue de Lyon, a été tué par un train, lundi 2 septembre. La victime n'a pas entendu les cris de ses collègues l'avertissant du passage imminent du train.

## PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES 1<sup>er</sup> BUREAU AVIS D'ENQUÊTES SECONDE INSERTION

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1994, le sur Puy-en-Velay sera soumis DU 2 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE 1996 INCLUS aux demandes d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à l'attribution d'un caractère de route express à cette voie et à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Brives-Charensac, Chadrac, Cussac-sur-Loire, le Montell et le Puy-en-Velay.

Pendant cette période, les dossiers d'enquête seront déposés en mairie de : Brives-Charensac, Chadrac, Cussac, Cussac-sur-Loire, le Montell, le Puy-en-Velay, Saint-Christophe-sur-Dolaison, Saint-Germain-Laprade, Solignac-sur-Loire et à la préfecture de la Haute-Loire, où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les observations pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet ou être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. Vivier, président de la commission d'enquête, à la préfecture de la Haute-Loire.

Cette commission déléguée par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand est composée de M. François Vivier, président, colonel du génie en retraite, de M. Serge Mallois, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts en retraite et de M. Pierre Granger, directeur de services techniques en retraite.

La commission d'enquête ou un de ses membres recevra personnellement les observations du public et muni des communes suivantes :

- Brives-Charensac : le mercredi 3 septembre de 9 h à 17 h et le mardi 1<sup>er</sup> octobre de 9 h à 17 h
- Chadrac : le jeudi 3 octobre de 14 h à 17 h
- Cussac : le mardi 10 septembre de 9 h à 17 h
- Cussac-sur-Loire : le vendredi 7 septembre de 9 h à 17 h
- Le Montell : le lundi 16 septembre de 9 h à 17 h
- Le Puy-en-Velay : le vendredi 14 septembre de 14 h à 17 h et le mercredi 9 octobre de 14 h à 17 h et le jeudi 14 octobre de 14 h à 17 h
- Saint-Christophe-sur-Dolaison : le vendredi 6 septembre de 14 h à 17 h
- Saint-Germain-Laprade : le jeudi 12 septembre de 14 h à 17 h
- Solignac-sur-Loire : le mardi 24 septembre de 14 h à 17 h et à la préfecture de la Haute-Loire le mercredi 16 octobre de 9 h à 17 h 30 et de 14 h à 16 h 30.

A l'issue de l'enquête, copie du rapport de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de la Haute-Loire et dans chacune des mairies concernées.

Toute personne intéressée pourra en demander communication.

Le Puy-en-Velay, le 24 juillet 1996  
Le Préfet de la Haute-Loire  
Nicolas JACQUET

PROJET

247

TISSER LE SOCIAL

Le lien social, dit-on, se défait. *Projet* examine les lieux où il pourrait se retisser : école, famille, métiers, économie solidaire, vie politique et associative...

E. Bautier, B. Eme, J.-B. de Foucauld, M.-E. Joël, D. Lapeyronnie, J.-L. Laville, A. Lebaube, P. Perrineau, J.-M. Petitclerc, J. Roman, R. Sainsaulieu, I. Théry.

Le n° (128 p.) : 65 F - Etr. : 70 F En vente dans les grandes librairies



DISPARITIONS

**CHRISTIAN PÉCHENARD**, écrivain et avocat, est mort, jeudi 29 août, à Montpellier, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-six ans. Essentiellement inspiré par la vie de Marcel Proust, il a consacré plusieurs ouvrages à l'écrivain : *Proust à Cabourg* (1991) et *Proust à son père* (1993), publiés au Quai Voltaire, et, tout récemment *Proust et Céleste* (La Table ronde, 1996). Ces trois ouvrages ont été couronnés, en juin, par l'Académie française.

**JOSÉ SOLER PUIG**, écrivain cubain, est mort, samedi 31 août, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Son premier roman, *Berlillon 166*, paru en 1960, un an après la victoire de la révolution cubaine, avait été traduit dans de nombreux pays et

avait pour thème une journée dans la ville de Santiago de Cuba, ville natale de l'écrivain, durant la dictature de Fulgencio Batista. Parmi ses autres romans on peut citer *En el año de enero* (1963), *El derrumbe* (1964), *El pan dormido* (1975), *El caserón* (1977), *Un mundo de cosas* (1982) ou plus récemment *Una mujer*. Peu de temps avant sa mort, Puig avait déclaré que le fort sentiment de réalisme qui imprègne ses romans était né de ses propres expériences et qu'il se considérait comme « un voleur d'idées », empruntées aux histoires qu'on lui racontait. Il disait aussi au cours de cette interview, publiée le 31 août par l'agence de presse Prensa latina, que pour lui « la mort n'est pas un châtiment ; la mort est la fin de ce châtiment qu'est la vie ».

NOMINATIONS

**ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME**  
Francesco Frangilli, conseiller maître à la Cour des comptes en service détaché, a été nommé secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), en remplacement d'Antonio Enriquez Savignac, ancien ministre mexicain du tourisme.

[Né le 23 janvier 1947 à Paris, Francesco Frangilli est diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences économiques, de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA (1970-1972). Il a été notamment chargé de mission au cabinet de Jean-Pierre Solon, ancien sous-secrétaire d'Etat aux universités (1974-1976), puis au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs (1978-1979), directeur de l'industrie touristique au ministère du tourisme (1986-1989). Depuis fé-

vrier 1990, Francesco Frangilli était secrétaire général adjoint de l'OMT à Madrid.]

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**  
Le docteur Françoise Varet a été nommée sous-directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) par le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général.

[Née le 29 septembre 1941 à Limoges (Haute-Vienne), le docteur Françoise Varet a obtenu son doctorat en médecine en 1968. Elle a été notamment conseillère technique au cabinet de Jacques Barrot, ministre de la santé (1980-1981), puis a occupé diverses fonctions à la direction générale de la santé et au ministère de la santé, avant de devenir directrice adjointe de l'Agence française de lutte contre le sida (1989-1994). Depuis 1994, Françoise Varet était chargée de mission à l'Inspection générale des affaires sociales.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 31 août est publiée :

● **Rwanda** : une circulaire du 22 juillet prise pour l'application de la loi du 22 mai 1996 portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et, s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'États voisins.

Au Journal officiel daté lundi 2-mardi 3 septembre sont publiés :

● **Médailles d'Atlanta** : deux

décrets de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur ou du Mérite des sportifs qui ont obtenu des médailles aux JO d'Atlanta.

● **Transparence financière** : deux décrets et une circulaire relatifs à la commission pour la transparence financière de la vie politique et aux déclarations de situation patrimoniale que doivent souscrire les parlementaires, les membres du gouvernement, certains élus locaux et les titulaires de certaines fonctions ; un des deux décrets précise la liste de ces fonctions et des entreprises et organismes où elles sont exercées.

● **Art russe** : un arrêté relatif à l'insaisissabilité des biens culturels prêtés par la Fédération de Russie à la ville de Lyon pour une exposition d'œuvres d'art russes organisée du 26 septembre au 9 octobre.

AU CARNET DU « MONDE »

**Naissances**  
Catherine TSMAL et Franck MARC sont heureux d'annoncer la naissance de :

**Elsa-Louise**, le 29 thermidor l'an 204, (16 août 1996 vieux style), à Bruxelles.

Mariages

**Françoise RENAUD** et **Stéphane TAFROV**, ambassadeur de Bulgarie en Grande-Bretagne, sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le jeudi 5 septembre 1996, à 11 h 30, à la mairie de Saint-Cloud.

3, place de L'Église, 92210 Saint-Cloud.

Anniversaires de mariage

— 4 septembre 1976 - 4 septembre 1996, les, Il s'agit d'une nouvelle étape dans ce beau et long voyage avec toi jusqu'aux étoiles.

Dom.

Décès

— **Mme Nadia BENTCHOUK**, née Bengana, épouse de **M. René BAUCHÉ**, est décédée le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

M. René BAUCHÉ

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Nadia BENTCHOUK

survenu le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Christine BILLARD

survenu le 19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Marie-Madeleine COULANGES

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Renée BOIGEY

survenu le 30 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques auront lieu civilement le jeudi 5 septembre, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Naissances

— **M. Carlos Ferrer**, président du Comité économique et social des Communautés européennes.

Le président du groupe Travaillistes du Comité économique et social.

Les membres du bureau du Comité économique et social.

Les membres du Comité économique et social.

Le secrétaire général du Comité économique et social.

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

**Mme Patricia SHAAR**, née MELGAR, survenu le 2 septembre 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

**Mme Patricia SHAAR**, née MELGAR, survenu le 2 septembre 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Jean BORNARD

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

Mme Laure BOND

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Roland BRANDT

survenu le 31 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. André CORNU

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

M. René BAUCHÉ

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Nadia BENTCHOUK

survenu le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Christine BILLARD

survenu le 19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Marie-Madeleine COULANGES

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Renée BOIGEY

survenu le 30 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques auront lieu civilement le jeudi 5 septembre, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Naissances

— **M. Carlos Ferrer**, président du Comité économique et social des Communautés européennes.

Le président du groupe Travaillistes du Comité économique et social.

Les membres du bureau du Comité économique et social.

Les membres du Comité économique et social.

Le secrétaire général du Comité économique et social.

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

**Mme Patricia SHAAR**, née MELGAR, survenu le 2 septembre 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Jean BORNARD

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

Mme Laure BOND

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Roland BRANDT

survenu le 31 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. André CORNU

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

M. René BAUCHÉ

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Nadia BENTCHOUK

survenu le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Christine BILLARD

survenu le 19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Marie-Madeleine COULANGES

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Renée BOIGEY

survenu le 30 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques auront lieu civilement le jeudi 5 septembre, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Naissances

— **M. Carlos Ferrer**, président du Comité économique et social des Communautés européennes.

Le président du groupe Travaillistes du Comité économique et social.

Les membres du bureau du Comité économique et social.

Les membres du Comité économique et social.

Le secrétaire général du Comité économique et social.

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

**Mme Patricia SHAAR**, née MELGAR, survenu le 2 septembre 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Jean BORNARD

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

Mme Laure BOND

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Roland BRANDT

survenu le 31 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. André CORNU

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

M. René BAUCHÉ

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Nadia BENTCHOUK

survenu le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Christine BILLARD

survenu le 19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Marie-Madeleine COULANGES

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Renée BOIGEY

survenu le 30 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques auront lieu civilement le jeudi 5 septembre, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Naissances

— **M. Carlos Ferrer**, président du Comité économique et social des Communautés européennes.

Le président du groupe Travaillistes du Comité économique et social.

Les membres du bureau du Comité économique et social.

Les membres du Comité économique et social.

Le secrétaire général du Comité économique et social.

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

**Mme Patricia SHAAR**, née MELGAR, survenu le 2 septembre 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Jean BORNARD

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

Mme Laure BOND

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Roland BRANDT

survenu le 31 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. André CORNU

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

M. René BAUCHÉ

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Nadia BENTCHOUK

survenu le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Christine BILLARD

survenu le 19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Marie-Madeleine COULANGES

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

Mme Renée BOIGEY

survenu le 30 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques auront lieu civilement le jeudi 5 septembre, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Naissances

— **M. Carlos Ferrer**, président du Comité économique et social des Communautés européennes.

Le président du groupe Travaillistes du Comité économique et social.

Les membres du bureau du Comité économique et social.

Les membres du Comité économique et social.

Le secrétaire général du Comité économique et social.

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

**Mme Patricia SHAAR**, née MELGAR, survenu le 2 septembre 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Jean BORNARD

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

Mme Laure BOND

survenu le 29 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. Roland BRANDT

survenu le 31 août 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie civile aura lieu le mercredi 4 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Trévi, où l'on se réunira.

Seules la volonté de la défunte, si elle en a une, et la loi.

M. André CORNU

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

M. René BAUCHÉ

survenu le 25 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Nadia BENTCHOUK

survenu le 29 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à l'église Saint-Nicolas (Paris) dans la plus stricte intimité.

Famille BENTCHOUK, 91, rue Daurat, 75018 Paris. Famille BENTCHOUK, 40, avenue des Maisons-Neuves, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Mme Christine BILLARD

survenu le 19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le 30 août.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.





**O**n ne lui fait même pas l'honneur d'écrire correctement son nom. Ministre de la justice qui signa la libération anticipée du malfaiteur Marc Dutroux, Melchior Wathelet est devenu « Wathelet » dans les invectives en tout genre rédigées sur les murs du 128 route de Philippeville à Marcinelle, là où Dutroux séquestrait ses jeunes victimes. La révolte contre un pouvoir jugé incompétent n'a d'égale que la haine contre l'assassin d'enfants. Sur une planche déposée devant la porte du « monstre », une main anonyme et appliquée a calligraphié ceci : « A mort les fumeurs. Au lieu de laisser souffrir les animaux dans les laboratoires pharmaceutiques, envoyez-les (sic) y cette bête, Marc Dutroux, ainsi que tous ses amis, où ceux-ci rendront enfin service à la société. Il faut les faire souffrir. »

Personne ne revendique cette littérature dans le voisinage. « Il y a tellement de monde qui est passé ici ces derniers jours ! Nous ne demandons qu'une chose, qu'on nous laisse en paix. » Un grand sentiment de gêne est perceptible chez les quelques personnes que la vue d'un journaliste ne fait pas encore fuir. Coupables de « n'avoir pas voulu se mêler de ce qui ne nous regardait pas » en ne signalant pas les agissements d'un libéré conditionnel dont la police se désintéressait quand il aménageait des « cages » dans ses caves pour ses futures victimes. Coupables de se soucier davantage de leurs propres fins de mois difficiles que des activités nocturnes de cet épisodique voisin. Coupables du manque d'imagination des pauvres rivaux à leurs problèmes quotidiens.

Il faut voir ce que la presse a appelé pompeusement « une des résidences » de Dutroux. Un sinistre bâtiment de brique édifié en face d'un chemin de fer et d'un pont autoroutier. Bruit incessant de camions et de trains. Faubourg pire qu'un faubourg ouvrier : un faubourg de « friches industrielles », dépourvu d'activités en raison d'une crise qui n'en finit pas, avec, entre deux usines fermées, des maisons dont les agents immobiliers demandent « le prix d'une voiture, et encore, pas une grosse cylindrée ». A 500 mètres de là, la grand-place de Marcinelle fait presque figure de quartier résidentiel, avec son monument à la mémoire des victimes de la mine. Comme si la catastrophe minière (262 morts) de 1956 ne suffisait pas à la triste renommée des lieux, « il a fallu que ce Dutroux, qui n'est même pas un enfant du pays... »

Dutroux est né en 1956, à belles, l'une des communes du grand Brabant, dans une famille d'instituteurs. Victor, le père, avait un caractère difficile. Mécontent de son sort, il tenta au Burundi une expérience qui tourna court. En 1960, il réapparut en Belgique, se présentant comme un rapatrié du Congo, ce qui faisait meilleure impression. L'installation dans la région de Charleroi date de cette époque. Toujours instituteur, mais souvent en congé de maladie, Victor se signale par ses parties fines dans un camping qui lui sert de résidence secondaire. Un témoin interrogé par *Le Soir* raconte : « Des femmes. Toujours une autre, jamais du coin. Et chaque fois très jeunes, mais majestueuses. » Jeanine, l'épouse, demande le divorce et se voit confier la garde de Marc ainsi que de ses quatre frères et sœurs. Sans beaucoup s'en occuper. « Le père était cinglé, la mère indifférente et les enfants malheureux », résume

un voisin. Après être passé par une école professionnelle, Marc vit de petits boulots et de petits trafics. A vingt ans, il épouse une fille « bien » qui lui donne deux enfants puis le quitte, éditée sur le personnage. Michelle Martin, une jeune femme un peu piquée, prend le relais et s'installe avec lui à Marcinelle. Il lui fait également des enfants, dont le dernier est né seulement en novembre 1995. Cela, entre divers méfaits et un long séjour en prison pour vol avec torture sur une vieille dame, séquestrations et viols de cinq jeunes filles de 12 à 19 ans. La grand-mère maternelle de Dutroux aide un peu le « jeune ménage ». Un frère de Dutroux se pend.

**N**e comptez pas sur les « finasseries des sociologues et des psychologues » pour empêcher les habitants de jumet de penser que « à ce point d'horreur, la peine de mort est la seule façon de se racheter pour Dutroux ». Jumet, dans la périphérie nord de Charleroi, a appris à parler à la presse depuis le temps que la police cherche des indices ou des cadavres au 63 de la rue Daubresse, un « chalet » que Dutroux louait à son complice d'un temps, Bernard Weinstein, ensuite assassiné par ses soins. En bordure d'un long boulevard à tramways, ce n'est pas riche mais c'est tout de même plus huppé que Marcinelle. Les vieilles dames d'une petite « résidence troisième âge » ont affiché à leur porte les photos des toutes jeunes Julie et Mélissa, mortes de faim chez Dutroux. A l'angle de la rue du Cerisier et de la rue Daubresse, l'épicière fait les affaires de sa vie avec tous ces journalistes qui

« planquent » sous les antennes satellites des grandes télévisions belges et étrangères. Les éléments se sont mis de la partie. Depuis un siècle, en une fin d'août, il n'était jamais tombé autant d'eau que pendant les feuilles de la semaine dernière. La « rue maudite » est barrée. Ça ne s'invente pas : l'immeuble contient au « chalet » est le siège des Pompes funèbres Dubois et fils. Les pelli-teuses paissent dans la boue. Boté de caoutchouc, cravaté sous son ciré bleu, le superintendant britannique John Bennett, l'homme qui confondit le couple West à Gloucester en 1994, supervise les travaux et ne paraît pas trop dépay-sé

« L'affaire Dutroux révèle qu'il n'y a plus de société belge de façon organique. Plus personne ne croit à la justice et aux magistrats. Il n'y a plus d'Etat. On est à la merci de n'importe quel aventurier »

sous la pluie belge. Samedi, la « drache » avait cessé de tomber. Mais, urgence ou pas, le pense du week-end fut décidée. Marcinelle et Jumet ne sont que des « sections » de la ville de Charleroi depuis 1977, année où, par souci d'économies, quinze communes fusionnèrent pour former ensemble la première métropole de Wallonie et la troisième du pays, après Bruxelles et Anvers. C'est donc l'ensemble de la cité qui se sent atteinte par l'affaire

Dutroux. Publiée fin août par le quotidien français *La Voix du Nord*, une déclaration du procureur de la République d'Avesnes-sur-Helpe (Nord), Gérard Lesigne, a fait grand bruit ici : « La Belgique se caractérise par un pouvoir politique faible ; le crime organisé a donc une latitude extraordinaire pour faire de Charleroi une plaque tournante [...] Charleroi est un pôle du crime organisé, aux compétences tous azimuts, du trafic de véhicules volés aux trafics de stupéfiants et de personnes, en passant par l'immigration clandestine. »

S'ajoutant aux commentaires de la presse flamande sur la corruption locale et l'incompétence de la

peut supporter qu'en plus on la montre du doigt. Dans l'incohérence du pays, la région de Charleroi a été par le passé injustement considérée, sans doute à cause de son caractère industriel et de sa population ouvrière (...). Nous ne pouvons accepter qu'un amalgame injuste pour la population carolégienne vienne s'ajouter au drame que nous vivons (...). Nous appelons la population de Charleroi à ne pas se laisser gagner par le sentiment d'impuissance, d'abandon ou de culpabilité, mais à faire preuve comme par le passé, lors de catastrophes similaires, de l'esprit de solidarité et de générosité qui la caractérise. »

**L'**AFFAIRE Dutroux mise sur le même plan que le drame de la mine à Marcinelle : on mesure là à quel point les Carolégiens, gens chaleureux et habituellement expansifs, sont sous le choc. « On ne met pas toute une région au ban de la société à cause d'un criminel », se plaint Sonia Gilon, chargée de la communication du bourgmestre. Comme elle aimerait parler d'autre chose que de Dutroux, la pimpante Sonia, dans son bel hôtel de ville, chef d'œuvre de l'architecture des années 30, celles où Charleroi était encore la capitale du verre, de l'acier et du charbon ! Le nouvel aéroport (par lequel l'Algérie écroula discrètement une partie de son trafic depuis qu'elle ne veut plus entendre parler de Paris), les nouvelles zones industrielles, la vie artistique et culturelle, les œuvres sociales de la commune, les 2 529 résidents français qui ne trouvent pas que Charleroi soit une si mauvaise ville : tout y passe, avec une étonnante conscience profes-

sionnelle, et même le « contrat sécurité » par lequel Charleroi fut, en 1992, la première ville wallonne à essayer de garantir à ses administrés un minimum de protection contre les auteurs de petits délits.

Oui, mais il faut bien revenir à l'affaire du jour, évoquer le contexte dans lequel Dutroux a recruté ses minables acolytes, parler de ces quartiers où se concentrent les 6 % de la population carolégienne qui ne vivent que du « minimum », le revenu minimum alloué par l'Etat aux exclus. Sonia défend son bourgmestre et ses échelons, mais, poussée dans ses ultimes retranchements, elle reconnaît la grande misère des services publics, à commencer par la police. Comme tout le monde, elle est choquée de voir tant de voleurs narguer la population. « Ici, la plupart des délinquants sont des drogués. Les alcooliques, on les garde. Les drogués, on les relâche, parce qu'on a trop peur qu'ils clament en tôle. »

**A**LORS, on imagine quel peut être le « suivi » administratif, par quelques dizaines de préposés débordés, des 8 000 dossiers de libérés conditionnels que compte la Belgique. Les Carolégiens ont eu avec eux dans leur journal le rapport qu'un auditeur social fit sur Dutroux le 17 juillet, un mois avant son arrestation. Cette dame, dont le nom a été rapidement tu, présente plutôt l'intéressé comme une victime de la société, un « homme » « détruit psychologiquement » par sa condamnation à treize ans de prison en 1989 et qui respecte les conditions de sa libération anticipée en se rendant chaque mois chez un neuropsychiatre. Du passé pédophile de Dutroux, de son éventuelle surveillance à ce sujet, rien dans le rapport, comme si travailleurs sociaux et policiers s'étaient donné le mot.

Né à Charleroi, ancien directeur du *Rapport*, le grand quotidien régional, écrivain, Pol Vandromme vient de publier *Une mémoire de Wallonie* (éditions Racine à Bruxelles), un livre qui célèbre magnifiquement sa région, sans dissimuler ses problèmes. Il est consterné par l'affaire Dutroux : « Elle révèle qu'il n'y a plus de société belge de façon organique. Plus personne ne croit à la justice et aux magistrats. Il n'y a plus d'Etat. On est à la merci de n'importe quel aventurier. Après ça, Degrelle [le fondateur belge du racisme dans les années 30] serait un malheur aux élections. » Abattrement de plus en plus partagé. Samedi 31 août, Guy Poncelet, procureur du roi à Tournai (à 90 kilomètres de Charleroi), a publié un communiqué sans précédent pour un haut fonctionnaire en fonctions. Il y exprime son « ras-le-bol devant l'immobilisme et le caractère inhumain de la justice », incapable de répondre à l'attente des citoyens. Inspecteur de la police judiciaire à Mous, en charge, selon lui, de dossiers sensibles, son fils a été assassiné voici quelques mois dans les locaux de la police sans qu'on cherche vraiment à faire la lumière.

Dans ce climat délétère, les autorités ont invité le corps enseignant à faire preuve de didactisme et de tact pour la rentrée scolaire du lundi 2 septembre. L'affaire Dutroux a été tellement médiatisée que beaucoup d'écouliers voient dans tout adulte un ennemi en puissance, constatent les fami-

Jean de la Guérvrière  
Dessin : Ivan Sigg

en mark à 3,75  
pour sauver l'U

au principe de



# Un mark à 3,75 F pour sauver l'Union monétaire

par Charles Wyplosz

**L**a politique économique de la France est aujourd'hui dans l'impasse. La reprise tant attendue s'est essouffée ; le chômage s'accroît, la France ne crée plus d'emplois. Chaque point de croissance perdu aggrave sérieusement le déficit budgétaire, et l'on sait bien maintenant que l'objectif des 3 % prévu à Maastricht ne sera pas atteint en 1997. Pour passer à l'Union monétaire selon le calendrier initial, il faudra une interprétation très politique du traité.

Il reviendra aux historiens de dresser la liste des erreurs tactiques commises sur le chemin de l'Union monétaire. Aujourd'hui, l'urgence est ailleurs : il faut à la France une nouvelle politique économique. Non pas « l'autre politique » dont l'objectif inavoué a toujours été de saborder la monnaie unique, mais une politique qui permette au contraire de sauver Maastricht. Une continuation de la phase actuelle de croissance molle, accompagnée de la montée lancinante du chômage, conduit tout droit sinon à l'explosion sociale, du moins à une révolte profonde de l'opinion publique qui se retournera inéluctablement contre la monnaie unique, parce, à tort ou à raison, comme responsable de la situation.

L'usage, à des fins de relance, de la politique budgétaire est désormais complètement exclu. Non seulement il ne reste plus de marge de manœuvre, mais une politique restrictive est inévitable pour atteindre un déficit « équilibré » (moins de 4 % du PIB) visible de nos partenaires au moment où, au printemps 1998, seront choisis les pays dignes d'entrer en monnaie unique.

Aucun espoir non plus du côté de la réduction des coûts de production. L'investissement est trop faible pour permettre une réduction des coûts du travail. Depuis que l'on s'est engagé dans la voie funeste de la réduction de la durée du travail, la préoccupation essentielle est plutôt d'éviter un accroissement des salaires horaires qui accélérerait la récession et la montée du chômage. Nos partenaires européens, l'Allemagne en tête, semblent repartir, et cela finira bien par nous aider, mais trop tard, et trop tard : miser là-dessus est bien trop risqué en égard aux enjeux de la période à venir.

Il ne reste plus à la France qu'un seul instrument, la politique monétaire. Certes, le traité de Maastricht exige que le franc soit maintenu dans le SME et que le taux d'inflation et le taux d'intérêt à long terme soient dans le groupe des plus bas en Europe. Ce triangle d'airain balise les limites du possible.

En cherchant bien, toutefois, on peut y trouver un peu de souplesse. Si peu, en vérité, que beaucoup d'économistes partisans de la monnaie unique ne voulaient pas prendre de risque de ce côté-là, par crainte d'une nouvelle explosion sur les marchés des changes, parfois un peu trop prompts à confondre souplesse et laxisme. Le danger a changé de camp : le risque n'est plus le manque de rigueur monétaire, c'est l'enlèvement névrosé de l'économie. Le déficit budgétaire de 1997 dépendra du rythme de croissance tout au long de l'année.

**Le danger a changé de camp : le risque n'est plus le manque de rigueur monétaire, c'est l'enlèvement névrosé de l'économie**

ter avec, à la clé, un effet restrictif sur l'activité et l'échec face aux critères de Maastricht.

Le refus de « l'autre politique » a toujours été justifié par la crainte d'un tel scénario. Pourquoi en fait-il autrement aujourd'hui ? Pour deux raisons : parce que la situation économique a changé, et parce que le résultat dépend de qui le demande ! Les marchés financiers considèrent aujourd'hui que la France ne peut plus se permettre une nouvelle récession. Ils attendent un relâchement monétaire et jouent déjà le franc à la baisse. Le risque le plus sérieux est un enchaînement pervers où la médianité des marchés à l'égard du franc va forcer la Banque de France à faire remonter les taux d'intérêt, renforçant la conviction des marchés que la politique suivie est intenable. Seule la Banque de France peut assainir l'atmosphère, en agissant avec détermination.

France. Cette indépendance est un acquis précieux qui a déjà permis de sauver le franc. Qu'il y ait des frictions avec le gouvernement est normal ; sinon, à quoi servirait l'indépendance ? Aujourd'hui, le gouvernement n'a plus de moyens de relancer l'économie et a besoin de l'aide de la Banque de France. Mais il est essentiel que la Banque de France agisse de sa propre initiative, et que cela se sache. Plus le gouvernement le demande, moins la Banque de France peut le faire !

Il serait préférable que le gouvernement explique clairement son action, annonce une politique crédible (par exemple, en cessant de prétendre que le déficit sera de 3 % en 1997), admette son impuissance, et s'en remette à la décision de la banque centrale. L'indépendance et la confiance acquise ne sont pas que des médailles à mettre sur la chemise. Elles imposent le devoir de s'en servir, avec parcimonie certes, mais à bon escient. Le moment est arrivé. La Banque de France peut faire monter le mark à 3,75 F, annoncer que c'est là le nouvel objectif, et se faire comprendre des marchés. Si elle joue bien, les taux d'intérêt se détendront, nourrissant la reprise économique. Tous les critères monétaires de Maastricht seront alors satisfaits.

Si la Banque de France n'exerce pas la responsabilité qui lui incombe, il reste au gouvernement la possibilité de lui dicter sa politique de change sans remettre en cause formellement son statut d'indépendance. Dans la mesure où la stabilité des prix n'est pas menacée, et où l'inflation est nettement contenue en dessous de l'objectif de 2 % assigné à la Banque de France, le gouvernement a le droit de demander à l'autorité monétaire que le cours mark/franc soit établi dans une plage autour du taux 3,75. Assurément, la Banque de France y laissera de son prestige. C'est pour quoi il faut espérer qu'elle devancera l'appel. Il n'y a pas d'autre choix.

**Charles Wyplosz est professeur d'économie à l'Institut des hautes études de Genève.**

Le débat économique continue demain dans *Le Monde* avec un article de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales.

# La démocratie : un gibier classé nuisible ?

par Armand Farrachi

**E**n France, on défend les grands principes, qui sont généreux, mais on se dispense des applications, qui « font mesquin ». La France a montré qu'on pouvait prôner le désarmement en procédant à des tirs nucléaires, protéger les églises d'Afrique ou les balcons de l'Antarctique en condamnant les ours des Pyrénées ou les tourterelles du Médoc, s'indigner des bandes armées en Sicile, en Serbie ou en Amérique, et s'en accommoder en Corse. Elle aime surtout le son du cor au fond des bois, lorsque trois cents chefs de guerre en treillis mobilisent un million et demi de Français impatients de reprendre les armes et de se livrer aux suaves plaisirs du bivouac, de l'embuscade, de la traque et du sang. Il ne s'agit que de l'ouverture de la chasse.

Tous les chasseurs tiennent pour le plaisir, ce qui devrait poser des questions d'ordre moral, mais nombre d'entre eux, et qui parlent pour tous, ont élevé leur sanglante passion au rang d'une idéologie, ce qui devrait poser un problème politique. Les responsables des fédérations départementales de chasseurs peuvent bien sonner l'hallali des valeurs démocratiques en même temps que la Saint-Barthélemy de la faune sauvage sans qu'on y voie autre chose que les menus plaisirs du grand air et du sport.

Il est vrai que le « prélèvement » annuel de millions d'animaux sauvages et d'une cinquantaine d'humains, l'empoisonnement des terres et des eaux par 12 000 tonnes de plomb, le régime de terreur imposé aux non-chasseurs dans les campagnes ne sont pas des actes directement politiques. Pas plus que ne s'engagent en doctrine l'exaltation des qualités viriles, le culte de la tradition, du régionalisme, de la force contre le droit, de la coutume contre l'évidence, la haine de l'extérieur ou le mépris de l'opinion, le droit de tuer cautionné par une pseudo « loi de la nature », la cruauté justifiée par le plaisir.

Quant aux pressions, intimidations, menaces, représailles, sabotages, au chantage électoral auxquels peuvent impunément se livrer les chasseurs assurés d'une protection politique, il n'y aura que les mauvais esprits pour y voir des méthodes de type mafieux.

Les fédérations de chasseurs tiennent pourtant leur pouvoir de l'Etat de Vichy qui remplaça, dès

1941, leurs associations par de puissantes sociétés propres à promouvoir les valeurs de la « révolution nationale » : corporatisme, absolutisme, tradition, terreur. Ce parti unique s'est donné un système de contrôle à ce point imparfait que la répression des délits incombait à des gardes-chasse employés par ceux-là mêmes qu'ils ont pour mission de surveiller. Il ne faut pas s'étonner que ne soit généralement condamnée qu'une infraction sur cinq mille et que l'infraction soit devenue la règle. Que serait la circulation automobile si elle était réglementée comme la chasse ?

Les chasseurs extrémistes n'ont pas seulement maintenu une cellule pétainiste dans la démocratie, mais bel et bien un privilège d'Ancien Régime dans la République.

Pour défendre leur Bastille contre la République, comme leur village contre l'Europe, ils peuvent compter sur l'appui des élus qui, courageusement, se soumettent.

Après tout, il est bien naturel que la France, avec la législation cynégétique la plus rétrograde d'Europe, déjà exposée aux bilames internationaux pour sa mauvaise gestion du patrimoine sauvage, ne souhaite pas s'aliéner en plus des milices en gilet kaki qui n'hésitent pas à braquer les fusils contre les gendarmes puisqu'on sait qu'en cas de conflit entre un ministre et les chasseurs, c'est toujours le ministre qui devra s'incliner ou s'en aller.

Les skinheads, les hooligans ou les commandos anti-avortement sont clairement identifiables dans le paysage politique. Les plus radicaux des chasseurs, déjà formés en groupe de pression, se sont encore constitués en parti. Comme toutes les ligueuses violentes et fanatisées dont le recrutement dépasse les chasses socio-politiques traditionnelles, ils ont pour but de former le terrain idéal d'un fascisme populaire, diffus ou pas. En ne respectant ni la législation de la chasse, ni les lois de la France, de l'Europe et du bon sens, ni la volonté majoritaire de 76 % des Français, ni l'intérêt général, ni des dizaines de jugements restés sans application, ils montrent déjà que, comme ils s'en vantent dans leurs publications, ils ont ajouté les défenseurs de la nature et de la démocratie à la liste des « nuisibles ».

**Armand Farrachi est écrivain.**

## AU COURRIER DU MONDE

### RECRUTEMENT UNIVERSITAIRE

Deux lecteurs de Toulouse (« Courrier » des lecteurs du vendredi 26 juillet), réagissant à une étude sur le recrutement universitaire, vantent in fine les mérites de la mobilité. Etant à la retraite après avoir fait toute ma carrière, de 1961 à 1994, dans la même université lyonnaise, je pense que la mobilité géographique n'est pas un remède évident à un esprit général de conservatisme en matière de pédagogie et de recherche qui règne encore dans beaucoup d'universités et est favorisé par la lenteur du recrutement, les jeunes collègues étant pour cette raison souvent rares dans nos équipes.

Et la mobilité ne peut-elle pas être vécue au sein de la même institution ? Pour moi, en tout cas, mais je ne crois pas être une exception. J'ai enseigné non seulement à la faculté des lettres, mais, selon les époques, à l'Institut d'études politiques, au département des humanités de l'INSA, et au Centre international d'études françaises à des étudiants étrangers de tous les continents. J'ai eu aussi à l'intérieur même de ma faculté un enseignement dans la filière du français langue étrangère.

Les colloques et les contacts divers avec des collègues étrangers sont, eux aussi, à prendre en compte, pour juger de cette « mobilité ». Imposée, elle pourrait casser des équipes de recherche ayant besoin de stabilité.

**Robert Favre, Lyon**

**Philippe Breton est chercheur au CNRS.**

**PROCHAIN ARTICLE :** « Idéologie morte, idée vivante » par Jean-Christophe Cambadélis

# Sus au principe de séparation ! par Philippe Breton

**Q**UELS sont les obstacles qui empêchent aujourd'hui une pensée du progrès ?

L'identification, pour ainsi dire automatique, qui s'opère entre progrès et technique pourrait en être un. La source du progrès serait, dans cette perspective, à rechercher dans les développements techniques à venir, essentiellement dans le domaine de la communication. Cette

**LE PROGRÈS, UNE IDÉE MORTE ?** confusion est peut-être à l'origine d'un blocage mental dans notre pensée du futur, ramené quasi exclusivement à la vision d'un lien social libéral, entièrement constitué par des réseaux séparant l'humanité en individus isolés les uns des autres dans un univers hyper-technologique.

La confusion entre progrès et technique est finalement assez récente dans l'histoire des idées. Elle est largement favorisée par un lien commun : les techniques porteraient en elles, en quelque sorte par nature, une amélioration de la condition humaine. Il ne s'agit pas tant des réalisations industrielles, vouées maintenant aux géométries après avoir nourri l'espoir d'un bonheur matériel et qui servent de repoussoir commode, que des nouveaux dispositifs dits « informationnels ». Ceux-ci incar-

neraient enfin la « vraie » technique. Même les écologistes les plus archaïques les acceptent comme « non polluants », « purs », « libérateurs », bref, révolutionnaires et synonymes de progrès.

Un point de vue superficiel mais répandu tient maintenant pour acquis que les techniques d'information et de communication (écriture, l'imprimerie, l'informatique) auraient été à l'origine des grands progrès politiques et sociaux dans l'histoire de l'humanité. Cette conception va pourtant à l'encontre de ce que peuvent généralement les spécialistes des périodes considérées, qui savent à quel point les choses sont plus complexes, et les techniques, au bout du compte, toujours secondaires par rapport au contexte global au sein duquel elles émergent.

C'est bien l'invention, en amont, de la démocratie en Grèce qui conduit à l'émergence de cette formidable technique d'expression et d'argumentation qu'est la rhétorique. De la même façon, c'est le développement de la circulation des idées et des biens matériels à la sortie du Moyen Âge qui provoque l'invention de l'imprimerie, et non l'inverse, comme tente de le faire croire la vulgate machabéenne.

Peut-être des techniques un instrument de progrès par elles-mêmes (ou, symétriquement, de décadence) conduit à une impasse intellectuelle : simples moyens au service du meilleur comme du pire,

elles sont vides de finalités. L'apologie contemporaine des techniques de communication montre bien ses limites lorsqu'elle pose comme impératif existentiel qu'« il faut communiquer » pour que tout aille mieux. Les réseaux nous permettent sans conteste de communiquer mieux, mais pour quoi, au juste ? Le choc désastreux d'Internet aujourd'hui est de communiquer sur la communication.

Plus intéressant est de constater que cybermarchés et néo-libéraux ont mis depuis peu en

à l'idée de progrès. Vulgarisateurs démagogues et nouveaux gourous convertis dans les réseaux utilitaires à leur profit à la fois le désarroi et l'enthousiasme d'une partie de la jeunesse. Le désir de changement est ainsi dévoyé au profit d'une idéologie, celle de l'individualisme, pour qui la technique n'est qu'un prétexte. Guy Debord avait bien en l'intuition de ce mouvement lorsqu'il écrivait en 1967 que « le spectacle réunit le séparé », définissant ainsi avant l'heure la cy-

**Faire des techniques un instrument de progrès – ou de décadence – par elles-mêmes conduit à une impasse intellectuelle : simples moyens au service du meilleur comme du pire, elles sont vides de finalité**

commun leur haine de l'Etat, leur apologie sans frein de l'individu, leur volonté de désynchroniser systématiquement les activités sociales au profit du réseau généralisé, pour nous proposer comme progrès l'utopie d'une société de communication. Internet est un futur par défaut.

Il n'empêche. C'est de ce côté-là qu'on se tourne aujourd'hui massivement pour donner un contenu

ber-sociabilité libérale. Il concluaient ainsi que « de l'autonomie à la télévision, tous les biens sélectionnés par le système spectaculaire sont aussi ses armes pour le renforcement constant des conditions d'isolement des foules solitaires ». On peut ajouter sans peine Internet et les futures « autoroutes de la communication » à cette liste.

Posé ainsi, le débat est plus clair : l'association entre progrès et







## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996

**AÉRONAUTIQUE.** Les constructeurs d'avions de combat sont tous présents au Salon de Farnborough, qui s'est ouvert lundi 2 septembre : européens, russes et américains.

● LA DEMANDE est forte en Asie et en Occident, les flottes commencent à vieillir. ● L'EUROPE de l'aéronautique arrive en ordre dispersé. Les industriels de l'Eurofighter, du Rafale et du Gripen sont décidés à ne pas se faire de cadeaux. Ils comptent sur l'exportation pour placer leurs appareils et réaliser des profits. ● WASHINGTON devrait dé-

signer à la fin de l'année le consortium gagnant du programme à venir du projet américain JSF (Joint Strike Fighter), appareil polyvalent qui succèdera au F-16. ● BOEING en-

tend conserver son monopole sur le marché des avions civils gros porteur évalué entre 200 et 300 milliards de dollars sur les vingt prochaines années.

# Les constructeurs européens d'avions de combat sont trop dispersés

Face aux Américains fortement restructurés et aux Russes, les industriels d'Europe de l'Ouest présentent l'Eurofighter, le Rafale et le Gripen et ils prennent du retard sur la génération suivante

AU SALON de Farnborough, qui se tient en Grande-Bretagne du 2 au 8 septembre, la compétition intra-européenne et américano-européenne en matière d'avions de combat s'exhibe et s'étale. Pour la première fois, l'Eurofighter EF2000 anglo-germano-italo-espagnol est présent : il ne l'était pas en 1994, faute d'avoir pu surmonter ses difficultés techniques et financières. Le Rafale français, dans sa version biplace, lui fait face. Le groupe américain McDonnell Douglas expose, à lui seul, son F-18 Hornet et son F-15E Strike Eagle, qui restent les plus sûrs espoirs de ventes des Etats-Unis, à côté du F-16 de Lockheed Martin. Les Suédois, avec le JAS39 Gripen de Saab, n'ont pas dit leur dernier mot. Les Russes dévoilent leur série des Sukhoi Su-30, Su-31 et, surtout, leur Su-35 modifié récemment en Su-37 qui fait ainsi sa première apparition en Occident et que les Chinois, les Vietnamiens et les Indiens viennent de décider d'acheter.

Le déclin des budgets de défense, de part et d'autre de l'Atlantique, pourrait faire croire que le marché des avions d'armes se tait. En réalité, cette considération doit être nuancée. Les dépenses militaires sont en expansion dans le reste du

monde, notamment en Asie-Pacifique, et ailleurs, y compris à l'Ouest, c'est un problème de changement de génération : les flottes de combat ont commencé à vieillir, et les Etats-majors demandent aux constructeurs de préparer la succession.

### PAS DE CADEAUX

Dans cette perspective, l'Europe de l'aéronautique arrive en ordre dispersé. A l'est, par exemple, il est clair que la Russie veut rester dans la course avec ou sans alliances, quand on constate que son gouvernement a - pour mieux le contrôler en direct - formellement exclu de toute privatisation quelque cent soixante-cinq entreprises principales d'armement et cent vingt sociétés d'équipement dans l'aéronautique, aussi bien civile que militaire, et dans l'espace. La Russie fait cependant une entorse à ce principe en ayant accepté l'idée que des pays étrangers clients cofinancent le développement de certains matériels.

En Europe de l'Ouest, les industriels de l'Eurofighter, du Rafale et du Gripen sont, pour l'instant, décidés à ne pas se faire de cadeaux. En dépit des coûts des projets : par exemple, 15,4 milliards de livres (soit 122 milliards de francs) à la seule

charge des Britanniques pour leur participation à l'EF2000 et 194 milliards de francs pour l'ensemble (jusqu'aux pièces de rechange pour la durée de vie de l'avion) du programme Rafale. En dépit, aussi, de ce qu'on appelle le « désarmement structurel », lié aux coupes budgétaires : les Etats réduisent le nombre

viennent autant de tests de ces divisions. Le dernier en date est celui de la fusion centrale (Pologne, République tchèque et Hongrie), où s'affrontent notamment Français (avec le Mirage 2000-5) et Suédois (avec le Gripen) face à des Américains et des Russes.

Il ne peut y avoir de production

### Londres veut accélérer le programme Eurofighter

Le ministre britannique de la défense, Michael Portillo, a annoncé, lundi 2 septembre, que le Royaume-Uni était prêt à commencer la production de l'Eurofighter, dont la Royal Air Force pourrait commander 232 exemplaires. La Grande-Bretagne, qui participe à ce programme d'avion européen de combat à hauteur de 37-38 %, espère, de la sorte, obtenir l'accord de ses trois partenaires (Allemagne, Espagne et Italie) pour accélérer le projet EF2000 qui, au total, est estimé à 40 milliards de livres (soit 254 milliards de francs). Si les trois autres pays européens, qui, pour l'instant, ont réservé leur décision, donnaient le feu vert à l'opération, l'EF2000 pourrait entrer en service en 2005. Selon M. Portillo, la production de cet avion représente 14 000 emplois en Grande-Bretagne.

des avions commandés, ce qui en accroît le prix à l'unité. Malgré cet environnement défavorable, les Européens demeurent divisés, comptant sur l'exportation pour placer leurs appareils et réaliser des profits.

Les marchés étrangers de-

europeenne plus ou moins intégrée que lorsqu'il faudra envisager l'avion de combat de la nouvelle génération, celui qui sera en service dans les années 2030. D'ici là, Airbus Industrie aura peut-être réussi à fédérer en Europe le secteur civil et militaire de la construction aéro-

nautique, comme le projet en est formulé pour être l'ultime étape de la fusion Dassault-Aérospatiale en France (Le Monde du 3 septembre). D'ici là, aussi, on peut escompter que les Etats-majors des différents pays européens seront parvenus à harmoniser leurs besoins. Ce qui est loin d'être encore le cas : les Britanniques, par exemple, songent à un avion radicalement nouveau qui remplacera leur Tornado après les années 2010-2015, quand les Français évoquent plutôt la nécessité, au même moment, de se contenter d'une modernisation de leur Rafale à mi-vie.

### UNE SURPRISE

En attendant, les Etats-Unis s'apprêtent à ratifier les marchés, forts de la puissance commerciale que leur procurent les restructurations industrielles en cours, dont l'objectif majeur paraît être de regrouper sous un même toit les fabricants de plates-formes de tir (les avions) et les fabricants de systèmes (radars, missiles, électronique embarquée).

L'ampleur et la vitesse d'exécution de ces fusions ou de ces rapprochements outre-Atlantique, sur l'initiative du Pentagone, a stupéfié en Europe. Ce ne sera pas la seule surprise dans le domaine des avions

de combat. Le programme à venir du projet américain JSF (Joint Strike Fighter) - c'est-à-dire celui d'un appareil polyvalent qui succèdera au F-16 et qui pourrait être conçu d'emblée à 3 000 exemplaires pour les besoins des armées de l'air, des marines américaines et britanniques et du Marine Corps américain - a toutes les chances de servir à l'industriel qui emportera le contrat de levier pour dominer le secteur aéronautique durant les vingt à trente années prochaines.

A la fin de cette année, en effet, Washington devra désigner le consortium gagnant. Face à face, Lockheed Martin (qui a déjà la responsabilité de mener à bien le programme du nouveau chasseur F-22), McDonnell Douglas (qui a fait alliance avec Northrop-Grumman et British Aerospace) et le groupe commercial et spatial Boeing (qui, depuis qu'il a absorbé le concepteur du bombardier B1 Rockwell International, revient en force dans le domaine de la défense et, singulièrement, dans celui des avions d'armes). Aux Etats-Unis, on dit déjà que le perdant de cette compétition de 100 milliards de dollars risque de ne pas s'en relever.

Jacques Isnard

## Boeing veut rester le maître sur le marché des avions gros porteurs

### FARNBOROUGH

Un an après l'échec de leur tentative de collaboration sur un projet d'avion très gros porteur, Américains et Européens se préparent à se livrer une bataille sur ce créneau évalué entre 200 et 300 milliards de dollars (1 000 à 1 500 milliards de francs) sur les vingt prochaines années. Le salon aéronautique de Farnborough n'aura pas été pour les deux protagonistes l'occasion de lancer en fanfare leurs projets. Boeing, faute de clients en nombre suffisant, n'a pas été en mesure d'annoncer, lundi 2 septembre, le lancement de la version allongée de son Boeing 747, mais a promis une décision « très prochainement ». Le consortium européen Airbus a dû se contenter d'annoncer l'accélération des études de l'A-3XX (le plus gros appareil du monde avec 550 à 600 places) et le vif intérêt témoigné par les compagnies aériennes. Les Européens ne prendront pas avant

fin 1998 la décision de produire l'appareil, dont le premier exemplaire pourrait être mis en service en 2003.

D'ici là, Boeing compte bien avoir découragé son adversaire. Fort de son monopole sur le créneau des avions de plus de 350 places, avec le Boeing 747, Boeing estime pouvoir satisfaire les besoins de ses clients avec des versions améliorées de l'appareil existant : un Boeing 747-500 capable de transporter 548 passagers sur 14 350 km et un 747-600 capable de faire voyager 462 passagers sur 16 100 km. « Il n'y a pas actuellement de marché pour des avions plus gros. Les passagers préfèrent voyager point à point, sans faire d'escale, ce qui devrait multiplier les dessertes, mais réduire les besoins en capacité des compagnies », explique Ronald Woodard, président de la branche aéronautique civile de Boeing. Selon l'Américain, les gros porteurs ne seront utilisés que sur les liaisons les plus surchargées. Au total, le marché

s'élèverait au maximum à 470 appareils sur les vingt prochaines années, soit 7 % du marché aéronautique civil en nombre d'avions et 18 % en valeur.

### MOTORISTES ALLIÉS

Boeing souligne de surcroît la contradiction entre les prévisions d'Airbus et celles des partenaires européens du consortium. Alors qu'Airbus vise un marché de 1 380 appareils de plus de 350 places sur les vingt prochaines années, British Aerospace évalue le potentiel à 715 avions, Daimler-Benz Aerospace à 745 appareils et Aérospatiale à 741 avions. Boeing ne peut se priver de mettre en lumière les incohérences européennes.

Enfonçant le clou, Boeing a contesté les évaluations faites par Airbus des coûts de développement et de lancement de l'A-3XX. Alors que la simple modification du 747 (nouvelles ailes, nouvelle instru-

mentation de bord) devrait coûter à Boeing 5 milliards de dollars, l'Américain évalue entre 12 et 15 milliards de dollars (60 à 75 milliards de francs) les coûts de développement d'un appareil complètement nouveau. L'Européen s'en tient, lui, aux 8 milliards de dollars précédemment annoncés. « Le contributeur européen et les actionnaires d'Airbus devraient y regarder à deux fois », estime Ronald Woodard. Le troisième avionneur mondial, McDonnell Douglas, a quant à lui, clairement choisi de jeter l'éponge, estimant le marché trop étroit et les coûts trop élevés.

Les constructeurs de moteurs d'avions qui travaillent sur le développement des réacteurs destinés à équiper ces futurs Jumbos sont, eux, plus optimistes : à Farnborough, lundi 2 septembre, Rolls Royce annonçait tableer sur 900 avions d'ici les vingt-cinq prochaines années et les américains General Electric et Pratt & Whitney

sur 700 à 1 000 appareils sur vingt ans. Le britannique Rolls Royce s'est d'ailleurs engagé dans la bataille en annonçant le lancement officiel de son nouveau moteur, le Trent 900, dérivé de son Trent 800, en visant 50 % du marché mondial des gros porteurs (nouveaux 747 et A-3XX). Les motoristes américains, pour la première fois alliés pour construire ensemble un nouveau moteur, ont, quant à eux, dévoilé le même jour l'équipe dirigeante de leur filiale commune « spécifiquement constituée et organisée pour développer un moteur pour un nouveau Boeing 747 ». Le lancement officiel du nouveau moteur de General Electric et Pratt & Whitney devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Autant d'annonces qui sont avant tout destinées aux clients potentiels des nouveaux appareils. Vu l'après du combat qui se prépare, ils auraient bien tort de se précipiter.

Christophe Jakubyszyn

## Matignon étudie une nouvelle aide à l'automobile

LE GOUVERNEMENT va-t-il mettre en œuvre un nouveau dispositif d'aide à l'achat des véhicules automobiles ? Pour l'instant, la question n'est pas encore tranchée, mais elle fait l'objet de délicates discussions dans les sommets du pouvoir. Matignon étant plutôt favorable à un nouveau dispositif de soutien au marché automobile et Bercy y étant fermement opposé.

Si ce dossier est de nouveau d'actualité, c'est que la prime actuelle pour stimuler les achats automobiles, baptisée « Juppette » et mise en place en octobre 1995, expire à la fin de ce mois de septembre. Les consommateurs qui veulent en bénéficier ont donc tendance à précipiter leurs achats. Les immatriculations automobiles témoignent même d'une véritable ruée. Pour le mois d'août, ces immatriculations ont ainsi porté sur 172 400 véhicules, soit une hausse de 39,4 %. Mais dans l'hypothèse où la prime ne serait pas reconduite le gouvernement peut craindre que le marché, ensuite, ne s'effondre. C'est la raison pour laquelle Matignon a mis à l'étude une mesure dont le détail n'est pas encore connu mais qui aurait pour objet de limiter ces effets attendus de dépression.

Traditionnellement, le ministère de l'économie et des finances est hostile à ce genre de dispositif d'aide sectorielle. Dans une note confidentielle (Le Monde du 26 avril), le directeur du service de la législation fiscale résumait clairement, voici cinq mois, l'opinion de Bercy, en critiquant le « subventionnement fiscal de la consommation des ménages ». « Cette situation n'est pas saine et coûte cher aux finances publiques », disait-il. Et il ajoutait : « L'expérience de la prime Balladur a montré la difficulté de sortir de ce soutien artificiel. Elle doit cependant être une priorité. » Il suggérait que la prime actuelle soit supprimée, quitte à ce que cette décision soit accompagnée, « pour le secteur toujours sensible de l'automobile, par un début de démantèlement des remonences de la TVA qui pèse sur les achats d'automobiles des entreprises ».

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE  
Kodachrome

## Le Guide bleu, un trésor de mots voyageurs

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles illustrés par Jacques Vilot, retraçant l'histoire des produits et des marques associés à la période estivale.

IMAGINER la promenade du lendemain en se laissant conduire par les mots, c'est bien là, dans ce pouvoir d'évocation, à la fois précis et gigantesque, que s'exerce la magie du Guide bleu, un pèlerin au pas - et à la couverture -

risque de ne rien savoir. Pour d'autres, mieux vaut tout savoir qu'être à ne rien voir, ou presque. Encyclopédique et simple, érudite et sobre, le Guide bleu offre toutes les possibilités, y compris celle de se faire oublier. Ses rédacteurs portent la marque du temps qui passe, des paysages qui changent - et des frontières - des empires qui se défont. Il est colonialiste (dans une livraison consacrée au Maroc, Lyauté sa-lue cet instrument de la pénétration française au cœur du protectorat). Il est aussi patriote - après la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine -, ou au contraire germanophile, à travers le premier guide consacré à la RFA, en 1959.

Mais, le plus souvent, il respecte une scrupuleuse neutralité (« C'est de Bavère que le Parti national-socialiste du chancelier Hitler a pris son essor », lit-on dans le guide Bavière-Autriche de 1934). Il se veut volontiers exotique à l'époque du raid Citroën au Sahara, de la Croisière jaune, entre la Méditerranée et la Chine, des expéditions de Charcot à bord du Pourquoi-pas?, parmi les pacs du Groenland. Il sera d'abord

bourgeois et un tantinet moraliste. On le découvrira populaire à l'heure du Front du même nom. Compagnon du randonneur, puis du cycliste et du passager des chemins de fer, il deviendra, dès 1938, l'auxiliaire indispensable du chauffeur avec le Guide bleu France automobile.

Bien des « plumes » ont enrichi ses pages de leur style coloré. Le géographe et anarchiste Elise Reclus, George Sand, Théodore Monod, J.M.G. Le Clézio. Sans oublier le recours post mortem aux écrivains voyageurs, Dumas, Stendhal ou Chateaubriand. Mais la force des guides vient d'abord de leur précision. Bien des descriptions dues à d'illustres auteurs ont été complétées (car jugées trop poétiques...) par quelque main anonyme, livrant au lecteur l'indispensable détail concret (une route pentue, des bains chauds ou froids, une poste aux lettres, des marchands d'estampes). Et pour cause : énumérant les plaisirs d'un voyage en Italie, Stendhal cite d'abord : « Respirer un air doux et pur, voir de superbes paysages », « to have bit lover ». Tableaux, monuments et statues arrivent loin derrière. Un guide qui se respecte aura, lui, un autre sens des priorités : lorsque, en 1841, l'avocat dijonnais Adolphe Joanne lance le premier guide à couverture bleue (Itinéraire descriptif et historique de la Suisse), il prend soin de mentionner les grandes routes, les routes de voiture, les chemins et sentiers, les cascades, les points de vue remarquables, les châteaux et les éboulements de montagne. Une carte imprimée sur toile permet au voyageur de se repérer.

Plus tard, bien après l'acquisition des guides Joanne par le libraire-éditeur Louis Hachette (en 1855), puis le descriptif de la France en quinze volumes - dans les années 30 -, les Guides bleus « Clés du monde » feront la part belle à

l'architecture, aux musées, aux monuments moyenâgeux ou industriels. Découverte de la cathédrale de Cologne, de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul, de l'embarcadere de la gare du Nord ou du canal impérial d'Aragon en Espagne.

Avec l'avènement de l'ère des loisirs, le tourisme de masse et ses bréviaires essuient de sévères critiques. « Le Guide bleu ne connaît guère le paysage que sous la forme du pittoresque. Est pittoresque tout ce qui est accidenté », affirme Roland Barthes dans ses Mythologies. « L'humanité du pays, poursuit-il, disparaît au profit exclusif de ses monuments. » Claude Lévi-Strauss se lamente que « sans cesse à Pompéi on bâtit de nouvelles ruines ». Edgar Morin ironise : « De la vacance des grandes valeurs naît la valeur des grandes vacances. » Sensible aux coups portés, le Guide bleu mue à partir de 1973. Plus de simplicité, une meilleure lisibilité (maquette noire et bistre), une narration subjective dans laquelle la trilogie « monument-site-musée » laisse place aux notations humaines.

En couverture (sur fond dégradé bleu nuit), la Terre vue de la Lune, signe de la vocation planétaire des guides. Avec soixante-dix pays parcourus, vingt-deux régions françaises épinglées en édition de poche, les « bleus » constituent le nécessaire inépuisable du voyageur qui sait où il va. « Si Christophe Colomb abordait au Nouveau Monde avait eu son Guide bleu, écrit avec malice Yves Berger, il n'aurait pas pris l'Amérique pour les Indes... »



★ Le Guide bleu est le fleuron du département Hachette Guides de voyage, qui publie aussi les Guides du routard, les guides Visa et la traduction du célèbre guide anglais Baedeker. Ce département vend chaque année plus de 300 000 exemplaires des Guides bleus. Les best-sellers sont la Turquie, l'Egypte, les Etats-Unis pour Pétranger, la Bretagne, Paris et Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la France.



## Le marketing va devenir un « élément clé » du téléphone aux Etats-Unis

Pour Merrill Lynch, les compagnies devront s'adapter à la nouvelle réglementation

Les compagnies américaines régionales de téléphone contestent les premiers décrets d'application de la nouvelle réglementation. Alain Lebec,

responsable du département télécommunications de la banque d'affaires Merrill Lynch, assiste dans un entretien au Monde, que l'ouver-

ture totale à la concurrence devrait pourtant moins affecter ces opérateurs que leurs homologues du téléphone longue distance.

LA MISE EN PLACE des nouvelles règles du jeu dans le téléphone aux Etats-Unis provoque des grincements de dents chez les compagnies de téléphone local. GTE, Southern New England Telephone (SNET) et Bell South, la plus importante des sept Baby Bells nées du démantèlement d'AT&T en 1984, ont menacé la semaine passée de saisir la justice si la Commission fédérale des Communications (FCC) ne retire pas les décrets publiés début août.

La nouvelle loi autorise les compagnies longue distance à concurrencer les compagnies locales et vice-versa. Actuellement, le marché longue distance est déjà ouvert à la concurrence, ses principaux acteurs étant AT&T, MCI et Sprint. Pour le téléphone local en revanche, chaque Etat ne compte qu'un seul opérateur, qu'il s'agisse de l'une des sept Baby Bells, ou de sociétés comme GTE ou SNET.

« Ce que les compagnies régionales, et les Etats aussi, contestent, c'est que la FCC édicte un cadre global, comme le fait qu'un opérateur régional devra concéder un rabais de

17 % à 25 % sur les tarifs commerciaux lorsqu'il louera la capacité de son réseau à un opérateur désirant entrer sur le marché local », explique Alain Lebec, responsable du département télécommunications de la banque d'affaires Merrill Lynch, Médias et Technologies chez Merrill Lynch.

Les Baby Bells ne devraient cependant pas aller jusqu'à demander une suspension des décrets, « car elles ont besoin de la FCC pour négocier leur entrée sur le marché longue distance », note M. Lebec, pour qui ces compagnies devraient être sinon les grandes bénéficiaires de la dérégulation, du moins en être moins affectées que les tenants de la téléphonie longue distance.

### PERSONNEMENT

« L'impact des Baby Bells dans les liaisons longue distance sera plus important que celui des compagnies longue distance sur les marchés locaux », indique M. Lebec. Elles pourront louer des capacités de transmission aux opérateurs longue distance avec des rabais plus importants - de l'ordre de 80 % - que ce que ces derniers pourraient obtenir dans l'autre

sens. « GTE ou SNET peuvent déjà agir et gagner des parts de marché non négligeables » sur les opérations longue distance.

La concurrence ne fait que s'ouvrir sur les liaisons locales, où il n'existe encore qu'un seul réseau par Etat. Avant d'y déployer sa propre infrastructure, un opérateur longue distance devra louer des capacités à la compagnie en place. A l'inverse, la compétition est déjà vive sur les liaisons longue distance, domaine où il existe plusieurs réseaux non saturés et un foisonnement de petits concurrents revendiquant moins cher de la capacité de communication (cartes téléphoniques pré-payées par exemple).

Le développement de ce type de services montre, pour M. Lebec, que l'« on entre dans un environnement où les compétences ne seront plus seulement techniques mais aussi commerciales de plus en plus le marketing. La capacité à mettre en place des offres, des systèmes de facturation adaptés, etc., va devenir un élément clé ». C'est cette capacité marketing qui a par exemple permis à des sociétés comme Teleport et

MFS de capter au niveau local une clientèle professionnelle très ciblée, ce qui les rend « importantes », selon M. Lebec.

MFS va être absorbée par WorldCom, société de téléphone longue distance (Le Monde du 28 août). Cette opération est considérée comme une « combinaison puissante » par M. Lebec. « C'est un outil moderne. Le prototype de société que l'on construisait à partir de zéro, même si WorldCom a payé très cher ».

Si le mouvement de concentration a déjà touché les Baby Bells (Bell Atlantic et Nynex, PacTel et Southwestern Bell), AT&T, MCI et Sprint ne se sont en revanche pas manifestés. Jusqu'à quand ? L'acquisition d'un opérateur local « serait judicieuse, mais à quel prix ? Il n'est pas évident qu'il soit raisonnable », souligne M. Lebec, qui note que l'opérateur d'une alliance avec des câblo-opérateurs a perdu de son actualité, ces derniers n'apparaissant plus très pressés d'entrer dans le téléphone.

Philippe Le Cour

## Louis Gallois veut que la SNCF reconquière des parts de marché

LA RECONQUÊTE de parts de marché, la régionalisation et le démantèlement du siège sont les trois priorités stratégiques du nouveau patron de la SNCF, Louis Gallois. Après les grèves de décembre 1995, l'entreprise ferroviaire doit « redéfinir son rôle de service public », a-t-il indiqué à l'AFP, et le moyen en est la mise en œuvre du projet industriel. D'ici fin octobre et le vote de la loi séparant les infrastructures et l'exploitation, la SNCF et l'Etat devront préciser leurs engagements réciproques par échange de lettres. M. Gallois veut retrouver « un dialogue constructif » avec les syndicats. Il veut simplifier la tactique pour la rendre compréhensible par les clients. Il espère parvenir à un retour à l'équilibre à la fin de 1998.

### DÉPÊCHES

■ JAPON : le gouvernement vient de créer la « Resolution and Collection Bank » (RCB), qui a pour vocation de gérer les actifs des coopératives de crédits qui ont fait faillite. L'établissement va recevoir 120 milliards de yens du Fonds de garantie des dépôts bancaires, ce qui portera ses fonds propres à 160 milliards de yens (7,7 milliards de francs).

■ BANQUE : les cinq fédérations syndicales du secteur (CFDT, FO, SUD-CGT, CGT et CFTC) ont prévu de se réunir vendredi 6 septembre afin de « faire le point » sur les gros dossiers en cours et d'envoyer éventuellement actions communes. Selon Pierre Gendreau, secrétaire général de la fédération FO, les fédérations doivent notamment se pencher sur quelques « gros dossiers urgents, comme le Crédit lyonnais ou le CIC ».

■ ALCATEL-CIT : la CFDT a demandé lundi 2 septembre une « accélération » des négociations sur le temps de travail à Alcatel-CIT, filiale d'Alcatel-Alsthom (télécommunications), en plaidant pour un passage à 32 heures de travail hebdomadaire sur quatre jours.

■ SFR : l'opérateur français de radiotéléphone a lancé le 2 septembre Contact, un abonnement mensuel à 82 francs HT (99 francs TTC) s'adressant aux personnes téléphonant peu (un appel par jour), mais souhaitant rester joignables. Le tarif de la minute de communication est de 4 francs HT le jour et 1 franc HT la nuit et le week-end.

■ PROMODES : le groupe français a annoncé le 2 septembre la cession de sa filiale Promohypermarket et de ses 36 hypermarchés Continent outre-Rhin à Spar AG.

■ DAP : Eric Gindly, 44 ans, a été nommé lundi 2 septembre directeur général délégué de la compagnie d'assurances. M. Gindly était directeur général de la société La France Assurances et ancien PDG de la Compagnie générale maritime.

## Le combat des L'Épée émeut la Franche-Comté

### MONTBÉLIARD

de notre envoyé spécial

Quand on mène à bout de bras le plus long conflit social de France, on a beau débordier d'énergie, il arrive un moment où les nerfs lâchent. Alors, on pleure un peu dans la voiture et on respire un grand coup, parce que la journée n'est pas finie et qu'il faut garder sa colère jusqu'au soir. Depuis que la Manufacture de l'Épée, la dernière usine française d'horlogerie de luxe, a déposé son bilan en janvier, Noëlle Grinme, la déléguée CGT, passe tous les jours par des hauts et des bas.

« C'est épuisant. » L'Épée, fondée en 1839 à Sainte-Suzanne, dans les faubourgs de Montbéliard (Doubs), fut longtemps l'un des fleurons de l'industrie française. Les présidents de la République successifs avaient l'habitude d'offrir ces pendules de laiton à leurs hôtes étrangers. Elles ornent les cheminées du Vatican et de la Maison-Blanche. Le prince Charles en a reçu une en cadeau de mariage. Mais depuis 1973, date de la vente de l'usine par la famille L'Épée, l'entreprise a connu trois départs de bilan et une succession de repreneurs, dont Matra. « A une époque, on achetait L'Épée comme on s'achète une danseuse », résume Noëlle Grinme. Passée de 600 à 64 salariés en vingt ans, la société accuse un passif de 20 millions de francs en 1995, pour 22 millions de chiffre d'affaires. Le

11 avril, le verdict tombe : l'usine est fermée. « L'Épée, c'est fini », titrent les journaux locaux. Pas pour les 64 salariés, en majorité des femmes. L'occupation commence.

A voir les herbes folles qui courent le long de sa façade grisâtre, on a peine à croire que l'usine produisait 1 500 pendules par an, d'une valeur de 6 500 à 100 000 francs pièce. Elle doit être vendue aux enchères en septembre, mais les salariés ont pris soin de cacher les machines, les plans et le stock, estimé à 2,5 millions de francs, pour empêcher de redémarrer. Commencée à 9 heures, leur journée se passe en coups de tête aux élus locaux, en organisations de manifestations, en réunions à la sous-préfecture. Ce jeudi 29 août, ils sont tous convoqués à l'ANPE de Montbéliard, pour la mise en place d'une « cellule de reclassement » qui doit leur apprendre à faire un CV et à « se vendre » à un futur employeur. Dialogue de sourd avec la consultante du cabinet de reclassement.

« Il faut qu'on se vende. On est une marchandise. Mais à quarante-cinq ans, quand vous avez passé toute votre carrière chez L'Épée, que vous ne savez rien faire d'autre, vous savez bien qu'aucun employeur ne voudra de vous. »

« Cela n'empêche pas qu'il faut se battre pour s'en sortir. » « Nous, se battre, on connaît. » Pour Noëlle Grinme, « cette cellule de re-

classement, c'est une façon de casser le mouvement. On veut nous mettre à genoux, parce qu'on dérange ». Dans le pays de Montbéliard, qui compte 10 000 chômeurs pour 140 000 habitants, le conflit des L'Épée a pris valeur de symbole. « Nous sommes tous des L'Épée », proclament les autocollants orange du collectif. Près de 17 000 cartes de soutien ont été renvoyées, y compris de Monaco, de Liverpool ou du Canada. Les salariés de Peugeot-Sochaux se sont joints à la lutte, parfois en solidarité avec leur épouse. Des liens se sont noués jusqu'à Dijon avec le personnel de BAP, en conflit depuis trois mois. Noëlle est devenue une gloire locale. « Ce n'est pas pour rien que ce sont des femmes qui mènent le mouvement », note Lina Kiefer, la responsable du comité de chômeurs CGT. Elles sont plus accrocheuses, elles ont plus d'imagination et elles baissent moins facilement les bras. « Je pourrais toujours me reconstruire dans la politique, plaisante Noëlle Grinme. Ce sera mon tour de faire des promesses non tenues. » Elle rit jaune, car elle ne connaît que trop les espoirs de reprise qui s'effondrent au dernier moment. Le 4 septembre, elle comparait devant le tribunal d'instance avec six autres collègues pour occupation illégale d'usine, et encourt l'expulsion. Le conflit aura huit mois tout juste.

Pascal Caussat

## Les banques suisses affichent une santé étincelante

Elles réalisent l'essentiel de leurs bénéfices à l'étranger

### BERNE

de notre correspondant

Contrastant avec la morosité persistante de la conjoncture helvétique, les trois principaux groupes bancaires suisses affichent à nouveau de bons résultats pour le premier semestre de 1996. Par rapport à la même époque de l'année précédente, leur bénéfice cumulé s'est élevé à 2,66 milliards de francs (11 milliards de francs), accusant une progression de 29 %. Stimulé par leurs activités internationales, cette croissance aurait été encore plus marquée, n'était la stagnation de l'économie suisse. Il se confirme que la Suisse gagne toujours plus d'argent à l'étranger. Ainsi, en 1995, les revenus du travail et du capital ont atteint le chiffre record de 13,9 milliards de francs suisses (environ 60 milliards de francs français), a annoncé fin août la Banque nationale. Le Crédit suisse holding a réalisé, au cours des six premiers mois de l'année, un bénéfice net de 20 %, à 830 millions de francs. A première vue, les performances du CS holding apparaissent légèrement en retrait de celles affichées par ses deux principaux concurrents : un bénéfice net en hausse de 34 %, à 722 millions de francs, pour la Société de banque suisse (SBS) et de 1,1 milliard de francs, soit une progression de 33 %, pour l'Union de banques suisses (UBS).

A des degrés divers, les trois groupes ont tous amélioré leurs résultats en comparaison avec la

même période de 1995. L'augmentation de leurs bénéfices s'explique par le redéploiement de leurs activités sur les marchés financiers internationaux. Ainsi l'UBS a enregistré une hausse de plus de 50 % des opérations de négoce, à 1,3 milliard de francs. De son côté, la SBS avance un accroissement de 58 % du produit des commissions et autres prestations de service.

A l'image de la robuste conjoncture en Suisse, les trois grandes

banques ont considérablement renforcé leurs provisions : +76 %, à 804 millions pour l'UBS ; +37 %, à 661 millions pour la SBS et +20 %, à 1,2 milliard de francs, pour le CS holding. Néanmoins, elles se montrent confiantes pour l'ensemble de 1996, même si le second semestre ne se présente pas sous des auspices aussi favorables que le premier.

Des tendances plus ou moins analogues se dégagent des résultats

semestriels publiés fin août par les banques cantonales. Grâce à l'augmentation des affaires de négoce et du produit des commissions et des services, la plupart d'entre elles accusent un accroissement substantiel de leur bénéfice. La hausse de celui-ci a été de 67,2 % pour la Banque cantonale de Berne, 35,6 % pour celle de Zurich et 27 % pour leur concurrent de Bâle.

Jean-Claude Buhner

## Les attaques contre le plan de sauvetage du Crédit foncier se multiplient

LE CRÉDIT FONCIER de France (CFF) a été assigné lundi 2 septembre en procédure d'urgence devant le tribunal de commerce par l'ADAM (association d'actionnaires minoritaires). Celle-ci demande l'annulation des deux premières résolutions de l'assemblée générale du groupe, qui ont émis les comptes le 28 juin. L'ADAM se fonde sur un constat d'irrégularité qui fait apparaître des irrégularités dans les votes. Le président du tribunal de commerce, Jean-Pierre Matriel, a fixé la date du 19 septembre pour le dépôt de cette assignation. Parallèlement, l'ADAM a demandé au tribunal de commerce par référé une expertise sur la valeur du Crédit foncier. Le

tribunal statuera jeudi 5 septembre. La veille, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) aura donné son avis sur le prix de 70 francs par action Crédit foncier proposé par la Caisse des dépôts et consignations.

Cette nouvelle saignée d'hostilités déclenchée par les minoritaires intervient quelques jours après la publication par le Foncier de résultats semestriels qui, à la surprise générale, se sont révélés positifs (+402 millions de francs) après des pertes de 10,8 milliards de francs en 1995 (Le Monde du 30 août).

Le sénateur socialiste de l'Hérault Gérard Delfan, qui prend fait et cause pour le Crédit foncier depuis cet été, a également mis en

cause, lundi 2 septembre, le plan élaboré par le gouvernement et demandé au ministre de l'économie sa modification. M. Delfan estime que le gouvernement peut soit procéder à une recapitalisation de cette institution pour environ 3 à 4 milliards de francs, soit trouver un repreneur. Il dénonce la solution de reprise d'une partie des activités du CFF par le Crédit immobilier de France (CIF), dans une logique de gestion extinctive. Il évoque au contraire la possibilité que le CFF et le CIF, qui fédèrent les SACI (sociétés anonymes de crédit immobilier), « bâtissent ensemble une nouvelle institution ».

Ba. S.

## PRÉFECTURE DES YVELINES

### AVIS D'ENQUÊTE

ROUTE NATIONALE n° 286 COMMUNES DE BUC, GUYANCOURT, JOUY-EN-JOSAS, SAINT-CYR-L'ÉCOLE, VERSAILLES

Par arrêté préfectoral en date du 21 Août 1996, a été prescrite l'enquête publique préalable à :

- l'attribution des carrières de roches exposées à la Route Nationale n° 286 de descente de SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES à l'Ouest de l'Épée d'Or jusqu'à l'Est de la Pointe Colbert,

- la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de la R.N. 286 de descente de SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES à l'Ouest de l'Épée d'Or jusqu'à l'Est de la Pointe Colbert,

- la mise en concession des Plans d'Occupation des Sols des communes de BUC, JOUY-EN-JOSAS, SAINT-CYR-L'ÉCOLE et VERSAILLES.

DURÉE DE L'ENQUÊTE : 34 jours du 23 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE 1996 INCLUS.

LIEUX DE L'ENQUÊTE : les documents pourront être consultés par le public, qui pourra soumettre ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Préfecture des Yvelines

- de lundi au jeudi : de 9 h 00 à 16 h 00

- le vendredi : de 9 h 00 à 15 h 00

- dans les mairies de :

- BUC

- de lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 15 à 17 h 30

- samedi : de 9 h 00 à 12 h 00

- GUYANCOURT

- de lundi au mercredi : de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00

- jeudi : de 13 h 00 à 16 h 00

- vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00

- JOUY-EN-JOSAS

- de lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

- samedi : de 9 h 00 à 12 h 00

- SAINT-CYR-L'ÉCOLE

- de lundi au vendredi : de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 15

- samedi : de 13 h 00 à 16 h 00

- vendredi : de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 15

- VERSAILLES

- de lundi au jeudi : de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00

- vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

- samedi : de 9 h 00 à 11 h 30

LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Membres titulaires de la Commission d'Enquête :

- M. Pierre SÉGARD, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées (en retraite)

- M. Marc PORTIER, Ingénieur

- M. Jean-Paul GALLIERON, Ingénieur

Membre suppléant de la Commission d'Enquête :

- M. Henri MARTIN, Ingénieur des T.P.E. honoraire

M. Pierre SÉGARD est Président de la Commission d'Enquête.

Le siège de la Commission d'Enquête est fixé à la Préfecture des Yvelines - Bureau de l'Urbanisme - Avenue de l'Europe, où toutes correspondances pourront être adressées à M. le Président de la Commission d'Enquête.

Pour recevoir le public, le Président ou un ou plusieurs membres de la Commission d'Enquête siègeront :

- à la mairie de BUC

- le samedi 23 septembre 1996 : de 9 h 30 à 12 h 00

- le vendredi 11 octobre 1996 : de 14 h 00 à 17 h 00

- à la mairie de GUYANCOURT

- le mardi 1<sup>er</sup> octobre 1996 : de 9 h 00 à 12 h 00

- le jeudi 17 octobre 1996 : de 16 h 00 à 19 h 00

- à la mairie de JOUY-EN-JOSAS

- le vendredi 27 septembre 1996 : de 14 h 00 à 17 h 00

- le samedi 19 octobre 1996 : de 9 h 30 à 12 h 00

- à la mairie de SAINT-CYR-L'ÉCOLE

- le jeudi 26 septembre 1996 : de 16 h 00 à 19 h 00

- le mardi 15 octobre 1996 : de 9 h 00 à 12 h 00

- à la mairie de VERSAILLES

- le samedi 5 octobre 1996 : de 9 h 00 à 11 h 30

- le mardi 22 octobre 1996 : de 16 h 00 à 19 h 00

Une copie de rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête sera déposée à la Préfecture des Yvelines et dans chacune des communes où s'est déroulée l'enquête, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant à M. le Préfet des Yvelines - S.U.R.L. - BUREAU DE L'URBANISME - 78010 VERSAILLES CEDEX.

LES PLACES BOURSIÈRES

STAUD

STAUD

STAUD

STAUD

STAUD

STAUD

STAUD



هكذا من الإبل

# FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / 17

● LE PRIX DU PÉTROLE BRENT a atteint lundi en fin d'après-midi le niveau des 22 dollars par baril sur le marché de Londres, en raison du brusque regain de tension en Irak.

● LE DOLLAR était en légère hausse mardi 3 septembre dans la matinée. Il s'échangeait à 1,4890 deutsche mark et 109,21 yens contre 1,4865 mark et 109,17 yens lundi soir.

● LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance en hausse mardi 3 septembre. L'indice Nikkei a gagné 51,04 points à 20 198,15 points, soit une progression de 0,45 %.

● LE CUIVRE a gagné 16 dollars à 2 053 dollars la tonne lundi sur le LME, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis le déclenchement de l'affaire Sumitomo, au mois de juin.

● SELON UNE ENQUÊTE de l'INC, les frais de Bourse et de courtage pour les petits épargnants ont augmenté de 56 % en dix ans et les droits de garde des actions de 145 %.

## LES PLACES BORSIÈRES

### Rechute à la Bourse de Paris

APRÈS l'amorce de reprise la veille, la Bourse de Paris a connu un terrain appréciable mardi en raison d'une tension des taux d'intérêt à long terme. Le tir de missiles américains sur l'Irak a surtout des effets sur le dollar et les cours du pétrole brut et donc des valeurs pétrolières, notant les meilleurs financiers. En repli de 0,20 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,71 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,96 % à 19 577,93 points. Le marché est calé si l'on se réfère au volume des échanges. Le chiffre d'affaires s'élevait à 1,5 milliard de francs.

Des rumeurs récurrentes sur une prochaine hausse des taux d'intérêt américains à la suite de statistiques économiques « trop bonnes » stimulent quelque peu le billet vert, notent des boursiers. Mais le resserrement des conditions de crédit, s'il devait intervenir dans les prochaines se-

### Thomson-CSF, valeur du jour

L'APPROCHE de la privatisation de Thomson SA a vivement stimulé le cours de l'action Thomson-CSF lundi 2 septembre à la Bourse de Paris. Le titre a terminé la séance sur un gain de 5,13 % à 147,50 francs proche de son plus haut niveau de l'année atteint le 5 juillet (149 franc). Les analystes estiment que l'opération pourrait être réalisée au prix de 150 francs par action. Les spécialistes du secteur estiment qu'en dehors du processus de privatisation, l'annonce

### haussa de 16,6 points (0,4 %), à 3 894,2 points. Le Stock Exchange a bénéficié de la hausse des valeurs pétrolières, en raison de l'ascension des prix du brut en réponse à l'action militaire irakienne dans la zone protégée du Kurdistan irakien.

Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a reculé, l'indice DAX cédant 0,43 %, à 2 532,88 points, après une séance en manque de transactions.

### Légère reprise à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO s'est bien reprise mardi 3 septembre, le marché n'ayant pas en l'occasion de réagir à l'annonce, à l'heure de la clôture, de tir de missiles de croisière américains en Irak. Après quatre séances consécutives de repli, l'indice Nikkei est passé sous la barre des 20 000 points peu après l'ouverture, pour la première fois depuis le 15 mars, mais ce recul a suscité des achats à bon compte qui ont permis à la cote de regagner du terrain. Le principal indice a terminé sa séance avec un gain de 51,04 points, à 20 198,15 points, soit une progression de 0,45 %.

La veille, la Bourse de Londres a terminé en hausse dans un marché calme, en l'absence de toute influence de Wall Street, puisque lundi était férié aux États-Unis (Labor Day). L'indice Footsie a terminé en

### hausse de 16,6 points (0,4 %), à 3 894,2 points. Le Stock Exchange a bénéficié de la hausse des valeurs pétrolières, en raison de l'ascension des prix du brut en réponse à l'action militaire irakienne dans la zone protégée du Kurdistan irakien.

Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a reculé, l'indice DAX cédant 0,43 %, à 2 532,88 points, après une séance en manque de transactions.

## LES TAUX

### Repli initial du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'État français, a ouvert en baisse mardi 3 septembre. Après quelques minutes de transactions, le contrat échéance septembre perdait 10 centimes, à 123,06.

La veille, le Matif avait connu une séance très étroite tant en variation qu'en volume, la clôture du marché américain pour le Labor Day privant les opérateurs d'indica-

tions. Le contrat notionnel échéance septembre a terminé en légère hausse de 2 centimes, à 123,16, avec une variation en séance de 10 à 12 centimes au plus. Sur le court terme, le contrat Pibor septembre a gagné 4 centimes, à 95,90. Alors que ce contrat arrive à échéance le 16 septembre, il confirme à faire l'objet d'un attrait spéculatif dans l'attente de la présentation le 10 septembre des premiers arbitrages sur le budget, remarquant un opérateur.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an				
	Cours au 02/09	Cours au 03/09	Var.	en %
Paris CAC 40	19 577,93	19 577,93	-0,71	-0,36
Tokyo Nikkei	20 198,15	20 198,15	+51,04	+0,25
Londres FTSE	3 894,2	3 894,2	+16,6	+0,43
Francfort DAX	2 532,88	2 532,88	-0,43	-0,17
New York Dow Jones	5 952,59	5 952,59	+16,6	+0,28
Paris CAC 40	19 577,93	19 577,93	-0,71	-0,36
Tokyo Nikkei	20 198,15	20 198,15	+51,04	+0,25
Londres FTSE	3 894,2	3 894,2	+16,6	+0,43
Francfort DAX	2 532,88	2 532,88	-0,43	-0,17
New York Dow Jones	5 952,59	5 952,59	+16,6	+0,28

LES TAUX DE RÉFÉRENCE				
Taux	Taux	Taux	Taux	Indice
02/09	03/09	02/09	03/09	des prix
France	3,45	3,45	7,28	123,06
Allemagne	3	3	7,15	123,16
Grande-Bretagne	5,81	5,81	8,20	121,76
Italie	8,59	8,59	9,26	121,62
Japan	0,50	0,50	7,05	123,16
Etats-Unis	5,25	5,25	7,05	123,16

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS				
Taux	Taux	Taux	Taux	Indice
au 02/09	au 03/09	au 02/09	au 03/09	(base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 3 à 7 ans	NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	NC	NC	NC	NC
Obligations françaises	NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat à TME	NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat à TME	NC	NC	NC	NC
Oblig. franc. à TME	NC	NC	NC	NC
Oblig. franc. à TME	NC	NC	NC	NC

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)				
	Achats	Ventes	Achats	Ventes
02/09	02/09	02/09	02/09	02/09
Jour le jour	123,06	123,06	123,06	123,06
1 mois	3,45	3,45	3,45	3,45
3 mois	3,45	3,45	3,45	3,45
1 an	3,45	3,45	3,45	3,45
Pibor 3 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor 6 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor 9 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor 12 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor ECU 3 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor ECU 6 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor ECU 9 mois	95,90	95,90	95,90	95,90
Pibor ECU 12 mois	95,90	95,90	95,90	95,90

MATIF				
Échéances 02/09	volume	dernier	plus haut	plus bas
Notionnel 10 %	30 000	123,06	123,16	122,96
Sept. 96	2 500	123,06	123,16	122,96
Oct. 96	2 500	123,06	123,16	122,96
Mars 97	419	123,06	123,16	122,96
Sept. 97	1 248	123,06	123,16	122,96
Pibor 3 mois	1 500	95,90	95,90	95,90
Sept. 96	1 500	95,90	95,90	95,90
Oct. 96	1 500	95,90	95,90	95,90
Mars 97	1 500	95,90	95,90	95,90
Sept. 97	1 500	95,90	95,90	95,90
Pibor 6 mois	1 500	95,90	95,90	95,90
Sept. 96	1 500	95,90	95,90	95,90
Oct. 96	1 500	95,90	95,90	95,90
Mars 97	1 500	95,90	95,90	95,90
Sept. 97	1 500	95,90	95,90	95,90

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40				
Échéances 02/09	volume	dernier	plus haut	plus bas
Sept. 96	40 000	19 577,93	19 577,93	19 577,93
Oct. 96	40 000	19 577,93	19 577,93	19 577,93
Nov. 96	40 000	19 577,93	19 577,93	19 577,93
Déc. 96	40 000	19 577,93	19 577,93	19 577,93

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 02/09	Var. %	Cours au 03/09	Var. %
UCC DA (10)	27,4	+0,28	27,57	+0,62
Colson Leds	140	+0,71	141,00	+0,71
Plasma-Com (L)	34,50	+0,29	34,60	+0,29
Comcast	36,4	+0,27	36,60	+0,55
Esso	58,8	+0,20	59,00	+0,34
Cytil (L)	60	+0,20	60,20	+0,33
Ben Lapidot (L)	63,0	+0,20	63,20	+0,32
IFC	109,9	+0,20	110,20	+0,27
Legend ADP	325	+0,20	326,00	+0,31
Colson	304	+0,20	305,00	+0,33
HAUSSES, 12h30	Cours au 02/09	Var. %	Cours au 03/09	Var. %
Esso	58,8	+0,20	59,00	+0,34
Spir Communication	497	+0,20	498,00	+0,20
SEITA	198,10	+0,20	198,50	+0,20
Cap Gemini	216	+0,20	216,50	+0,23
Union Assurance	58	+0,20	58,20	+0,34
Union Assurance	58	+0,20	58,20	+0,34
Crédit National	320	+0,20	321,00	+0,31
BIC	750	+0,20	751,00	+0,13
Metropole Inter	13	+0,20	13,20	+1,54
Club Méditerranée	324,10	+0,20	324,50	+0,12

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

FRANCE, 12h30	Cours au 02/09	Var. %	Cours au 03/09	Var. %
Total	331,62	+0,20	332,50	+0,27
BP Aquitaine	292,00	+0,20	292,50	+0,17
Union des Villes	76,99	+0,20	77,10	+0,13
Carrefour	28,82	+0,20	28,90	+0,28
L'Oréal	399,75	+0,20	400,00	+0,06
Procter & Gamble	434,6	+0,20	435,00	+0,09
Danone	70,46	+0,20	70,60	+0,19
Alcatel Alsthom	113,63	+0,20	113,80	+0,15
ATL	40,29	+0,20	40,40	+0,25
Bois (C&D)	79,87	+0,20	80,00	+0,16

## LES MONNAIES

US/\$	US/DM	US/¥	DM/¥	£/¥
5,073	1,483	109,120	3,408	7,828

## Stabilité du franc

LE FRANC était stable face au deutschemark, mardi 3 septembre, dans la matinée après avoir gagné quelques fractions, la veille, face à la devise allemande. Le franc s'échangeait autour de 3,4209 francs pour un mark au cours des premiers échanges entre banques contre 3,4202 francs la veille à Paris.

Le franc progressait à 5,0952 francs, 1,4892

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 02/09	Cours 03/09	Achats	Ventes
Allemagne (100 DM)	342,0200	342,0200	342,0200	342,0200
Ecu	6,4900	6,4900	6,4900	6,4900
Etats-Unis (1 USD)	5,0735	5,0735	5,0735	5,0735
Belgique (100 F)	16,6100	16,6100	16,6100	16,6100
Yen (100 ¥)	306,0700	306,0700	306,0700	306,0700
Italie (100 L)	3,3655	3,3655	3,3655	3,3655
Danemark (100 kr)	88,5200	88,5200	88,5200	88,5200
Irlande (100 Ir)	8,2255	8,2255	8,2255	8,2255
Gde-Bretagne (1 £)	7,9285	7,9285	7,9285	7,9285
Grèce (100 dr)	21,4200	21,4200	21,4200	21,4200
Suède (100 kr)	76,5300	76,5300	76,5300	76,5300
Suisse (100 F)	420,9400	420,9400	420,9400	420,9400
Norvège (100 kr)	79,7000	79,7000	79,7000	79,7000
Autriche (100 sch)	48,4010	48,4010	48,4010	48,4010
Espagne (100 pes)	4,0400	4,0400	4,0400	4,0400
Portugal (100 esc)	3,3400	3,3400	3,3400	3,3400
Canada (100 C)	3,7074	3,7074	3,7074	3,7074
Japan (100 ¥)	4,4495	4,4495	4,4495	4,4495
Finlande (100 mk)	112,8200	112,8200	112,8200	112,8200

## L'OR

Or fin (K. barre)	Cours 02/09	Cours 03/09
Or fin (K. barre)	627,00	628,00
Or fin (K. barre)	627,00	628,00
Or fin (K. barre)	627,00	628,00
Or fin (K. barre)	627,00	628,00

## LE PÉTROLE

En dollars	Cours 02/09	Cours 03/09
Brent (Londres)	21,81	21,81
WTI (New York)	21,81	21,81
Crude Oil (New York)	21,81	21,81

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ			
	Cours au	Var. %	Var.
HAUSSES, 12h30	(02/09)	(02/09)	31/08
Financ	35,20	+0,20	5
Com Lib	36,4	+0,20	+251
Chaire et Trame	120,80	+0,20	1
Pier Imp (Darmst)	41,50	+0,20	-17
Hartel Dabos	497	+0,20	+3,54
BAISSES, 12h30			
Le Bourge	713,30	+0,20	+151
Cal 2000	80	+0,20	1
C.A. Mid C&L	256	+0,20	2
Pac. Drayage	57,15	+0,20	+5
CEGEIM	367	+0,20	-3
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ			
	02/09	30/08	Var.
Ind. gén. SBF 120	140,16	139,98	+0,13
Ind. gén. SBF 250	137,74	137,58	+0,12
Ind. Second Marché	222,8	222,0	+0,36
Ind. MidCAC	122,15	122,05	+0,08
Valeurs Index			
1 - Énergie	154,54	154,39	+0,10
2 - Produits de base	147,18	146,95	+0,16
3 - Construction	140,46	140,25	+0,15
4 - Biens d'équip.	104,56	104,26	+0,29
5 - Automobile	160,99	160,49	+0,31
6 - Biens consom.	262,46	262,04	+0,16
7 - Indus. agro-alim.	137,58	137,28	+0,22
8 - Services	154,38	154,09	+0,19
9 - Distribution	264,80	264,09	+0,27
10 - Autres services	168,45	168,25	+0,12
11 - Sociétés financières	90,36	89,98	+0,42
12 - Immobilier	67,47	67,19	+0,42
13 - Services bancaires	91,51	91,25	+0,28
14 - Sociétés invest.	120,63	120,49	+0,11

## FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

02/09	03/09	02/09	03/09
Allianz Holding N	262,8	262,8	262,8
Bayer AG	49,7	49,7	49,7
Deutsche Bank AG	42,4	42,4	42,4
Deutsche Telekom	41,43	41,43	41,43
Deutsche Telekom	41,43	41,43	41,43
Deutsche Telekom	41,43	41,43	41,43
Deutsche Telekom	41,43	41,43	



**-0,93 %**  
**CAC 40 :**  
**1958,59**

**-0,93 %**  
**CAC 40 :**  
**1958,59**

38.30	38	-2.06	Parlane	316.70	316.70	1.04
127.0	129	-1.65	Parmisani	132.00	132.00	1.24
127.0	129	-0.07	Pechenniy	212.00	212.00	1.42
129.10	129.50	+0.61	Pernot-Ricard	306.70	306.40	1.04
486.0	486.0	0.00	Pesquet	977	977	1.35
129.10	129.10	0.00	Pfister-Philind	1645	1645	1.04
383	383	-4.17	Plastic Omnily	379.00	378.90	1.04
376.30	376.30	-0.12	Poker	490.90	490.90	1.04
383	383	-0.00	Poland	112.00	112.00	1.04
714	714	-0.03	Promodes	1218	1218	1.04
1318	1339	+0.81	Publicis	410	408.00	0.02
940	936	-0.10	Remy Cointreau	122.50	122.50	1.04
209	209	-0.10	Reuter Union	112.10	112.10	1.04
2049	2049	+0.04	Riost	2240	2240	1.04
12	12	0.00	Rhone-Poulenc A	1152.00	1151.00	1.04
106	106	+1.03	Rothschild	24.50	24.50	1.04
7.15	7.15	-1.36	Rothschild U	1180	1179	0.00
953	950	-0.10	Rus Imperial(Ly)	425	420.00	2.24
418	413	-0.19	Sade(Pty)	181	181	1.04
112.0	112.0	0.00	Saint-Gobain	2695	2695	1.04
420	420	+0.41	Saint-Louis	629	622	1.11
620	620	-0.02	Salomon (Ly)	1185	1174	1.00
413	413	+5.38	Salomon (Pty)	420	416.5	0.31
112.0	112.0	0.00	Sand	380.50	380.50	1.04
49	49	0.00	Sarcel	2120	2120	1.04
329	329	+3.68	Sat	1495	1493	1.04
214	214	+0.32	Schneider(SA)	70	70	1.04
329.50	329.50	0.00	Schneider SA	225	225	1.80
390	390	0.00	SEB	210.00	209.90	0.10
390	390	+0.59	S.E.R.	869	869	2.76
59.40	59.40	0.00	SEI	542.00	542.00	1.04
295.50	297	-0.30	SEITA	200	203.00	3.45
742	738	-2.15	Selectabank	91.30	91.30	0.54
128	128	-0.02	SFM	1119	1100	1.16
139.40	139.40	0.00	SFR	27	27	1.04
325	317	-1.20	Siam	316	316	1.26
667	664	-0.04	Sinco	499	499.00	0.12
326.40	326.40	0.00	Sirota	1052	1052	0.19
197.0	197.0	-0.10	S.I.T.A.	1100	1100	1.04
197.50	197.50	+1.20	Société Industrielle	437	437	0.22
330	330	-1.81	Société Générale	360	361.00	1.00
299	298	-0.02	Solohov	281.0	281.0	1.04
69	69	0.00	Soufflet-Milliers	128	128	0.17
700	700	0.00	Sophia	109.00	109.00	1.04
282.20	282	+0.42	Spr. Communication	475	477	3.78
117	117.70	+1.14	Sunior Finance	387.20	387.40	0.04
117	117	0.00	Sun	182.50	182.50	1.04
178.90	178.90	0.00	Symbalab	40	42.50	1.04
766	760	-0.78	Technip	459	462	1.32
497	493	-0.40	Thomson-CSF	147.00	147.00	1.04
167.0	167.0	+0.31	Thomson	379.50	380	0.02
694	690	-0.57	UAP	101.30	101.30	1.04

VALEURS ÉTRANGÈRES		Cours préc.	Derniers cours	% +/-	Montant affaires (1)
	ABN Amro Neth.	277,0		-0,07	
	Adco S.A.	140,2		-0,46	
	Adidas AG	440		-0,22	
	American Express	221		0,22	
	American Cyan.	368		0,27	
	Anglo	141,7		-	
	Air Wiggins Aps	4675		-1,69	
	A.T.T.	267		-0,37	
12/12	Autoschneider S.	239,00		-2,27	
	Barclay Gold	137,60		+1,09	
	B.A.S.F.	130		-0,33	
	Bayern	17,50		-0,64	
11/11	Beiersheim Group	27,50		-2,34	
	Clariant PLC	82,20		-0,60	
	Corn Control	225		-	
	Cook Coll. PS CV	274,00		-	
	Quinteler Berc S.	274,00		+1,40	
	De Beers S.	256,50		+0,96	
	Deutsche Bank	240		-0,80	
	Dresdner Bank	138		-1,00	
	Drifontation	66,35		+0,52	
	East Post. Memorab.	422,00		-	
	Euromat Rodolf	3,30		+1,52	
	Esag	50,00		+0,39	
	Esso Ray Mines	50,00		-	
	Electrolux	294		-0,34	
	Eni	116,00		-1,50	
	Essex	94,50		-	
11/12	Ford Motor	169,10		+0,35	
10/10	Freemgold	57,20		+0,86	
	G.E. International	18,15		+0,10	
	General Elec.	421,90		-0,16	
	General Motors	351,30		-	
	Die Belgique	294		+0,32	
	G.E. International	18,15		-0,01	
10/10	Gulfsouth Plc	27,50		-1,96	
10/10	Hanson Plc	12,70		-1,96	
	Heck Hydros				
	Hevelius				
	Philip Morris				
	Pharm. RUM				
	Placer Dome Inc.				
	Procter Gamble				
	Quinteler				
	Roadstone				
	Blanco Post-Bank				
	Royal Dutch				
	RTZ				
	Saga Express				
	Sabkha				
	Schneberger				
	SCS Thompson Micro.				
	Shell Transport				
	Siemens				
	Sony Corp.				
	Stammar Bank				
	T.D.K.				
	Technische				
	Toshiba				
	Udallor				
	United Techn.				
	Vaal Rand				
	Volkswagen A.G.				
	Vulva (act.)				
	Wendel				
	Yamauchi				
	Zambia Copper				

ABBREVIATIONS	
B	= Bonds; Li
Ny	= Nancy; N
SYMBOLS	
i	= 1 cent
c	= centimes
s	= francs décaés
DERNIERE COTE	
Lundi	dernier mardi
Mardi	dernier mercredi
Mercredi	dernier jeudi
Jeudi	dernier vendredi
Vendredi	dernier samedi

[illegible]

30 CAT 9,90%85-97  
CAT 88-98 TME  
CAT 85-88 TME

30 CAT 9,90%85-97  
CAT 88-98 TME  
CAT 85-88 TME

[illegible][illegible][illegible]

Change Bourse (1)  
Christ Daloz #\_\_\_\_  
CUM CM

Change Bourse (1)  
Christ Daloz #\_\_\_\_  
CUM CM

12	1215	Horus Interactive	1215	1215	Stacy (Lyn)
13	480	Horn Dakota	480	480	Stefan (Lyn)
14	222	ICBT Group #	222	222	Stefans
15	145.50	I.C.C.	145.50	145.50	Stegner (Frit)
16	7	Idiosyncrasy	7	7	Stefano (Frit)
17	117	Int. Computer #	117	117	Stops
18	10	IPBM	10	10	Stach, Kellan #
19	357	M6-Metropole TV	357	357	Stylis
20	359	Machette #	359	359	Talante-France
21	359	Machette #	359	359	TFT-1
22	1019	Marie Brizard	1019	1019	Thermodur Hdd(Ly)
23	78	Mast-JesusProf.	78	78	Troumay Carvin #
24	78	Mecatec (Lyn)	78	78	Unibag
25	222.60	MGA Computer	222.60	222.60	Union RH France
26	75	Monnet-Mouge Lys	75	75	Vet et Cie #
27	94.20	Nat-Nat #	94.20	94.20	Vitorozio et Cie #
28	633	NSC Schum, Ny	633	633	
29	153	Ones #	153	153	
30	19	Paul Prud'homme #	19	19	
31	99.80	P.C.W.	99.80	99.80	
32	19	Pette Boy	19	19	
33	91.80	Pochet	91.80	91.80	
34	91.80	Procedural Rts (Lyn)	91.80	91.80	

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours	VALEURS	
94,40	2330	107	194	Brésilien-St	
94,80	359	240	194	Crédit Ges	
132	359	415	194	Generale O	
69	236	225	194	Mutual	
230	236	195	194	Nel	
61,50	236	195	194	500 lectures	
913	236	225	194		
194,70	236	113	194		
30	236	133	194		
365	236	57,95	194		
72	236	4,84	194		
135,10	236		194		
230	236		194		
478	236		194		
598	236		194		

Cours	Précéd.	Seconde
Anglais C1	680	
Anglais	57	
Allemand	24	
Arabe	1450	
Chinois	732	
du Monde	196,90	

**NOTATIONS**  
 1 : cours ; 1/2 : demi-cours ; 1/4 : quart-cours ; 1/8 : huitième-cours ; 1/16 : seizième-cours ; 1/32 : trentième-cours ; 1/64 : soixante-quatrième-cours ; 1/128 : cent-vingt-huitième-cours ; 1/256 : quatre-cent-cinquante-sixième-cours ; 1/512 : huit-cent-vingt-huitième-cours ; 1/1024 : mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2048 : deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/4096 : quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/8192 : huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/16384 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/32768 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/65536 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/131072 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/262144 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/524288 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/1048576 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2097152 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/4194304 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/8388608 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/16777216 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/33554432 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/67108864 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/134217728 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/268435456 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/536870912 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/1073741824 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2147483648 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/4294967296 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/8589934592 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/17179869184 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/34359738368 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/68719476736 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/137438953472 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/274877906944 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/549755813888 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/1099511627776 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/2199023255552 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/4398046511104 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/8796093022208 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/17592186044416 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/35184372088832 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/70368744177664 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/140737488355328 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/281474976710656 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/562949953421312 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/1125899906842624 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/2251799813685248 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/4503599627370496 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/9007199254740992 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/18014398509481984 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/36028797018963968 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/72057594037927936 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/144115188075855872 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/288230376151711744 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/576460752303423488 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/1152921504606846976 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2305843009213693952 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/4611686018427387904 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/9223372036854775808 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/18446744073709551616 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/36893488147419103232 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/73786976294838206464 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/147573952589676412928 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/295147905179352825856 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/590295810358705651712 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/1180591620717411303424 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2361183241434822606848 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/4722366482869645213696 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/9444732965739290427392 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/18889465931478580854784 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/37778931862957161709568 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/75557863725914323419136 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/151115727451828646838272 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/302231454903657293676544 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/604462909807314587353088 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/1208925819614629174706176 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/2417851639229258349412352 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/4835703278458516698824704 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/9671406556917033397649408 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/19342813113834066795298816 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/38685626227668133590597632 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/77371252455336267181195264 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/154742504910672534362390528 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/309485009821345068724781056 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/618970019642690137449562112 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/1237940039285380274899124224 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2475880078570760549798248448 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/4951760157141521099596496896 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/9903520314283042199192993792 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/19807040628566084398385987584 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/39614081257132168796771975168 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/79228162514264337593543950336 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/158456325028528675187087900672 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/316912650057057350374175801344 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/633825300114114700748351602688 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ; 1/1267650600228229401496703205376 : soixante-quatre-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/2535301200456458802993406410752 : cent-vingt-huit-mille-trente-huitième-cours ; 1/5070602400912917605986812821504 : deux-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/10141204801825835211973625643008 : quatre-cent-sept-mille-trente-huitième-cours ; 1/20282409603651670423947251286016 : huit-cent-trente-huit-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/40564819207303340847894502572032 : seize-mille-sept-cent-vingt-huitième-cours ; 1/81129638414606681695789005144064 : trente-deux-mille-trente-huitième-cours ;

Natio Revenus.....  
Natio Sécurité.....  
Natio Valeurs.....

Natio Revenus.....  
Natio Sécurité.....  
Natio Valeurs.....

[illegible][illegible][illegible]



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**BIOLOGIE** L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle ») continue d'intriguer les scientifiques. Face à ce nouveau fléau et à une possible

transmission aux humains, médecins et chercheurs reconnaissent qu'ils sont, selon l'expression de l'un d'entre eux, « dans la pire des situations ». ● EN SICILE, une réunion

des responsables des équipes qui travaillent sur les maladies à prion a eu lieu, à la fin du mois d'août, pour comparer les études en cours. Les autorités politiques des différents

pays ne considèrent plus ces travaux comme secondaires. ● DES CRÉDITS ont été débloqués pour favoriser la recherche fondamentale, qui peut aider à accroître les connaissances

dans ce domaine. ● MAIS LES GOUVERNEMENTS européens restent divisés sur les procédés de fabrication et l'utilisation des farines animales, dites « de viandes et d'os ».

# De la « vache folle » aux prions, les interrogations des scientifiques

Les spécialistes de ces mystérieuses maladies sont confrontés à une série d'énigmes dont les enjeux sanitaires et économiques sont considérables. Réunis récemment, les responsables des équipes de recherche reconnaissent la difficulté de la tâche

**ERICE (Sicile)**  
de notre envoyé spécial  
« La situation est claire. Nous ne connaissons pas le risque auquel nous sommes confrontés, nous ne connaissons pas l'origine de ce risque et nous ne pouvons pas en situer l'ampleur. En d'autres termes, nous sommes dans la pire des situations », résumait-il y a quelques jours le professeur Dominique Dormont, au terme de la réunion qui a vu, du 19 au 22 août, se retrouver, à Erice, les responsables des principales équipes spécialisées à travers le monde dans l'étude des maladies à prion (*Le Monde* du 23 et daté 25-26 août). Après celle de Cold Spring Harbor aux États-Unis (novembre 1995) et celle de l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, en mars, la rencontre d'Erice s'inscrivait dans la longue suite des échanges qu'ont eu lieu, depuis le début des années 80, la petite centaine de scientifiques, aux parcours professionnels souvent atypiques, qui aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Suisse et en France, ont fait des prions l'objet quasi exclusif de leurs passions.

L'épidémie britannique d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »), puis l'hypothèse officielle

d'une transmission de l'agent de cette maladie bovine à l'espèce humaine ont fourni à ces spécialistes de nouveaux et précieux éléments d'étude. L'ampleur des enjeux sanitaires et économiques attachés à la crise de la « vache folle » a conduit les autorités nationales et européennes à prendre brutalement conscience de l'importance de recherches qui, jusqu'alors, étaient considérées comme marginales et sans intérêt pour la collectivité.

**Seule la recherche fondamentale permettra de fournir la solution**

Des crédits ont été débloqués. Les scientifiques sont de plus en plus associés aux décisions politiques. Les médias se passionnent pour le sujet. Pour autant, les problèmes fondamentaux demeurent.

● L'agent de l'ESB est-il transmissible à l'homme ?

On a redit à Erice que l'on ne disposait, sur ce point essentiel, d'aucune preuve absolue. On sait, en revanche, qu'il existe de très fortes présomptions. Celles-ci sont d'ordre épidémiologique, histologique et expérimental. L'épidémiologie montre le caractère contemporain de l'émergence d'une nouvelle maladie bovine, d'une autre touchant les chats domestiques et d'une nouvelle forme de maladie humaine. L'examen histologique des tissus cérébraux de jeunes malades britanniques confirme que l'affection mortelle dont ils sont victimes est à bien des égards différente de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) dans sa forme classique. La recherche fondamentale, enfin, a démontré récemment, contre toutes les attentes, que l'agent de l'ESB pouvait se transmettre par injection intracérébrale mais aussi, et très aisément, par voie alimentaire à de nombreuses espèces.

● Quelles sont les expériences en cours ?

A Erice, Moira E. Bruce (Edimbourg) a expliqué que cet agent avait pu, de manière expérimentale ou accidentelle, contaminer la souris mais aussi le mouton, la chèvre, le porc, le chat et deux es-

pèces d'antilopes. L'équipe du professeur Dormont a, pour sa part, démontré que le singe pouvait également être atteint par l'agent de l'ESB. Les différents fléaux de souris « réceptives » à cet agent transmissible non conventionnel ont, dans le laboratoire de Moira Bruce, été infectés avec des fragments de tissus cérébraux prélevés chez les victimes de la nouvelle forme de MCJ. On devrait ainsi découvrir, dans un à deux ans, si les lésions induites chez ces animaux sont ou non du même type que celles provoquées par l'agent de l'ESB. S'il y a similitude lésionnelle, on disposerait d'un argument décisif en faveur d'une transmission du bovin à l'homme.

Un autre travail expérimental, de facture synthétique, est en cours à Londres. Il est conduit par John Collinge sur des souris dans le patrimoine héréditaire desquelles on a intégré le gène qui, chez l'homme, dirige normalement la synthèse de la protéine-prion. Ces souris ont été infectées avec l'agent de l'ESB. Après quatre cent cinquante jours, les animaux de laboratoire sont toujours vivants et, apparemment, se portent bien.

« Le fait est rassurant mais ne permet en rien de conclure dans un sens ou dans un autre », a-t-on dit

à Erice. Les scientifiques sont ici victimes du fait que des expérimentations essentielles n'ont pas, en temps et en heure, été mises en œuvre, à commencer par des tentatives de contamination - par

brio et achèvement depuis quinze ans par Stanley Prusiner (Université de Californie, San Francisco), apparaissent aujourd'hui moins dogmatiques que par le passé. Tous sont aujourd'hui d'accord

## Les cas officiels de Creutzfeldt-Jakob atypiques

Rien ne permet aujourd'hui de savoir si de nouveaux cas, atypiques, de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) seront officiellement recensés. Pour le professeur Robert G. Will, responsable britannique chargé de l'épidémiologie de cette maladie, on ne compte que douze cas en Grande-Bretagne, auxquels il faut ajouter un cas français diagnostiqué à Lyon. Le réseau européen, qui, outre la Grande-Bretagne, groupe l'Allemagne, l'Italie, la France et les Pays-Bas, n'a pas fait état de cas similaires. Cette situation autorise tous les pronostics, les plus rassurants comme les plus alarmistes, certains spécialistes britanniques annonçant une possible hécatombe alors que d'autres confient que l'épidémie pourrait ne pas dépasser quelques dizaines de cas. 160 000 cas de maladie de la « vache folle » ont été recensés dans le cheptel bovin britannique, l'éradication de cette épidémie n'étant pas prévue avant les premières années du siècle prochain. Il y a peu de temps, on a recensé un quatrième cas de MCJ survenu chez un fermier britannique ayant pu, par le passé, être au contact d'animaux atteints d'ESB (*Le Monde* du 31 août).

voile alimentaire - de primates avec des tissus nerveux infectés par l'agent de l'ESB. Il reste à déterminer les véritables raisons de cette carence.

● Le prion est-il seul en cause ?

La rencontre d'Erice a permis de confirmer le consensus qui, depuis plusieurs mois, se dessinait chez les spécialistes des prions. On sait qu'il existe, depuis de longues années, deux conceptions fondamentalement opposées de la physiopathologie des maladies neurodégénératives dues à des agents transmissibles non conventionnels. L'une, qui réunit la majorité des spécialistes, soutient que l'infection est véhiculée par des protéines atypiques, des prions dont la structure tridimensionnelle a été modifiée et qui sont, de fait, devenus « infectantes ». L'autre, beaucoup plus minoritaire, fait valoir qu'il n'existe pas d'exemple connu de transmission d'une information biologique infectieuse sans présence d'acides nucléiques (ADN ou ARN). Elle postule donc, sans pouvoir le démontrer, que des fragments d'informations génétiques sont impliqués, aux côtés des prions, dans la transmission de ces maladies.

Les tenants de l'hypothèse « protéine seule », défendue avec

pour reconnaître que le prion ne peut, à lui seul, tout expliquer et qu'il faut, pour comprendre, y associer un, voire plusieurs facteurs. On a en effet démontré que la protéine modifiée (lorsqu'elle est purifiée à partir de tissus infectés) n'est pas, à elle seule, capable d'induire le processus physiopathologique. Saut à imaginer que le processus de purification dénature cette protéine au point de détruire son caractère infectant, il faut, pour comprendre, faire appel à un ou plusieurs cofacteurs, qu'il s'agisse de protéines de l'hôte, de virus présents chez ce dernier ou d'autres éléments atypiques qui restent à découvrir. Cette situation est d'autant plus troublante que de nombreux éléments caractéristiques des maladies à prions (la tremblante du mouton au premier chef) font penser à des maladies infectieuses classiques.

Au-delà de leurs convictions et de leurs oppositions, parole passionnée, tous les spécialistes présents à Erice partagent la même analyse : seule la recherche fondamentale constamment confrontée à la clinique et à l'épidémiologie permettra de fournir la solution à ce qui, pour l'heure, demeure une insupportable énigme.

Jean-Yves Nau

## Les farines animales divisent les Européens

RIEN N'EST réglé à l'échelon européen en ce qui concerne les procédés de fabrication et les modalités d'utilisation des farines animales dites « de viande et d'os ». Ces farines peuvent être fabriquées à partir des déchets provenant des abattoirs (le « cinquième quartier »), mais aussi de l'ensemble des cadavres animaux déclarés, pour diverses raisons, impropres à la consommation humaine. Elles sont ensuite incorporées, dans des proportions variables, aux composés alimentaires donnés aux animaux d'élevage. C'est une modification dans les procédures industrielles de fabrication, mise en œuvre au début des années 80, qui fut à l'origine de l'épidémie de la maladie de la « vache folle ».

Dans un souci d'économie et de rentabilité, le système d'extraction des graisses (à l'hexane) avait alors été abandonné au profit d'un traitement continu réclamant un chauffage moins intense. Or ce chauffage, s'il était a priori suffisant pour inactiver les virus, ne l'était nullement pour détruire l'agent responsable de l'ESB.

C'est ainsi que l'on est parvenu à recycler cet agent transmissible non conventionnel et à amplifier son expression pathologique au sein de l'espèce bovine, au point de provoquer une

catastrophe sanitaire et économique majeure. Dix ans plus tard, les leçons préventives de ce dossier ne semblent pourtant pas avoir encore été pleinement tirées. C'est ainsi qu'il n'existe aucune harmonisation, à l'échelle de l'Union européenne, des procédures industrielles de fabrication de ces farines. L'Allemagne a réussi, via le Comité vétérinaire permanent, à faire adopter une position qui conforte ses industriels et qui n'impose qu'une série de normes techniques (les farines doivent être issues d'un système abattant 133 degrés sous une pression de 3 bars durant 20 minutes).

● L'AUTRE POLITIQUE

La France, en revanche (où les grandes sociétés d'équarrissage ne disposent pas d'usines capables d'atteindre les normes préconisées par l'Union européenne), a adopté une autre politique.

C'est ainsi que, depuis la mi-juillet, seul le « cinquième quartier » peut être utilisé dans la fabrication de ces farines, le reste de la matière première organique devant dorénavant être détruit. Parallèlement, le gouvernement d'Alain Juppé a annoncé qu'il ne respecterait pas les dispositions européennes, l'élimination des éléments à risque lui semblant une mesure

préventive suffisante et qui devrait être mise en œuvre à l'échelon de l'Union européenne, ce que l'Allemagne, suivie par la majorité des Quinze, refuse. Dans un tel contexte, la cohérence voudrait que des dispositions particulières soient prises face aux importations de produits potentiellement dangereux, fabriqués selon des normes qui ne sont pas en vigueur dans le pays importateur.

Le plus étonnant dans un tel dossier, dont la dimension économique est importante, est qu'il n'a pas encore fait, officiellement du moins, l'objet d'un examen attentif des différentes instances scientifiques européennes. On comprend mal, en particulier, que le comité multidisciplinaire - dont la création était soutenue par la France et qui a été mis en place il y a plusieurs mois auprès de Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture - n'ait pas encore été saisi. Les prochaines réunions ne sont fixées que le 16 septembre et le 28 octobre. Aucune harmonisation européenne ne semble pouvoir être obtenue avant plusieurs mois sur une question dont les scientifiques concernés jugent essentielle du point de vue de la santé publique.

J.-Y. N.

## LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA VIE QUOTIDIENNE

# La maison intelligente s'équipe d'électronique

SAN FRANCISCO

correspondance

« L'intelligence des maisons doit bien exister puisqu'elle se mesure. Tel est le calcul de Home Team (technologie, éducation et marketing pour le foyer), un regroupement d'entreprises qui, pour mieux en promouvoir l'information, propose un test visant à mesurer le QI de nos demeures. Moins d'un demi pour cent des maisons américaines passent le test avec succès, mais le marché se développe sous l'influence des « techies », les fous de technologie de la Silicon Valley et de Seattle.

L'exemple est donné par Bill Gates, l'homme le plus riche du monde, qui se fait construire un palais doté de cent ordinateurs. Chaque visiteur sera muni d'un badge magnétique permettant de le suivre à la trace. L'objectif avoué n'est pas de savoir si un invité est allé faire un tour non prévu dans la cave mais de permettre aux larses cybernétiques de fournir à chacun la musique, la température, les films de son goût au fil de ses déplacements. Le patron d'Intel en vacances chez son complice pourra voir sur l'écran géant de la

chambre d'amis le héros prendre la main de l'héroïne, et constater sur celui de la bibliothèque, qui s'est allumé tout seul au moment où il a ouvert la porte, qu'ils se sont rencontrés et auront beaucoup d'enfants.

Près de San Francisco, Ed Abelle vend des « Maisons du millénaire » dont le charme principal est de s'adapter à l'humeur de ses occupants en modifiant température, musique et lumière.

Il est plus aisé de constater la présence d'éléments intelligents que d'en donner une définition globale.

Julie Jacobson, rédactrice en chef de la revue *Electronic House*, s'en tient à la notion d'automatisation, qu'elle définit comme la capacité d'« intégrer ou contrôler des appareils électroniques ».

Cela va de la machine à faire le café matinal au PC. Les « sous-systèmes » régissent la température, la lumière, la sécurité, etc. L'automatisation repose, selon elle, sur une unité centrale qui « reçoit des signaux émis par divers appareils - ou par des « événements » tels que le lever du soleil - et répond en transmettant les signaux requis à d'autres unités ». Alertée par un

capteur d'une présence étrange, elle doit pouvoir allumer les lumières.

Si elle reçoit une information disant « 7 heures du matin », elle donne l'ordre à la machine à café et au chauffage de se mettre en marche en même temps qu'elle ouvre les rideaux de la chambre de maîtres.

**« Si nous voulons garder le monde extérieur hors de chez nous, nous allons vouloir un intérieur magique »**

L'intelligence commence à se manifester dans une maison quand elle contient des appareils (dotés de microprocesseurs et reliés entre eux) capables de réagir sans intervention consciente de l'être humain. Presque bonne à

marier, la maison intelligente est, en plus, économe. Dans des conditions idéales, la note annuelle de gaz et d'électricité peut être réduite de 40 %.

Il suffit de moduler le chauffage et la lumière suivant que la maison est vide ou pas, et en tenant compte des pièces occupées. Pour mieux contrôler l'exposition aux rayons du soleil, les rideaux peuvent s'ouvrir et se fermer tout seuls. Résultat, selon les commerçants, l'installation se finance d'elle-même.

Le rêve des cadres aujourd'hui, c'est de pouvoir, au sortir du travail, prendre le téléphone de leur voiture et, en appuyant sur quelques touches, donner les ordres nécessaires pour n'avoir plus, à peine arrivés, qu'à se plonger dans un bain chaud alors qu'un baffle situé sous le pommeau de la douche leur susurre du Mozart, du Madonna ou du Marley.

Côté cuisine, sorti du four à micro-ondes et du frigidaire intelligent qui sera un jour capable de rappeler qu'il n'a plus de lait, on ne sait pas encore très clairement où cela mène. Dernière nouveauté : un mini-ordinateur mural qui fournit des recettes de cuisine et

peut aller en chercher d'autres sur Internet. Poussée à l'extrême, l'automatisation de la maison coûte cher. Le techno-Versailles de Bill Gates est évalué entre 30 et 50 millions de dollars.

Mais pour une dizaine de dollars, on trouve dans n'importe quel supermarché des appareils capables d'allumer les lumières d'une maison vide pour donner l'illusion qu'elle est occupée. Une entreprise propose un système complet pour moins de 10 000 dollars, alors qu'une autre en estime le coût à moins de 2 % du prix d'une maison conçue depuis le départ pour être intelligente.

Les hommes d'affaire croient le marché prometteur malgré le coût, la complexité et le scepticisme des usagers, qui ne peuvent s'empêcher de se demander à quoi tout cela peut bien servir. L'évolution du foyer dépend aussi des « tendances sociales ». C'est le domaine de Faith Popcorn, connue comme « la Nostradamus du marketing » depuis qu'elle a inventé le mot « cocooning » au début des années 80. Dans *Clic-kling*, son dernier livre, elle constate que non content de res-

ter chez soi, on s'y barricade. A la croissance des achats à distance, du travail à domicile et du recours aux appareils pour faire des exercices à la maison, il faut ajouter le boom de la technologie de la sécurité.

Tout cela entraîne un développement de l'industrie des loisirs à domicile. « Si nous voulons garder le monde extérieur hors de chez nous, affirme Popcorn, nous allons vouloir un intérieur magique. » Vive le multimédia et la réalité virtuelle. Même les réunions familiales se feront à distance.

La peur du monde réel est telle que le changement de millénaire pourrait être marqué par le « bunkering ». Selon le *San Jose Mercury*, journal attitré de la Silicon Valley, le fameux « home sweet home » avec lequel les Américains célèbrent traditionnellement les vertus de leur foyer est en passe d'être remplacé par un « bunker sweet bunker » aux sonorités inquiétantes.

Francis Pisani

DEMAIN  
Le courrier électronique



# CanalSatellite lance le « football à la carte »

Le contrat signé entre la filiale de Canal Plus et la Ligue nationale, opérationnel mardi 3 septembre, est contesté par TF 1 et certains clubs

Les abonnés de Canal Plus ont pu regarder, lundi 2 septembre, le match Nantes-Lyon comptant pour la 5<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division. Ils ont pu assister au match nul obtenu par les Lyonnais

au stade de la Beaujoire (2-2). La diffusion en direct par la chaîne cryptée d'une rencontre décalée de chaque soirée de championnat est devenue un rituel depuis 1992. Mais à compter de mardi 3 septembre les neuf autres mat-

ches de chaque journée seront accessibles aux téléspectateurs abonnés de CanalSatellite. Grâce à la technologie du numérique, chacun peut choisir la rencontre qu'il souhaite regarder. Ce spectacle sportif en fibre-

service est une première européenne, mais l'exclusivité confiée par la Ligue nationale de football à Canal Plus suscite des critiques chez les concurrents de la chaîne et dans certains clubs.

SIX MOIS après avoir acquis les droits de retransmission en numérique du championnat de France de football, Canal Plus, ou plutôt sa filiale CanalSatellite numérique,

est au rendez-vous de sa réputation de chaîne innovante en matière de sport à la télévision. A partir de mardi 3 septembre, grâce à la formule du paiement à la séance (pay per view), les amateurs de football peuvent suivre, à domicile, l'intégralité des 340 rencontres restant à disputer pour le

championnat de France 1996-1997 de première division : en plus des 38 matches décalés, diffusés chaque année depuis 1992 par la chaîne cryptée, CanalSatellite numérique propose désormais les neuf autres rencontres au choix de ses abonnés - 100 000 foyers selon la chaîne - dont un peu moins de la moitié seraient équipés du décodeur idéal, le Médiasat (Le Monde du 29 août).

La Ligue nationale de football (LNF), signataire de l'accord conclu avec Canal Plus, table sur un essor rapide du « foot à la carte » : son président, Noël Le Graët, espère que le nouveau service aura séduit 300 000 abonnés à la fin de la saison.

En revanche, Charles Bietry, directeur des sports de Canal Plus, n'a, dit-il, d'autre objectif que « la qualité du produit ». Selon lui, le pay per view devrait développer

« les rapports effectifs » entre les supporters et leur club. « Ils n'ont jamais vu leur équipe jouer à l'extérieur », explique-t-il. Cela doublera leur intérêt pour leurs joueurs et cela leur donnera d'autant plus envie d'aller les voir. En dehors de ces passionnés, le « patron » des sports de la chaîne cryptée compte puiser dans le réservoir de « tous les gens qui ne peuvent pas s'approcher des stades, les personnes âgées ou ceux qui ne disposent pas de moyens de transport ».

Toutefois, si le « foot à la carte », « première mondiale » selon Charles Bietry (la chaîne à péage italienne TelePiù proposera le même service à partir du 8 septembre), fait la fièvre de Canal Plus, le contrat signé le 16 février par la chaîne et la LNF pour la période 1996-2001, ne fait pas l'unanimité.

L'exclusivité de la retransmission des matches en numérique pour 50 millions de francs de droits d'entrée, plus le partage des recettes entre les deux parties signataires, est « un contrat magique » pour Noël Le Graët. René Ruello, président du Stade rennais, redoute au contraire que cet accord ne signifie « la braderie du football français ». Le contrat est confidentiel. « Il est dans un coffre », dit Charles Bietry, mais René Ruello affirme en avoir connaissance ; il conteste le montant du droit d'entrée annoncé, qui s'élevait, selon lui, à seulement 25 millions de francs.

« PAS D'APPEL D'OFFRES » « J'ai commencé à m'inquiéter des conséquences de ce contrat le jour où l'on m'a annoncé les chiffres : 1 million de francs par club de D1 et 300 000 francs pour les clubs de D2 », assure René Ruello. Président d'un club dont les recettes sont alimentées à hauteur de 22 % par les droits de télé, il se lance dans des comparaisons, parfois hasardeuses, sur les droits acquis par les autres télévisions européennes pour offrir l'exclusivité de leurs championnats respectifs. Pour le président rennais, l'équation est simple : les fortes recettes télévisuelles dont bénéfi-

cient les clubs étrangers entraînent des salaires plus élevés et donc l'exode des meilleurs joueurs français.

Pendant tout l'été, le ton n'a cessé de monter entre Charles Bietry et René Ruello. Fin août, le président rennais a dénoncé les conditions « inacceptables » dans lesquelles les clubs ont été passés, « dans la précipitation, sans transparence ». « L'absence d'appel d'offres » est également fustigée par les dirigeants de TF 1. « Canal Plus veut nous faire croire qu'elle est propriétaire de fait des droits du football pour la numérisation, puisqu'elle les détient pour la diffusion hertzienne », explique Jean-Claude Dassié, directeur des sports de TF 1. Or, cette chaîne vient de payer une fortune pour acquérir les droits de retransmission en numérique de la formule 1 alors que TF 1 les diffuse en direct.

« Quand on voit le montant du contrat, continue Jean-Claude Dassié, on ne voit pas apparaître de coût d'exclusivité. » Dans Le Monde du 9 juillet, Patrick Le Lay, PDG de TF 1, soulignait que « la Ligue sera obligée de revenir sur cette question. Il y va de son intérêt. Les majors américaines n'accroissent pas d'exclusivité pour le paiement à la séance. Comme cela, la recette augmente ». Dans cette logique, la Une et ses partenaires de télévision par satellite (TPS), le deuxième bouquet satellite français en gestation, ont fait une proposition « complémentaire », restée sans réponse, à la LNF : 30 millions de francs pour

retransmettre le « foot à la carte » sur leur futur système (TPS devrait être prêt pour le foot à la carte en 1997).

Ces attaques répétées contre l'absence de transparence des accords de février masquent une lutte d'une tout autre envergure, pour le contrôle de la télévision du futur. Comme pour être le principal moteur d'abonnement aux chaînes payantes, le « produit football » est devenu indispensable aux opérateurs de télévision par satellite.

D'où les multiples tentatives des actionnaires de TPS pour obtenir une « ouverture » sur le « foot à la carte ».

Canal Plus ne semble pas hostile à une telle possibilité, mais uniquement avec les câblo-opérateurs. « Pas de négociations avant 2001 », a rétorqué Noël Le Graët devant le conseil d'administration de la Ligue, vendredi 30 août.

Ces prévisions, chiffrées à plusieurs millions de francs, occultent toutefois une réalité plus modeste. Les petits clubs des championnats de France de première et deuxième division se demandent déjà si la règle de la solidarité qui prévaut dans la redistribution des droits télévisés survivra à la généralisation du pay per view. Ce procédé permet en effet de calculer à l'unité près le nombre d'achats de chaque match ; les clubs qui font le plus d'audience pourraient alors être tentés de réclamer la part exacte des recettes qui leur revient.

Eric Collier

■ Nantes et Lyon ont fait match nul (2-2), lundi 2 septembre au stade de la Beaujoire, en match avancé de la 5<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division. Les Lyonnais ont mené au score grâce à Alain Cavaglia (16<sup>e</sup>), puis Sylvain Déplacé (62<sup>e</sup>) ; Nantes a égalisé chaque fois par Japhet N'Doram (49<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup>). Victime d'une rupture du tendon d'Achille de sa jambe droite, l'avant-centre international de l'OL, Florian Maurice, sera éloigné des terrains pendant plusieurs mois. Après le match, environ 200 supporters nantais mécontents se sont heurtés aux forces de l'ordre, réclamant la démission de Guy Scherret, le président du FCN.

■ En Angleterre, Rupert Murdoch a dû débourser 5,4 milliards de francs pour conserver le « produit football » sur son réseau SkyTV de 1996 à 2001. Si l'on ajoute les droits acquis par la BBC pour diffuser des résumés de matches, le montant redistribué à chaque club de la « Premier League » est estimé à 65 millions de francs par an.

■ En France, les clubs de football ne sont redevus bénéficiaires que depuis quelques années. Pour la saison 1996-1997, les droits télé du championnat de France devraient rapporter 142 millions de francs à chaque club de D1 et 5,2 millions de francs aux clubs de D2 pour la saison 1996-1997.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

## Le coût pour les télévisions européennes

En avril 1996, le quotidien espagnol El País a calculé le coût par habitant du football télévisé dans plusieurs pays européens en divisant le montant des droits télévisés par le nombre d'habitants. Ce coût s'élève à 6,95 francs en France, à 10,88 francs en Allemagne, à 22,84 francs en Italie, à 24,17 francs au Royaume-Uni et à 31,90 francs en Espagne.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

## Williams-Renault assure Damon Hill de son soutien pour le titre mondial de formule 1

TANDIS que la presse britannique critiquait, lundi 2 septembre, la rudesse avec laquelle Frank Williams avait mis fin à une collaboration de quatre années avec Damon Hill, un porte-parole de l'écurie britannique de formule 1 a précisé que Williams-Renault apportera un « soutien à 100 % » au pilote dans sa quête du titre de champion du monde qui l'oppose à son coéquipier Jacques Villeneuve.

L'entourage de Damon Hill avait craint que Williams ne soit tenté de favoriser le Canadien, qui compte seulement treize points de retard sur Hill à trois Grands Prix de la fin de la saison. « On leur fera le même matériel et la même assistance, comme cela a été le cas pendant toute la saison. L'équipe fera en sorte qu'ils aient les mêmes chances de remporter le championnat », assure-t-on chez Williams-Renault.

L'écurie championne du monde devait confirmer, mardi 3 septembre, l'arrivée prochaine de l'Allemand Heinz-Harald Frentzen, venu de chez Sauber-Ford, pour un contrat de deux ans d'un montant d'environ 60 millions de francs.

Damon Hill, selon son agent Michael Breen, a plusieurs contacts avec d'autres équipes, mais « rien ne se passera concernant son avenir avant Monza ». La marge de négociation du pilote anglais se situe au-dessus de celle de son coéquipier. Damon Hill, en cas de victoire, dimanche 8 septembre au Grand Prix d'Italie, pourrait être le candidat favori pour le titre, à condition que son coéquipier canadien ne fasse pas mieux que cinquième.

L'écurie Jordan a déclaré être en négociations avec Hill. « Les contrats de nos pilotes actuels, le Britannique Martin Brundle et le Brésilien Rubens Barrichello, arrivent à terme à la fin de la saison », a indiqué un porte-parole de l'écurie. D'autres possibilités existent pour Hill, notamment du côté de McLaren, où le contrat du Finlandais Mika Häkkinen arrive à terme. « Finalement, nous pourrions avoir Damon Hill dans notre équipe », a aussi assuré Jackie Stewart, triple champion du monde, dont l'écurie qui porte son nom doit faire ses débuts en 1997.

■ ATHLÉTISME : Benoit Zwirowski est devenu le premier champion de France des 10 km sur route, samedi 31 août à Arles. Chez les femmes, le titre est revenu à Chantal Dollembach.

■ BOXE : un juge mexicain a émis un mandat d'arrêt contre le boxeur Julio Cesar Chavez et trois autres hommes pour fraude fiscale, a annoncé, lundi 2 septembre, le ministère mexicain des finances dans un communiqué. Le boxeur et ses partenaires d'affaires sont accusés d'avoir omis de payer des impôts pour un montant de 10,58 millions de pesos (environ 7,5 millions de francs). Ancien champion du monde dans trois catégories différentes, le Mexicain a remporté 97 combats professionnels pour deux fois et une seule défaite. (Reuters)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

■ LUTTE : la Française Anna Gomis a obtenu la médaille d'or (catégorie 53 kg) lors des championnats du monde de lutte féminine qui se sont achevés, dimanche 1<sup>er</sup> septembre à Sofia (Bulgarie). Au total, les Françaises ont rapporté quatre médailles, une d'or, deux d'argent et une de bronze. (AFP)

## Martina Hingis est devenue grande à l'US Open

A Flushing Meadow, la jeune Suissesse (16 ans) a créé la surprise en éliminant en trois manches une des favorites, l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, troisième joueuse mondiale

NEW YORK de notre envoyée spéciale Martina Hingis a grandi. Sa silhouette s'est étoffée, son visage s'est aminci. La vie et le circuit ont effacé un peu d'enfance, mais ils ne l'ont pas encore faite femme. Elle a la lippe un

rien boudesuse qu'ont les gamines de son âge, leur joie, l'insolence et souvent les colères. Ses proches la considèrent comme une « une fille de caractère, pas prétentieuse et heureuse ». La Suissesse aura seize ans à la fin du mois. Lundi, elle s'est qualifiée pour la première fois pour les quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis en s'offrant la première grande victoire de sa carrière. En trois sets, elle a battu l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, qui, depuis deux ans, est une inamovible favorite à tous les titres du Grand Chelem.

Martina Hingis avait déjà atteint les quarts de finale dans un tournoi du Grand Chelem, en Australie, en janvier. Elle s'était alors inclinée face à la Sud-Africaine Amanda Coetzer. En mai, elle progresse encore en battant Steffi Graf sur la terre battue des Internationaux de Rome. « Par rapport à ce que je vis aujourd'hui, tout cela ne compte pas, dit-elle entre deux éclats de rire. Aujourd'hui, j'ai bat-

tu l'une des meilleures joueuses du monde dans l'un des quatre tournois majeurs. J'ai l'impression, désormais, que tout peut arriver. Si cela n'arrive pas, tant pis. Je suis bien trop jeune pour être déçue par mes performances ».

Le monde du tennis la découvre en 1993 aux Internationaux de France. Elle devient la plus jeune championne junior dans une épreuve du Grand Chelem. Elle est chipie et minuscule, alors obligée de se jucher sur la pointe des pieds pour serrer la main à l'arbitre à la fin des matches. Trois semaines après, elle s'adjuge l'épreuve junior de Wimbledon. Comme nombre de ses consœurs, son histoire est prédestinée. Née le 30 septembre 1980, elle s'appelle Martina comme le veut sa mère Mélanie, une admiratrice de Martina Navratilova. Martina reçoit sa première raquette à trois ans. Sa mère se remarie avec un ingénieur en informatique suisse. La famille émigre à Trubbach, Suisse.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.

■ En Espagne, les clubs négocient séparément leurs droits de retransmission. Les accords entre la Liga et les télévisions régionales et nationales permettent de redistribuer 426 millions de francs

aux clubs des deux premières divisions. Mais ce contrat prévoit à son terme en 1998 : si les négociations en cours aboutissent, les clubs pourraient alors se partager 1,2 milliard de francs.

■ En Italie, l'agence Mediaset a organisé l'appel d'offres avec la Fédération italienne pour la vente de tous les droits du football (télévision, radio, marketing). Pour les trois prochaines années, la seule télévision devrait rapporter 1,3 milliard de francs aux clubs, apportés à parts égales par la RAI et par la chaîne à péage TelePiù pour le pay per view.



**Ce restaurant parisien fête son centenaire en restant de plein fouet dans l'actualité**

**TERRIBLES** en période révolutionnaire, comme le suggère Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*, les bouchers sont pires encore qu'on le croit. En voilà deux, avec les crânes qui cherchent à se rassasier dans un Paris encore mal pourvu en viande, à la mode et plats du jour sachant nourrir son homme. Arrivant d'Orgeval, le pouton lustré à l'air frais, les deux sanguins vont tomber dans un très méchant endroit qui les satisfait si peu qu'ils piquent leur bœuf et décident sur l'heure de se lancer dans la restauration. 1896 : Camille et le Châtier entrent dans la grande histoire des petites fringales de tous les jours. Cent ans déjà.

Il ne sont pas à proprement parler, les créateurs de ces « bouillons » qui offrent déjà des repas simplifiés, à l'encontre, détestant toute une population de la corvée de gamelle sur le lieu de travail, mais apportent un « plus » considérable en proposant une carte avec une trentaine de plats. Pour la grisette, le couvent, l'employé aux écritures ou le casseur de bottines, c'était Byzance. D'une soupe semi-populaire et imposée, on passait à la permission du choix. Et on était servi. Il ne manquait que la nappe : on mangeait encore à même le marbre de la table.

Le succès est rapide. Les deux frères mettent en construction l'établissement où va bâtrer leur pavillon, au 7 de la rue du Faubourg-Montmartre, le même qui aujourd'hui fait comble tous les jours de la semaine, tout l'année. On prospère. En 1900, plus d'une vingtaine de bouillons Chartier sont « franchisés » dans la capitale. Et puisque l'idée paraîtrait être la bonne il n'y avait plus de raison pour qu'en 1944 un autre boucher, René Lemaire, ne devienne propriétaire de l'affaire et ne la renaie en accablant à la fortune de l'après-guerre, des Parisiens toujours soumis au

**strict régime du ticket d'alimenta-**

On ne visite que rarement les restaurants. Entrer chez Lipp, chez Maxim's, au Train bien ou aller reluquer la plaque de cuivre signalant l'emplacement préféré d'Hemingway au bar de la Closerie des Lilas est une démarche tentante, mais qui généralement rebute le passant. Légitimement inquiet de se faire facturer l'incursion au prix fort. Il n'est pas dit que la sévère ordonnance qui règne au bouillon Chartier n'oblige le curieux à payer son écot, mais c'est ce qui pourrait lui arriver de mieux.

Venez vers midi, nous avons-  
recommandé. Le considérable en-  
droit est encore un peu clairsemé.  
La verrière fait tomber une lu-  
mière franche sur la salle princi-  
pale, laissant dans un semi-obs-  
cur une importante distribution  
de tables juste derrière la bonde  
de la porte à tambour. Décor de  
bois, de cuivre, de lustres et de  
glaces. On s'attend à voir entrer  
les éclairagistes de René Clair  
pour une scène des *Grandes Ma-  
nœuvres*. Dans les travées, le per-  
sonnel se déplace encore à pas  
glissés, guettant le coup de clai-  
rou qui le fera monter à l'assaut.

• DIXON • NOBLE ET BOND

**Cérémoniel de l'emplacement.**  
Il faut savoir qu'ici on positionne les balles de thé dans les cales des clippers qui avaient pour mission d'arriver en tête de la régata et de fixer les premiers des nouvelles cotisations à la Bourse de Londres. Une cargaison serrée et rangée dans l'ordre. Il n'est pas question de déjeûner à l'aïse; on partage l'espace à plusieurs, sur le même banc de cette silencieuse et piquante petite infirmité de n'avoir que sa propre personne à s'offrir en convive.

Car il ne faut pas compter sur l'autre pour mettre un peu de beurre dans les épandais de la solidarité. Ça, c'est pour les riches. Ici, s'alimenter est un travail. Dans les compartiments hommes, un bosse, on « clape » tout à fait sérieusement. C'est atroce, tant de conviction à manger à plusieurs dans une telle somme de silence, mais c'est peut-être aussi l'un des rares moments que l'on peut consacrer à la vraie prière du jour. Saint bouillon Chartier, priions pour toi et le bref espace de buée blanche que tu offres.

flexe, une tradition, un rite : on

consomme, on pâle, on part.  
Salade de betterave ou andouille, tomates, croutons, mayonnaise, 9 francs.  
Cassoulet, tomates farcies, mayonnaise, 33 francs. Difficile de résister.  
Pour ne pas parler de lui, le « mayao » doit être pris dans son ambience. Chez Ducasse, non seulement il ferait mauvais genre, mais on ne saurait évidemment pas le faire cuire à sa juste valeur, et strictement mal l'accompagner de cette garniture qui doit être forcément un peu bêtée, pour lui donner ce côté d'ils du peuple pourvu en salade fraîche souvent après les autres. Le bon parait, « la ficelle » baigner dans une sauce à la *beurre du crime*, mais se ratrape par un hachis de viande qui montre la détermination du chef à faire vrai. Le quart de rouge soutient l'ambiance avec roublardise et se stiffe sans grimace.

Le voisin inconnu qui nous quitte, et qui, sans avoir demandé l'addition, laisse sur la table un billet de 50 balles épinglé d'une pièce de 1 franc, avait lui aussi commandé une tomate à la « ménagère » et un « mayo » en entrée. Avec un carafon d'eau et un café en dessert. 51 francs tout juste : le compte était bon.

**Jean-Pierre Quétin**

★ Restaurant Chartier, 7, rue du Faubourg-Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-96-64-23. Ouvert tous les jours, de 11 h 30 à 15 heures et de 18 heures à 22 heures. Menu : 79 F. Carte : environ 75 F.

### Le râpé en sachet

Le fromage râpé, ce produit banal qui semble remonter à Néocandéal, n'a pas vingt ans d'existence. Dans sa version emballée en tout cas, puisque ce n'est qu'en 1979 qu'il fit, sous cette forme, son apparition en supermarché. Premier fromage vendu aujourd'hui en France, l'emballage l'est pour 60 % sans fromage râpé. Quant nous l'avons tenté, nous étions fâchés de songer à un tel engouement, a reconnu Michel Roche, secrétaire général du Syndicat Interprofessionnel du goudyère français. A l'époque, il s'agissait avant tout d'exploiter au mieux les « chutes » que laissait le décaillage en plaquettes des meules. Si le râpé qu'on vendait en sachet il y a une vingtaine d'années avait un goût légèrement plus salé que la plaquette, c'est que la plupart de ces fameuses chutes étaient récupérées près de la croûte du fromage. Les meules écumenniques étant salées par immersion pendant deux jours dans un bain de saumure, c'est donc près de la croûte que le fromage était chargé en sel. Le procédé n'ayant pas changé depuis des années, on peut s'estimer que la salinité du râpé ait baissé. C'est que la demande est telle que les chutes des plaquettes n'y



troupeuse de râpé (toutefois sans parler d'emmemental), à fournir ses matières grasses aromatisées à divers restaurants et à des cantines scolaires.

Pour autant, tout emmental passé à la râpe n'est pas juste bon à passer à la trappe. Sous le label rouge « grand cru », 1 500 producteurs de l'est de la France, répartis des Vosges à Piétra, proposent un râpé fait à partir de fromage au lait cru. Leurs vaches sont nourries avec des ensilage, les fromages d'emmemental sont affinés deux semaines en cave (sept seulement pour un râpé basique) et le résultat, bien meilleur, se trouve facilement dans les supermarchés. Face à ces garants des traditions, d'autres s'écartent à innover en proposant des mélanges de râpés selon les différentes utilisations qu'on veut en faire : sauce, salade ou gratin. Après l'arsendale, une fromagerie de Haute-Marne, qui a eu la première cette idée, Meule d'or lance ces jours-ci ses propres mélanges de râpés.

L'emmemental-comté, par exemple, serait, selon le fabricant, plus apte à recouvrir une soupe à l'oignon qu'un croque-madame. Un argument marketing que l'on s'en voudrait de luser quelque peu gratiné.

Guillaume Crouzet

## TOQUES EN POINTE

## Bistrots

**CHEZ GEORGES**

■ **Vingt ans après**, c'est toujours le même décor, le même menu manuscrit, les mêmes plats sérieux et robotisés aux saveurs identitaires, et toujours le souriant service féminin. Seule la clientèle a changé, les prix aussi, raisonnablement. Le chef est là depuis trente ans. Entretemps, il a pris la succession de son beau-père, aujourd'hui heureux septuagénaire. Hors-d'œuvre immuables : radis, harengs pommes à l'huile, moussou, ratatouille, champignons. Les étrangers et les provinciaux connaissent cette adresse-témoin et apprécient l'impeccable poignée de côpes fraîs, la gale au beurre noisette, l'andouillette du Fribourg, le foie gras au beurre d'ail avec un saucis d'aroc de Chablais, le bronchly (120 F) et le baba au rhum. Et encore, tantôt le saucis de bordeaux et de bourgognes, ou le moins surprenant n'est pas la présence de bouteilles ancrées des domaines Marey-Monge et de la Romanée-Conti à la carte, comptant de 185 F à 250 F.

■ **Paris, 1, rue du Mail (75002), Tél. : 42-60-0711. Fermé le dimanche.**

## LE PAQUETOT

Le Lancelé il y a deux ans, le Paquebot a trouvé sa ligne de flottaison. Tout est clair et pimpant. Ici, les parements en bois de teck, les tables nappées et fleuries, un atrium aux couleurs aquatiques pour boire une bière. Décor du pont, savoir-faire du moussallan, créativité du coq, et des prix qui ne donnent pas le mal de mer. On embarque ? Une terrine de bouillabaisse de poissons en entrée - fine gélée avec la rouille et les herbes. Un puissant et aromatique pissac-légion - pourquoulois et pas ? - pour accompagner la paupiette de sole à la tapenade, sauce à la sauge et tagliatelles de légumes, préparation qui ménage la saveur du poisson avec une présentation attrayante. Plus classiques sont les poissettes d'agneau farcies aux herbes, avec aulx et échalotes rôtis, viandes tendres et jus de cuisson parfumé. Que souhaiter au jeune chef Daniel Scotto ? Que la barque soit pleine et la mer calme. Autour d'un plat : 105 F. Menu-carte : 165 F.

\* Paris, 1, rue Sauval (75001). Tél. : 42-21-19-00. Fermé samedi midi et dimanche.

## AUX TONNEAUX DES HALLES

■ D'excellents vins, quelques plats de résistance. Un de ces bistrotards dont on ne pensait pas, il y a quelques lustres, qu'ils passeraient à la postérité, tant le décor était commun. Et pourtant, un véritable zinc courbé, une caisse enregistreuse à l'ancienne, une armoire-salle avec fresque, un service bourru et bon enfant, cela se fait rare. Cela devient un endroit courtu, où l'on dépense l'entrecôte à la fois à moelle, arrosée d'un marcillac, domaine du Cros. Patis du jour, bien sûr : andouillette, bœuf bourguignon, navarin d'agneau, selon l'humeur. Parmi les vins sélectionnés – et le jury d'habités est sévère –, un brouilly de comptoir charmant, un chinon plus rare et parfumé. Patrick Fabre, champion toutes catégories de la course des garçons de café, a accroché ses trophées au-dessus du bar. Un museau aux pommes de terre ? Le museau était excellent, mais les pommes de terre peu cuites. Le chef était-il, lui aussi, parti en course ? Bah ! nous l'attendrions, en levant le coude à sa santé ! Menu-carte : 150 F.

★ Paris, 28, rue Montorgueil (75001). Tél. : 42-33-36-19. Fermé le dimanche.

## Brasseries

**BRASSERIE DU PONT MIRABEAU**

Après quelques décennies de bons et loyaux services, l'Alsace aux Halles disparaît. A la suite de Vattier et de tant d'autres, les témoins d'une époque révolue, celle des Halles de Bahard, s'en vont vers d'autres aventures. Un tel sort ne risque guère d'arriver dans le quartier de Beaugrenelle, avec ses boutiques, ses cinémas fréquentés, cette brasserie juchée en belvédère avec vue sur la Seine, ses bateaux-mouches et ses yachts, au pied de l'hôtel Nikko et de ses autres restaurants réputés. Ici, le chef Vincent Sacheret fait preuve d'originalité. Outre la prestation classique, le plat du jour est son cheval de bataille : demi-coquelet rôti ou bien dorade rôtie au fenouil, en début de semaine ; blanquette de veau à l'ancienne ou flet de rouget poêlé. L'on nous annonce le jarret de porc aux lentilles ou bien le troçon de barbu rôt. Voilà un effort qui permet de déjeuner dans un cadre de grand hôtel, avec un service diligent, pour une somme modique. La terrasse connaît une quelque affluence si l'été indien se prolonge. Formule avec plat du jour : 160 F. A la carte : compteur 180 F.

\* Paris, 61, avenue de Grenelle (75015). Tél. : 40-52-20-20. Tous les jours.

## KLASSENE PAKET

■ C'est une rue à brasseries mythiques qui ne ferment jamais l'œil, service à toute heure et tous les jours, qui se nommait, jusqu'à il y a peu, « Au Nouveau Siècle ». Quelle confiance naïve et merveilleuse de la part de ses fondateurs, contemporains de la tour Eiffel. Le décor a changé, certes, virant au jaune. Doré sur grappe : la grappe de raisin est l'unité d'ornement. Un service raisonnable et la grande carte où se remarquent la charcuterie corse, la salade aux lardons chauds, la truite saumonée aux amandes, le saumon frais (crise bovine oblige !). La viande dûment labellisée tient sa place : entrecôte poêlée aux herbes, lamb chop, et les plats du jour. Placé de poisson à la crème, conseil de canard pommes sautées, c'est l'éclectisme d'un menu à 79 F. Et si l'on compte avec le service, on s'aligne sur le prix moyen d'un premier produit de la brasserie, vingt-cinq heures sur vingt-quatre ! Promptitude du service, qualité de l'accueil, produits frais. C'était le lot de ces établissements rutilants, lumineux, qui ont fait le charme de la ville. Menu : 79 F. À la carte : compter 150 F.

■ Paris, 104, rue de Rivoli (75001). Tél. : 42-33-98-53. Tous les jours.

## Gastronomie

### AUBERGE DE NOÏX

Sur le piton rocheux entre Rhône et Durance, d'où cette bonite auberge domine la Provence légumière, Roger Lalleman - infatigable amphitryon - peut désormais contester la fable *Le Meunier, son fils et l'âne*. Robert - le fils, la trentaine assurée, ne se satisfait plus de déclamer le répertoire acquis aux meilleures brigades. Il est apte à jouer des goûts, des textures et des arômes d'une cuisine originale et spontanée. Les écrevisses patzes rouges issues du vivier alimentent par une source sont accompagnées de taboulé à la coriandre fraîche - une heureuse transition de demi-saison -, en attendant les produits de la chasse et les champignons. Le châteaufort-du-pape blanc, domaine de la Nerthe 1994, en bouteille de 50 centilitres, fera l'affaire. La gaufre à la truffe noire et chèvre fraîche à l'huile d'olive ? Une savante composition, mais qui n'atteindra sa plénitude qu'à la saison truffière. La canette en cocotte lutée, cuite à l'étouffée au vin rouge et au sauzureau, se pare de vertus bucoliques et vinicoles pour nous faire apprécier une côte-rôtie. Celle de Céran, en 50 centilitres également, pourquoi pas ? Roger Lalleman, fort à propos, encourage ce conditionnement. Mais sa cave contient bien d'autres merveilles confiées à un nouveau et distingué sommelier. La glace de lait et de riz est bien dans la manière de ce fils prodige, n'en déplaise à La Fontaine : « Parbleu, dit le Meunier, est bien fou du cerveau / Qui prétend contenter tout le monde et son père... » Un plat, un dessert : 180 F (au déjeuner) ; menu « A table en Provence » : 225 F. Menu-carte : 445 F.

★ Naves, route de Châteaufort (13550). Tél. : 90-94-19-21. Relais et Châteaufort dans un parc.

**Jean-Claude Rihout**

**PARIS 2°**

**La Villa Créole**

Un cadre agréable, un service attentionné et une cuisine créole d'une rare qualité. Menu 110 F le midi, 160 F le soir avec piano, orchestre.

Jusqu'à 23 h 45 - Vendredi, midi et soir.

18, rue d'Amboise St - St 47.43.82

MARQUE DÉPOSÉE PAR LA VILLA CROÏLE

**PARIS 6°**

**ALSACE A PARIS** T.l.j.  
43.26.29.36

9, pl. St-André-des-Arts, 6° - SALONS  
CHOUCRUTES, GRILLADES,  
FLAMMEKUECHE, POISSONS,  
TERRASSE EN PLEIN AIR

**PARIS 11<sup>e</sup>**  
Au cœur de Belleville,  
**New Nioulaville**  
qualité et fraîcheur des cuisines d'Asie  
Chine, Thaïlande, Cambodge, Viet Nam  
Fondateurs pour fêtes et anniversaires dans  
l'un des plus vastes restaurants de Paris  
32/34, rue de l'Orillon Paris 11<sup>e</sup>  
Réservation: 40 21 96 18  
Tél - Parking privé - Salle climatisée

**PARIS 8°**  
**FLORA DANICA**  
**COPENHAGUE** *saale situatione*  
**MENU 240 F (boisson comprise)**  
**SALMON, REINE, CANARD SALE.**  
 142, avenue des Ch.-Elyées - 44.12.56.28

**PARIS 15°**  
Réouverture le 1er septembre 1996  
*Les Célébrités*  
61 Quai de Grenelle - 75015 PARIS  
Réservations : 40.58.21.29

**AUBERGE LE GRISON - Sébastien et Nathalie**  
vous accueillent à 2 pas du château. Venez vous détendre dans notre  
vieille bâtisse saint-germainoise (pierres apparentes). Salles aux étages.  
22, rue du Pain, 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ☎ 39.73.01.00

**AU COIN DES GOURMETS**



**Spécialités Indochinoises**

**A l'occasion de son 15<sup>e</sup> anniversaire, le restaurant**

vous invite à découvrir les saveurs exotiques de la cuisine Indochinoise. Dans un cadre raffiné et confortable, goûtez la succulente soupe "Samlor Maichanh" et la rafraichissante salade "Nham Soth Ko". Découvrez les délicieuses spécialités de la maison : Amok cambodgien (*poisson cuit à l'ail, parfumé citronnelle, noix de coco*), Brochettes de poulet à l'indochinoise. En guise de dessert, le fameux Fritcheur d'Eau (*melon, litchia, sirop de canne à sucre, lait de coco*) vous séduira.

Formule Déjeuner 69 F. Carte avec... 120 F.

5 rue Dordie - Poitiers - Tél. 01 47 42 26 12 92

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE" c'est chaque mardi et mercredi,  
pour vos annonces publicitaires : ☎ 44 43 77 36 - (Fax : 44 43 77 30)



# Soleil au Nord et à l'Ouest orages dans le Sud-Est

L'ANTICYCLONE britannique se décale vers la mer de Norvège et continue à assurer un temps agréable mais relativement frais sur une majorité de régions. L'extrême Sud-Est reste sous l'influence de la dépression centrée au voisinage de la Corse, qui commande un temps nuageux et orageux.

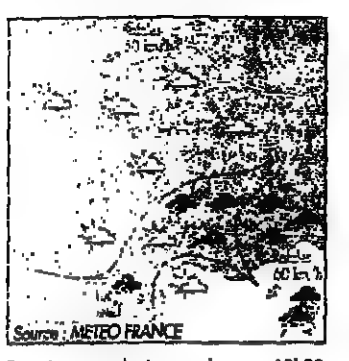
Mercredi, les régions côtières de la Manche se réveilleront sous un ciel parfois nuageux, mais, rapide-

ment, le soleil s'imposera. Le vent de nord-est se renforcera, atteignant 50 km/h sur les sites exposés. De la façade atlantique aux frontières belge et allemande, en passant par le Poitou-Charentes, le Bassin parisien et la Bourgogne, le soleil prédominera, malgré un ciel temporairement nuageux, notamment vers le Centre et le Nord-Est. Des Pyrénées au Massif central, à Rhône-Alpes et à la Franche-Comté, le ciel se montrera passagèrement nuageux, notamment sur le relief, où quelques averses, et parfois un orage, se produiront. En plaine, le soleil se montrera plus franchement.

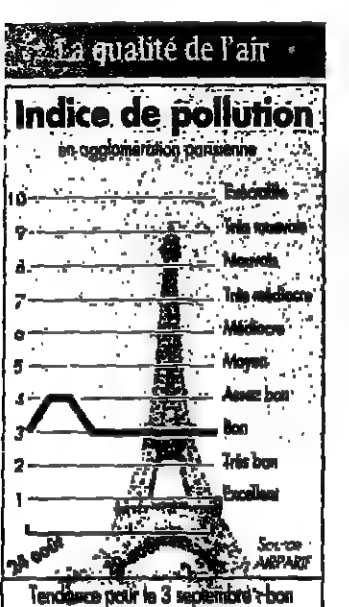
Près de la Méditerranée, un temps très menaçant et orageux se maintiendra en Corse et sur la Côte d'Azur. Les orages pourront encore être violents en début de journée, puis ils perdront de leur vigueur. Le vent de nord-est soufflera à 60 km/h entre la Corse et le continent avec une tendance à l'atténuation. Sur l'est de la Provence, la couverture nuageuse, dense en matinée, se déchirera légèrement l'après-midi, mais les orages se manifesteront encore ici ou là. Enfin, du Roussillon à la vallée du Rhône en passant par le Bas-Languedoc, même si l'on ne peut pas exclure une ondée à caractère orageux, l'ensoleillement sera globalement assez généreux. Le vent du nord s'estompant progressivement.

Les températures minimales seront assez fraîches sur les deux tiers nord et ouest du pays, s'inscrivant entre 8 et 11 degrés généralement. Elles seront plus proches de 14 degrés sur les côtes, mais pourront s'abaisser localement à 6 degrés dans les vallées abritées. Dans le tiers sud-est, la journée commencera dans la douceur avec 14 à 17 degrés. L'après-midi, les températures homogènes seront voisines de 21 à 24 degrés en général, elles atteindront localement 26 degrés près de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

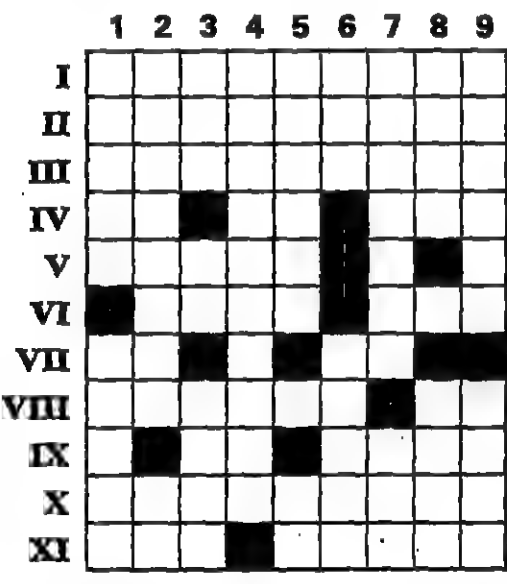


Prévisions pour le 4 septembre vers 12h00



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6901



**HORIZONTALEMENT**  
I. Qui offre une belle vue de ciel et de terre. - II. Ne travaillent que d'été à l'été. - III. On peut avoir les boules. - IV. Objet d'étude. Quatre termes. Pas du tout encensé. - V. Très troublé. - VI. Se forme sur les plateaux jurassiens. Élément d'un dictionnaire. - VII. En France, fleuve. - VIII. Des

ouvrages utiles. Ne se dit plus quand tout est cassé. - IX. Saint. Il y en a eu un le premier jour. - X. Qu'il ne faut pas faire bouillir. - XI. Qui sont comme dans un camp. Résidence surveillée.

**VERTICALEMENT**  
I. Fut invité à s'asseoir. On en prend de la graine pour avoir du goût. - 2. Leur roi ne dort que d'un œil. En Russie. - 3. À la force. Cœur de lion. Rend une flèche plus redoutable. - 4. Attachées comme des trompes. - 5. Combat des hérétiques. Une partie de l'inconscient, pour le psychanalyste. - 6. Invite à accoucher. Comme un chien sur le toit. - 7. Son enseignement, c'est de l'honneur ! Dans les affaires étrangères. - 8. Mit les voiles. N'est pas emprunté. - 9. Pièce de véhicule. Quand son taux augmente, les traites sur l'avenir diminuent.

**SOLUTION DU N° 6900**

**HORIZONTALEMENT**  
I. Débutant. - II. Acomiseur. - III. Molestées. - IV. Eu. Ass. - V. Spa. Ur. Ca. - VI. En. Pliou. - VII. Dégader. - VIII. Aug. Da. - IX. Marais. II. - X. OMS. Mal. - XI. Nika. Mila.

**VERTICALEMENT**  
1. Dames. Démon. - 2. Euphée. Ami. - 3. Bol. Angarsk. - 4. Umea. Rua. - 5. Tissu-pagne. - 6. Astérides. - 7. Nées. L.E. MI. - 8. Tue. Cordial. - 9. Erseau. ANO.

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue de la G. Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél : 01 42-17-32-90.

Y compris la durée suivante	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0013-9585) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 11 rue de la Harpe, 75001 Paris Cedex 05, France. Periodicals postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 11 rue de la Harpe, Champlain, N.Y. 12919-3188. Pour les abonnements s'adresser aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3530 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23462-2003 USA Tél : 800.428.3483

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Je joins mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

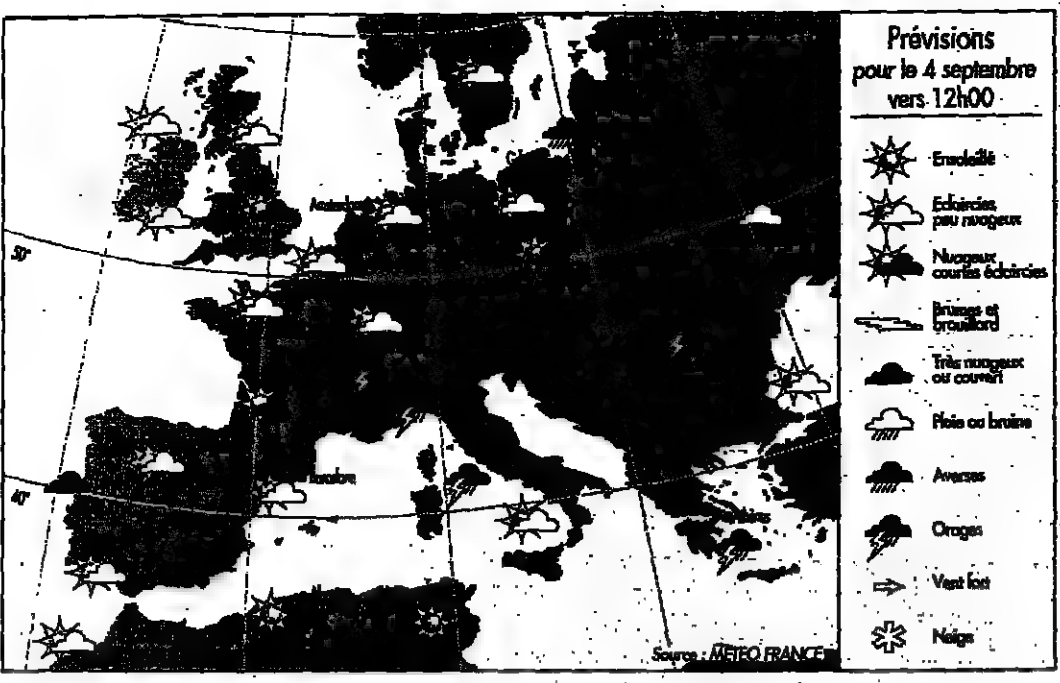
• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

• par courrier : Portage à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

23 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.



Prévisions pour le 4 septembre vers 12h00

TEMPÉRATURES du 2 septembre maxima/minima	CHICAGO	NEW YORK	LOS ANGELES	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LA PAZ	BUENOS AIRES	SAO PAULO	BRASILIA	BOGOTA	LA PAZ	BUENOS AIRES	SAO PAULO	BRASILIA	BOGOTA	LA PAZ	BUENOS AIRES
20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15	20/15



Prévisions pour le 5 septembre, à 0 heure, temps universel

## PARIS EN VISITE

Judi 5 septembre

■ LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE sous le parvis de Notre-Dame (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, devant l'entrée, sur le parvis de Notre-Dame (Odyssee).

■ LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIEVE, berceau de l'Université (50 F), 10 h 30, parvis de Notre-Dame, devant la statue de Charlemagne (Frédérique Jannet).

■ LE VIEUX SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (30 F), 11 heures et 15 h 30, sous le porche d'entrée de l'église (Claude Mart).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la peinture française du XVIII<sup>e</sup> siècle, 11 h 30 ; les peintures de Mantegna pour le studio d'Isabelle d'Este, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Calder (25 F + prix d'entrée), 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).

■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (carte d'identité, 55 F), 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville devant la poste (Paris et son histoire).

■ LA BUTTE-AUX-CAILLES (50 F), 14 h 30, sortie du métro Maison-Blanche, côté impair de l'avenue d'Italie (M<sup>e</sup> Cazes).

■ DE LA RUE DU DRAGON aux hôtels du quai Malaquais (50 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Germain-des-Prés (Sauvegarde du Paris historique).

■ JARDINS AUTOUR DE LA PLACE DES FÊTES (45 F), 14 h 30, sortie du métro Place-des-Fêtes, côté rue Compans (Le Passé simple).

■ LES JARDINS DU MARAIS (35 F), 14 h 30, angle de la place du

Marché-Sainte-Catherine et de la rue Caron (Ville de Paris).

■ HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauler).

■ MARAIS : sur les traces de M<sup>e</sup> de Sévigné (50 F), 14 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville, côté rue Lobau (Frédérique Jannet).

■ MUSÉE NISSIM-DE-CAMONDO (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 63, rue de Monceau (Monuments historiques).

■ PASSAGES COUVERTS DU SENTER : 2 parcours (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ LE QUARTIER DES Gobelins (45 F), 14 h 30, sortie du métro Gobelins, côté rue Croulebarbe (Monuments historiques).

■ L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MARAIS : du Cirque d'Hiver, à la fontaine des Filles-du-Calvaire (La Parisienne).

■ MUSÉE CARNAVALET : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (40 F), 15 heures, devant le portail central de Notre-Dame (Approche de l'art).

■ LA NOUVELLE ATHÈNES et le quartier Saint-Georges (45 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Georges (Monuments historiques).

En vente chez votre marchand de journaux

### La série des "séries noires" de l'été 1996

Uniquement en France métropolitaine

Pour l'étranger et DOM-TOM, disponible par correspondance

HS série noire

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617LMDOC

sur minitel 06 35-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-08-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

est édité par la SA Le Monde, société anonyme aux statuts et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurobourg, 94052 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Gérard Monnet

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## VOYAGES

Vois, séjours et circuits

Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Au procès de Nuremberg

LES DÉBATS du procès de Nuremberg viennent de s'achever par l'examen contradictoire de la culpabilité des organisations nationales-socialistes. C'est un des problèmes les plus difficiles que les juges internationaux aient à résoudre dans le secret de leur délibéré. Aux termes de l'article 2 du statut du tribunal, celui-ci a le pouvoir, à l'occasion de tous les actes dont un des accusés est reconnu coupable, de décider que l'organisation à laquelle cet individu appartient est une organisation criminelle.

L'acte d'accusation du 18 octobre 1945 lui a demandé d'en décider ainsi pour les six groupements suivants : le cabinet du Reich, le corps des dirigeants politiques du parti nazi, l'état-major de la Wehrmacht, la Gestapo, l'organisation des SS, celle des SA. Si la responsabilité criminelle de ces entités apparaît incontestable, la reconnaissance et la sanction de leur culpabilité posent le problème de la responsabilité pénale des personnes morales.

On sait que la tradition juridique libérale du XIX<sup>e</sup> siècle s'est montrée fort attachée à la thèse de la responsabilité individuelle. Il lui apparaît impossible que la personne morale fût responsable, en soi, des actes de ses composants, parce qu'il lui semblait que cette personne morale n'était pas dotée d'une volonté propre.

Mais, si l'on admet le principe de la personnalité de la personne morale, il faut accepter le corollaire de sa responsabilité pénale. La doctrine moderne est en ce sens. Les travaux de l'Association internationale de droit pénal de 1929 sont formels. Au demeurant, la loi française de 1945 sur la répression des organismes de presse coupables de collaboration avec l'ennemi constitue une application remarquable de la responsabilité pénale des collectivités.

Jacques-Bernard Hénrog (4 septembre 1946.)

Poitiers s'app...

destin...

fantômes d'architecte



**GRANDS TRAVAUX** Un des projets lancés dans les régions au titre des « grands travaux » arrive à son terme, avec l'inauguration, vendredi 6 septembre à Poitiers, de

la médiathèque François-Mitterrand. Commencée en 1990, ce chantier, « projet pharaonique », selon l'opposition au maire (PS), Jacques Santrot, a coûté 127,5 millions de

francs, somme dont la ville a supporté plus des deux tiers. ● UNE MAISON DU MOYEN AGE, « pôle associé » de la Bibliothèque nationale de France (BNF), a été créée

en son sein. Le rôle de la médiathèque sera pluriel : à la fois bibliothèque de diffusion, destinée au grand public, mais aussi bibliothèque patrimoniale, dont l'accès

est réservé aux chercheurs. ● L'OUVRAGE architectural, dessiné par Sylvain Giacomazzi, Laurent et Hervé Beaudoin, s'inspire des principes de la tradition moderne.

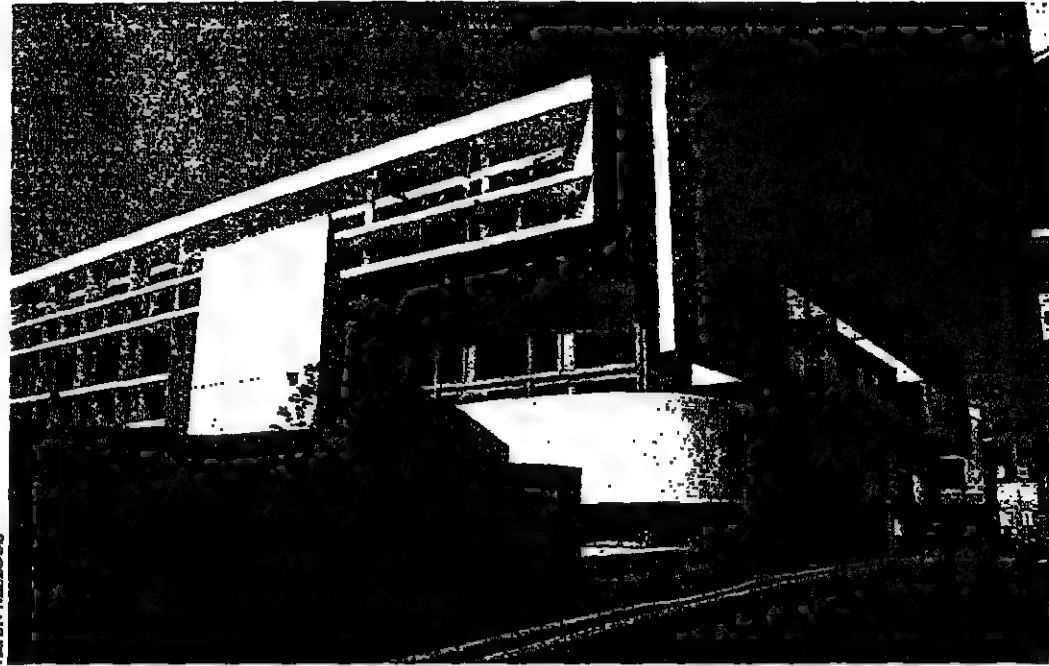
## Poitiers s'apprête à inaugurer la médiathèque François-Mitterrand

En plein centre-ville, à proximité de Notre-Dame-la-Grande, un joyau de l'art roman, le nouveau bâtiment abrite non seulement des espaces accessibles au grand public, mais aussi une bibliothèque patrimoniale réservée aux chercheurs

POTIERS

de notre envoyé spécial  
À la fin des années 80, l'air du temps était encore aux grands travaux. Jacques Santrot, maire (PS) de Poitiers, a donc voulu doter sa cité d'un équipement culturel lourd et, par la même occasion, rénover le centre de la ville. À l'image du chef de l'Etat, qui décide de lancer la construction de la Bibliothèque nationale de France sur les bords de la Seine, l'élu poitevin propose, en 1988, à son conseil municipal d'implanter une bibliothèque – ou plutôt une médiathèque – à proximité de Notre-Dame-la-Grande, un trésor de l'art roman. Le chantier démarre en 1990. Six ans plus tard – vendredi 6 septembre –, le bâtiment doit être inauguré en présence de deux présidents : celui du Sénat, René Monory (UDF), également à la tête du conseil général de la Vienne, et celui de la région Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin (UDF), également ministre du Commerce et de l'Artisanat. Danielle Mitterrand sera à leurs côtés, puisque l'établissement, ouvert au public dès le lendemain, porte le nom de son défunt mari.

Projet pharaonique, crie l'opposition municipale. Il a coûté 127,5 millions de francs. Une somme dont la ville a supporté plus des deux tiers. Son fonctionnement est estimé à 16 millions de francs par an. Ce qui est lourd pour une commune dont le budget annuel



ALAIN REZOUZ

est de 600 millions de francs et qui consacre, dans le même temps, 120 millions de francs à la culture. « L'ouverture de cette médiathèque répond à une très forte demande locale, soutient Mireille Barriet, adjointe au maire, chargée de la culture. Poitiers est le seul grand pôle universitaire de la région. Il y a près de 30 000 étudiants dans l'agglomération, qui compte 110 000 habitants.

De plus, on a créé, au sein de la médiathèque, une Maison du Moyen Age, pôle associé de la Bibliothèque nationale de France, dont la vocation est nationale. »

La médiathèque François-Mitterrand est, effectivement, une poupe gigogne plus compliquée encore que ne l'indique Mireille Barriet. D'abord, c'est une bibliothèque de diffusion, destinée au grand public,

mais aussi une bibliothèque patrimoniale dont l'accès est réservé aux chercheurs. Au sein de cet établissement, la Maison du Moyen Age est un nouveau département qui participe de ces deux fonctions : une partie de ses documents est accessible au grand public, une autre est réservée aux seuls chercheurs – par exemple, certaines archives municipales de Poitiers déposées ici, comme la charte d'Aléon d'Aquitaine, qui date de 1199, ou La Vie de sainte Radegonde, un manuscrit à peintures du IX<sup>e</sup> siècle.

« POLE ASSOCIE »  
Pour compliquer le tout, cette Maison du Moyen Age est également le nom d'une association qui regroupe quatre institutions poitevines différentes : la médiathèque, avec ses collections médiévales, la Bibliothèque universitaire (BU), dont un secteur (environ 10 000 livres) est spécialisé dans l'histoire de cette période, le Centre d'études supérieures de la civilisation médiévale (CESCM), créé au début des années 50, riche de 40 000 ouvrages, et le service régional de l'inventaire, avec ses 20 000 dossiers qui portent sur des monuments ou des objets médiévaux. Au sein de cette association, « la médiathèque a pour mission de couvrir

deux domaines, explique Régis Rech, responsable de la Maison du Moyen Age : la codicologie, c'est-à-dire l'étude des arts du livre manuscrit, et l'histoire politique, économique, sociale et culturelle du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle. Cette association est un des quatre « pôles associés » de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Qu'est-ce qu'un pôle associé ? D'abord une justification. Quand il fut décidé de créer, à Paris, une Très Grande Bibliothèque, les premières critiques portèrent sur le centralisme excessif du projet, qui risquait de dessécher le tissu des bibliothèques françaises. Le ministère de la culture indiqua alors que, loin de

la BNF. A ce titre, la Maison du Moyen Age de Poitiers a reçu 1 million de francs en trois ans. Comme l'éducation nationale, à la suite du rapport Miquel, qui dénonçait la grande misère des bibliothèques universitaires, a versé, au cours de la même période (1994-1996), à la BU de Poitiers et au CESCM, 200 000 francs par an – en tant que Centre d'acquisition et de documentation de l'information scientifique et technique (Cadist) –, le pôle en question a pu s'offrir notablement.

Or, cet effort pourrait être remis en cause dans les mois qui viennent, au nom de la rigueur budgétaire. Le contrat va-t-il être re-

### Trois niveaux pour la consultation et le prêt

Le nouveau bâtiment compte 8 000 mètres carrés de surface utile répartis sur six niveaux : deux, en sous-sol, abritent les réserves, trois sont destinés au public et un à l'administration et aux locaux techniques (ateliers de restauration, etc.). Pour un coût total de 127,5 millions de francs, l'Etat a contribué à hauteur de 30 millions, la région a versé 2,2 millions et le département 4 millions. Le reste a été payé par la ville, qui a également dépensé 6 millions de francs pour l'acquisition de nouveaux livres, CD, vidéocassettes, CD-ROM. Elle a reçu à ce titre 700 000 francs du Centre national du livre.

La médiathèque contient 300 000 documents intéressant les chercheurs, dont 400 manuscrits médiévaux et 275 incunables (livres imprimés avant 1500), 10 000 documents iconographiques et 1 000 cartes et plans anciens. Le grand public dispose de 90 000 ouvrages pour la consultation sur place (dont 70 000 en libre accès) et le prêt ; on trouve enfin 400 vidéos, 11 000 disques compacts et 50 CD-ROM.

drainer tous les crédits, l'établissement parisien allait se trouver à la tête d'un réseau irrigué par les fonds publics : trente bibliothèques régionales, choisies pour leurs spécialités, allaient pouvoir enrichir leurs domaines spécifiques (Bordeaux dans le domaine hispanique, Strasbourg dans le domaine germanique et le domaine religieux, Brest dans le domaine océanographique, etc.).

Ces pôles recevraient des subventions pour acquérir, notamment, les ouvrages étrangers dont la BNF parisienne, détentrice du dépôt légal, ferait ainsi l'économie. La mise en place d'un Catalogue collectif de France, entièrement informatisé, permettrait aux chercheurs de localiser facilement les ouvrages à partir d'un quelconque terminal, voire d'un Minitel.

Un premier contrat de trois ans fut donc signé entre ces « pôles » et

Emmanuel de Roux  
nouvelé ? Les messages contradictoires émis par la BNF sont difficiles à déchiffrer. On sait que Bercy, intrigué par le coût de fonctionnement de la BNF (1,2 milliard de francs par an), jugé excessif, aimerait couper quelques crédits. Le ministère de la culture, dont le budget global est révisé à la baisse, serait très heureux que les collectivités locales prennent la relève. Ce qu'elles ne sont pas du tout prêtes à faire. Or, souligne Jean-Marie Compté, conservateur en chef de la médiathèque de Poitiers, « pour que cette Maison du Moyen Age ait une existence réelle sur le plan national, il faut nous donner un peu de temps pour étoffer nos collections ». La BNF cherche, dit-on, une sortie « honorable » pour se tirer de ce mauvais pas. Une sortie difficile à trouver.

### Une conception destinée à flatter le « vice » de la lecture

LA MÉDIATHÈQUE François-Mitterrand est séparée de la façade romane de Notre-Dame-la-Grande, une des plus belles églises de France, par la vieille faculté de droit, un bâtiment du XVIII<sup>e</sup> siècle, entièrement remanié au siècle suivant. Le dialogue n'aura donc pas lieu entre l'ancien et le nouveau, l'auteur anonyme – de la basilique et les trois architectes de la médiathèque, Sylvain Giacomazzi, Laurent et Hervé Beaudoin, L'édifice, « résolument contemporain », occupe un quadrilatère bordé par trois rues étroites. Son quatrième côté est soudé au tissu ancien de la ville. L'héritage de La Corbusier et d'Henri Ciriani – heureux patronage – est ici hautement revendiqué.

Les architectes ont effectivement décliné le vocabulaire géométrique des façades occupées par de lourds brise-soleil, exalté les matières brutes – béton et huisseries de chêne –, soigné l'éclairage en multipliant les puits de lumière sur l'ensemble du bâtiment et découpé une vaste fenêtre horizontale dans l'un des murs rideaux. Ils ont, enfin, soigneusement joué de la poly-

chromie pour souligner certaines formes du bâtiment. Les principes de la tradition moderne sont bien tous au rendez-vous. Est-ce suffisant ?

Pour que le travail de ces bons élèves soit définitivement convaincant, il manque ce sens de l'espace et des proportions exactes qui fait, par exemple, du Musée de l'Art et d'Archéologie, dessiné par Henri Ciriani, un modèle presque parfait. Ces lacunes sont surtout visibles à l'intérieur, où les volumes émettent sont peu généreux, les surfaces fragmentées finissent par paraître étiolées, les décrochages de niveaux artificiels et les escaliers inutilement bisautés. L'ensemble n'est pas étranger au décor du célèbre film de Robert Wiene *Le Cabinet du docteur Caligari*, le génie en moins. Mais peut-être les innombrables niches et recoins, tous ensoleillés il est vrai, sont-ils propices à ce « vice impuni, la lecture », que la médiathèque François-Mitterrand est chargée de promouvoir.

E. de R.

### Fantômes d'architecture

Variations de Pascal Convert sur des villas disparues

VILLA ARSON, 20, avenue Stephen-Liégeois, 06105 Nice ; tél. : 92-07-73-73. TJJ de 13 heures à 19 heures, jusqu'au 6 octobre.

NICE

de notre envoyé spécial  
En 1983, Pascal Convert visitait des villas abandonnées et ruinées à Biarritz. Depuis lors, il a fait de ces vestiges et de leur exploration l'un de ses motifs majeurs. De plusieurs manières, il a célébré l'événement, raconté elliptiquement cet épisode, tissé autour de lui un réseau de réminiscences et allusions autobiographiques. Qu'il ait tenté, dans les salles de la Villa Arson, de revenir encore une fois sur cet épisode n'a rien de surprenant. Il lui a suffi de se laisser porter par la mémoire.

Aux murs des salles d'exposition, il a tracé des dessins d'architecture dont les perspectives, les enfilades et les volumes seraient celles de ces villas disparues. Par place, il a ajouté des motifs décoratifs – rampes d'escalier ouvragées – dont les courbes et les spirales enlèvent les tracés rectilignes. Il a obtenu de la sorte des exercices de style géométriques de très grand format, évidemment spectaculaires ? Celui qui ignore l'origine de ces dessins, celui qui ne sait pas à quel événement ils renvoient, risque de ne voir là que des démonstrations

de virtuosité très réussies. Rien ne l'aide à comprendre que ces projections spatiales relèvent de l'autobiographie, de l'archéologie, d'une réflexion sur l'effacement et le fantomatique. De là le sentiment d'un mystère trop soigneusement entretenu. Sans doute n'est-il pas nécessaire de connaître les détails – qu'il s'agit de villas biarrotes, que Convert est né à Bordeaux et vit aujourd'hui à Biarritz –, mais le codage poussé à ce point finit dans l'hermétisme, d'autant plus agaçant qu'il se pare des charmes de la perfection technique.

Les objets qui accompagnent les dessins n'ont guère de relations avec eux. Ce sont trois cloches de cire dont les flancs portent des aphorismes poétiques et des souches qui ont été trempées dans un bain d'encre de Chine afin de les noircir entièrement. Elles ont été déterminées sur un champ de bataille, et le noir est donc ici symbolique. Leurs formes peuvent être belles, leur couleur éblouissante, leur présentation théâtrale, elles n'en restent pas moins d'habiles variations sur le principe de l'objet trouvé et métamorphosé en allégorie. A nouveau, la perception oscille entre le bref plaisir des formes polies et du matériau rare et la recherche, qui menace de demeurer vaine, d'un décryptage et d'une signification.

Philippe Dagen

### A la Mostra, des regards d'enfants, en 1926 et aujourd'hui

« Ponette », de Doillon, n'est pas sans rappeler les deux courts métrages de Leo McCarey

UNE DES PARTICULARITÉS les plus agréables des festivals de cinéma est de provoquer des rencontres singulières. Ainsi, lundi 2 septembre, a-t-on découvert à Venise deux films de Leo McCarey datant de 1926 et 1927, deux merveilles que seul leur format (vingt et dix-huit millimètres) autorise à qualifier de petites. Dans *Flaming Fathers*, irrésistible bande burlesque avec en vedette l'oublié Max Davidson, des enfants servent de déclencheur aux différents gags. Certains paraissent avoir près de dix ans, mais d'autres sont beaucoup plus jeunes, quatre, cinq ans tout au plus. Et le naturel dont ils font preuve est renversant. Comme s'ils ignoraient encore le cinéma, mais en avaient déjà deviné les règles.

A près de soixante-dix années de distance, McCarey et Jacques Doillon se sont trouvés confrontés à ce regard de l'enfant, et bien que ni leur ambition ni les moyens mis à leur disposition ne puissent être comparés, leurs films se ressemblent un peu. Car les enfants de *Ponette* sont, eux aussi, bien plus jeunes que ceux que l'on voit habituellement au cinéma. Victorie, qui

joue le rôle de Ponette, a quatre ans, et elle doit faire « comme si » sa mère venait de mourir. « Comme si », soit un jeu d'enfant qui n'en serait pas vraiment un. Pour le mettre en place, Doillon a longuement écouté les enfants, puis de leurs phrases il a fait des dialogues que les enfants ont dits. Le résultat est saisissant, fait de cruauté et de tendresse, de candeur et de rouerie. De manière surprenante, il y est beaucoup question de religion, au point que, parfois, cette sur-présence de la foi et de la croyance vient à « habiller » la nudité orgueilleuse d'un film qui ose

confronter l'enfant au mystère insoutenable de la mort. Quant aux adultes qui traversent le film, notamment Xavier Beaulieu, épousant dans le rôle du père de Ponette, ils ont réussi l'exploit de se hisser à la hauteur de leurs partenaires.

Comme Doillon, Ken Loach jouit de la réputation méritée de savoir parfaitement travailler avec les enfants. Mais cette fois-ci, il s'est lancé dans une autre aventure, s'attachant aux pas d'un jeune chauffeur de bus de Glasgow (Robert Carlyle, comme habité par le rôle) qui part pour le Nicaragua alors en guerre,

en compagnie d'une jeune danseuse traumatisée par les expériences tragiques qu'elle a vécues là-bas. *Carla's Song* est une histoire d'amour, mais une histoire d'amour à la Ken Loach. Dans laquelle chaque situation d'inspiration « romantique » est sur-le-champ désamorcée au profit de la découverte d'une situation politique qui forme le cœur et la vraie raison d'être du film. Exercice périlleux et passionnant que le cinéaste exécute en se remettant sans cesse en cause lui-même.

Pascal Mérigeau

### SPECTACLES

RÉSERVEZ  
VOS PLACES  
SUR MINITEL

3615 LEMONDE

SPECIAL FORMATIONS SEPTEMBRE CFPJ

Certains stages de rentrée étant déjà complets, le CFPJ propose cinq sessions supplémentaires

ÉCRIRE POUR ÊTRE LU 8 au 20

PHOTOSHOP 16 au 20

SECRÉTIARIAT DE RÉDACTION 23 au 27

ENRICHIR SON STYLE 23 au 27

INITIATION AU JOURNALISME TV 16 au 27 (à Montpellier)

Catalogue détaillé des 500 stages annuels sur demande



## Neneh Cherry, un métissage sensuel de soul et de pop expérimentale

Belle-fille d'une figure du free jazz décédée il y a peu, elle publie « Man », son troisième album

Neneh Cherry, qui a grandi en Suède aux côtés de Don Cherry, trompettiste-phare du free jazz, a participé, dans les années 80, aux

expériences musicales qui ont fleuri après l'explosion punk et qui étaient influencées par les rythmes noirs, notamment le hip hop et les

sound systems. Elle publie son troisième album, après avoir chanté avec Youssou N'Dour 7 Seconds, le grand tube de l'année 1995.

EN 1989, les mœurs de la bande FM et les habitudes des boîtes de nuit font la fête à Buffalo Stance, le premier tube de Neneh Cherry. On pense découvrir une enième poupée rap, calibrée pour les nocturnes d'un été. Mais, derrière les paillettes sexy d'une chanson diablement accrocheuse, s'affirmait un tempérament. Née en Suède en 1964, elle est la fille d'un percussionniste africain et d'une peintre et chanteuse suédoise mariée au trompettiste américain Don Cherry. Neneh est une enfant de la bohème. Elle ne s'est pas laissée piéger par le succès phénoménal de son premier album, *Raw Like Sushi*. Prenant le temps de vivre – avec ses trois enfants – et de chercher, elle n'enregistre que deux albums en huit ans. Après le surprenant *Homebrew* (1992), voilà *Man*, son troisième opus.

Il souffre sur cette forte tête séductrice, depuis l'enfance, un vent de liberté. Peut-être parce que son beau-père, musicien free qu'elle appelle « Don » ou « papa », avait défini une manière de vivre. La fille prendra, entre Stockholm, Rome, New York et Londres, le goût des balades planétaires. Elle reconnaît sa dette : « Don n'avait rien du musicien de jazz coincé par son purisme. C'était la musique qui lui importait avant tout. C'est lui qui m'a fait découvrir les musiques qui m'ont fait craquer : le funk, le rock, le rap. Il achetait des disques de Sly & The Family Stone, de Jackson 5, des Pretenders. Il a joué avec les Watts Prophets, considérés, avec les Last Poets, comme les ancêtres du rap. Je me souviens de Lou Reed à New York, quand j'avais neuf-dix ans, envoyant une limousine chercher papa pour qu'il joue avec lui au Boom Line. A Washington, Don chassait ses patins à roulettes et filait voir des concerts de go-go. C'était un type incroyable. »

Neneh semble dans un premier temps fâchée avec la technique. Elle opéra pour la danse africaine avant qu'en Angleterre le mouvement punk l'attire : « En Suède, ma couleur de peau me donnait l'impression d'être une étrangère. Aux États-Unis, la culture noire était trop exclusive. Mais en 1980, à Londres, les commu-

nautés se mélangaient plus facilement. C'est la première ville où je me sentais vraiment libre. Les punks, en particulier, écoutaient énormément de reggae. Et comme ils ne se saoulaient pas de technique, j'ai foncé tête baissée. Don m'a beaucoup encouragée. »

Au début des années 80, le cri punk mène en une nouvelle vague passionnée de recherche. Au sein du collectif avant-gardiste Rip Rig & Panic, mélangeant – en pionniers – punk, funk et free jazz, Neneh Cherry participe à des performances aussi excitantes qu'anarchiques. Dispersé après un album et des concerts chaotiques, ce groupe basé à Bristol ouvrait la voie à des courants influencés par les rythmes et les musiques noires. Dans cette ville, un noyau de musiciens, plus bidouilleurs qu'instrumentistes, anticipait le formidable retour des musiques de danse qui allait submerger la Grande-Bretagne à la fin des années 80. Avec eux, Neneh Cherry allait partager son amour du hip hop et des sound systems, et façonner en studio les chansons de son premier album.

*Raw Like Sushi* imposait la jeune métisse en rivale crédible de Madonna. La belle-fille de Don Cherry pouvait-elle se contenter de ce stéréotype ? Pendant trois ans, sous la houlette de son mari, le producteur Cameron McVey, elle fera tout pour

se débarrasser de cette image de bombe sexuelle, reine des pistes de danse. Résultat de ce changement de cap, son deuxième album, *Homebrew*, enregistré dans la campagne suédoise, prendra le risque de désarçonner son public. Plus intimiste et dépouillé, le disque louvoie entre rap jazzy et clin d'œil au rock.

« Grâce à la musique, je pouvais diriger mes sentiments sans avoir à les analyser »

Après cet album – succès critique mais relatif échec commercial –, Neneh Cherry déménage à Malaga, en Espagne, et retourne à sa vie de famille. Pendant ce temps, les amis de Bristol – Nellee Hooper, 3 D, Daddy G, Mushroom – bicochent la musique du troisième millénaire – le trip hop – et sortent, sous le nom de Massive Attack, Tricky ou Portishead, les disques qu'on attendait d'elle.

Son retour n'est pas allé de soi. Hésitant entre plus d'audace et des mélodies plus instantanées, elle a

d'abord tenté l'expérience avec Tricky, sans résultat concluant. Redécouvrant les sensations de la scène grâce à une tournée organisée l'année dernière, Neneh a finalement choisi de s'écarter un peu de l'esthétique de studio : « J'ai voulu cette fois écrire des chansons qui pouvaient être jouées en concert avec un vrai groupe. Je voulais communiquer de façon plus simple, plus crue, plus directe. C'était un soulagement de travailler avec un vrai groupe, de ne plus seulement utiliser les gens comme des machines au service de nos sons. » L'an dernier, ce nouveau parti pris était récompensé par le succès instantané de 7 Seconds, en duo avec Youssou N'Dour.

Mais l'intensité particulière de ses émotions, la couleur bluesy et soul de ses chansons, *Man* les doit surtout au contexte « sombre » de sa conception. Attent d'un cancer, Don Cherry est venu passer la dernière année de sa vie auprès de sa fille. « Je me suis d'abord sentie impuissante et déboussolée devant sa souffrance et cette mort annoncée. Mais Don nous donnait aussi beaucoup d'énergie dans notre travail. A la fin, c'est tout ce qui importait. Grâce à la musique, je pouvais diriger et lâcher mes sentiments sans avoir à les analyser ou les digérer. Ce disque a aussi été une délivrance. »

Stéphane Davet

## Les ombres envahissantes d'une forte personnalité

IDÉALEMENT, on aimerait imaginer Neneh Cherry en Björk block. On aimerait la voir, comme Tilda Swinton, assumer ses audaces, adopter le vocabulaire des musiques d'aujourd'hui pour mieux le réinventer. Les onze morceaux de *Man* flirtent avec l'inventivité des disques de l'elfe techno scandinave et la production, due à Cameron McVey, s'inspire des trouvailles des copains de Bristol – Massive Attack, Tricky, Portishead. Mais les chansons ne s'aventurent pas au-delà des limites dessinées par le blues, l'efficacité pop et une forme, assez belle, d'académisme soul qui doit beaucoup à Marvin Gaye – dont la dame reprend d'ailleurs *Trouble Man* – et James Brown – dont s'inspire le titre *Woman*.

On pourra aussi regretter que Neneh Cherry ait remplacé deux morceaux déjà disponibles sur d'autres albums (7 Seconds, avec Youssou N'Dour, et *Together*

Now, avec Tricky, publié récemment sous le nom *Nearly God*). Après cinq années de gestation, on espérait plus d'inspiration. Pourtant, et malgré un registre vocal un peu limité, la plupart des mélodies finissent par vous enlacer.

En choisissant de devenir une chanteuse populaire, plutôt qu'une militante de l'avant-garde, Neneh Cherry n'a pas renoncé à sa forte personnalité. *Woman, Feel It, Carry Me, Everything* : résonnent de la perte d'un être aimé – son beau-père, Don Cherry –, de l'affirmation d'une sensibilité et d'une sensualité jamais esclaves d'a priori sexiste. *Man* est sans doute son disque le plus abouti.

S. D.

★ *Man*, 1 CD Circa. Distribué par Delabel/Virgin.

## Le jazz délicat et insolent de Sophia Domancich

Le festival de Cluny a permis d'entendre un trio qui, malgré sa discrétion, se range parmi les plus belles découvertes de l'été

CLUNY de notre envoyé spécial  
Cette fois, on veut des explications. Comment se fait-il que le trio de Sophia Domancich n'ait pas figuré dans toutes les « tolos » de l'été ? Quel sombre complot, quelle indifférence, quel conformisme prometteur révèle une aussi triste absence ? Après l'avoir entendue au festival de Cluny, avec Paul Rogers (contrebasse) et Tony Levin (batterie), tous deux sujets de Sa Gracieuse Majesté, après s'être arrêté devant une des plus belles évidences de l'été – ce n'est pas tous les soirs qu'une musique transmet un sentiment si profond, si gai, en un geste aussi accompli – on veut connaître les raisons de cette discrétion.

« Mais vous ne réalisez que des transports excessifs ! – C'est inexact. Cela dit, le "jazz" est si volatil, il représente si peu d'argent, sous un ciel de méconnaissance, qu'on a tendance à parler de ce qui tranche, plutôt que de bassiner le lecteur avec des bonifs boîtes, des coups foitres ou l'ennui... » Encore que l'ennui soit moins irritant que l'embrouille, et l'embrouille cynique moins décourageante que l'involution.

SOPHIA Domancich est une jeune musicienne, premier prix de musique de chambre et de piano de Paris, tombée en improvisation à la rencontre de Steve Lacy, Bernard Lubat, Jean-Louis Chantemps. Elle a joué avec Laurent Cugny et le big band *Quoi de neuf docteur ?*. Que son trio ne soit pas la coqueluche des chapiteaux est un scandale. Le jazz a beau s'organiser en marché, ce marché se découpe selon les lois que l'on sait, il y a des limites.

Le trio de Sophia Domancich est une des formations les plus délicates, les plus liées – circulation étonnante des affects et des énergies –, les plus insolentes de la saison. Pourquoi subit-il cette sorte de boycottage ?

Breve recherche. Le trio ne s'est présenté qu'au festival de Cluny. Lequel joue bien son rôle de découvreur. Mais, ajoute *Jazzman*, « voir aussi Patrice Thomas Quartet ». On en déduit que Sophia Domancich, outre une prestation en solo à Montpellier, a fait la virée des sept « plus grands festivals européens » avec le Patrice Thomas Quartet. Ledit quartet ne s'est présenté qu'à Orléans, plus célèbre pour ses enterrements que pour ses confessions, le 3 juillet.

Connaissant la haute exigence musicologique de la plupart des foires du jazz, on en conclut que Sophia Domancich est probablement moche ou... communiste. Or, il semble qu'elle ne soit ni l'un ni l'autre. On reprend. Toutes sortes

d'Acaste et de Clémence, que nous appellerons « les satisfaits du piano », courent avec l'énergie du désespoir après l'impossible reproduction de l'art des seigneurs discrets, lesquels sont d'ailleurs toujours de ce monde : Hank Jones, Ahmad Jamal ou Tommy Flanagan. Ils voudraient en plus être aimés. N'est pas Jacky Terrasson ou Mangel Rocheman qui veut.

UNE PETITE MÉTAMORPHOSE

Pour qui circule un tant soit peu, les vrais moments de l'été, ceux où la musique est venue, portent des noms de pianistes et de lieux : Martial Solal au pays de Racan, Keith Jarrett à Juan-les-Pins (pas ailleurs), Isaac Hayes à Vienne, McCoy Tyner à Montreux (pas ailleurs), et – pour le cœur – Horace Silver. Ajoutons que le pianiste le plus subtil de l'époque est un monsieur de modestie. Il se nomme Kenny Barron. Personne, sans Solal, n'a une science si déployée des formes modernes.

La singularité de Sophia Domancich est qu'elle produit une forme, et que cette forme prend son sens avec distinction et autorité. La règle statistique ne permettant pas de subordonner qu'un grand nombre d'avis (sans le public profondément touché de Cluny), on pourrait procéder, comme on fait dans ces cas-là, par recours à la finesse analogie. Le trio de Sophia Domancich rappellerait, dans l'esprit – douceur, méditation, jeu du silence, délicatesse du toucher –, le trio de Bill Evans. Un peu comme Venise rappelle Bruges.

C'est en fait plus complexe. Elle a une idée bien à elle, affirmée, s'y tient, ne transige pas. Paul Rogers l'y pousse. Comme Charles Moffatt (trébulette avec les comparaisons), il croise la finesse mélodique et le décalage, joue la basse entière, cordier complet. Bref, on sort du concert moulu, léger, heureux. Il s'est produit là une petite métamorphose. Une promesse.

Ce qui n'empêche pas quelques Clunyois – ils s'en ouvrent au voyageur – de s'en compter un festival sérieux (1 700 stagiaires en vingt ans), mais vaguement vengés qu'on ne cause pas d'eux dans le poste, de se demander si ce ne serait pas mieux, tout compte fait, d'organiser une sorte de parade médiévale. Chacun taillerait son costume avec soin, Didier Levalet en pourpoint et haut-de-chausses, Sophia Domancich en Jeanne d'Arc, et les chevaux eux-mêmes seraient déguisés en chameaux – exactement comme faisait l'entreprise Massier et compagnie, organisateur de « foires penantes » au temps de Mozart.

Francis Marmande

## Le Collectif MU à contre-courant

CLUNY de notre envoyé spécial  
Dans les bâtiments et les jardins de l'abbaye de Cluny, la Nuit des vingt ans de Jazz à Cluny, samedi 24 août, a été conçue comme un parcours, avec des « pochettes-surprises », dont de courtes improvisations de Laurent Dehors et Thierry Madiot ; au farinier, le violoniste Dominique Pifarély joue en solo, superbe ; en écho à un duo batterie-guitare, on perçoit des sons de saxophone ; des membres de l'ARFI lyonnais sont là ; le trio d'Henri Texier triomphe dans la cour centrale. Les improvisateurs français s'amuse, ont des idées ; la plupart de ceux qui participent à cet anniversaire tranquille sont déjà venus diriger des ateliers-rencontres. Le festival, depuis 1977, a grandi lentement, reste modeste, ignore les effets.

Ce parcours n'est pas une visite guidée. On déambule, on le prend en sens contraire... Un groupe vient rassurer sur le fameux « avenir du jazz ». En route pour l'an 3000. Ils sont neuf habituellement, mais il manque l'un des deux batteurs. Deux contrebasses, un nouveau pianiste, Emmanuel Borgh, membre régulier du trio

du batteur Christian Vander, qui découvre la musique sans que l'on s'en rende compte, trois saxophonistes – Gaël Horello, excellent bariton –, un guitariste. C'est le Collectif MU, colporté à contre-courant des soubres des diffuseurs qui, au-delà du trio, évoquent la crise.

LA VITALITÉ DU JAZZ

Le Collectif MU y va franchement. Il y a là des envies débordantes de musique, la flamme, cela s'entend. A Mâcon, ils ont monté un club, en février 1995, le Crescent. Sous influence Coltrane et Mingus, leur musique est en train de se trouver. Sur scène, ils sont en écoute, palpable. Durant les solos, personne ne s'éloigne pour fumer un joint ou boire une bière ni consulter un avocat, ce petit jeu qui occupe de plus en plus les stars (le Guitar Trio McLaughlin, Di Meola, de Lucia cet été). Le jazz, aujourd'hui, peut être très libre, très technique, entendre le spectacle vivant. Le Collectif MU, les musiciens de Cluny sont ailleurs, dans la vitalité du jazz.

Sylvain Sacher

ACHÈTE PREMIÈRE ET GÉRARD DEPARDIEU PRÉSENTENT  
GENA ROWLANDS MARISA TOMEI GÉRARD DEPARDIEU

# Décroche les étoiles

Unhook the stars ✕

Courez-y !  
Gena Rowlands grandiose,  
Marisa Tomei époustouflante.

L'EXPRESS

Une sérénité, une chaleur  
qui viennent  
tout droit du cœur.

STUDIO

UN FILM DE NICK CASSAVETES  
AVEC MOIRA KELLY

SELECTION FESTIVAL DU CINÉMA AMÉRICAIN - DEAUVILLE 96

DEMAIN PYRAMIDE EUROPE 1





س: لمن لا يمل

GUIDE CULTUREL

LE MONDE/MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996/25

Le jazz délicat et le Footsbarn fête ses vingt-cinq ans

Deux cents artistes de onze pays se réunissent cinq jours à Hérisson, dans l'Allier



du groupe depuis 1971. Ainsi, deux cents artistes originaires de onze pays s'installent cinq jours durant au cœur du Bourbonnais et y donnent du théâtre, des concerts, du jazz, du cirque, des marionnettes, des animations et, même, des tours de magie. Outre la présentation des dernières créations du Footsbarn, l'Odyssée et Ne touchiez pas à Molière, une quarantaine de spectacles sont programmés sur un site de 10 hectares aménagé pour l'occasion et signalé par d'énormes sculptures gonflables tout droit venues d'Angleterre.

★ La Chasse à la Meute, 03190 Hérisson. Du 4 au 8 septembre. Tél.: 70-06-76-70. 30 €, entrée du site; 50 €, gratuit pour les enfants de moins de seize ans accompagnés.

UNE SOIRÉE À PARIS

Quel a été Virginia Woolf?

Edvard Albee. Boite en 1962 par Edward Albee, créée à Broadway la même année. Qui a peur de Virginia Woolf? n'avait pas été montée à Paris depuis novembre 1964. John Berry s'empare aujourd'hui de cette pièce sulfureuse, adaptée par Pierre Laville, et met en scène Martha (Myriam Boyer) et George (Nils Arestup) qui, à l'issue d'une réception, accueillent un jeune couple, Nick (Hugues Bouche) et Honey (Nathalie Hugon), pour finir la soirée. C'est le début d'une violente querelle entre Martha et George.

Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Edgar-Quinet, Gaîté-Montparnasse-Bienvenue, 20 h 30, du mardi au samedi; 15 h 30 dimanche. Tél.: 43-22-16-18. Durée: 3 h 15. De 110 F à 220 F 50 % moins cher du 3 au 8 septembre.

Christian Escoudé Trio

La rentrée au Duc des Lombards se fait souvent en compagnie du guitariste Christian Escoudé. Il joue cette fois en trio avec Emmanuel Bex à l'orgue et le batteur Bruno Zarelli. Une formation orchestrale entrée dans la légende moderne avec John McLaughlin, Larry Young et Tony Williams. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet, 22 h 30, les 3 et 4 septembre. Tél.: 43-23-22-88. De 70 F à 100 F.

General Musicband. Monsieur «rock»-accordéon» présente en public son nouveau disque, Brûle Pommiers (chez Dreyfus), septième résumé des prétentions stylistiques du chanteur populaire inventeur du rock à l'accordéon. Café Allibert, 13, rue Jean-Beauregarde, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille, 20 h 30, les 4, 5 et 6. Tél.: 44-59-42-32. De 30 F à 80 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

La Diction de Georges Feydeau, mise en scène de Thomas Le Douarin, avec Charles Ardillon, Grégoire Bonnet, Géraldine Bonnet-Guérin, David Carls, Juliette Meynier, Gilles Nicot, Sandra Nkomo et Marie Percey. Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Georges. A partir du 3 septembre. Du mardi 3 au samedi 7, 4 h 20 heures; le dimanche 8, à 15 heures. Tél.: 45-74-76-89. Durée: 2 heures. De 55 F à 150 F. Jusqu'au 31 décembre.

Gustave et Eugène d'après Gustave Flaubert, mise en scène d'Arnaud Bedouet, avec Jacques Weber. Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Capucines, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rameau. Du mardi 3 au vendredi 6, à 21 heures; le samedi 7, à 18 heures et 21 heures; le dimanche 8, à 15 heures. Tél.: 43-87-23-23. Durée: 1 h 30. De 60 F à 200 F. Jusqu'au 19 octobre.

Le Roi de Helmut Qualtinger, mise en scène d'Yves Dautin, avec Bruno Balp. Théâtre Montparnasse-Gaîté, 4, rue de l'Armée-Orient, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Abbesses. Du mardi 3 au samedi 7, à 20 heures; le dimanche 8, à 15 heures. Tél.: 42-23-15-85. 100 F. Jusqu'au 31 décembre.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constant, Jacques Serey, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michéa, Igor Tychka, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Roy.

Comédie-Française salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les samedi 7, mercredi 11, samedi 14, mardi 17, à 20 h 30; le dimanche 8, à 14 h 30. Tél.: 44-26-45. Durée: 2 h 15. De 55 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

La Nuit de Voltaire d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Jacques Herbet, avec Valérie Abbès, Patricia Darnet, Thierry Ball, Michèle Gherys, Aurélien Bouffou, Chantal Labey, Véronique Béron, Edouard Martin, Nathalie Vays et Claudine Pourtout. Grand Amphithéâtre de l'école des arts et métiers, 10, boulevard de l'Hôpital, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gare d'Austerlitz. Le lundi 3, à 20 h 30. Tél.: 45-80-84-82. Durée: 1 h 45. Entrée libre.

Quel a été Virginia Woolf? d'Edward Albee, mise en scène de John Berry, avec Nils Arestup, Myriam Boyer, Nathalie Hugon et Hugues Bouche. Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Edgar-Quinet, Gaîté-Montparnasse-Bienvenue, 20 h 30, du mardi au samedi; 15 h 30 dimanche. Tél.: 43-22-16-18. Durée: 3 h 15. De 110 F à 220 F 50 % moins cher du 3 au 8 septembre.

Comédie-Française salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les samedi 7, mercredi 11, samedi 14, mardi 17, à 20 h 30; le dimanche 8, à 14 h 30. Tél.: 44-26-45. Durée: 2 h 15. De 55 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

La Nuit de Voltaire d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Jacques Herbet, avec Valérie Abbès, Patricia Darnet, Thierry Ball, Michèle Gherys, Aurélien Bouffou, Chantal Labey, Véronique Béron, Edouard Martin, Nathalie Vays et Claudine Pourtout. Grand Amphithéâtre de l'école des arts et métiers, 10, boulevard de l'Hôpital, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gare d'Austerlitz. Le lundi 3, à 20 h 30. Tél.: 45-80-84-82. Durée: 1 h 45. Entrée libre.

Quel a été Virginia Woolf? d'Edward Albee, mise en scène de John Berry, avec Nils Arestup, Myriam Boyer, Nathalie Hugon et Hugues Bouche. Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Edgar-Quinet, Gaîté-Montparnasse-Bienvenue, 20 h 30, du mardi au samedi; 15 h 30 dimanche. Tél.: 43-22-16-18. Durée: 3 h 15. De 110 F à 220 F 50 % moins cher du 3 au 8 septembre.

Comédie-Française salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les samedi 7, mercredi 11, samedi 14, mardi 17, à 20 h 30; le dimanche 8, à 14 h 30. Tél.: 44-26-45. Durée: 2 h 15. De 55 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

La Nuit de Voltaire d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Jacques Herbet, avec Valérie Abbès, Patricia Darnet, Thierry Ball, Michèle Gherys, Aurélien Bouffou, Chantal Labey, Véronique Béron, Edouard Martin, Nathalie Vays et Claudine Pourtout. Grand Amphithéâtre de l'école des arts et métiers, 10, boulevard de l'Hôpital, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gare d'Austerlitz. Le lundi 3, à 20 h 30. Tél.: 45-80-84-82. Durée: 1 h 45. Entrée libre.

Quel a été Virginia Woolf? d'Edward Albee, mise en scène de John Berry, avec Nils Arestup, Myriam Boyer, Nathalie Hugon et Hugues Bouche. Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Edgar-Quinet, Gaîté-Montparnasse-Bienvenue, 20 h 30, du mardi au samedi; 15 h 30 dimanche. Tél.: 43-22-16-18. Durée: 3 h 15. De 110 F à 220 F 50 % moins cher du 3 au 8 septembre.

Comédie-Française salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les samedi 7, mercredi 11, samedi 14, mardi 17, à 20 h 30; le dimanche 8, à 14 h 30. Tél.: 44-26-45. Durée: 2 h 15. De 55 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

Route 33 de Stéphane Mallarmé, mise en scène de Gérard Wolkoff, avec Antoine Balaz, Barbara Bouley, Catherine Baquet, Cyril Dubreuil, Claude Guillot et Fabien Oréar. Théâtre l'Echangeur, 53, avenue du Général-de-Gaulle, 93 Ragnolet. Les mardi 3, jeudi 5, vendredi 6, samedi 7, lundi 9, à 21 heures; le dimanche 8, à 15 heures. Tél.: 43-62-71-20. Durée: 1 h 45. 50 F et 70 F. Jusqu'au 31 septembre.

Le Songe d'un nuit d'William Shakespeare, mise en scène de Christophe Lécot, avec Anne-Charlotte Berry, Caroline Nolas, Sandra Faure, Stéphanie Vici, David Barillon, Jacques Bourgeois, Stéphane Burt, Patrick Brocard, Franck Gourlat, Gérard Malabat, Bernard Malaka, Laurent Richard et Eric Savin.

Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Muret ou Remy, RER Boulogne-Bas, Les vendredi 6, samedi 7, mardi 10, mercredi 11, jeudi 12, vendredi 13, samedi 14, mardi 17, à 21 heures; le dimanche 15, à 17 heures; le dimanche 15, à 17 heures. Tél.: 43-88-64-44. De 75 F à 150 F. Jusqu'au 31 décembre.

La Station Champdieu d'Eugène Labiche, mise en scène d'Anne-Marie Lazzarini, avec Laurence Férier, Philippe Lelias, Didier Lesca, Claude Guedj, Jacques Retz-Rouven, Dimitri Radouchevitch, Jacques Bordoux, Frédérique Lazzarini et Irène Chouteau.

Artistic-Athlétique, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Voltaire. Les vendredi 6, mardi 10, vendredi 13, samedi 14, à 20 h 30; le samedi 7 et samedi 14, à 16 heures et 20 h 30; le dimanche 8 et dimanche 15, à 15 h 30. Tél.: 43-56-38-32. Durée: 1 h 30. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 31 décembre.

Sylvie d'A. R. Gurney, mise en scène de Lars Schmidt, avec Jean-Pierre Cassé, Catherine Rich, Bernard Alane et Julie-Anne Roth.

Comédie-Française, 4, rue Mondragon, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-Sébastien. Du mercredi 4 au vendredi 6, les mardi 10, mercredi 11, jeudi 12, vendredi 13, à 20 h 45; le samedi 7 et samedi 14, à 20 h 45; le dimanche 8 et dimanche 15, à 15 h 30. Tél.: 42-56-60-34. De 70 F à 250 F. Jusqu'au 31 décembre.

La Lézarde et la Violoniste de Bernard de Costa, mise en scène de Didier Long, avec Michèle Garde et Patrick Ronchi.

Théâtre des Mathurins, 36, rue des Mathurins, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Havre-Courmartin, Madeleine. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 h 45. Tél.: 42-65-90-00. Durée: 1 h 45. De 60 F à 180 F. Jusqu'au 31 décembre.

Colombe de Jean Anouilh, mise en scène de Michel Fugère, avec Geneviève Casile, Jacques Dufour, Valérie Karsenti, Yannick Soulier, Gabriel Catonné, Jean-Pierre Moulin, Jean Rougerie, Jérôme Leveque, José Paul, Patricia Bachelot et Stéphanie Fugère.

La Lézarde et la Violoniste de Bernard de Costa, mise en scène de Didier Long, avec Michèle Garde et Patrick Ronchi.

Théâtre des Mathurins, 36, rue des Mathurins, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Havre-Courmartin, Madeleine. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 h 45. Tél.: 42-65-90-00. Durée: 1 h 45. De 60 F à 180 F. Jusqu'au 31 décembre.

Colombe de Jean Anouilh, mise en scène de Michel Fugère, avec Geneviève Casile, Jacques Dufour, Valérie Karsenti, Yannick Soulier, Gabriel Catonné, Jean-Pierre Moulin, Jean Rougerie, Jérôme Leveque, José Paul, Patricia Bachelot et Stéphanie Fugère.

Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau, Champs-Élysées. Du mardi au vendredi, à 20 h 45; le samedi, à 17 heures et 20 h 45. Tél.: 53-23-59-19. Durée: 2 h 40. De 75 F à 250 F. Jusqu'au 30 décembre.

Dialogues entre l'amour et la vérité; Adieu polé par l'amour de Marivaux, mise en scène de Michel Dury, avec Catherine Artiglas, Alain Bréard, Amaud Bruyère, Alexandre Colas, Florence Desmidt, Jean-Jacques Offier et Jean-Louis Stanké.

Pré-Casteln, jardin Shakespeare, route de Surannes-Fré-Casteln, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Paris-Mairie puis bus 244, arrêt Bagatelle. Les samedi et dimanche, à 15 heures et 17 h 30. Tél.: 40-19-95-23. Durée: 1 h 15. 80 F et 100 F. Jusqu'au 6 octobre.

Estimations-nous, l'olivier d'Eugène Labiche, mise en scène d'Aurélien Longier, avec Pascale Chemin, Michel Feder, Aurélien Longier et Julien Sibre. Théâtre du Tourbillon, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Du mardi au samedi, à 19 h 30. Tél.: 48-47-82-48. Durée: 1 h 15. De 75 F à 150 F. Dernières.

Folie magique de Chantal Saint-Jean et Jan Madd, mise en scène de Chantal Saint-Jean, avec Jan Madd, Diane Meyer, Valérie Todeco et Gladys Daverat.

Alchimie, face 35, quai de la tour-nelle, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Maubert-Mutualité. Du mardi au samedi, à 21 h 15; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 40-39-09-08. Durée: 1 h 30. 80 F et 150 F. Jusqu'au 31 décembre.

Hollywood, Hollywood de David Mamet, mise en scène de Daniel Rousset, avec Jean-Marie Galey, Teresa Ovidio et Franck Faurio.

Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Vavin, Notre-Dame-des-Champs, Montparnasse-Bienvenue. Du mardi au samedi, le lundi, à 21 h 30. Tél.: 45-44-57-34. Durée: 1 h 15. 84 F et 140 F. Jusqu'au 23 octobre.

La Joueuse d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourbillon, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Du mardi au samedi, à 21 heures. Tél.: 48-47-82-48. Durée: 1 h 10. 70 F et 90 F. Dernières.

La Locomotive d'André Ginzburg, mise en scène de Maurizio Celeno, avec Elane Davy.

Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Muret ou Remy, RER Boulogne-Bas. Du mardi 3 au samedi 7, le mardi 10, à 19 h 30; le dimanche 8, à 15 h 30. Tél.: 43-88-64-44. De 75 F à 150 F. Jusqu'au 31 décembre.

Le Mal de mère de Pierre-Olivier Scott, mise en scène de

Françoise Séguier, avec Yvela Chetron et Pierre-Olivier Scott.

Théâtre de la Madeleine, 19, rue de Surin, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Madeleine. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 42-65-07-08. Durée: 1 h 50. De 80 F à 240 F. Jusqu'au 31 décembre.

Madbury 5, rue de Napoléon de Ponthévaux, mise en scène de Lotfi Achour, avec Thierry Behet. Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Montparnasse-Bienvenue, Gaîté. Du mardi 3 au samedi 7, les lundi 8, mardi 10, à 19 heures. Tél.: 43-27-88-61. Durée: 1 heure. De 50 F à 100 F. Jusqu'au 12 octobre.

Page 27 de Jean-Louis Bauer, mise en scène de Pierre Santini, avec Pierre Santini, Antoinette Moya, Stéphane Sima et Victoire Thesmin.

Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Villiers. Du mardi au samedi, le lundi, à 21 heures. Tél.: 45-22-08-40. Durée: 1 h 50. De 70 F à 200 F. Jusqu'au 30 octobre.

La messe de Friedrich Dörmann, mise en scène de Pierre Franc, avec Dany Covi, Claude Eward, André Falcon, Stéphane Hillel, Arndt Chaumau et Nathalie Wili.

Théâtre de l'Asphal, place Charles-Dullin, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Avenue. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 18 heures et 21 heures; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 46-06-49-24. Durée: 1 h 40. De 50 F à 250 F. Jusqu'au 31 décembre.

Signe particulier: même juive de et par Maril Korn, mise en scène de Sylvie Loly.

Théâtre Tréville, 14, rue Tréville, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Cadet, Rue-Montmartre. Du mardi 3 au jeudi 5, le mardi 10, à 20 h 30. Tél.: 45-23-35-45. Durée: 1 h 30. 80 F et 100 F. Jusqu'au 5 octobre.

Un mari idéal d'Oscar Wilde, mise en scène d'Adrien Brin, avec Anny Duperey, Dominique Sanda, Didier Sandre, Françoise Gillard, Edith Perret, Jacques Debary et Frédéric Van Den Driessche.

Anzine-Simone-Barreau, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 45; le samedi, à 17 heures et 20 h 45; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 42-08-77-71. Durée: 2 heures. De 80 F à 280 F. Jusqu'au 30 décembre.

DANSE Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Ensemble Rayonhan Danse des Philippines Ecole nationale supérieure des arts et métiers, 155, boulevard de l'Hôpital, Paris 13<sup>e</sup>. 20 h 30, le 2 septembre. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LE CRU DE LA SOIE Film français d'Yvon Marciano, avec Marie Trintignant, Sergio Castellitto, Armande, Adrien Asti, Alexandra Lound (1 h 50).

Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); Saint-André-Arns 1<sup>er</sup> (43-25-48-18); Publicis Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, 12<sup>e</sup> (45-80-77-00; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-28-42-27; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

DERNIÈRE DANSE Film américain de Bruce Beresford, avec Sharon Stone, Rob Morrow, Randy Quaid, Peter Gallagher, Jack Thompson, Jayne Brook (1 h 42).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, 19<sup>e</sup> (40-30-20-10; réservation: 40-30-20-10); I LOVE YOU, I LOVE YOU NOT. Film franco-britannique de Billy Hopkins, avec Jeanne Moreau, Claire Dumas, Jude Law, Jerry Tankow, Carrie Sless, David, Mayo (1 h 55).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-77-44-53); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Le CELLULOÏD CLOSET Film américain de Rob Epstein, Jeffrey Friedman, avec Tony Curtis, Shirley Maesline, Whoopi Goldberg, Tom Hanks, Susan Sarandon (1 h 41).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-77-44-53); Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30); Elysées Lincoln, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81).

THE MAN Film britannique de Stephen Frears, avec Colin Meaney, Donald O'Kelly, Gary Ryan, Caroline Rothwell, Brendan O'Carroll, Stuart Durne (1 h 45).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; Les Trois Loupseaux, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77; réservation: 40-30-20-10); UGC Rodin, 13<sup>e</sup> (43-57-90-81); Les Nation, 13<sup>e</sup> (43-57-90-81); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-28-42-27; réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

VO: UGC Ciné-ché les Halles, 1<sup>er</sup>; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra France, 8<sup>e</sup> (47-70-70-21; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (47-07-55-38; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wexple, 18<sup>e</sup> (réservation: 40-30-20-10).

Jorge Fernando. Brésilien (1 h 50). VO: Le Gambetta, 19<sup>e</sup>



## Fabrice Larue nouveau PDG de Desfossés International

L'ex-directeur de Radio-Nostalgie prend les commandes de « La Tribune-Desfossés » et des autres journaux du groupe LVMH

DESFOSSÉS International, la filiale presse de LVMH, a un nouveau PDG, le troisième depuis la reprise par le groupe de Bernard Arnault, en 1993. Fabrice Larue, qui vient de quitter la direction de Radio-Nostalgie (Le Monde du 23 août), a été nommé, lundi 2 septembre, PDG de Desfossés International et de l'ensemble de ses filiales : La Tribune-Desfossés, L'Agefi, Investir et Victoire Télématique. Il succède à Pierre-Antoine Gally qui a démissionné en juillet pour devenir vice-PDG du groupe d'informations financières Fininfo (Le Monde du 31 juillet).

Comme ses prédécesseurs, Fabrice Larue n'a pas a priori une grande expérience de la presse économique, mais contrairement à Daniel Piette et à Pierre-Antoine Gally, c'est un familier de l'univers de la communication, à travers la radio et la presse gratuite.

Cette nomination suscite une certaine inquiétude au sein de la rédaction. Elle intervient après plusieurs mois d'incertitudes, marquées par une grève de la rédaction en mars, un conflit entre le directeur général, Philippe Micoulet, et le directeur de la rédaction, Jacques Jublin, puis par la démission surprise de Pierre-Antoine Gally.

C'est dans ce climat que s'est préparée la nouvelle formule du quotidien économique. Le projet initial, ambitieux qui prévoyait l'introduction de la couleur semble avoir été revu à la baisse, mais la nouvelle formule reste

prévue pour la fin de l'année, plus d'un an après les changements opérés par son concurrent - et leader du marché - Les Echos, qui appartient au groupe britannique Pearson, et affiche une diffusion moyenne payée de 102 208 exemplaires en 1995, contre 71 167 pour La Tribune.

Régulièrement déficitaires, Desfossés International et La Tribune-Desfossés devaient, selon Philippe Micoulet, atteindre l'équilibre

en 1997. L'objectif prévu pour La Tribune en 1996 devait être atteint avec un déficit d'exploitation de 8 millions de francs. La publicité et les ventes au numéro sont en hausse au premier semestre. L'Agefi devrait également continuer à réduire son déficit, qui était d'environ 15 millions en 1995.

Fort de sa réputation de redresseur de Radio-Nostalgie, Fabrice Larue devra poursuivre l'amélioration des résultats de Desfossés International. Il devra donner des réponses aux nombreuses questions qui se posent sur la stratégie de LVMH dans la presse en particulier, et dans les médias en général. Bernard Arnault l'a reconstruit quand il s'est penché sur le dossier de la privatisation de RMC, dossier qui intéresse toujours Fabrice Larue.

Alain Salles

## Un entrepreneur de presse

IL SE QUALIFIE comme un entrepreneur, un homme de développement, et son parcours paraît donner raison à cette définition. Fils d'un charbonnier, Fabrice Larue, trente-huit ans, travaille d'abord dans l'entreprise familiale et livre charbon, mazout et bouteilles de gaz à Rouen. En 1976, il crée un journal gratuit, dépose son bilan, en relance deux autres qu'il revend. Puis il intègre la SPIR, groupe leader de la presse gratuite du sud de la France, en qualité de directeur du développement. Il crée ensuite sa société, Performances, spécialisée dans l'audit et la formation commerciale, en 1988. Il commence alors à collaborer avec Radio Nostalgie, met en place plusieurs régies publicitaires, à Paris et sur la Côte d'Azur.

Pierre Alberti, fondateur de la station, propose à Fabrice Larue d'en devenir le directeur commercial. Nostalgie traverse alors une période mouvementée due « aux acrobaties financières » de Pierre Alberti, qui sera incarcéré quelques jours pour « abus de biens sociaux » et recel de faux en écritures commerciales et usage.

Fabrice Larue passe à travers ces turbulences. Il prend la direction de Radio Nostalgie, en 1991, et la redresse, jusqu'à en faire l'une des affaires les plus florissantes du

payage radio : 2,4 millions d'auditeurs, 330 millions de francs de chiffre d'affaires, un revenu de 90 millions et aucun endettement. Mais l'Etat espère toujours privatiser le groupe Radio Monte-Carlo (RMC) - qu'il détient à 51 %, 49 % étant contrôlés par Alcatel-Alsthom - et sa filiale Nostalgie, qui n'a donc pas la voie libre aujourd'hui.

Raupe de pouvoir développer le groupe comme il le souhaiterait, Fabrice Larue a préféré partir afin de se consacrer « au rachat d'entreprises de communication » (Le Monde du 23 août). Avec une idée en tête : monter un « tour de table » pour racheter RMC. Avec l'aide éventuelle de Jean-Noël Tassez, ex-directeur général du groupe monégasque.

Fabrice Larue, qui a été un proche de Gérard Longuet lorsque celui-ci était ministre des postes et télécommunications et du commerce extérieur, fait dire de lui à son entourage qu'il est un peu « mégalomane », « soucieux de son image » mais aussi « fidèle en amitié ». Passionné de vin - il est propriétaire du château Haut-Potiron, à Bordeaux -, le nouveau président de Desfossés International « a horreur de l'impression, mais est surtout incapable de faire les choses à moitié », selon l'un de ses proches collaborateurs.

Véronique Cauhapé

## Le groupe Young and Rubicam ouvre son capital

LE SIXIÈME GROUPE publicitaire mondial, l'Américain Young and Rubicam, a décidé, pour la première fois depuis sa création en 1923 par John Young et Raymond Rubicam, d'ouvrir son capital à une firme d'investissement californienne, Hellman and Friedman. Cette prise de participation devrait être de 200 millions de dollars (1 milliard de francs), soit 20 % du capital de « la Young ». L'accord devrait être bouclé au début de l'année prochaine.

Cette participation fait partie du plan de recapitalisation prévu par le groupe publicitaire, jusque-là majoritairement contrôlé par ses dirigeants. Ce plan lui permettra de se développer dans les médias électroniques et de se renforcer dans le secteur des relations publiques (groupe Burson-Marsteller), du design (Landor) et de la promotion (Wunderman Cato Johnson). A l'inverse d'autres groupes de publicité, Young and Rubicam a choisi de se diversifier dans les différents métiers de la communication plutôt que de racheter d'autres enseignes publicitaires.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : L'Equipe, Les Echos et Le Monde créent un produit publicitaire commun, baptisé « Plein cadre ». L'objectif est de « changer les comportements du marché et redonner le goût à la PQR, en réduisant sensiblement son ticket d'entrée ». Le dispositif prévoit cinq insertions de publicité dans chacun des trois titres. Représentant une diffusion payée globale d'environ 750 000 exemplaires en France, les trois titres peuvent générer, selon une récente étude d'Ipsos sur les cadres actifs, plus de 9 millions de « contacts » chez les cadres. Cette structure - inédite dans la presse quotidienne nationale - reste ouverte à d'autres titres. La presse quotidienne régionale a mis au point depuis plusieurs années le « 66-3 », qui prévoit trois insertions dans 66 titres régionaux.

■ **SATELLITE** : Rendez-Vous Télévision, chaîne pornographique française diffusée par un satellite Eutelsat, a été « contrainte » de suspendre ses émissions depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Tercam, compagnie publique suédoise de téléphonie, n'a pas renouvelé son contrat avec Rendez-Vous Télévision pour assurer la liaison montante (point d'émission vers le satellite) de la chaîne. Victime d'une « décision brutale et unilatérale », la chaîne argue que « son succès - 20 000 abonnés - ne plait pas à tout le monde ».

■ **TELEVISION** : le groupe allemand de communication Bertelsmann est intéressé par la quatrième chaîne de télévision portugaise Televisao Independente (TVI). Bertelsmann, déjà présent au Portugal via Le Cercle des lecteurs (14 % du marché du livre) et l'éditeur de disques BMG Ariola, estime que « le potentiel de TVI, avec 11 % d'audience, est sous-exploité ». TVI est l'une des deux télévisions privées portugaises, avec la SIC. A l'origine d'inspiration catholique, TVI a du mal à s'imposer auprès du public et souffre d'un actionariat instable.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Tiroir. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour. Fiction.  
14.30 Dailies. Fiction.  
15.25 Hôtel. Série.  
16.10 Une famille en or. Fiction.  
16.50 Club Dorothée.  
17.35 Jamais 2 sans toi... Série.  
18.00 La Rebelle. Série.  
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 Météo.  
20.00 Journal, Tiroir.

### 20.50

**CASQUE BLEU**  
Film de Gérard Jugnot avec Gérard Jugnot, Victoria Abril (1994, 99 min).  
Un groupe de touristes français en vacances dans une île des Baléares se trouve pris dans une guerre civile.  
22.40 Cinq mariés.

### 22.45

**LE CHASSEUR**  
Film de Boaz Yakin (1980, 95 min).  
Un chasseur des Etats-Unis poursuit les délinquants pour toucher une prime donnée en récompense de leur arrestation. Le dernier film tourné par Steve McQueen.  
0.30 Les Rendez-vous de l'entreprise.  
0.50 Formule Foot.  
1.25 Journal, Météo.  
1.35 Reportages (météo). 2.05 et 2.45, 3.20, 4.30 TF 1 mété. 2.15 et 3.30, 4.35, 5.00 Histoire naturelle. 2.55 Meteo se réveille sur ses pas. 5.00 Musique.

### France 2

12.50 Journal.  
13.04 Reno. Série.  
14.55 Le Renard. Série.  
15.55 Tiroir. Magazine.  
16.10 et 4.55 La Chance aux châteaux. Régine, la veuve de Paris.  
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.45 Sauvés par le gong. Série.  
18.10 Code Lisa. Série.  
18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits. Nouvelles.  
19.20 et 2.05 Studio Gabriel. Invité : Eddy Mitchell.  
19.59 Journal.  
A cheval, Météo.

### 20.55

**LA FOLIE DES GRANDEURS**  
Film de Gérard Oury (1971, 115 min).  
Ruy Blas, de Victor Hugo, transformé en comédie burlesque. Une réécriture souvent diffusée.

### 22.50

**VANESSA PARADIS EN CONCERT**  
Elle interprète, entre autres : « Les Histoires d'amour », « Marilyn et John », « C'est off my God », « C'est toi qui me fais l'aimer », « Malsé », « Old Day, Old Night », « 65 min ». 784425  
23.55 Journal, Bourne, Météo.  
0.10 Le Cercle de minuit. Magazine. L'emploi.  
0.30 Les Histoires d'amour. 0.45 Histoires d'amour. 1.15 Histoires d'amour. 1.30 Histoires d'amour. 1.45 Histoires d'amour. 2.05 Histoires d'amour. 2.20 Histoires d'amour. 2.35 Histoires d'amour. 2.50 Histoires d'amour. 3.05 Histoires d'amour. 3.20 Histoires d'amour. 3.35 Histoires d'amour. 3.50 Histoires d'amour. 4.05 Histoires d'amour. 4.20 Histoires d'amour. 4.35 Histoires d'amour. 4.50 Histoires d'amour. 5.05 Histoires d'amour. 5.20 Histoires d'amour. 5.35 Histoires d'amour. 5.50 Histoires d'amour. 6.05 Histoires d'amour. 6.20 Histoires d'amour. 6.35 Histoires d'amour. 6.50 Histoires d'amour. 7.05 Histoires d'amour. 7.20 Histoires d'amour. 7.35 Histoires d'amour. 7.50 Histoires d'amour. 8.05 Histoires d'amour. 8.20 Histoires d'amour. 8.35 Histoires d'amour. 8.50 Histoires d'amour. 9.05 Histoires d'amour. 9.20 Histoires d'amour. 9.35 Histoires d'amour. 9.50 Histoires d'amour. 10.05 Histoires d'amour. 10.20 Histoires d'amour. 10.35 Histoires d'amour. 10.50 Histoires d'amour. 11.05 Histoires d'amour. 11.20 Histoires d'amour. 11.35 Histoires d'amour. 11.50 Histoires d'amour. 12.05 Histoires d'amour. 12.20 Histoires d'amour. 12.35 Histoires d'amour. 12.50 Histoires d'amour. 13.05 Histoires d'amour. 13.20 Histoires d'amour. 13.35 Histoires d'amour. 13.50 Histoires d'amour. 14.05 Histoires d'amour. 14.20 Histoires d'amour. 14.35 Histoires d'amour. 14.50 Histoires d'amour. 15.05 Histoires d'amour. 15.20 Histoires d'amour. 15.35 Histoires d'amour. 15.50 Histoires d'amour. 16.05 Histoires d'amour. 16.20 Histoires d'amour. 16.35 Histoires d'amour. 16.50 Histoires d'amour. 17.05 Histoires d'amour. 17.20 Histoires d'amour. 17.35 Histoires d'amour. 17.50 Histoires d'amour. 18.05 Histoires d'amour. 18.20 Histoires d'amour. 18.35 Histoires d'amour. 18.50 Histoires d'amour. 19.05 Histoires d'amour. 19.20 Histoires d'amour. 19.35 Histoires d'amour. 19.50 Histoires d'amour. 20.05 Histoires d'amour. 20.20 Histoires d'amour. 20.35 Histoires d'amour. 20.50 Histoires d'amour. 21.05 Histoires d'amour. 21.20 Histoires d'amour. 21.35 Histoires d'amour. 21.50 Histoires d'amour. 22.05 Histoires d'amour. 22.20 Histoires d'amour. 22.35 Histoires d'amour. 22.50 Histoires d'amour. 23.05 Histoires d'amour. 23.20 Histoires d'amour. 23.35 Histoires d'amour. 23.50 Histoires d'amour. 24.05 Histoires d'amour. 24.20 Histoires d'amour. 24.35 Histoires d'amour. 24.50 Histoires d'amour. 25.05 Histoires d'amour. 25.20 Histoires d'amour. 25.35 Histoires d'amour. 25.50 Histoires d'amour. 26.05 Histoires d'amour. 26.20 Histoires d'amour. 26.35 Histoires d'amour. 26.50 Histoires d'amour. 27.05 Histoires d'amour. 27.20 Histoires d'amour. 27.35 Histoires d'amour. 27.50 Histoires d'amour. 28.05 Histoires d'amour. 28.20 Histoires d'amour. 28.35 Histoires d'amour. 28.50 Histoires d'amour. 29.05 Histoires d'amour. 29.20 Histoires d'amour. 29.35 Histoires d'amour. 29.50 Histoires d'amour. 30.05 Histoires d'amour. 30.20 Histoires d'amour. 30.35 Histoires d'amour. 30.50 Histoires d'amour. 31.05 Histoires d'amour. 31.20 Histoires d'amour. 31.35 Histoires d'amour. 31.50 Histoires d'amour. 32.05 Histoires d'amour. 32.20 Histoires d'amour. 32.35 Histoires d'amour. 32.50 Histoires d'amour. 33.05 Histoires d'amour. 33.20 Histoires d'amour. 33.35 Histoires d'amour. 33.50 Histoires d'amour. 34.05 Histoires d'amour. 34.20 Histoires d'amour. 34.35 Histoires d'amour. 34.50 Histoires d'amour. 35.05 Histoires d'amour. 35.20 Histoires d'amour. 35.35 Histoires d'amour. 35.50 Histoires d'amour. 36.05 Histoires d'amour. 36.20 Histoires d'amour. 36.35 Histoires d'amour. 36.50 Histoires d'amour. 37.05 Histoires d'amour. 37.20 Histoires d'amour. 37.35 Histoires d'amour. 37.50 Histoires d'amour. 38.05 Histoires d'amour. 38.20 Histoires d'amour. 38.35 Histoires d'amour. 38.50 Histoires d'amour. 39.05 Histoires d'amour. 39.20 Histoires d'amour. 39.35 Histoires d'amour. 39.50 Histoires d'amour. 40.05 Histoires d'amour. 40.20 Histoires d'amour. 40.35 Histoires d'amour. 40.50 Histoires d'amour. 41.05 Histoires d'amour. 41.20 Histoires d'amour. 41.35 Histoires d'amour. 41.50 Histoires d'amour. 42.05 Histoires d'amour. 42.20 Histoires d'amour. 42.35 Histoires d'amour. 42.50 Histoires d'amour. 43.05 Histoires d'amour. 43.20 Histoires d'amour. 43.35 Histoires d'amour. 43.50 Histoires d'amour. 44.05 Histoires d'amour. 44.20 Histoires d'amour. 44.35 Histoires d'amour. 44.50 Histoires d'amour. 45.05 Histoires d'amour. 45.20 Histoires d'amour. 45.35 Histoires d'amour. 45.50 Histoires d'amour. 46.05 Histoires d'amour. 46.20 Histoires d'amour. 46.35 Histoires d'amour. 46.50 Histoires d'amour. 47.05 Histoires d'amour. 47.20 Histoires d'amour. 47.35 Histoires d'amour. 47.50 Histoires d'amour. 48.05 Histoires d'amour. 48.20 Histoires d'amour. 48.35 Histoires d'amour. 48.50 Histoires d'amour. 49.05 Histoires d'amour. 49.20 Histoires d'amour. 49.35 Histoires d'amour. 49.50 Histoires d'amour. 50.05 Histoires d'amour. 50.20 Histoires d'amour. 50.35 Histoires d'amour. 50.50 Histoires d'amour. 51.05 Histoires d'amour. 51.20 Histoires d'amour. 51.35 Histoires d'amour. 51.50 Histoires d'amour. 52.05 Histoires d'amour. 52.20 Histoires d'amour. 52.35 Histoires d'amour. 52.50 Histoires d'amour. 53.05 Histoires d'amour. 53.20 Histoires d'amour. 53.35 Histoires d'amour. 53.50 Histoires d'amour. 54.05 Histoires d'amour. 54.20 Histoires d'amour. 54.35 Histoires d'amour. 54.50 Histoires d'amour. 55.05 Histoires d'amour. 55.20 Histoires d'amour. 55.35 Histoires d'amour. 55.50 Histoires d'amour. 56.05 Histoires d'amour. 56.20 Histoires d'amour. 56.35 Histoires d'amour. 56.50 Histoires d'amour. 57.05 Histoires d'amour. 57.20 Histoires d'amour. 57.35 Histoires d'amour. 57.50 Histoires d'amour. 58.05 Histoires d'amour. 58.20 Histoires d'amour. 58.35 Histoires d'amour. 58.50 Histoires d'amour. 59.05 Histoires d'amour. 59.20 Histoires d'amour. 59.35 Histoires d'amour. 59.50 Histoires d'amour. 60.05 Histoires d'amour. 60.20 Histoires d'amour. 60.35 Histoires d'amour. 60.50 Histoires d'amour. 61.05 Histoires d'amour. 61.20 Histoires d'amour. 61.35 Histoires d'amour. 61.50 Histoires d'amour. 62.05 Histoires d'amour. 62.20 Histoires d'amour. 62.35 Histoires d'amour. 62.50 Histoires d'amour. 63.05 Histoires d'amour. 63.20 Histoires d'amour. 63.35 Histoires d'amour. 63.50 Histoires d'amour. 64.05 Histoires d'amour. 64.20 Histoires d'amour. 64.35 Histoires d'amour. 64.50 Histoires d'amour. 65.05 Histoires d'amour. 65.20 Histoires d'amour. 65.35 Histoires d'amour. 65.50 Histoires d'amour. 66.05 Histoires d'amour. 66.20 Histoires d'amour. 66.35 Histoires d'amour. 66.50 Histoires d'amour. 67.05 Histoires d'amour. 67.20 Histoires d'amour. 67.35 Histoires d'amour. 67.50 Histoires d'amour. 68.05 Histoires d'amour. 68.20 Histoires d'amour. 68.35 Histoires d'amour. 68.50 Histoires d'amour. 69.05 Histoires d'amour. 69.20 Histoires d'amour. 69.35 Histoires d'amour. 69.50 Histoires d'amour. 70.05 Histoires d'amour. 70.20 Histoires d'amour. 70.35 Histoires d'amour. 70.50 Histoires d'amour. 71.05 Histoires d'amour. 71.20 Histoires d'amour. 71.35 Histoires d'amour. 71.50 Histoires d'amour. 72.05 Histoires d'amour. 72.20 Histoires d'amour. 72.35 Histoires d'amour. 72.50 Histoires d'amour. 73.05 Histoires d'amour. 73.20 Histoires d'amour. 73.35 Histoires d'amour. 73.50 Histoires d'amour. 74.05 Histoires d'amour. 74.20 Histoires d'amour. 74.35 Histoires d'amour. 74.50 Histoires d'amour. 75.05 Histoires d'amour. 75.20 Histoires d'amour. 75.35 Histoires d'amour. 75.50 Histoires d'amour. 76.05 Histoires d'amour. 76.20 Histoires d'amour. 76.35 Histoires d'amour. 76.50 Histoires d'amour. 77.05 Histoires d'amour. 77.20 Histoires d'amour. 77.35 Histoires d'amour. 77.50 Histoires d'amour. 78.05 Histoires d'amour. 78.20 Histoires d'amour. 78.35 Histoires d'amour. 78.50 Histoires d'amour. 79.05 Histoires d'amour. 79.20 Histoires d'amour. 79.35 Histoires d'amour. 79.50 Histoires d'amour. 80.05 Histoires d'amour. 80.20 Histoires d'amour. 80.35 Histoires d'amour. 80.50 Histoires d'amour. 81.05 Histoires d'amour. 81.20 Histoires d'amour. 81.35 Histoires d'amour. 81.50 Histoires d'amour. 82.05 Histoires d'amour. 82.20 Histoires d'amour. 82.35 Histoires d'amour. 82.50 Histoires d'amour. 83.05 Histoires d'amour. 83.20 Histoires d'amour. 83.35 Histoires d'amour. 83.50 Histoires d'amour. 84.05 Histoires d'amour. 84.20 Histoires d'amour. 84.35 Histoires d'amour. 84.50 Histoires d'amour. 85.05 Histoires d'amour. 85.20 Histoires d'amour. 85.35 Histoires d'amour. 85.50 Histoires d'amour. 86.05 Histoires d'amour. 86.20 Histoires d'amour. 86.35 Histoires d'amour. 86.50 Histoires d'amour. 87.05 Histoires d'amour. 87.20 Histoires d'amour. 87.35 Histoires d'amour. 87.50 Histoires d'amour. 88.05 Histoires d'amour. 88.20 Histoires d'amour. 88.35 Histoires d'amour. 88.50 Histoires d'amour. 89.05 Histoires d'amour. 89.20 Histoires d'amour. 89.35 Histoires d'amour. 89.50 Histoires d'amour. 90.05 Histoires d'amour. 90.20 Histoires d'amour. 90.35 Histoires d'amour. 90.50 Histoires d'amour. 91.05 Histoires d'amour. 91.20 Histoires d'amour. 91.35 Histoires d'amour. 91.50 Histoires d'amour. 92.05 Histoires d'amour. 92.20 Histoires d'amour. 92.35 Histoires d'amour. 92.50 Histoires d'amour. 93.05 Histoires d'amour. 93.20 Histoires d'amour. 93.35 Histoires d'amour. 93.50 Histoires d'amour. 94.05 Histoires d'amour. 94.20 Histoires d'amour. 94.35 Histoires d'amour. 94.50 Histoires d'amour. 95.05 Histoires d'amour. 95.20 Histoires d'amour. 95.35 Histoires d'amour. 95.50 Histoires d'amour. 96.05 Histoires d'amour. 96.20 Histoires d'amour. 96.35 Histoires d'amour. 96.50 Histoires d'amour. 97.05 Histoires d'amour. 97.20 Histoires d'amour. 97.35 Histoires d'amour. 97.50 Histoires d'amour. 98.05 Histoires d'amour. 98.20 Histoires d'amour. 98.35 Histoires d'amour. 98.50 Histoires d'amour. 99.05 Histoires d'amour. 99.20 Histoires d'amour. 99.35 Histoires d'amour. 99.50 Histoires d'amour. 100.05 Histoires d'amour. 100.20 Histoires d'amour. 100.35 Histoires d'amour. 100.50 Histoires d'amour. 101.05 Histoires d'amour. 101.20 Histoires d'amour. 101.35 Histoires d'amour. 101.50 Histoires d'amour. 102.05 Histoires d'amour. 102.20 Histoires d'amour. 102.35 Histoires d'amour. 102.50 Histoires d'amour. 103.05 Histoires d'amour. 103.20 Histoires d'amour. 103.35 Histoires d'amour. 103.50 Histoires d'amour. 104.05 Histoires d'amour. 104.20 Histoires d'amour. 104.35 Histoires d'amour. 104.50 Histoires d'amour. 105.05 Histoires d'amour. 105.20 Histoires d'amour. 105.35 Histoires d'amour. 105.50 Histoires d'amour. 106.05 Histoires d'amour. 106.20 Histoires d'amour. 106.35 Histoires d'amour. 106.50 Histoires d'amour. 107.05 Histoires d'amour. 107.20 Histoires d'amour. 107.35 Histoires d'amour. 107.50 Histoires d'amour. 108.05 Histoires d'amour. 108.20 Histoires d'amour. 108.35 Histoires d'amour. 108.50 Histoires d'amour. 109.05 Histoires d'amour. 109.20 Histoires d'amour. 109.35 Histoires d'amour. 109.50 Histoires d'amour. 110.05 Histoires d'amour. 110.20 Histoires d'amour. 110.35 Histoires d'amour. 110.50 Histoires d'amour. 111.05 Histoires d'amour. 111.20 Histoires d'amour. 111.35 Histoires d'amour. 111.50 Histoires d'amour. 112.05 Histoires d'amour. 112.20 Histoires d'amour. 112.35 Histoires d'amour. 112.50 Histoires d'amour. 113.05 Histoires d'amour. 113.20 Histoires d'amour. 113.35 Histoires d'amour. 113.50 Histoires d'amour. 114.05 Histoires d'amour. 114.20 Histoires d'amour. 114.35 Histoires d'amour. 114.50 Histoires d'amour. 115.05 Histoires d'amour. 115.20 Histoires d'amour. 115.35 Histoires d'amour. 115.50 Histoires d'amour. 116.05 Histoires d'amour. 116.20 Histoires d'amour. 116.35 Histoires d'amour. 116.50 Histoires d'amour. 117.05 Histoires d'amour. 117.20 Histoires d'amour. 117.35 Histoires d'amour. 117.50 Histoires d'amour. 118.05 Histoires d'amour. 118.20 Histoires d'amour. 118.35 Histoires d'amour. 118.50 Histoires d'amour. 119.05 Histoires d'amour. 119.20 Histoires d'amour. 119.35 Histoires d'amour. 119.50 Histoires d'amour. 120.05 Histoires d'amour. 120.20 Histoires d'amour. 120.35 Histoires d'amour. 120.50 Histoires d'amour. 121.05 Histoires d'amour. 121.20 Histoires d'amour. 121.35 Histoires d'amour. 121.50 Histoires d'amour. 122.05 Histoires d'amour. 122.20 Histoires d'amour. 122.35 Histoires d'amour. 122.50 Histoires d'amour. 123.05 Histoires d'amour. 123.20 Histoires d'amour. 123.35 Histoires d'amour. 123.50 Histoires d'amour. 124.05 Histoires d'amour. 124.20 Histoires d'amour. 124.35 Histoires d'amour. 124.50 Histoires d'amour. 125.05 Histoires d'amour. 125.20 Histoires d'amour. 125.35 Histoires d'amour. 125.50 Histoires d'amour. 126.05 Histoires d'amour. 126.20 Histoires d'amour. 126.35 Histoires d'amour. 126.50 Histoires d'amour. 127.05 Histoires d'amour. 127.20 Histoires d'amour. 127.35 Histoires d'amour. 127.50 Histoires d'amour. 128.05 Histoires d'amour. 128.20 Histoires d'amour. 128.35 Histoires d'amour. 128.50 Histoires d'amour. 129.05 Histoires d'amour. 129.20 Histoires d'amour. 129.35 Histoires d'amour. 129.50 Histoires d'amour. 130.05 Histoires d'amour. 130.20 Histoires d'amour. 130.35 Histoires d'amour. 130.50 Histoires d'amour. 131.05 Histoires d'amour. 131.20 Histoires d'amour. 131.35 Histoires d'amour. 131.50 Histoires d'amour. 132.05 Histoires d'amour. 132.20 Histoires d'amour. 132.35 Histoires d'amour. 132.50 Histoires d'amour. 133.05 Histoires d'amour. 133.20 Histoires d'amour. 133.35 Histoires d'amour. 133.50 Histoires d'amour. 134.05 Histoires d'amour. 134.20 Histoires d'amour. 134.35 Histoires d'amour. 134.50 Histoires d'amour. 135.05 Histoires d'amour. 135.20 Histoires d'amour. 135.35 Histoires d'amour. 135.50 Histoires d'amour. 136.05 Histoires d'amour. 136.20 Histoires d'amour. 136.35 Histoires d'amour. 136.50 Histoires d'amour. 137.05 Histoires d'amour. 137.20 Histoires d'amour. 137.35 Histoires d'amour. 137.50 Histoires d'amour. 138.05 Histoires d'amour. 138.20 Histoires d'amour. 138.35 Histoires d'amour. 138.50 Histoires d'amour. 139.05 Histoires d'amour. 139.20 Histoires d'amour. 139.35 Histoires d'amour. 139.50 Histoires d'amour. 140.05 Histoires d'amour. 140.20 Histoires d'amour. 140.35 Histoires d'amour. 140.50 Histoires d'amour. 141.05 Histoires d'amour. 141.20 Histoires d'amour. 141.35 Histoires d'amour. 141.50 Histoires d'amour. 142.05 Histoires d'amour. 142.20 Histoires d'amour. 142.35 Histoires d'amour. 142.50 Histoires d'amour. 143.05 Histoires d'amour. 143.20 Histoires d'amour. 143.35 Histoires d'amour. 143.50 Histoires d'amour. 144.05 Histoires d'amour. 144.20 Histoires d'amour. 144.35 Histoires d'amour. 144.50 Histoires d'amour. 145.05 Histoires d'amour. 145.20 Histoires d'amour. 145.35 Histoires d'amour. 145.50 Histoires d'amour. 146.05 Histoires d'amour. 146.20 Histoires d'amour. 146.35 Histoires d'amour. 146.50 Histoires d'amour. 147.05 Histoires d'amour. 147.20 Histoires d'amour. 147.35 Histoires d'amour. 147.50 Histoires d'amour. 148.05 Histoires d'amour. 148.20 Histoires d'amour. 148.35 Histoires d'amour. 148.50 Histoires d'amour. 149.05 Histoires d'amour. 149.20 Histoires d'amour. 149.35 Histoires d'amour. 149.50 Histoires d'amour. 150.05 Histoires d'amour. 150.20 Histoires d'amour. 150.35 Histoires d'amour. 150.50 Histoires d'amour. 151.05 Histoires d'amour. 151.20 Histoires d'amour. 151.35 Histoires d'amour. 151.50 Histoires d'amour. 152.05 Histoires d'amour. 152.20 Histoires d'amour. 152.35 Histoires d'amour. 152.50 Histoires d'amour. 153.05 Histoires d'amour. 153.20 Histoires d'amour. 153.35 Histoires d'amour. 153.50 Histoires d'amour. 154.05 Histoires d'amour. 154.20 Histoires d'amour. 154.35 Histoires d'amour. 154.50 Histoires d'amour. 155.05 Histoires d'amour. 155.20 Histoires d'amour. 155.35 Histoires d'amour. 155.50 Histoires d'amour. 156.05 Histoires d'amour. 156.20 Histoires d'amour. 156.35 Histoires d'amour. 156.50 Histoires d'amour. 157.05 Histoires d'amour. 157.20 Histoires d'amour. 157.35 Histoires d'amour. 157.50 Histoires d'amour. 158.05 Histoires d'amour. 158.20 Histoires d'amour. 158.35 Histoires d'amour. 158.50 Histoires d'amour. 159.05 Histoires d'amour. 159.20 Histoires d'amour. 159.35 Histoires d'amour. 159.50 Histoires d'amour. 160.05 Histoires d'amour. 160.20 Histoires d'amour. 160.35 Histoires d'amour. 160.50 Histoires d'amour. 161.05 Histoires d'amour. 161.20 Histoires d'amour. 161.35 Histoires d'amour. 161.50 Histoires d'amour. 162.05 Histoires d'amour. 162.20 Histoires d'amour. 162.3







## La guerre à péage

par Pierre Georges

LES SPÉCULATEURS, qui sont gens d'anticipation, l'avaient annoncé : avis de (petite) tempête du désert. D'où, évidemment, une hausse du fameux baril qui est au pétrole et à l'humeur des nations ce que la barrique est aux Hospices de Beaune : un baromètre infatigable.

Donc, c'est reparti pour un tour ou un retour. Saddam Hussein II ou III ou IV, sorte de remake permanent d'un peuplin virtuel. Ce n'est pas encore tout à fait la guerre, mais déjà plus la paix. Et les missiles de croisière volent bas. Des avions américains ont décollé la nuit dernière de l'Ile de Guam. Le président-candidat-président Clinton est rentré à la maison (Blanche). Les porte-parole galonnés vont bientôt nous expliquer, règle à la main, carte stratégique au tableau noir, l'ampleur et la nature des frappes évidemment chirurgicales sur des objectifs assurément militaires. Et CNN - Germaine ! cherche donc CNN sur la parabole en kit du balcon - va nous faire vivre tout cela en direct.

Plus cela change, plus c'est pareil. Comme une rentrée des rôles. Le méchant et les bons. Saddam Hussein est incroyablement dans sa constance à assumer avec une sombre délectation ses turpitudes présumées. Toujours prêt à assurer son livret. Surtout si une campagne électorale américaine lui donne l'occasion de tester la détermination des acteurs adverses. Avec le résultat que l'on sait.

Ce sentiment de déjà vu ou déjà vécu, comme un bagaïement de l'histoire des provocations et réponses en tous genres, frappes et atermoiements guerriers, devrait nuire singulièrement à la qualité du spectacle télévisuel. D'autant que les télévisions n'ont pas sérieuse-

ment anticipé le retour du feuilleton Saddam et l'Occident. Ce qui aurait été chic de leur part, à la dernière pointe du progrès et de l'information, c'est d'inventer un système de pay per view, branché dans le salon. Choisissez votre camp, votre avion, votre char. Introdisez votre carte de crédit dans le décodeur ad hoc, et vivez en direct la guerre, le morceau de guerre de votre choix.

Voilà qui est dit, qui serait formidable. Décoller de l'Ile de Guam, comme assis aux côtés du pilote d'un B52. Survoler le Pacifique et quelques autres mares planétaires de moindre importance. Déverrouiller le système d'armes, appuyer sur le bouton target et miser une batterie solaire d'une giclée de projectiles aéro. Comme dans un jeu d'écran pour cadre dynamique, en banlieue de Bagdad. Ou alors se trouver, en direct toujours, à bord d'un transport de troupes blindé irakien, monter à l'assaut avec les Kurdes alliés du PDK contre les Kurdes ennemis du PUK et ouvrir la route de l'or noir, Bagdad-Ankara.

Ce serait grand ! Télé-spectateur de guerre et soldat d'opérette ou de soap opera. Volontaire sans risques pour toutes les missions, y compris impossibles. Avec commémorations et médailles du souverain. Hélas ! si le pay per view, sorte d'octroi télévisuel à être partout et nulle part à la fois, dans l'ubiquité du solvable, fait aujourd'hui même son entrée en France et sur Canal Plus, c'est pour des affaires de football. Soutenir l'OM ou le PSG, ou Lens, ou qui vous voudrez, être sur le stade sans y être tout en y étant, les fesses sur son divan, voilà désormais qui est possible. La guerre à péage existe donc bien. Mais uniquement sur stade !

## Israël soumis à d'intenses pressions pour respecter le processus de paix

Un accord de principe pour une rencontre Arafat-Nétanyahou

JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Jamais la pression internationale sur le mouvement ultra-nationaliste de M. Nétanyahou n'a été aussi forte depuis son arrivée au pouvoir, le 29 mai. Les Palestiniens, par la voix de Mohamed Dahlan, chef de la police politique palestinienne à Gaza, menacent : « s'ils sont acculés - de « reprendre la lutte armée » - contre l'occupation de leurs territoires. L'Egypte s'affirme prête à annuler la troisième conférence économique israélo-arabe, prévue pour novembre au Caire, si les accords signés entre Yasser Arafat et le gouvernement israélien précédent ne sont pas mis en œuvre.

De leur côté, les donateurs internationaux, inquiets de la tournure des événements, font discrètement savoir que leur réunion du 5 septembre à Washington pourrait tourner court si rien ne bouge sur le terrain.

Enfin, les États-Unis eux-mêmes, en dépit de la campagne électorale, semblent vouloir lier une nouvelle et éventuelle rencontre entre Benjamin Nétanyahou et Bill Clinton à un sommet préalable entre le chef du gouvernement israélien et Yasser Arafat.

Pris à partie jusque dans sa majorité parlementaire par ceux qui estiment que le prix à payer par Israël pour l'arrêt complet du processus de paix avec les Palestiniens devient par trop élevé, le premier ministre a fini par donner son accord de principe à une rencontre publique avec le chef de l'OLP. « J'avais dit, confia-t-il mercredi matin, que je ne rencontrerais M. Arafat que si cela était vraiment utile. Ce n'est pas une question de

calendrier mais de développements politiques. Ceux-ci sont en cours de formulation. »

Les discrets contacts qui ont lieu depuis début août entre les deux parties par l'entremise du diplomate norvégien Terje Larsen, coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix et ancien médiateur des premiers accords signés à Oslo en septembre 1993, n'ont, jusqu'ici, rien donné de concret. Chaque jour ou presque, depuis le début de la semaine dernière, la presse israélienne annonce l'imminence du premier sommet Arafat-Nétanyahou, mais les négociations marathoniennes qui ont lieu au domicile de M. Larsen à Tel Aviv achoppent toujours sur la question centrale de Hébron.

UN ÉVENTUEL COMPROMIS

Le nouveau pouvoir israélien exige une modification des accords conclus à la fin de l'an dernier entre Yasser Arafat et le tandem Shimon Pérès-Itzhak Rabin. Ces accords prévoyaient que l'armée israélienne se retirerait d'environ 80 % du territoire municipal de la ville d'Hébron, les 20 % restant demeurant sous le contrôle des 450 colons juifs qui se sont installés au cœur de cette vieille cité arabe de cent vingt mille habitants, et des soldats chargés de les protéger. Le redéploiement militaire, qui devait avoir lieu en mars puis en mai, avait été une nouvelle fois retardé par Shimon Pérès à la suite des attentats islamistes qui avaient fait une soixantaine de victimes israéliennes à la fin de février.

La victoire électorale de Benjamin Nétanyahou a tout changé et

les Palestiniens sont aujourd'hui invités à renoncer à la quasi-totalité du centre historique d'une ville qui constitue, après Naplouse et Jérusalem-Est, le troisième grand centre urbain de Cisjordanie. En échange d'un éventuel compromis sur ce point, Yasser Arafat, qui a déjà accepté la semaine dernière de fermer, sur pression d'Israël, trois petits bureaux gérés par son administration autonome à Jérusalem-Est, formule un certain nombre d'exigences :

- Que soit levé le blocage militaire des territoires occupés et autonomes qui asphyxie l'économie palestinienne depuis six mois ;

- Que soit élevé le nombre de Palestiniens autorisés à gagner leur vie en Israël (32.000 aujourd'hui contre plus de 120.000 il y a deux ans) ;

- Que la liberté de mouvement des Palestiniens entre les enclaves autonomes et les territoires occupés soit assurée comme promis il y a deux ans ;

- Que soient libérées, comme convenu à la fin de l'année passée, toutes les prisonnières palestiniennes ;

- Enfin que la liberté personnelle de mouvement entre les sept enclaves autonomes administrées par son « gouvernement » soit garantie une fois pour toutes.

En d'autres termes, pour que le processus de paix puisse survivre, il faut d'abord que les deux parties honorent les engagements signés. Ensuite seulement, elles pourront envisager de le poursuivre plus avant. Une seule chose est certaine : la direction de ce processus ne sera plus la même.

Patrice Claude

## 20 tonnes de cannabis colombien saisies à Rouen

LA PLUS importante saisisse de cannabis jamais opérée en France a été réussie : vendredi 30 août, dans un entrepôt de la banlieue rouennaise, par les policiers de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants et leurs collègues du SRPJ de Rouen (Seine-Maritime). Vingt tonnes d'herbe de cannabis avaient été dissimulées dans un container importé en France à bord d'un cargo battant pavillon panaméen, le Humboldt-Express. La drogue était emballée dans un million de cartons : qui étaient supposés contenir des peintures en jeu.

Venant du port de Buenaventura, voisin de la ville de Cali (Colombie), le porte-conteneurs était passé par l'Espagne avant d'accoster à l'Esplanade à l'attention de la police française avait été attirée par ses homologues colombienne et espagnole : une société de négoce internationale basée à Cali, siège du cartel colombien de la cocaïne, avait pris en charge l'expédition du chargement de pantalons. À l'arrivée du Humboldt-Express dans le port du Havre, le 22 août, les conteneurs déchargés ont été discrètement passés au crible du système de contrôle par scanner - le SycoScan -, inauguré au printemps dans le port normand, où passent chaque année un million de conteneurs (Le Monde du 5 juin).

UN GROUPE DE QUATRE HOMMES

Les rayons gamma ont certifié la présence de la drogue à l'intérieur de l'un des conteneurs, qui a fait l'objet d'une surveillance policière constante. Les enquêteurs ont alors suivi discrètement le chargement jusqu'à un entrepôt de la banlieue rouennaise, à Basse-Normandie-Rouen, où il a été intercepté par une société privée de transport routier. Vendredi 30 août, à la tombée de la nuit, un groupe de quatre trafiquants - deux Belges, un Colombien et un Français - sont arrivés à l'entrepôt et ont commencé à charger la drogue à l'intérieur d'une camionnette. Redoutant de voir la marchandise leur échapper, les policiers ont décidé d'interpeller les quatre hommes sans attendre l'arrivée éventuelle d'autres équipes venant s'approvisionner dans le conteneur.

De source proche de l'enquête, on indique que l'herbe de cannabis était vraisemblablement destinée à être distribuée dans plusieurs autres pays européens. Le trafic était sans doute contrôlé par un cartel colombien, d'où l'on de même source. Spécialisée dans le commerce de cocaïne, la Colombie produit aussi du cannabis dans le nord du pays. Les réseaux colombiens de transport peuvent être indifféremment utilisés pour l'une ou l'autre des drogues, au gré de la demande s'exprimant dans les pays de consommation. La résine de cannabis, qui est principalement fumée dans l'hexagone, demeure cependant une spécialité marocaine.

La saisisse des 20 tonnes d'herbe représente plus d'un tiers du volume total de cannabis ordinairement intercepté en France (58 tonnes en 1994). Plus de 7 tonnes de cannabis avaient déjà été saisies en mai par les douaniers du Havre, grâce aux rayons du SycoScan. Constituant à ce jour le record européen en la matière, une interception de 45 tonnes de cannabis avait été effectuée, en 1990, aux Pays-Bas.

Brich Inciyan

## Les difficultés financières du restaurateur Marc Veyrat

« JE SUIS au bord du gouffre », a annoncé lundi 2 septembre Marc Veyrat. Le chef du restaurant L'Auberge de Lédan à Veyrier-du-Lac, près d'Annecy (trois étoiles au Guide Michelin 1996), choisit une expression forte pour décrire l'état de ses finances. Par ses déclarations publiques, le cuisinier au chapeau noir cherche surtout à faire avancer les négociations qu'il a entamées avec des banques pour le remboursement d'emprunts contractés il y a quatre ans.

L'homme qui aime fréquenter, brodequins aux pieds et sac au dos, les pentes boisées à la recherche d'herbes rares pour charmer le palais de ses clients semble avoir moins de succès dans le domaine de la gestion. En 1992, après les premières récompenses accordées par le Guide Michelin puis d'autres publications spécialisées, le chef avait transformé une villa dominant le lac d'Annecy en un hôtel classé Relais et Châteaux. Un investissement de 43 millions de francs qu'il négocie à l'époque avec plusieurs partenaires bancaires.

À quarante-quatre ans, le chef montagnard obtient la consécration. Le Guide Michelin 1995 accorde sa troisième étoile à un cuisinier qui compose des infusions, des bouillons aromatiques, des jus comme un musicien ferait une orchestration. La haute cuisine parvient à attirer des clients : « Les mois de juillet et d'août ont été très

bons sur le plan de la fréquentation », assure Marc Veyrat. Mais les problèmes de trésorerie demeurent.

Après Pierre Gagnaire, qui a fermé à Saint-Etienne il y a quelques mois, voilà un autre chef confronté à des difficultés financières. Le surendettement d'établissements encore jeunes, mais aussi des chiffres d'affaires moins élevés au moment où particuliers et sociétés se montrent économes dans leur dépenses expliquent en partie les maux qui touchent des étapes renommées. Marc Veyrat aurait-il dû éviter d'emprunter pour créer un établissement dont les chambres valent 1.500 francs la nuit ?

Erreur de gestion, affirment des chefs économes qui refusent de se lancer dans « la folie des grands ». « Il était obligé d'investir », assurent d'autres qui remarquent qu'en province les étoiles ont besoin de posséder des « lils » pour durer.

« Le malheur, estime Pierre Troisgros, interrogé par l'AFP, c'est qu'ils [des jeunes chefs] ont investi après 1990. Ni leur valeur ni leur talent ne sont en cause, c'est la période. Blanc, Bocuse et moi sommes de vieilles affaires qui ont les reins solides. On a passé la décennie 80, c'était l'euphorie. Si on avait investi après 90, on serait dans la même charette. »

Serge Bolloch

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mardi 3 septembre, à 10 h 15 (Paris)

### FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20107,10	-0,30	+1,20
Hong Kong Index	11106,60	-0,47	+11,08

### Tokyo, Nikkei sur 3 mois

1995	20107,10
1994	19957,10
1993	19957,10

### OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Paris CAC 40	1976,98	+0,32	+5,61
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	1768,86	-0,34	+13,99
Milan MIB 30	1015	-0,59	+9,02
Frankfurt Dax 30	2592,10	-0,46	+12,34
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	1399,22	-1,42	-4
Madrid Iboex 35	353,97	-0,48	+10,39
Amsterdam CSE	372,62	-1,25	+15,89

Tirage du Monde daté mardi 3 septembre 1996 : 481 593 exemplaires.

## L'ensemble immobilier de Carnaby Street est mis en vente

LONDRES

de notre correspondant  
Carnaby Street est à vendre ! La nouvelle est tombée, brutalement, lundi 2 septembre. Le cœur de cette rue qui fit swinguer les années 60 vient d'être mis à l'encan. Michael Duke, le directeur général de la société qui gère cette rue pédonnière étroite proche de Piccadilly Circus, l'a annoncé : sa société veut se diversifier, elle a trop investi dans le sud de l'Angleterre et entend placer une partie de ses billes ailleurs, profitant d'une flambée de l'immobilier. « Ce sera la vente du siècle », assure-t-il.

L'ensemble, qui s'étend sur

1,2 hectare, appartient au groupe néerlandais Wereldhave. Michael Duke espère retirer de la vente de ce petit morceau d'histoire, avec ses 93 bâtiments comprenant les boutiques, 75 millions de livres (environ 600 millions de francs).

Carnaby Street, c'est pourtant l'un des joyaux de l'Angleterre d'après-guerre. Vous vous en souvenez certainement : Mary Quant et la minijupe - qui fit à l'époque scandale et que l'on taille aujourd'hui encore plus court -, l'invention du col Mao, les modes oniriques ou marrantes aux couleurs à vous faire grincer les dents, l'imagination au pouvoir

dans la mode. C'est aussi les Beatles et leurs tubes qui continuent de faire swinguer, une génération ou deux après.

On y vendait de tout, les femmes du monde entier s'y pressaient par millions. C'était leur première étape une fois débarquées à Londres. Il est vrai que cette arène, longtemps grouillante de vie, a perdu son cachet au point que les visiteurs n'étaient plus que 12 millions l'an passé.

C'est un bastion de plus de cette période vibrante où l'Europe paressait dans la prospérité et où l'Angleterre débordait d'idées qui s'en va. Un des autres symboles de cette époque révolue est l'usine à gaz de Battersea, de l'autre côté de la Tamise, dont les quatre cheminées blanches sont visibles de loin, et qui ornait la couverture d'un des albums des Beatles. Elle trahit sa carcasse dégingandée en attendant que le spéculateur immobilier hongkongais qui l'a achetée se décide à remplir sa promesse de la transformer en Luna Park et centre commercial.

En revanche, l'English Heritage - chargé avec le National Trust de gérer le patrimoine national - envisage de faire classer monuments historiques de vieux HLM que leurs habitants rêvent de voir démolir tant ils sont insalubres, inconfortables et se sont révélés des pièges à délinquance. Tout cela après le classement récent de la tour, tout aussi banale, de Central Point, qui abrite le CBI (le patronat britannique). N'aurait-il pas mieux fallu classer Carnaby Street et la minijupe ?

Patrice de Ben

## SCIENCES AVENIR

## AVANT LE BIG-BANG ? ENFIN DES REPONSES

## LES SURVIVANTS DU SIDA

## ATTENTATS: LA SCIENCE CONTRE LES TERRORISTES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

17, AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT

## LASSERRE EST OUVERT

0333 433666



هكذا من العمل

TERMINAL  
Du col blanc  
à l'employé  
page IV



ENTRETIEN  
Jean-Paul Fitoussi,  
président de l'OFCE  
page III

# Le Monde des INITIATIVES

MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996

EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES  
de la page V à la page XVIII

DANS  
INITIATIVES  
MÉTIER  
DU 10 SEPTEMBRE  
Les techniques  
de simulation  
dans le BTP



Rares sont  
les perspectives  
rassurantes  
pour l'emploi.  
Mais les formes  
de travail changent.

## La rentrée de tous les dangers

**A**vec la rentrée, les perspectives pour l'emploi sont sombres. Les indicateurs, les prévisions et les annonces officielles laissent augurer des moments difficiles. A tel point que, à l'approche du rendez-vous, chacun retient son souffle tandis que, à l'instar du président de la République, d'autres s'efforcent de calmer la nervosité qu'ils sentent poindre sous certaines déclarations.

Qui peut pourtant prédire l'avenir? Hormis du côté des agriculteurs - surtout ceux de la filière bovine en proie aux pires tourments et qui pourraient se laisser entraîner dans de soudains mouvements de colère -, il est difficile

de dire de qui pourrait venir la contestation, organisée s'entend, et à partir de quel motif précis. A la différence de la situation de novembre et décembre 1995, il manque l'alchimie, à défaut de sujets de mécontentement ou d'inquiétude, et l'on peut imaginer que le gouvernement évitera les faux pas de l'an passé.

Pour le reste, la conjoncture est mauvaise et les perspectives sont plus que maussades. Sauf peut-être pour les jeunes diplômés, qui se recrutent, semble-t-il, mieux que pendant un passé récent, mais qui ont aussi su s'adapter et obtenir des montants de salaires stabilisés. En raison d'une croissance trop faible, voire ralentie, les effectifs salariés stagnent depuis neuf mois et ne devraient pas repartir à la hausse de sitôt. Les cré-

ations d'emplois, déjà notablement insuffisantes pour juguler le chômage, ne correspondront pas aux besoins au cours des prochains mois. Pratiquement tous les économistes s'accordent pour considérer que le niveau d'activité à venir, qu'ils estiment plus faible que les évaluations officielles, provoquera des tensions sur le marché du travail et se traduira par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. D'ailleurs, l'interim enregistre un ralentissement d'activité, alors que la tendance, dans ce secteur, anticipe souvent sur l'évolution générale.

D'ores et déjà, les multiples plans sociaux annoncés viennent assombrir l'horizon. Les réductions d'effectifs de Moulinex, du Sernam, d'Alcatel et de tant d'autres, dans la branche textile, le

bâtiment et les travaux publics, participent de ce climat. Mais ils pèseront peut-être moins que ce qui se prépare dans le secteur bancaire, dont le Crédit lyonnais, ou dans le domaine de l'armement avec GIAT Industries et le programme envisagé par la direction des constructions navales (DCN). Mais les spécialistes, à l'image de Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE), mettent surtout en avant des causes plus profondes qui sont en train de modifier radicalement la donne si aucune correction ne leur est apportée.

Avec une croissance molle et une évolution « anormale » des taux d'intérêt réels, la part des salaires - donc de la main-d'œuvre - dans le revenu national ne cesse

de diminuer. Elle est devenue inférieure à ce qu'elle était il y a plus de trente ans. En s'adaptant, les entreprises ne peuvent que comprimer leur personnel, et l'on assiste à une divergence d'intérêts entre la logique financière et l'équilibre de la société.

Cela agit sur la configuration du

ment, sur les statuts traditionnels à temps plein et à durée indéterminée. Alors que le volume de l'emploi ne se mesure sans doute plus en postes de travail, mais en nombre de contrats, l'Insee envisage de mettre au point un mode de calcul qui tienne compte des heures travaillées et qui permettrait d'établir des « équivalents temps plein ». Dans le même ordre d'idée, les statistiques montrent que le nombre de chômeurs travaillant plus de soixante-dix heures par mois, et qui ne figurent plus désormais dans les chiffres du chômage, progresse plus vite (10,1 % en un an) que le chômage lui-même et, a fortiori, que l'emploi, preuve que la fragmentation des formes de travail s'amplifie. Tout cela va de pair, malheureusement, avec une aggravation du chômage de très longue durée, de plus de trois ans, que les résultats obtenus par le contrat initiative-emploi (CIE), désormais révisé, ne réussissent plus à masquer.

Atteignant quatre cent quinze jours actuellement, la durée moyenne de recherche d'emploi s'est tellement allongée que les experts en arrivent à penser que le seul d'une ancienneté de douze mois n'est peut-être plus pertinent.

Avec l'automne qui arrive, l'environnement social affiche donc déjà des couleurs de fin de saison et a viré précocement au ton de l'hiver. Mais le marché du travail s'est aussi terriblement transformé, sans doute de façon définitive. Ce que tout le monde n'accepte pas facilement de voir et qui, pourtant, aura plus d'influence à terme que les suppositions sur la rentrée.

Alain Lebaube

Diplômés X, Mines, Centrale, Télécom,  
ENA, HEC, ESSEC et/ou MBA ...,  
pour devenir

## Consultant

d'un leader mondial du conseil en stratégie  
et en management, rendez-vous en rubrique  
"Conseil et Audit"

### AT KEARNEY

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

## 3<sup>ème</sup> CYCLE MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

TITRE HOMOLOGUÉ PAR  
L'ETAT NIVEAU I (BAC+5)

- Une formation de haut niveau professionnel
- Des intervenants praticiens
- Longue mission en entreprise

Admission :  
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles  
d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise, ...)

Information sur rendez-vous :  
Paris : Christine Volpéry - Tél. : (1) 40 03 15 88

IGS, 12, rue Alexandre Parodi 75010 PARIS

GROUPE IGS

Je souhaite recevoir la documentation complète du 3<sup>ème</sup> Cycle IGS

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
Tél.	
Formation en cours	Bac + :



## Le recrutement des jeunes diplômés confirme une relative embellie

Après le vent de panique de 1993, les responsables de carrières des grandes écoles soulignent une reprise des offres

Une crise serait-elle loin derrière pour les jeunes diplômés ? Les responsables des grandes écoles n'ont pas jusqu'à en mettre leur main au feu mais ils se permettent d'afficher un optimisme raisonnable. Après l'évolution positive des deux dernières années, tous estiment que l'on devrait pouvoir au moins continuer sur la lancée. « En 1993, la crise était installée. Il y a eu un vent de panique. Certains ont accepté n'importe quoi, d'autres ont poursuivi des études. Et puis, en 1994, on a senti les prémices d'une reprise, en 1995 elle s'est affirmée, en 1996 la reprise a été plus nette », résume Marc Lefort, directeur des relations industrielles de l'école des mines de Nancy. A l'Edhec, l'optimisme est également de rigueur : « En 1994, nous avons reçu 2 354 offres d'emplois (CDD, CDI, pour débutants ou pour confirmés). En 1995, nous en avons reçu 3 133, et si on continue sur notre lancée, en 1996 nous espérons atteindre les 6 000. » Cette montée en puissance pourrait s'expliquer, selon Manuelle Malot, responsable du service carrières par « une augmentation de la notoriété » de cette école basée à Lille. En effet, l'Edhec

s'est récemment dotée d'une adresse à Paris et son concours est désormais commun à celui des grandes écoles parisiennes telles que HEC ou Essec. Plusieurs indicateurs lui laissent penser que l'insertion des jeunes diplômés de la promotion 1996 devrait être bonne : l'augmentation des offres d'emploi, mais aussi le fait que, au 30 juin, sur 150 jeunes diplômés ayant donné de leurs nouvelles - la promotion comptait 425 étudiants -, 45 d'entre eux, soit 30 % des réponses, avaient déjà trouvé un travail, dont 4 en CDD. Même constat positif au service carrières de Supélec : « Beaucoup de jeunes avaient décroché un contrat au moment de sortir et en CDI qui plus est. » Une évolution qui s'expliquerait par la reprise de l'informatic, un débouché privilégié pour les étudiants de cette école. A l'ESC Lyon, on constate également une amélioration dans le recrutement précoce des jeunes diplômés. « D'un point de vue quantitatif, on est revenu au niveau des années 1990-1991. Toutefois, à l'époque, les entreprises venaient chercher les étudiants sur place, ce qui n'est pas le cas maintenant, ceux-ci doivent aller au-devant des sociétés », commente

Odile Lasserre, responsable du service carrières de l'établissement lyonnais. Les entreprises ont même proposé aux jeunes diplômés des postes de marketing alors que, jusqu'à présent, il s'agissait essentiellement de postes de commerciaux. « Chaque année la situation s'améliore un peu plus. Parce que le marché de l'emploi évolue, parce que les étudiants s'adaptent mieux à la demande des entreprises de par le choix et la durée de leur stage, mais aussi, parce que les écoles adaptent leur cursus pour permettre aux étudiants de mieux répondre aux attentes des entreprises », souligne encore Odile Lasserre.

### ENGAGEMENTS ACQUIES

Les entreprises sont devenues plus exigeantes à l'égard des jeunes diplômés. « Elles confient souvent aux stagiaires des postes de débutants et aux jeunes diplômés des postes qui correspondraient plutôt à des diplômés expérimentés, qui exigent d'être immédiatement opérationnels. D'où l'importance des stages dans le cursus des étudiants », poursuit-elle. Une exigence avantageant les jeunes qui, à l'instar de ceux qui sont issus de la promotion supérieure du travail de l'école des

mines de Nancy, avaient déjà dans leur CV un BTS ou un DUT et au moins trois ans d'expérience professionnelle avant d'intégrer l'école. « Lorsque les entreprises recherchent des jeunes diplômés ayant dix ans d'expérience, on a ce qu'il leur faut », plaisante Marc Lefort. Ainsi l'ESC Brest a constaté une nette amélioration de ses résultats depuis qu'elle a décidé, il y a un an, de repositionner son stage de fin d'études : « 30 % des étudiants qui reviennent en fin de stage pour le valider et passer les oraux sont déjà embauchés à ce moment-là », affirme Martine Troussel, responsable du service carrières de l'ESC Brest. Autre signe positif : un certain nombre de grandes écoles ont constaté en 1996 un retour des entreprises dans les forums emploi. Plus encore, de grands groupes sont venus « chasser sur les campus », recrutant quelques étudiants après leur avoir fait subir des épreuves de présélection. En revanche, les salaires font preuve de stabilité, mais aucune école n'ose s'en plaindre. Aujourd'hui, la priorité des priorités reste l'emploi.

Catherine Leroy

## Selon l'Insee, la précarité gagne du terrain

L'augmentation des emplois temporaires s'accompagne d'une sous-activité subie

Le regain d'activité enregistré par l'économie française après la récession de 1993 n'a pas débouché sur une amélioration des conditions d'emploi. L'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee en mars 1996 en retient certains aspects, soulignant notamment que la « proportion d'emplois temporaires (près de 9 % de l'emploi salarié) a continué d'augmenter, surtout parmi les jeunes (40 % des emplois des 15-24 ans) ». Première forme de précarité du travail : les contrats à durée déterminée (CDD) ont poursuivi leur progression en 1995 et au cours des premiers mois de l'année 1996. En termes de flux, les enquêtes trimestrielles de la Dares (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques) indiquent que les CDD représentent une précarisation de plus en plus forte du mode de recrutement des entreprises. Alors que le taux d'entrée en contrat à durée déterminée (CDD) est resté stable depuis 1992, autour de 1,3 % des effectifs salariés, dans les établissements de plus de 50 salariés, celui des CDD a franchi la barre des 5 % au deuxième trimestre 1996.

Résultat : le nombre de CDD a at-

teint (en stock), selon l'Insee, le chiffre record de 790 000 contrats en cours en mars 1996 - soit 38 000 de plus qu'en mars 1995 -, contre moins de 600 000 en mars 1992. La forme précaire de ces contrats n'est pas à démentir : la grande majorité d'entre eux débouchent sur une entrée directe à l'ANPE. « Parmi les circonstances de recherche d'emploi, le nombre des fins de contrat à durée limitée a encore augmenté », souligne l'Insee (38,2 % en mars 1996 contre 35 % en mars 1995). Tendances confirmées par les derniers chiffres mensuels de la Dares : en juin 1996, 138 200 nouveaux chômeurs (en données corrigées des variations saisonnières) sortaient d'un CDD - soit près d'un tiers des nouveaux inscrits à l'ANPE - contre 125 000 en juin 1995. L'évolution du marché du travail à l'extrême fin de l'année fournit un deuxième indicateur de la recrudescence des formes précaires de travail. Emplois temporaires par excellence, les missions d'intérim n'ont cessé de progresser depuis 1994. Selon les dernières enquêtes de la Dares (janvier et août 1996), les effectifs intérimaires ont connu une croissance particulièrement vive en 1994 (+ 34 %), croissance qui, bien qu'elle soit inférieure, s'est néanmoins poursuivie depuis. Près de 6,3 millions de missions d'intérim ont ainsi été effectuées en 1995, représentant la moyenne de 260 000 intérimaires en fonctions à la fin de chaque mois.

### FRAGMENTATION

Au total, le volume de travail ainsi accompli est cependant resté stable entre 1994 et 1995, correspondant à l'équivalent de 290 000 personnes employées à temps plein pendant un an. Paradoxe ? Non. L'évolution de l'intérim est tout simplement marquée par un deuxième facteur qui accentue la précarité : les missions sont de plus en plus courtes. Alors que leur durée moyenne était de plus de 2,2 semaines au printemps 1994, elle n'était que de 2 semaines au printemps 1995. A cette réduction des durées, il faut ajouter : en 1994, la moitié des missions ne dépassait pas une semaine. C'est le cas des deux tiers d'entre elles aujourd'hui. A l'autre extrême, les missions longues (4 semaines ou plus) sont devenues très peu nombreuses (5,7 % en 1995).

De plus en plus, l'activité réduite se généralise, débouchant sur des situations de sous-emploi « subi ». Les chiffres mensuels du marché du travail fournissent un état des lieux édifiant. Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite de moins de 78 heures dans le mois est passé de 217 000 en juin 1995 à 252 000 en juin 1996, soit une augmentation de 16 % sur un an. En ce qui concerne les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois - la fameuse catégorie qu'on exclut des chiffres du chômage depuis l'arrêt du Conseil d'Etat de mai 1994 - leur nombre est également en constante progression : de 133 900 en juin 1992, il est passé à 333 000 en juin 1996, soit une progression de 11 % sur la dernière année.

Mais ce phénomène d'activité réduite imposée touche également les salariés travaillant à temps partiel dont le nombre est en progression régulière. Depuis, la progression est d'environ un point par an, soit 70 000 salariés à temps partiel supplémentaires qui apparaissent chaque année. Temps choisis ? Les nombreuses mesures d'allègement de charges patronales associées au temps partiel ne sont pas étrangères au regain d'intérêt des employeurs pour cette formule. Mais pour les salariés concernés, ce dispositif de baisse des coûts du travail est souvent « subi ». Deux catégories retiennent par l'Insee l'indiquent clairement : la première concerne les « personnes travaillant à temps partiel recherchant un emploi à temps complet ou à temps partiel supplémentaire » : leur nombre est passé de 351 000 en mars 1992 à 565 000 en mars 1996. Deuxième catégorie, celle des « personnes travaillant à temps partiel ne recherchant pas un autre emploi, mais souhaitant travailler davantage » : ils étaient 794 000 dans cette situation en mars 1996, pour seulement 489 000 en mars 1992. Au total, le « taux de sous-emploi parmi les emplois à temps partiel » a ainsi progressé de 50 % en mars 1992 à 38,2 % en mars 1996.

Francine Atizcovi

Olivier Plot

## Des plans sociaux en forme d'épée de Damoclès

ANNONCÉ le 18 juin, le plan social de Moulins porte en lui tous les ingrédients du débat actuel sur la mondialisation de l'économie et ses effets sur le chômage. Outre qu'il impose la suppression de 2 600 emplois en trois ans, dont 1 800 en Normandie, le plan de restructuration prévoit la fermeture

des deux usines d'Argentan (Orne) et de Mamey (Sarthe), qui comptent respectivement 260 et 400 salariés. Résultat : le groupe de petit électroménager produira davantage à l'étranger, au Mexique notamment où une usine emploie déjà 600 salariés. « Soit on est une entreprise mondiale et on se débrouille pour produire mondialement, afin de faire face par

exemple aux variations de change. Soit on est franco-français, on se replie sur soi-même et on meurt », déclarait à ce propos dans *Le Monde* du 19 juin Pierre Blayau, président du directoire de Moulins, qui emploie actuellement 11 300 salariés.

Le plan social de Moulins s'inscrit dans la droite ligne des restructurations réalisées en France depuis environ quinze ans. Au total, les années 80 auront vu disparaître près d'un million d'emplois industriels dans l'Hexagone... Et l'hémorragie se poursuit, à en juger par l'avalanche de plans sociaux, annoncés ou en préparation, à laquelle on assiste depuis le printemps dernier : 4 000 suppressions de postes à l'Aérospatiale ; 1 900 au Semam ; 1 760 chez PSA-Peugeot-Citroën ; 1 640 chez Renault ; 1 500 à France Télécom ; 900 chez Alcatel ; 400 chez Rhône-Poulenc ; 330 chez Ficht-Bauché, dont le plan social devrait être présenté au cours de la première quinzaine de septembre ; 300 chez Danone ; une centaine chez Bideaux... Rançon de la léthargie de la

consommation, les six premiers mois de 1996 se sont soldés par la disparition de 15 000 emplois dans le secteur du textile. Aucune branche d'activité ne semble devoir être épargnée, et surtout pas le bâtiment et les travaux publics. Victime de la réduction draconienne des commandes publiques, qu'elles proviennent de l'Etat ou des collectivités locales, la Fédération nationale du bâtiment prévoit d'ores et déjà que 1996 verra disparaître 30 000 emplois (sur 870 000 salariés) dans un secteur qui en a déjà perdu 15 000 en 1995. Quant à la Fédération nationale des travaux publics, elle estime que 25 000 postes (sur un total de 250 000) sont condamnés d'ici à la fin de 1996.

Le secteur bancaire est également touché de plein fouet. Ainsi l'Association française des banques (AFB) estime-t-elle que 40 000 emplois vont disparaître d'ici cinq ans. Annonce fin juin, le troisième plan social en trois ans du Crédit lyonnais prévoit la suppression de 5 000 emplois d'ici à la fin de 1998, sur 35 000 salariés actuellement. La Banque de France doit aussi

réduire ses effectifs de 15 % d'ici à 1998, sans parler du Crédit foncier ou de la Banque commerciale italienne, dont le plan social qui démarre à l'automne se traduira par la disparition de 200 postes.

Conséquence de la révision des choix militaires de la France opérée depuis le début de l'année, le mouvement de restructuration gagne désormais le secteur de l'armement, jusque-là relativement épargné. Néanmoins, le plan social de GIAT Industries prévoit la suppression de 2 569 emplois d'ici à 1998, soit près d'un quart des effectifs actuels. De même, la restructuration de la direction des constructions navales (DCN) passe par la disparition de 4 860 postes dans le même délai, soit un cinquième des effectifs. Encore ne s'agit-il là que d'une infime partie des 60 000 emplois qui devraient disparaître dans ce secteur dans les trois ou quatre prochaines années, d'après les estimations avancées au cours des débats parlementaires.

Philippe Baverel

## Les effectifs salariés sont en stagnation

ENCÉPHALOGRAMME désespérément plat sur le front des créations d'emplois. Selon les résultats provisoires de l'Insee et du ministère du travail, aucun emploi n'a en effet été créé (en données CVS) au cours du deuxième trimestre 1996, alors que le niveau des effectifs salariés stagnait déjà depuis deux trimestres. Il s'agit en fait du solde entre les créations et les suppressions d'emplois pour l'ensemble des secteurs, hors agriculture, administration, santé et action sociale.

1995 avait pourtant bien commencé. Mais l'embellie constatée depuis le début de 1994 a subi un renversement de tendance en milieu d'année 1995. Résultat : au 30 juin 1996, l'emploi salarié n'aurait progressé que de 27 000 postes en un an. Une mise en perspective aux 209 000 emplois créés entre juin 1994 et juin 1995. Par secteurs, l'Insee et le ministère observent sans surprise que la croissance de l'emploi salarié concerne presque exclusivement le tertiaire : + 127 400 emplois en un an, soit une hausse de 1,6 %. Mais ce secteur, autrefois en croissance très vive, marque un ralentissement. En juin, l'Insee a d'ailleurs prévu un tassement des créations d'emplois pour 1996 : + 0,8 % contre + 2,2 % en 1994. L'emploi industriel, quant à lui, a continué son érosion, avec - 51 000 postes en un an (- 1,2 %). Les effectifs ont également décliné dans la construction, de - 49 000 en un an (- 4,1 %). Au total, cependant, les effectifs dans

le secteur marchand non agricole devraient rester stables en 1996, estime l'Insee. Enfin, dans le tertiaire non marchand, la croissance des effectifs est depuis plusieurs années très liée au développement des contrats emploi-solidarité (CES), et, depuis 1994, à celui des contrats emploi consolidé (CEC). Or, en mai 1996, on comptait en tout 439 000 contrats de ce type, soit 28 000 de moins qu'en mai 1995. Toutefois, l'Insee estime qu'en 1996 les effectifs du tertiaire non marchand augmenteraient de 0,6 %.

### NOUVEAU INDICATEUR

Tous secteurs confondus cette fois, l'enquête emploi que l'Insee réalise chaque année en mars après 75 000 ménages montre que les effectifs salariés ont progressé de 222 000 entre mars 1995 et mars 1996 (contre + 374 000 entre mars 1994 et mars 1995). Toutefois, pour cette même période, l'Insee, sur un champ légèrement différent, ne recense sur la même période que 63 000 créations nettes d'emplois (données provisoires). Par ailleurs, le régime d'assurance chômage constate que toutes les régions avaient, en mars 1996, affiché une augmentation des emplois en un an, sauf trois : la Haute-Normandie (- 0,9 %), le Limousin (- 0,4 %) et l'Île-de-France (- 0,3 %).

En fait, l'emploi salarié progresse surtout grâce au travail atypique ou précaire. « Une très grande partie des créations nettes sont dues au temps partiel », sou-

ligne Bernard Ernst, responsable de la conjoncture de l'emploi et du chômage à l'Insee. En mars 1996, il y avait ainsi 16,5 % de salariés à temps partiel dans les secteurs marchands non agricoles, contre 16 % un an auparavant. L'enquête emploi indique également une progression de l'apprentissage (+ 25 000 emplois en un an) et des postes en CDD (contrat à durée déterminée) : + 38 000. Cependant, l'intérim a perdu 14 000 emplois sur la même période. Les données de l'Insee et du ministère du travail montrent bien, d'ailleurs, que dans les entreprises de plus de 50 salariés du secteur marchand non agricole le *turn-over* s'accroît en 1995, surtout à cause du recours aux CDD, qui représentent près de trois quarts des embauches.

Aussi, quand le gouvernement évoque une « croissance plus riche en emplois », ce que les chiffres ne démontrent pas d'ailleurs, peut-être serait-il plus juste de préciser la nature de ces emplois. Et peut-être serait-il utile de les convertir en emplois équivalents temps plein. Bref, adopter d'autres systèmes de mesure, à l'instar de l'Insee, qui va mettre en place « un nouvel indicateur de productivité par tête ». « Au lieu de raisonner en termes d'emploi, précise Bernard Ernst, nous allons utiliser le volume d'heures travaillées, car actuellement, avec le développement des CDD et du temps partiel, nous avons du mal à comprendre ce qui se passe. »

Francine Atizcovi

ANCP EUROFORUM

Le Monde INITIATIVES

# Prospective Ressources Humaines

Séminaire 25 et 26 septembre 1996, Paris

Les Ressources Humaines dans les 10 prochaines années

Pour plus de renseignements, merci de contacter Cécilia Favard ou Françoise Calin au (1) 44.88.14.88

Avec, parmi les intervenants :

Guy AZNAR

Jacques BARTHELEMY

Bernard BRUNHES

Gérard DONNADIEU

Hubert LANDIER

Alain LEBEAUBE

Henri VACQUIN...



مركز الامم

Selon l'Insee, la pré-  
gnance du terrain

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / XVII

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / III



Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques

## « La croissance n'est pas seulement une question économique mais philosophique »

En 1996 l'économie française n'a connu qu'un faible taux de croissance de l'ordre de 1,5 % et continue à perdre des emplois. Comment expliquez-vous une telle situation ?

— La France, et d'une manière générale l'Europe, sont entrées dans une « croissance molle » qui résulte d'un changement radical des règles du jeu économique depuis le début des années 80. Par « croissance molle » j'entends un taux de croissance inférieur au taux de croissance normale de l'économie — encore appelé taux de croissance potentiel — qui résulterait du progrès technique et de l'accroissement de la population active. Autrement dit, c'est le taux de croissance qui permet de stabiliser le chômage. Or, ce qui crée de la croissance molle, c'est l'évolution anormale des taux d'intérêt réels (c'est-à-dire le taux d'inflation). Depuis le début des années 80, ces taux se sont trouvés à un niveau historiquement élevé sous l'effet de trois facteurs principaux : les déficits budgétaires américains, la restrictivité des politiques monétaires partout dans le monde et, surtout, la dérégulation et la globalisation des marchés financiers. Ces facteurs ont modifié les rapports de force sur le marché au profit des créanciers, terme générique qui désigne les gestionnaires du patrimoine. Non seulement ces derniers allaient recevoir des intérêts plus élevés mais ils étaient de plus assurés de trouver des opportunités de placements en n'importe quel pays puisque le monde était devenu leur jardin.

Par ailleurs, le « marché » financier est dominé par un groupe d'individus et d'institutions dont les intérêts ne rejoignent généralement pas ceux de la société dans son ensemble. Par exemple, les marchés n'aiment pas beaucoup la croissance car elle comporte des risques d'inflation. Ils peuvent donc s'efforcer si l'augmentation de l'emploi est trop forte.

Quelles sont les conséquences de la « domination des créanciers » sur le marché de l'emploi ?

— Les entreprises ont dû s'adapter au niveau élevé des taux d'intérêt. Or, elles ne peuvent se désendetter et accroître leur marge de profit

qu'en rognant sur leurs dépenses de salaires et d'investissements. Ainsi, la part des salaires dans le revenu national n'a cessé de diminuer en Europe — et singulièrement en France — et son niveau est aujourd'hui bien inférieur à ce qu'il fut dans les années 60. En fait, s'adapter pour une entreprise signifie licencier et, l'aggravation du chômage aidant, exiger des salariés des efforts croissants pour des rémunérations stagnantes, si ce n'est en baisse. La dynamique est implacable : la précarisation du travail conduit naturellement les ménages à accroître leur taux d'épargne pour faire face à un futur incertain. Leur niveau de consommation est donc structurellement faible. L'autre versant de cette évolution est que la part des revenus non salariaux (profits et revenus de la propriété) s'est considérablement accrue. Dès lors, la domination des créanciers sur les marchés financiers a pour contrepartie celle des entreprises sur le marché du travail.

Résumons les taux d'intérêt réels ont diminué et Jacques Chirac lui-même a encouragé les sociétés monétaires à poursuivre le mouvement. Peut-on attendre une amélioration de la conjoncture en 1997 ?

— L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) prévoit un taux de croissance de 2,2 % en 1997, ce qui reste en dessous du niveau de croissance potentiel. C'est un taux assez élevé pour que la France recommence à créer des emplois, mais insuffisant pour interrompre l'aggravation du chômage. Toutefois, la baisse des taux d'intérêt réels laisse entrevoir des marges de manœuvre. Le taux d'intérêt réel à court terme est relativement bas et la diminution du taux d'intérêt réel à long terme devrait s'accroître en raison de l'effort de rigueur budgétaire. On peut dès lors imaginer un retour à une croissance normale après l'année 1997, à condition que la diminution des taux d'intérêt réels soit durable, ce qui suppose une politique monétaire durablement expansionniste. Alors on peut parler du retour d'une croissance normale à partir de 1998. D'autant plus qu'à cette date les politiques budgétaires auront réalisé l'essentiel de l'assainissement nécessaire et n'au-

ront plus besoin d'être restrictives.

— Beaucoup d'économistes se disent politiques mais aujourd'hui sur la réduction du temps de travail pour réduire le chômage. Dans votre ouvrage *Le débat interdit*, vous émettez beaucoup de réserves sur cette piste.

— La réduction du temps de travail est une idée généreuse que l'on ne peut bien évidemment pas écarter du revers de la main. Mais elle me semble reposer sur des postulats illogiques. Le premier est que les hommes sont interchangeables, c'est-à-dire que huit hommes travaillant six heures par jour pourraient apporter la même contribution que six travaillant huit heures. Cela reste à démontrer.

Surtout, il n'est pas sûr que la réduction du temps de travail constitue un remède à la pénurie d'emploi en période de crise. Pour les économistes, le travail est une « désutilité ». L'objectif de l'activité économique est un combat contre la rareté, sa finalité étant la société d'abondance dans laquelle il n'est plus besoin de travailler. La réduction du temps de travail est donc

bonne en soi quand elle est portée par le progrès. D'ailleurs, dans le passé, c'est la croissance économique qui a permis de réduire la durée du travail. Or, aujourd'hui, nous sommes en train de concevoir cette solution comme une conséquence de l'absence de progrès. C'est prendre le problème à l'envers ! Dès lors la réduction du temps de travail apparaît comme un partage du chômage. C'est pourquoi je la considère comme une solution de dernier recours, à ne mettre en œuvre que lorsque toutes les autres auront échoué. Pour l'instant, ne soyons pas contradictoires par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés : la société — l'ensemble des individus — et n'essayons pas d'ancrer dans son esprit que la génération de demain aura un sort moins enviable que celle d'aujourd'hui. La croissance n'est pas seulement une question économique mais philosophique car aucune société ne peut se concevoir comme ne progressant plus.

— Quelle serait donc, selon vous, une politique de l'emploi crédible ?

— J'aurais volontiers l'image

de la « Ligne Maginot ». Une politique de l'emploi est crédible lorsqu'elle se bat sur le front de l'emploi. A l'inverse, si le combat se limite à un « activisme homéopathe » alors la politique n'est pas à la hauteur du problème du chômage de masse. Jusqu'à présent, on s'est contenté de penser très partiellement la blessure au lieu d'éviter qu'elle se produise. Une véritable stratégie pour l'emploi doit donc se développer. Il ne faut pas séparer la politique économique d'un côté et le traitement social du chômage de l'autre, mais il faut mettre la politique économique au service de l'emploi. Or, depuis le début des années 90, la politique économique continue de se battre contre un ennemi fictif, l'inflation, au plus grand profit des créanciers. Il n'est pas difficile de comprendre que lorsqu'une société mobilise toute son énergie contre un ennemi imaginaire, il ne lui en reste plus pour régler les vrais problèmes ».

Propos recueillis par  
Clarisse Fabre

**PROGRAMME EN TEMPS PARTIEL**

**MBA ESC**

Compatible avec une activité professionnelle à temps plein, ce diplôme de standard international s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Il comprend 550 heures d'enseignement réparties sur 18 mois : 1 cours par semaine, 1 atelier par mois et 5 séminaires d'une semaine en France et à l'étranger.

Sélection en cours

Hélène Penain - Tél. : 49 23 22 70  
E-mail : gougou@escp.fr

Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris  
MBA - 79 avenue de la République 75011 Paris  
Site Web : <http://www.escp.fr>

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**L'Entreprise  
mode d'emplois.**

Calendriers initiatifs  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

**DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**

3EME CYCLE MASTER - 7EME PROMOTION

- Un an pour devenir un développeur économique des villes et des régions
- Plus de 40 intervenants professionnels, des missions d'étude et un stage long avec des partenaires de premier plan.
- Recrutement : Bac + 4 ou 5
- Admission : sur dossier et entretien

Clôture des inscriptions : 11 septembre 1996

Groupe ESC Normandie  
Rue Claude Bloch - 14000 CAEN - Tél. 31.46.78.87

**LÉONARD DE VINCI**

Formation de Post-Gradués  
Une équipe de renommée internationale en

**CALCUL SCIENTIFIQUE**

Simulations sur ordinateur de problèmes d'ingénierie mécanique, physique,...

Déboucher sur un emploi par une formation innovante :

- Ses enseignements : équilibre entre mathématiques appliquées, disciplines d'application, informatique scientifique.
- Ses enseignants : professeurs, chercheurs et professionnels.
- Ses partenaires : grandes entreprises, laboratoires universitaires, français et étrangers.
- Admission : ingénieurs, DEA, DES, maîtrises (exceptionnellement), professionnels ou niveau reconnu équivalent.
- Cycle : du 14 octobre 1996 au 29 août 1997, avec mission en entreprise de 5 mois.

Bon à retourner au Pr. M. Bernadou ou à P. Nicolas

Pôle Universitaire Léonard de Vinci  
60816 Paris La Défense Cedex - Tél. : 41 18 71 72 - Fax : 41 18 71 71  
<http://www.lvinci.fr/web02/pecc/>

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Tel : \_\_\_\_\_

Niveau d'études ou expérience professionnelle : \_\_\_\_\_

**Fondation Nationale des Sciences Politiques  
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS**

- Cadres d'entreprise
- Responsables d'association
- Étudiants en fin d'études supérieures

**SCIENCES PO a créé pour vous en 1994  
un Programme d'Études Avancées en 18 mois (\*)**

**MÉTIER DE LA VILLE  
"Formation au management urbain"**

Formation pluridisciplinaire assurée par des professionnels de la ville et par des chercheurs.

(\*) cycle court de 10 mois (sans stage) pour les professionnels

Renseignements et inscriptions (avant le 16 septembre 1996) :  
Institut d'Études Politiques de Paris - Danièle Sonnet  
Tél. 45 55 28 20 - Fax 45 55 29 48



## L'ancienneté moyenne dans le chômage augmente

Malgré un ralentissement ponctuel dû au CIE, être demandeur d'emploi depuis plus de trois ans devient fréquent

**L**E contrat initiative-emploi (CIE), qui devait constituer un instrument important de lutte contre le chômage, a montré ses limites. Le gouvernement a décidé de réformer cette mesure à partir du 1<sup>er</sup> septembre en relevant le seuil d'éligibilité et en modulant le niveau de l'aide, comme le prévoyait le contrat de retour à l'emploi (CRE), au regard de l'ancienneté dans le chômage de la personne embauchée et de certaines difficultés (Le Monde du 12 août).

Depuis le début de 1995, le chômage de longue durée connaît une évolution favorable. En juin dernier, selon la Dares, les personnes cherchant un emploi depuis plus d'un an (catégorie 1) représentaient 34,7 % des inscrits à l'ANPE contre 38,3 % un an plus tôt. En un an, leur nombre est passé, en données corrigées des variations saisonnières, de 1 078 800 à 1 021 300, soit une baisse de 5,3 %. Alors que le chômage de longue durée s'est poursuivi, s'accroissant même à partir de juillet 1995, mois de lancement du CIE, « l'impact de la conjoncture se traduit toujours avec un temps de décalage sur le chômage de longue durée : l'amélioration de la conjoncture au cours du second semestre 1994 et des six premiers mois de 1995 explique ce recul. Puis s'est ajoutée l'effet CIE », explique Nathalie Siprés, du département des études et statistiques de l'ANPE.

Toutefois, cette amélioration d'ensemble masque une aggravation du chômage pour les demandeurs d'emploi depuis plus de trois ans. Selon la dernière enquête emploi de l'Insee, leur proportion est passée, entre mars 1995 et mars 1996, de 10,6 % à 12,2 % de l'ensemble des chômeurs. L'embellie de la conjoncture puis le CIE ont avant tout profité à ceux ayant entre un et deux ans de chômage. Entre juin 1995 et juin 1996, selon la Dares, ces demandeurs d'emploi connaissent une diminution de 10 %. Le nombre des chômeurs de deux à trois ans d'ancienneté affiche également une baisse, (-10,1 %), tandis que celui de ceux ayant plus de trois ans de chômage progresse de 13,3 %, passant de 217 300 à 246 100.

### NOUVEL AFFLUX

« Les embauches lors de la reprise n'ont pas été suffisantes pour endiguer le flux des chômeurs les plus anciens. Ceux qui n'ont pas eu la chance de sortir à temps du chômage se retrouvent aujourd'hui dans une situation plus critique. D'autant que le marché du travail devenant de plus en plus sélectif la durée moyenne pour retrouver un emploi s'est allongée », souligne Olivier Marchand, de la Dares.

Pour les trois dernières années, l'ancienneté moyenne dans le chômage s'est en effet nettement aggravée : de 333 jours au début de 1993 elle est restée relativement stable au cours de la dernière

année. Cette stabilisation s'explique toutefois par la reprise du chômage : l'afflux de nouveaux chômeurs fait en effet baisser l'ancienneté moyenne.

Cette donnée n'apparaît plus depuis un an dans les chiffres diffusés par le ministère du travail. Elle est pourtant révélatrice d'une évolution structurelle du chômage. Mettre au moins un an pour retrouver un emploi devient de plus en plus fréquent. « Aujourd'hui, avoir 12 ou 13 mois de chômage derrière soi ne signifie pas que l'on soit inemployable. La population des demandeurs d'emploi ayant un à deux ans d'ancienneté dans le chômage est moins stigmatisée qu'elle ne l'était hier », souligne Olivier Marchand. Les différences en termes de caractéristiques individuelles et de qualification entre les chômeurs ayant entre un et deux ans d'ancienneté et ceux ayant moins d'un an tendent en effet de plus en plus à s'estomper. « Un cadre ayant 12 mois de chômage peut retrouver un emploi tout à fait normalement », confirme Hélène Peureux, de l'Observatoire de l'emploi de l'IAPEC (Association pour l'emploi des cadres). Comme le souligne Nathalie Siprés, « le seuil des 12 mois est de moins en moins pertinent pour déterminer le degré de difficulté d'insertion, d'autant qu'un nombre non négligeable de personnes sont en activité réduite et maintiennent ainsi leur employabilité ».

Laetitia Van Eckhout

### Les chiffres

● Depuis juillet 1995, les statistiques du ministère du travail comportent une nouvelle « race » de demandeurs d'emploi : les « non immédiatement disponibles ». Une décision du Conseil d'État du 13 mai 1994 y classe en effet les demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de soixante-dix-huit heures dans le mois, qui jusqu'à présent étaient inclus dans le baromètre officiel du chômage. Fin juin 1996, 329 500 personnes – en données brutes – figuraient ainsi dans la catégorie 6 (chômeurs ayant travaillé plus de soixante-dix-huit heures dans le mois et à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée), soit une hausse de 4,6 % en un an. ● Le Bureau international du travail (BIT), quant à lui, retient une définition très restrictive des demandeurs d'emploi, utilisée pour calculer le taux de chômage. Ils ne doivent en effet pas avoir travaillé plus d'une heure dans le mois. En juin, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élevait à 5 188 000 (données CVS), en hausse de 8 % en un an. Le taux de chômage s'élevait à 12,5 %.

## Les coulisses de l'excellence

AU-DELÀ DE LA QUALITÉ de Frederik Mispelblom Ed. Syros, 264 p., 140 F.

**O**N croyait naïvement qu'il s'agissait seulement de bien faire, de fournir des produits et des services quasiment irréprochables... Eh bien, ce n'est pas si simple. Selon le sociologue Frederik Mispelblom, la notion de qualité n'est pas aussi limpide qu'il y paraît. Au fond, ne contribuerait-elle pas à « euphémiser les enjeux sociaux, à révoquer du vocabulaire les mots trop durs comme pouvoir, argent ou profit, en prétendant que désormais les entreprises travaillent pour le bien des consommateurs » ? De page en page, on se persuade que la qualité n'est pas « la » vérité, mais résulte de compromis internes et externes à l'entreprise. On doit laisser tomber le « fantasme de l'entreprise programmable » à coups de normes ISO (car celles-ci constituent souvent « la pointe d'un iceberg : le plus important n'y est pas »)... c'est-à-dire les rémunérations, les cadences, les orientations du management, les directives de l'encadrement.

Cette balade, impertinente mais bien balisée, à travers les différentes facettes d'un concept sacralisé (un « idéal religieux » n'est-il pas sous-jacent au culte de la perfection et de l'excellence ?) ne manque pas de piquant. Elle montre toute la complexité de la relation qui lie un fournisseur à ses clients : affirmer qu'on veut satisfaire leurs besoins est en l'occurrence bien insuffisant. Face à une démarche qualité encadrante, les syndicats se tiennent : considèrent-ils qu'elle ne les concerne pas ou prennent-ils en compte « les transformations qu'elle apporte dans le contenu et le sens du travail » ? C'est une des nombreuses interrogations soulevées par l'auteur, qui se demande ainsi « si le thème de la qualité a encore en tant que telle un avenir à part, dissocié des autres dimensions de la réorganisation et de la modernisation des entreprises », ou s'il ne va pas s'y résorber. Le livre débusque les évidences et les fait passer au scanner d'une analyse qui évite le jargon. De quoi mettre en perspective le flot d'ouvrages pratiques consacrés au sujet.

Daniel Urban

## Rapports sociaux : le point

SOCIOLOGIE DES RELATIONS PROFESSIONNELLES de Michel Lallement Coll. « Repères », Ed. La Découverte 124 p., 49 F.

**L'**ENSEMBLE des pratiques et des règles qui structurent les rapports entre les salariés, les employeurs et l'État : le champ est bien vaste. Le sociologue Michel Lallement le traite avec méthode en l'éclairant d'une perspective historique. Un travail solide qui situe bien le cadre théorique, l'intervention des acteurs, les modes de conflit et de négociation, les formes de régulation des marchés du travail et leur évolution.

Ce livre s'appuie sur de nombreux travaux de spécialistes pour faire apparaître des tendances lourdes. Par exemple le développement des « narcissiques » visant à défendre un groupe professionnel plutôt qu'une classe sociale. Ou encore, à partir du modèle des pays sociaux-démocrates, l'émergence d'une nouvelle identité des syndicats : « celle des représentants d'une activité économique ou d'une catégorie sociale auprès de l'État ». Ce qui les éloigne de « toute lutte de classe ».

Quant à « la construction d'un véritable système européen de relations professionnelles », elle est toujours à venir et l'auteur cerne avec précision les difficultés auxquelles elle est confrontée.

D. U.

## Au-delà des stages

LA FORMATION AU COEUR DE L'ENTREPRISE de Jean-François Guillot et Gérard Rouquid Ed. Retz, 216 p., 129 F.

**C**E livre contient les outils permettant d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer son plan de formation. Il montre comment bâtir une démarche méthodique liée à la stratégie de l'entreprise. De nombreuses indications pratiques portent sur le processus interne comme sur la manière de gérer l'offre extérieure. Avec beaucoup de conseils judicieux et une approche de l'évolution des services formation qui sont de plus en plus associés à la réalisation de projets, en y intégrant la gestion des compétences. Le temps des « pourvoyeurs de stages » est révolu.

D. U.

## Du col blanc à l'employé

En raison de la montée du secteur tertiaire et de la féminisation des emplois, la part des employés dans la population active a doublé en cinquante ans

**L**A notion de privilège associée à l'image classique du « col blanc » s'applique-t-elle toujours aux employés d'aujourd'hui ? Constitués de salariés occupant « les emplois d'exécution du travail administratif, du commerce et des services », durablement touchés par le chômage et la précarité en dépit de sa forte augmentation numérique, la catégorie des employés est sans aucun doute le groupe socio-professionnel qui a connu la plus forte évolution au cours des cinquante dernières années. C'est, en tout cas, ce qui ressort de l'étude d'Alain Chenu, récemment publiée par l'INSEE (août 1996).

En mars 1996, les employés étaient au nombre de 7,5 millions – environ trois fois plus qu'en 1946 – dont 2 millions d'agents des services publics, soit une proportion qui a doublé en cinquante ans. Les raisons de cette forte progression ? « Dans la France du dix-neuvième siècle, le terme d'employé désignait l'ensemble des salariés des bureaux et des magasins, quel que soit leur niveau hiérarchique, précise Alain Chenu. Dans les années 30, le groupe des « cadres » a affirmé sa différence par rapport aux cols blancs

« subalternes » : par contrepoint, le champ des « employés » s'est restreint.

Mais à partir des années 50 la progression massive du nombre des employés « a été rendue possible par la conjonction d'une offre d'emplois dans le secteur tertiaire en pleine expansion et d'une demande émanant des femmes désireuses d'exercer une activité professionnelle salariée ». C'est ainsi qu'alors que la grande masse des « salariés subalternes » était constituée, vers 1950, d'ouvriers de sexe masculin, avec une forte prépondérance du secteur industriel, les 1,5 millions d'actifs qu'elle représente aujourd'hui – nettement plus tertiaires qu'industriels – comprennent, à parts à peu près égales, des ouvriers et des employés parmi lesquels les femmes sont devenues majoritaires.

A cette évolution est venu s'ajouter un second facteur, d'ordre statistique celui-là, la réforme en 1982 de la nomenclature socio-professionnelle. Alors que le groupe « employés » rassemblait, depuis le recensement de 1954, « les salariés d'exécution travaillant dans les bureaux et les commerces », la réforme de 1982 y a ajouté les « personnels

des services rendus à des particuliers », ainsi que les « policiers et militaires subalternes ». Résultat : de 1954 à 1982, la part des employés dans la population active est passée – au sens du code de 1954 – de 11 à 20 %, alors que de 1982 à 1996 – au sens, cette fois, de la nouvelle nomenclature – elle a progressé de 26 à 29,5 %.

### LES O.S. DU TERTIAIRE

A la vague, dans les années 60 et 70, des emplois administratifs peu qualifiés parmi ceux qui deviendront les « OS du tertiaire », a succédé celle, plus récente, des « services aux personnes ». Au total, sont à présent considérés comme employés « tous les salariés qui ne sont ni ouvriers, ni cadres, ni membres des professions intermédiaires (techniciens, agents de maîtrise, infirmiers, instituteurs...) ». Autant dire que cette catégorie a gagné, au fil des années, en hétérogénéité. Et si elle est aujourd'hui segmentée en familles sociales et professionnelles diverses – administration, commerce, artisanat, services aux personnes, industrie, – « ces salariés ont tous en commun d'être très fortement exposés au chômage », souligne Alain Chenu.

**FORMATION PROFESSIONNELLE**

**IICP FORMATIONS**  
du Bac au 3<sup>e</sup> Cycle

- Communication
- Journalisme
- Relations Publiques/Presses
- Ressources Humaines

Mémoire / Méthodes  
livrées par l'école.

Tél : 42.40.47.47

**INCE**  
Institut pour le développement du conseil d'entreprise

**3<sup>e</sup> CYCLE INCE**  
INGENIERIE & CONSEIL

Cette formation s'adresse à vous :  
• Senior, confirmé par une compétence reconnue.  
• Junior, formé à un métier de l'entreprise.

Rêve un Professionnel du Conseil, cela s'apprend...

Depuis 1987, l'INCE est le seul institut qui prépare aux métiers du Conseil, des experts dans toutes les spécialités, grâce à une formation, en prise directe avec les professionnels et l'entreprise.

Formez-vous !

Informations et inscriptions  
INCE, BP 624,  
49006 ANGERS cedex 01  
sous Vél. LM

Durée : 10-12 mois  
coût : 45 000 F

Recherche : Janvier et Octobre

**La formation aux métiers du conseil**

Tél. 05-41 66 13 36  
Fax 05-41 66 13 46

**SEMINAIRE DE FORMATION**  
**COMMENT CREEZ VOTRE GUIDE DU PERSONNEL**  
OUTIL STRATEGIQUE DE LA COMMUNICATION INTERNE

Destinataires : TECHNICIENS ET CADRES DES FONCTIONS PERSONNEL ET COMMUNICATION INTERNE

Durée : 1 journée, 61, rue de Turcotte, 75003 PARIS  
limité à 10 personnes

**MATIN :**  
LA PHASE PREPARATOIRE  
• Raisons et circonstances de sa création  
• Destinataires et besoins des salariés  
• Typologies existantes  
• Règles à observer et pièges à éviter  
• Maîtrise d'œuvre et équipe ad hoc

**APRES-MIDI :**  
LA REALISATION  
• Durée de vie et forme technique  
• Quel ton ? Quel style ?  
• Adaptation aux filiales et établissements  
• Le sommaire type  
• Les 3 phases de sa rédaction  
• Le pré-test du projet finalisé  
• La réalisation technique  
• Fourchettes budgétaires

Sessions : 11/09/96 - 18/09/96 - 25/09/96 - 02/10/96

Programme détaillé, renseignements et inscriptions :  
CONSSENSUS Christine LEROUX - 61, rue de Turcotte - 75003 PARIS  
Tél. (1) 44.78.38.00 - Fax (1) 42.77.46.81

Chaque semaine, retrouvez la rubrique **"FORMATION PROFESSIONNELLE"** pour vos annonces publicitaires, contactez **Michèle FERNANDEZ**

44.43.76.17  
(Fax : 44.43.77.32)

**Orga**

**M**

**Merchandise**

**Communication**

**Presse d'entreprise**

**Edition**

**Respons**

**CONSULTANT JUNIOR**



مركز الامم

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / XVII

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / V

REPRODUCTION INTERDITE

# Organisation et gestion des entreprises

## Marketing - Communication

### COMITE INTERPROFESSIONNEL SECTEUR VINS ET SPIRITUEUX

recherche pour mise en place progressive et animation rayon famille de produits dans GD

#### MERCHANDISER / H-F

Rattaché au service marketing et communication du Comité et en relation étroite avec les entreprises de production et de distribution concernées :

- vous participerez à la conception de l'organisation du rayon,
- vous préconiserez son implantation et en assurerez l'application dans les points de vente (typers et supers),
- vous participerez à la conception, à l'organisation et au contrôle des actions de balisage, de PLV, de promotion et d'animation,
- vous observerez en permanence l'évolution du rayon et de ses concurrents,
- vous devrez entretenir des contacts réguliers avec l'ensemble des intervenants à tous les niveaux,
- la mission comportera la réalisation et le suivi d'études.

A 25/35 ans, autonome, rigoureux et persévérant, vous avez une formation commerciale bac + 2/3 et une expérience d'au moins 2 ans avec ou dans la Grande Distribution.

Expérience marché vins et/ou spiritueux appréciée.

Amené à vous déplacer fréquemment dans toute la France, vous résidez à Paris ou en région parisienne.

Engagement prévu début septembre 96 dans le cadre d'un CDD d'un an renouvelable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation manuscrite et prétentions) sous réf. : 9029 à :

LE MONDE PUBLICITE

133, avenue des Champs-Élysées - 75409 Paris Cedex 08

LYON

Grande entreprise nationale intervenant dans le domaine de l'aménagement du territoire, nous recherchons notre

### Responsable de la communication

Collaborateur direct de notre Direction Générale, responsable de votre équipe, vous élaborerez et mettez en oeuvre la politique de communication de la Société, vous êtes le garant de la cohérence de l'image au plan institutionnel et assurez la promotion de ses différentes activités auprès du monde politique, économique, des médias et du grand public.

A 35 ans environ, titulaire d'une formation supérieure, vous êtes un professionnel reconnu de la communication. Votre vision stratégique, votre force de proposition et vos qualités relationnelles sont vos atouts majeurs pour réussir dans cette fonction. La connaissance du secteur public ou parapublic est un plus. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae) sous réf. 12-70040 à notre conseil ONOMA, Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.

Onoma

GROUPE COURTAUD

Le Groupe Gemplus, numéro 1 mondial de la carte à puce, 2600 personnes, 2 milliards de francs de CA dont 80 % à l'export, recherche :

### Responsable marketing fidélité

Rattaché à la Direction Marketing, vous avez pour mission de mettre en place une nouvelle offre Marketing basée sur la carte, destinée à fidéliser la clientèle de sociétés telles que : compagnies aériennes, VPC, grande distribution... et d'opérateurs de cartes privées.

A ce titre, vous analyserez les besoins spécifiques des clients, concevrez une stratégie Marketing/Produits adaptée et serez en charge l'animation d'un réseau de VAR.

Agé d'environ 35 ans, vous avez une formation Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce complétée par une spécialisation Marketing. Vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 7 ans en Marketing/Produits et avez idéalement acquis une expertise des outils marketing de fidélisation de clientèle.

Motivé, vous êtes prêt à vous investir dans une mission à caractère international. La maîtrise courante de l'anglais est IMPERATIVE.

Poste basé à proximité d'Avignon-Provence.

Merci d'adresser directement votre dossier de candidature (CV, photo, rémunération sous référence 12/94189, à notre Conseil, Onoma, Parc Club du Golf, 13856 Avignon-Provence, Cedex 3.

### Agence de Communication et Editeur en Vincennes

recherche un(e) Responsable de Projet en

## Communication & Presse d'entreprise Edition

Vous êtes rompu(e) aux techniques rédactionnelles : sous-éditeurs et rédacteurs : lettres, articles, rapports... L'autonomie et un solide sens relationnel vous caractérisent, vous avez le sens des responsabilités, vous prenez en charge vos supports de presse interne et rapidement d'autres projets et certains de nos livres. De formation supérieure (Ecole de Commerce, Journalisme, Lettres...), vous avez une première expérience en agence ou en entreprise. Venez nous rejoindre : adressez lettre + CV + rémunération sous réf. 95/68 à FRAC - 13 Louis Pasteur - 92513 Boulogne Billancourt, qui transmettra.

Rendez-vous

en rubrique

FONCTIONS

COMMERCIALES

### Responsable Export

saisissez une opportunité de carrière chez un grand constructeur européen de télécommunication



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

### GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL, LEADER DANS SON DOMAINE :

TGV, EUROSTAR, LOCOMOTIVE, METRO, TRAMWAY, SIGNALISATION

CA de 2 milliards d'ECU - 22 000 personnes - 26 établissements dans le monde dont 9 en France CREE au Siège à Paris M° Esplanade de la Défense (transféré début 97 à St-Ouen M° Mairie de St-Ouen) le POSTE-TREMPIN :

### Responsable du projet système d'informations Marketing stratégique

Relevant du Directeur de la Stratégie, vous bénéficierez d'une large autonomie d'action dans le cadre de cette mission ESSENTIELLE POUR LA DIRECTION GENERALE AU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DU GROUPE.

Vous aurez pour première mission de concevoir et lancer le système d'informations marketing stratégique pour le GROUPE en animant une équipe projet d'experts internes et externes. Vous aurez la responsabilité notamment de : • assurer la prise en compte, le recueil et la hiérarchisation des besoins des directions utilisatrices ; analyser les pratiques marketing et commerciales actuelles, les opportunités d'évolution et les contributions attendues du système informatique à ces pratiques ; établir un diagnostic de l'existant • en s'appuyant sur des expériences externes, identifier priorités et difficultés ; définir la structure de la base de données du système, son contenu, ses modes d'accès et son administration • proposer un plan d'action détaillé et en piloter la mise en oeuvre : organisation, alimentation, exploitation, formation.

#### PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION A MOYEN TERME

30 ans minimum, de formation supérieure (école de gestion ou d'ingénieur avec dominante marketing/vente), vous avez une expérience analogue ou de prospection/vente ou de marketing dans un groupe industriel ou en cabinet conseil. Vous avez une excellente connaissance de l'anglais et une pratique des systèmes d'informations.

Vos capacités d'animation et de pédagogie alliées à vos compétences généralistes d'analyse et d'organisation sont déterminantes pour mener à bien cette mission.

GEC ALSTHOM  
TRANSPORT

Merci d'écrire sous réf. GEC/MKT.STR/261M en indiquant votre salaire actuel à notre CONSEIL : Richard Bénétoit - GROUPE BBC - 1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurées.

### CONSULTANT JUNIOR

Notre cabinet de conseil de direction implanté à Neuilly (92) est spécialisé en Marketing des services.

Nos clients sont des entreprises publiques et des sociétés de services de tailles et secteurs variés. Nous réalisons essentiellement des missions d'accompagnement de leur prise de décision et de conseil en management.

Pour contribuer à notre développement, nous souhaitons intégrer à notre équipe un consultant junior.

De formation supérieure : ESC, DESS Marketing..., vous avez impérativement acquis une solide première expérience de 2 à 3 ans en marketing au sein d'une entreprise de services et souhaitez vous investir dans une structure qui soit encourageur la réussite de ses collaborateurs.

Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. 14034 J à notre conseil TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

### CONSULTANT SENIOR

Notre Cabinet de Conseil de Direction implanté à Neuilly (92) est spécialisé en Marketing des Services.

Nos clients sont des entreprises publiques et des sociétés de services de tailles et secteurs variés. Nous réalisons essentiellement des missions d'accompagnement de leur prise de décision et de conseil en management.

Pour contribuer à notre développement, nous souhaitons intégrer à notre équipe un consultant confirmé.

A 35 ans, de formation Bac + 5 (ESC, Mastère, ...), vous avez nécessairement acquis une solide expérience du conseil, vous avez démontré des qualités de "vendeur" avec dans l'idéal un rôle de management dans une entreprise de services ; vous souhaitez valoriser davantage vos talents de développeur.

Nous vous offrons l'appui logistique et des techniques qui vous permettront d'accéder rapidement à une grande autonomie d'action et à des responsabilités d'encadrement au sein du Cabinet.

Merci d'écrire avec CV et prétentions, en précisant la référence 13948S sur lettre et enveloppe, à notre conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris.



## Dirigeants

Directeur Général  
du groupe

Groupe spécialisé dans la maîtrise d'œuvre haute technologie de services informatiques intégrant tous les métiers : Ingénierie, Gestion de parc, Production, Intégration, Vente de Produits et Développement applicatif. Reconnu auprès d'entreprises nationales pour ses compétences, la qualité de ses services et sa stratégie de veille technologique.

160 millions de CA, 200 personnes, une implantation nationale.

Pour confirmer notre croissance, nous recherchons le Directeur Général du groupe.

RANLIEUE  
NORD-OUEST  
PARIS

## Votre mission

- superviser l'ensemble des directions opérationnelles et fonctionnelles des sociétés du groupe,
- veiller à la croissance et à la bonne marche du groupe dans le respect d'une gestion stricte et rigoureuse,
- développer une identité forte pour le groupe,
- assurer la présidence des sociétés du groupe.

## Votre profil

- vous avez déjà exercé avec succès les responsabilités de Directeur Général, de préférence chez des prestataires de services informatiques,
- vos compétences de gestionnaire et de manager sont reconnues,
- fort potentiel et réelles qualités de leader,
- bonne culture informatique.

En vous assurant de la plus complète confidentialité, nous vous remercions de bien vouloir nous adresser votre dossier, en précisant sur l'enveloppe la référence 508, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92518 Boulogne-Billancourt Cedex.

DIRECTEUR  
DU MARCHÉ  
GÉNIE CIVIL

MINES, PONTS ET CHAUSSEES,  
CENTRALE, ESTP...

A 30/35 ans, de formation Ingénieur Grande Ecole (classe 1), vous êtes actuellement Responsable d'un grand projet, Ingénieur d'affaires ou Responsable d'un centre de profit chez un des majors du BTP ou évoluez dans un poste à responsabilité dans le secteur public ou parapublic sur une activité Bâtiment Travaux Neufs (Direction de l'Équipement, Ministère de l'Industrie, SNCF...).

Nous vous proposons la mission suivante : en relation directe avec la Direction du groupe, vous prenez la responsabilité du développement de notre activité Génie Civil, avec les objectifs chronologiques suivants : • préalablement, vous analysez le marché en proposant une offre produits/services dans l'optique de conquérir et fidéliser des clients cibles • dans une deuxième phase plus opérationnelle, vous élaborez, proposez un plan d'action que vous mettez en œuvre en animant et orientant l'équipe technico-commerciale en place dans le souci permanent de l'atteinte des objectifs fixés • à moyen terme, vous assurez une veille technologique sur ce marché sur le plan national et international afin de consolider nos nouvelles positions.

Pour ce poste de haut niveau, nous recherchons un profil de "tutor Dirigeant" ayant le goût et la capacité d'être performant sur les volets technique, marketing et développement commercial opérationnel. Confidentialité assurée.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 663968/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

IMPORTANT ORGANISME DE SERVICES  
AUX ENTREPRISES

recherche un

## DIRECTEUR DE L'INDUSTRIE

Poste basé à Lyon

Sous l'autorité du Directeur Général, vous participerez à la définition de la politique de notre organisme en matière d'activité industrielle et de restructuration du tissu économique local.

Vous veillerez à la mise en œuvre de services adaptés aux attentes des entreprises de la circonscription notamment en facilitant l'accès des PMI à l'information stratégique, aux capitaux, aux moyens de recherche et développement et au recours à des experts technologiques.

En développant des actions d'alliances et de partenariat, vous jouerez un rôle actif dans le renforcement et la promotion du tissu industriel local tant sur le plan national qu'international.

Vous possédez une double formation Ingénieur/Ecole de Commerce ou de Gestion ainsi qu'une expérience d'au moins 10 ans dans la direction d'une entreprise industrielle.

Des qualités de manager sont indispensables pour animer une équipe d'une quarantaine de personnes dont 25 ingénieurs et cadres.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire à ce poste.

Merci d'adresser vos lettres, CV, photo et prétentions sous réf. 221 (sur l'enveloppe) à COMMUNIQUE - 51 avenue Jean Jaurès 69361 Lyon cedex 07 - qui transmettra.

## Votre challenge : la recherche de profit

Notre groupe agro-alimentaire est présent dans la production et la distribution en GMS et dans le réseau spécialisé (CA 350 MF). Nous avons racheté récemment une PME spécialisée dans la conserve (effectif 80 personnes, CA 95 MF) et nous recherchons notre

Directeur  
d'établissement

(basé en Midi-Pyrénées)

Vous aurez à diriger vos équipes (gestion, production, R&D) en leur apportant les méthodes et les outils sur le plan de la gestion pour rechercher les opportunités de profit. Vous pourrez vous appuyer sur des collaborateurs compétents et motivés, ainsi que sur le support du Groupe, dans les domaines industriel et qualité. Vous serez en relation étroite avec le Directeur Commercial.

A 35/45 ans, de formation supérieure, vous avez la double compétence de contrôle de gestion et de management en milieu industriel, et vous avez une expérience réussie de direction de centre de profit dans le secteur agro-alimentaire.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) sous la réf. MP1/M à notre Conseil : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Notre école d'ingénieurs, fondée il y a plus de 10 années, appartient à un groupe solide et a acquis une réputation forte dans le domaine des technologies informatiques de pointe.

Nous cherchons notre

## Directeur

Vous prenez en main la direction et la gestion de l'école : évolution de notre organisation, gestion de l'équipe pédagogique, suivi de l'activité, développement de notre image...

Ingénieur de formation, vous avez acquis, à 30/35 ans, une expérience du management de centre de formation ou d'animation d'équipes pédagogiques dans le domaine de l'informatique high-tech.

Vous êtes un homme d'organisation, de communication et d'efficacité.

Ecrivez à notre Conseil, Sylvie BLAIN, sous référence 6220



ALEXANDRE TIC SA

## DIRECTION

## REGION

Sous la responsabilité du Directeur Général, il prend en charge de manière autonome l'activité de l'entreprise sur la région Rhône-Alpes.

Il met en place la politique générale de l'entreprise, gère l'ensemble de sa région en centre de profit, organise, recrute, forme et anime l'ensemble de ses collaborateurs.

Il assure enfin l'animation et le développement commercial de sa région. L'aptitude à comprendre et promouvoir des solutions techniques innovantes est indispensable.

A 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, il possède nécessairement une expérience de management d'équipe et justifie de bons résultats.

De l'énergie, le sens du service et le respect des engagements pris sont nécessaires pour réussir à ce poste. Rémunération motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 218 (sur l'enveloppe) à COMMUNIQUE - 51, avenue Jean Jaurès - 69361 LYON cedex 07 - qui transmettra.

Directeur du Centre  
International des Médias

Coordinateur de toutes les activités qui se déroulent sur le site avant et pendant l'événement, il a pour mission de définir la configuration optimale des aménagements et de diriger leur réalisation. Interlocuteur permanent de nos partenaires externes et de nos Directeurs fonctionnelles, il négocie et gère l'installation du Centre dans le cadre des délais et du budget impartis.

En phase opérationnelle, il anime l'équipe chargée du fonctionnement du Centre, dans un esprit

permanent de qualité de service auprès des Médias. Agé de 35/50 ans environ, de formation ingénieur, ayant acquis une expérience significative dans l'organisation et la mise en place technique de projets comparables, le candidat dispose d'un excellent relationnel et a déjà travaillé dans un environnement international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. SP837074 à CANDISSIMO - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi  
du Monde Publicité

Tél. : 44-43-76-13

Fax : 44-43-77-32



LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / VII

MINES, PORTS ET CHALUSSES  
CENTRALE S.A.P.

— CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES —

**Henkel**

161, rue de Silly - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Paris - London - Aberdeen - Birmingham  
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds  
Manchester - Slough - Madrid

## Conseil en dynamique Humaine

\_\_\_\_\_

Appelez le **05 31 74 00** (Appel Gratuit)



IV / LE M  
L'a

Malgré  
depuis

L  
contre l  
mises. L  
réforme  
1<sup>er</sup> sept  
d'élégit  
veau d  
le con  
(CRE)  
dans l  
emba  
culés  
Dep  
mage  
évolut  
selon  
chant  
an (c  
34,7  
38,3  
noml  
rigée  
de 1  
bais  
mag  
haus  
chô  
pou  
part  
mei  
con  
un  
de l  
con  
me  
de  
glo  
lie  
etc

# Carrières Internationales

## DIRECTEUR GENERAL Centrale d'achats internationale

Filiale d'un des plus importants groupes internationaux dans le domaine du bâtiment, notre client, leader européen dans la fabrication, le conditionnement et la distribution de produits d'outillage et de quincaillerie destinés principalement aux grands réseaux spécialisés du bricolage, va implanter au Luxembourg sa centrale d'achats. A cet effet, nous recherchons son futur directeur général. Il sera membre du conseil d'administration et administrateur - délégué de cette nouvelle société, qui centralisera les services achats de deux sites industriels et gèrera un volume d'achats global évalué à LUF 2 milliards. Négociateur international expérimenté, pouvant faire valoir des résultats concrets, le futur directeur général devra être capable d'accélérer et d'optimiser pleinement les effets de synergie escomptés de cette centralisation. Agé entre 35 et 50 ans, titulaire d'un diplôme universitaire de type administration des affaires, le candidat idéal aura acquis une expérience

internationale réussie de sept à dix ans dans une fonction de directeur des achats. La connaissance des réseaux spécialisés du bricolage est souhaitable mais pas impérative, le futur collaborateur pouvant également avoir exercé la fonction de directeur des achats dans un autre secteur de la distribution ou de la grande distribution. Il devra maîtriser au minimum le français, l'allemand et l'anglais. A la tête d'une équipe de 10 personnes, dont cinq acheteurs internationaux, il devra par ailleurs posséder d'excellentes capacités de leadership. Cette opportunité a-t-elle retenu votre attention ? Alors veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en français, précisant les challenges que vous avez relevés et les résultats obtenus, ainsi qu'une photocopie de votre diplôme et une photo d'identité récente à l'attention de Monsieur Dominique BINET sous référence 5152AR à PA Consulting Group - 23, rue Aldringen - L 1118 - LUXEMBOURG.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

## Société de Conseil en Education Formation recherche pour missions internationales longue durée (6 à 36 mois)

**EXPERTS CONSULTANTS** en enseignement primaire, secondaire, science de l'ingénieur (génies civil, mécanique, chimique, électrique) et formation professionnelle spécialistes en gestion et formation des enseignants et personnel administratif, analyse des besoins en formation, conception de programmes de formation pilotes, système de gestion de la formation, gestion financière et administrative de système de formation, définition et spécification d'équipements.

**Profil requis :** minimum 15 ans d'expérience, niveau maîtrise ou équivalence, anglais ou espagnol obligatoire, si possible expérience de pays non francophones et de gestion de projets internationaux.

Envoyer CV en anglais et très détaillé (sous Réf. N° 9031) à :  
LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

## JEUNE COMMERCIAL POUR LE MARCHÉ ALLEMAND

Cette PME française fabrique et commercialise des fours de traitement thermique destinés aux industries de la mécanique, de l'automobile, de l'aéronautique.

Le Directeur Commercial souhaite confier la responsabilité du marché allemand, où des fours ont déjà été installés, à un jeune ingénieur généraliste (orientation mécanique et/ou métallurgie) portant couramment l'allemand et le français, ayant par exemple effectué son VSE en Allemagne.

Maturité, autonomie et sens des responsabilités sont bien entendu des qualités fondamentales pour réussir à ce poste, rempli pour la création d'une agence ou d'une filiale en Allemagne. Résidence à LYON et déplacements fréquents en Allemagne dans un premier temps.

Une bonne connaissance de l'anglais est bien évidemment indispensable.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s.v.p. C/1408M à notre Casier Poste BUCCAI, CONCORDANCES 77 rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



**CONCORDANCES**  
Entre les Hommes et les Entreprises

## Grand groupe aéronautique recherche son

### REPRÉSENTANT PERMANENT POUR LA CEI

Vous serez chargé, d'assurer la représentation des différentes sociétés du groupe.

Vous devrez animer les actions de soutien aux opérations commerciales et mettre en place les coopérations industrielles avec les partenaires locaux.

Pour cela vous devrez établir ou développer les contacts nécessaires avec les industriels, les compagnies aériennes, et aussi avec les autorités politiques et diplomatiques des pays concernés.

Ce poste sera confié à un cadre de haut niveau, de formation supérieure, ayant une expérience technico-commerciale de quelques années dans le secteur aéronautique.

Le titulaire du poste résidera à Moscou et devra prévoir de fréquents déplacements.

La maîtrise du russe et de l'anglais est exigée.

Une bonne connaissance de la Russie est demandée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions  
sous référence n° 90/30 à :  
Le Monde Publicité - 133, Avenue des Champs Élysées -  
75409 PARIS Cedex 08

## Personalleiter (-in)

### WIESBADEN - DEUTSCHLAND

Die Vertriebsgesellschaften der Bongrain SA, einer weltweit agierenden Gruppe der Lebensmittelindustrie mit Marktführerschaft in einzelnen Segmenten, distribuieren ihre Spezialitäten (z.B. Garamont, Tartare, Champers, Hamel, Ranzhof oder Bresse Bleu...) auch in Deutschland.

Für die in Wiesbaden ansässigen 5 Verkaufs-Divisionen soll die Position eines Personalleiters neu geschaffen werden.

Die Gesellschaften erzielen mit 150 Mitarbeitern mehrere hunderte Mio. DM Umsatz.

Der Personalleiter berichtet an den Geschäftsführer der deutschen Holding und ist Mitglied des Direktoriums der Tochtergesellschaften. Er verantwortet die Personalverwaltung sowie die Entlohnung und unterstützt das Management in den Bereichen Personalsuche-Auswahl, Ausbildung und Kommunikation.

Die Gruppe erwartet einen kreativen und dynamischen Gestalter.

Gesucht wird ein Kandidat mit Hochschulabschluss und Stärken in der Kommunikation, mit nachweisbaren Erfolgen im Personalbereich mit internationaler Ausrichtung. Eine exzellente Beherrschung der deutschen und französischen Sprache ist Voraussetzung.

Richten Sie bitte Ihre Bewerbung mit den kompletten Unterlagen unter Kennziffer 242/96 an Gruppe SOPARIND - Direction des Ressources Humaines - 60 bis, avenue du Général Leclerc 78220 Viroflay, FRANCE



## L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG (SUISSE) met au concours le poste d'un(e) professeur(e) associé(e)

de science politique  
dans le domaine  
de l'Europe orientale et centrale

**Profil souhaité :** doctorat et habilitation ou titre équivalent en science politique, sociologie, histoire, droit ou autres disciplines proches; publications scientifiques d'importance sur des thèmes couvrant l'Europe orientale et centrale; expérience de l'enseignement et de la recherche; bonnes connaissances des langues de l'Europe orientale et centrale ainsi que du français et/ou de l'allemand.

**Tâches :** enseignement (en français et/ou en allemand) et recherches dans la branche de licence «Science politique de l'Europe orientale et centrale» ainsi que participation à la gestion de l'Institut de l'Europe orientale. Entrée en fonction prévue: automne 1997.

Les offres doivent être envoyées au doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg, Miséricorde, CH-1700 Fribourg jusqu'au 30 novembre 1996. Pour des renseignements supplémentaires, veuillez contacter le directeur de l'Institut d'Europe orientale, professeur Guido König (fax ++41 31 27 97 88)

Découvrez votre métier de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉCONOMIE

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

• Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie • Initiatives de l'économie

**Le Monde**

Tél : 42.40.40.40

Pour c



مركز الامم

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / IX

# Gestion - Finance



Glass Europe

Ce Groupe, leader solidement établi en Europe (3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales) fait partie d'un Groupe international de 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines verre, de la chimie et de l'électronique. Il recherche pour sa filiale française (2 000 personnes - CA 2 milliards de francs) un

## JEUNE TRESORIER

Disposant d'une formation Graduate, Bachelier, Commerce, et d'une première expérience professionnelle d'environ 2 ans acquise dans le secteur bancaire ou en entreprise industrielle, vous êtes responsable au sein de la Direction Financière :

- la conception et de l'équilibre des comptes bancaires des sociétés françaises du Groupe (CA 4 milliards de francs) ;
- la gestion financière des sociétés en francs et en devises en relation constante avec les banques.

Vos capacités d'analyse et d'organisation, jointes à de bonnes connaissances en micro-informatique, vous permettront de mieux optimiser la productivité du service, de sécuriser les flux financiers avec les banques, et d'établir des prévisions financières à moyen terme.

Vous serez en poste dans un environnement ouvert, dynamique, ainsi qu'à votre satisfaction vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution dans la société du Groupe.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Poste à pourvoir en Dérive.



71, rue d'Alsace  
75016 Paris

Agro-Alimentaire

## RESPONSABLE

### ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Une société commerciale performante (90 personnes, CA France et exportation 1,6 milliards) rattachée à des groupes industriels importants recherche un Responsable Administratif et Financier.

Collaborateur direct du Directeur Général et membre du Comité de Direction, il dirigera un service qui assure plusieurs fonctions : contrôle de gestion, comptabilité, informatique, administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une école de gestion ou universitaire, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle à dominante contrôle de gestion.

Opérationnel, dynamique, organisé et ouvert au dialogue, il sera à même de s'investir pleinement pour jouer un rôle clé dans le développement de l'entreprise.

Poste grande ville Bretagne.

Rémunération : 380 KF +



71, rue d'Alsace  
75016 Paris



L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

## professeur(e) associé(e)

de science politique

dans le domaine

de l'Europe orientale et centrale

LYON

## Directeur Central

Contrôle de Gestion et Ressources Humaines

Nous sommes une importante société (600 personnes) de service aux entreprises. Implantés nationalement, nous faisons partie des leaders dans notre métier et bénéficions d'une excellente santé financière. Notre développement est réel et notre Directeur Général souhaite renforcer 2 domaines essentiels à la réussite des projets :

■ **le Contrôle de Gestion** : vous piloterez le contrôle de gestion et contribuerez activement aux orientations stratégiques de l'entreprise en assurant l'adéquation et la cohérence entre les objectifs et les moyens. Vous coordonnerez et animerez des projets transversaux avec pour objectif l'amélioration des outils de décisions. Vous mettrez en œuvre les moyens humains, financiers et techniques nécessaires.

■ **les Ressources Humaines** : vous élaborerez, proposerez et appliquerez une politique de ressources humaines motivante en phase avec les options de développement : relations avec les partenaires sociaux, gestion des carrières, des compétences et des nouveaux métiers, recrutement, formation, communication interne. Vous superviserez une petite équipe.

35/40 ans, de formation supérieure Bac + 5 (HEC, Sup de Co, Grandes Ecoles, etc), vous possédez une réelle expérience de la gestion et de l'animation, acquise dans des métiers de service (banque, assurance, etc), et souhaitez aujourd'hui conduire un projet global en agissant sur la gestion et les ressources humaines.

Exigeant, animé du sens de l'entreprise et des hommes, vous savez innover et faire partager vos idées. Membre du comité de direction, vous serez une force de proposition.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) s/réf 6580 A à notre Conseil Dominique Pierre MULLOT.



1, place des Cordeliers 69002 Lyon

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL, LEADER DANS SON DOMAINE :  
TGV, EUROSTAR, LOCOMOTIVE, METRO, TRAMWAY, SIGNALISATION

CA de 2 milliards d'ECU - 22 000 personnes - 26 établissements dans le monde dont 9 en France CREE ou Siège à Paris M° Esplanade de la Défense (transféré début 97 à St-Ouen M° Mairie de St-Ouen) le poste :

## Responsable Fusions & Acquisitions

Vous relèverez du Directeur de la Stratégie et bénéficierez d'une large autonomie d'action dans le cadre de la stratégie de développement du Groupe. Vous serez responsable notamment de :

- établir et suivre l'inventaire des cibles d'acquisitions et de fusions ;
- consulter et animer des experts internes et externes (juristes, financiers, industriels, techniciens, gestion des RH, banquiers, économistes, avocats d'affaires, etc.) ; élaborer avec la Direction Financière le business plan et le cash flow prévisionnel des opérations envisagées et en évaluer tous les risques associés ; mener les négociations dans les limites approuvées par la DG ;
- préparer et organiser les projets, missions et réunions avec les entités cibles et leurs partenaires pertinents : clients, fournisseurs, banques ;
- préparer les synthèses pour information et prise de décision par la DG, ainsi que les dossiers à transmettre, pour approbation, aux actionnaires.

DEPLACEMENTS A L'ETRANGER

POSSIBILITES D'EVOLUTION CERTAINES AU SEIN DU GROUPE.

30 ans minimum, de formation supérieure (école de gestion ou d'ingénieur), vous avez une expérience analogue dans un grand groupe industriel, en cabinet conseil ou en banque. Vous avez une excellente connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol. Vos compétences d'analyse stratégique, financière et de synthèse sont aussi importantes que vos capacités de management et de négociation.

GEC ALSTHOM

TRANSPORT

Merci d'envoyer sous réf. GEC/FUS.AQ/27UM en indiquant votre salaire actuel à notre CONSEIL :  
Richard Bénéat - GROUPE BBC - 1 bis place de Valois - 75001 Paris.  
Discrétion absolue et réponse assurées.

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives  
Contactez le Département Emploi  
du Monde Publicité  
Tél. : 44-43-76-13  
Fax : 44-43-77-32



هكذا من الامم

X / LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996

REPRODUCTION INTERDITE

## Conseil et Audit

IV / LE M

L'a

Malgr

L

contre l  
mises. L  
réforme  
1<sup>er</sup> sept  
d'élég  
veau d  
le con  
(CRE),  
dans l  
embat  
cités  
Dep  
mage  
évolut  
selon  
chant  
an (c  
34,79  
38,39  
nom  
rigée  
de 1  
baiss  
mag  
haus  
chôr  
pou  
part  
mer  
conf  
un t  
de l  
con  
me  
de  
qlo  
lie  
éu

▼

E

li

2

t

j

i

### Consultants

Diplômés d'une grande école : X, Mines, Centrale, Télécom, ENA, HEC, ESSEC et/ou MBA ...

#### Consultants (nat. CS)

Vous bénéficiez d'une première expérience réussie d'environ deux ans en entreprise ou dans le conseil. Impliqué dans des missions diverses, vous développerez vos compétences dans tous les domaines clés de l'entreprise : stratégie, fusion et acquisition, restructuration, organisation, systèmes d'information.

#### Débutants (nat. DS)

Vous sortez d'une grande école et avez effectué des stages notamment à l'étranger. Vous êtes passionné et souhaitez apprendre le métier exigeant du conseil en stratégie et management.

Vous êtes parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible une autre langue européenne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à Alix Guirand, A.T. KEARNEY, 8/10 rue Victor Noir, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**ATKEARNEY**

**ERNST & YOUNG**

Ernst & Young, un des leaders mondiaux dans les domaines de l'audit et du conseil, recherche dans le cadre du développement de son activité de conseil en organisation :

#### Consultant Chef de mission Gestion industrielle et logistique

Poste basé à Toulouse

> **Votre profil :** 25/30 ans, de formation ingénieur (ARM...), vous avez une première expérience réussie en organisation industrielle, gestion de production ou logistique en cabinet conseil ou en entreprise. Vous avez participé à la mise en place de systèmes d'information (GPAO, GMAO, gestion des stocks...). Vous possédez les qualités indispensables au métier de conseil (rigueur, créativité, capacité de communication).

> **Votre mission :** Intégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire, véritable force de proposition, vous contribuerez à l'amélioration de la performance industrielle et logistique de nos clients PME/PMI. Vous participerez également à des missions de conseil plus généralistes (conception de systèmes de mesure de coût de revient...).

> **Nous vous offrons :** de réelles perspectives d'évolution et d'épanouissement professionnel, au sein d'une structure favorisant la responsabilisation des hommes.

**LOXAM**  
LOCATION

N° 1 de la location de matériels de BTP (140 agences, 850 personnes), LOXAM recherche un

#### DIRECTEUR DU CONTROLE INTERNE

**Votre mission :** Directeur de l'audit interne, vous mènerez les études financières des sociétés en voie d'acquisition et les études de rentabilité par ligne de produits. Vous contrôlerez les filiales à l'étranger et participerez activement au développement de la société.

**Votre profil :** Agé de 30/35 ans environ, de formation supérieure - Ecole de Commerce ou Expert Comptable - vous avez une expérience de 5 ans en cabinet d'audit international. Rigoureux et disponible, vous parlez l'anglais couramment.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous réf. DCD409 à LOXAM - BP 55 - 82223 CHATENAY-MALABRY.

L'EQUIPEMENT EN TOUTE CONFIANCE

Pour la souplesse. Pour la puissance.

**Règne BIP.**  
AUDITEUR INTERNE

Au sein de Dresdner Bank, BIP développe des activités d'arbitrage, de gestion et d'ingénierie financière. Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières. C'est pourquoi, BIP incite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe.

Au sein du département Audit, directement rattaché au Président, vous intervenirez sur des aspects très variés de l'activité du siège et de nos filiales pour optimiser le fonctionnement de nos structures : sécurité des opérations de marché, développement commercial,

procédures interne de contrôle, rentabilité, informatique, comptabilité... A partir de vos diagnostics, vous serez une véritable force de proposition, capable d'assurer le suivi des réalisations auprès de nos équipes.

De formation supérieure, de préférence scientifique, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur financier. Vos qualités de rigueur et de diplomatie seront essentielles. Autonome et curieux, vous saurez imaginer des solutions novatrices et convaincre vos interlocuteurs.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence AUDIMO, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 boulevard Haussmann, 75008 Paris.

**Banque Internationale de Placement**  
Groupe Dresdner Bank

Avez-vous ce **plus** que nos clients attendent ?

Vous cherchez plus de diversité, plus d'envergure dans vos projets, de réelles perspectives d'évolution en France et à l'étranger. Écrivez-nous : le Conseil avec KPMG Peat Marwick, c'est à peu près ce que vous imaginez, en mieux.

Nos professionnels connaissent le métier de nos clients et ont pour mission de faire aboutir leurs projets. Ils possèdent des compétences reconnues en stratégie, gestion, organisation, systèmes d'information, pilotage du changement. Ils s'appuient sur 75 000 collaborateurs dans 142 pays.

Au-delà de leurs compétences, c'est avant tout la valeur des hommes et des femmes qui fait la différence.

Diplômé(e) d'une grande école, vous parlez couramment anglais et possédez au moins trois ans d'expérience en entreprise ou en cabinet de conseil.

Vous avez surtout ce **plus** que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent.

Marie-Odile Ribatto vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence 538, à KPMG Peat Marwick Tour Framatome - 1, place de la Coupole - 92084 Paris-La Défense Cedex.

**KPMG** Peat Marwick

Découvrez votre métier de demain avec Initiatives

**Le Monde**



FISCALIS

Initiatives Métiers  
chaque lundi, date mardi



هكذا من الإمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / XI

# Gestion - Finance

## Join a global, highly successful bank \*

Banque internationale de premier plan, présente dans 100 pays, CITIBANK connaît une croissance rapide, est leader sur de nombreux marchés et présente d'excellents résultats financiers. En intégrant nos équipes du GLOBAL RELATIONSHIP BANKING, vous contribuerez à développer nos relations avec notre clientèle (grands groupes internationaux, institutions financières, investisseurs).

Notre implantation globale, et notre position de leader sur de nombreux produits, vous permettront d'évoluer en France ou à l'international, en fonction de votre expertise et de vos motivations. Notre programme d'intégration comprend un cycle de formation intensif de plusieurs semaines à l'étranger au cours de la première année.

*Rejoignez une banque internationale à forte croissance.*

### JUNIOR RELATIONSHIP MANAGERS

Rattaché à un Senior Relationship Manager, vous développez la relation clientèle à travers le monde. Cette fonction à caractère généraliste vous amènera, dans le cadre de votre action commerciale, à connaître les différents services financiers offerts par Citibank (Dépôts, Capital Markets, Cash Management, Corporate Finance...), et à les promouvoir auprès de nos clients en étroite collaboration avec les spécialistes produits. Votre rôle s'appuie sur votre capacité à identifier et apporter des solutions novatrices à forte valeur ajoutée, répondant aux besoins de nos clients, tout en démontrant une maîtrise des risques et une rigueur dans la qualité d'exécution. Votre expérience de 2 à 3 années dans le secteur financier international vous a apporté une solide connaissance des produits bancaires et des techniques financières et comptables. *Ref. JRM/MLM*

### RELATIONSHIP MANAGEMENT ASSOCIATES

Assistant d'un Relationship Manager, vous êtes intégré dans une équipe chargée de la relation commerciale. Vous participez à l'analyse de la stratégie, des opportunités commerciales et des risques de crédit de nos clients. Votre rôle de préparation et de support à l'action commerciale vous permettra de connaître notre gamme de produits et services financiers et de développer votre potentiel commercial. Vos fonctions évolueront progressivement vers des contacts directs avec les clients et un poste de Junior Relationship Manager. Vous avez idéalement une courte expérience dans le domaine de la finance et de l'analyse financière. Vous avez de très solides connaissances en analyse financière et en comptabilité. *Ref. FMA/MLM*

Ces postes basés à La Défense impliquent une parfaite maîtrise de l'anglais parlé et écrit. De formation supérieure de type Grande Ecole, 3<sup>e</sup> cycle, vous disposez d'une forte aptitude relationnelle et commerciale ainsi qu'une réelle capacité à travailler en équipe.

Si vous souhaitez rejoindre la Citibank, merci d'adresser lettre et CV, en précisant la référence du poste à Citibank, Direction des Ressources Humaines, 18 rue de la Paix, Cedex 98, 92 078 Paris La Défense. Confidentialité assurée.

**CITIBANK**

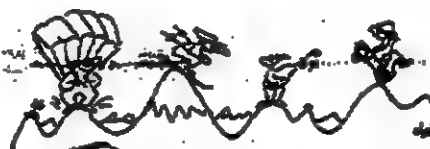
## Responsable consolidation et reporting junior

**Lu, Pentz, Danone, Evian, Kronenbourg, le groupe DANONE est le 3<sup>e</sup> groupe alimentaire européen :**  
77 Mds de F de CA,  
65 000 personnes,  
plus de 100 filiales,  
implantées dans 37 pays.

Rattaché au Directeur Consolidation et Reporting, vous avez la responsabilité du traitement de l'information chiffrée de filiales du groupe. Vous êtes chargé de réaliser les arrêtés mensuels, les deux consolidations, les réunions budgétaires, le budget et sa mensualisation ainsi qu'un plan à 3 ans. En relation directe avec les différents interlocuteurs des filiales concernées (directeurs financiers, directeurs comptables, contrôleurs de gestion), vous leur apportez tout votre savoir-faire, votre assistance et votre soutien.

Agé de 28-30 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou de gestion (HEC, ESSEC, Dauphine...) et avez suivi une solide formation comptable (DECS, expertise...). Vous avez acquis une expérience significative de 2 à 3 ans de la consolidation en cabinet d'audit et/ou en entreprise dans un contexte international et détenez une bonne connaissance de l'organisation et des systèmes d'information. L'anglais est indispensable, une autre langue (espagnol, italien) serait un plus. Au-delà de vos capacités techniques, votre rigueur, votre sens du travail en équipe, votre esprit de curiosité seront des atouts majeurs pour réussir dans la fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 24.942/241 à notre conseil, ONOMA, 29 rue de Berri, 75008 Paris.



Poste basé à Flaine au cœur du Grand Massif : 1 650 m, un site, un cadre et un domaine idéal d'exception, 265 km de pistes face au Mont-Blanc, 80 remontées mécaniques, des équipements de loisirs et des hôtels.

A 25/30 ans, vous avez une vision claire de l'organisation.

Rattaché au directeur central des remontées mécaniques, vous êtes capable de prendre en charge la direction de notre service administratif, comptable et financier (8 personnes). Autonome et fort d'une expérience comptable éprouvée, vous assurez personnellement le suivi et le contrôle budgétaire, financier et de gestion des sociétés. Votre talent à exercer cette fonction vous permettra d'évoluer vers les responsabilités de DAF.

De formation supérieure (bac + 4), vous bénéficiez d'une expérience significative en milieu industriel et/ou consulting. Homme de terrain doté d'un esprit de synthèse, ouvert, enthousiaste et passionné, vous faites preuve d'un sens inné du service, d'une disponibilité et d'une implication totales. Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. TUG 409, à notre conseil ABCYS, Paul de Marigny, BP 30, 74290 Verrier. Confidentialité et réponses assurées.

**Contrôleur opérationnel et financier**



McDonald's France recherche pour sa Direction Financière un **FISCALISTE H/F**

Numéro 1 mondial de la restauration à service rapide.

Rattaché au responsable du département juridique et fiscal, vous traiterez les questions fiscales de dossiers courants ainsi que d'opérations exceptionnelles.

Assurant une fonction de conseil interne auprès des différents départements de la société, vous intervenez notamment en matière d'IS, de TVA, de régimes de groupes, de restructurations et de fusions, de tous professionnels et de tous locaux.

A 26/28 ans, de formation supérieure fiscale (DESS, DCE), vous avez acquis impérativement une expérience d'environ 3 ans, en cabinet et/ou en entreprise dans des fonctions de conseil avec une ouverture internationale.

Autonome sur les dossiers gérés, votre sens du service et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer avec succès dans un environnement à la fois convivial et performant.

Anglais et maîtrise des outils informatiques souhaités.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci de contacter Frédéric FOUCARD au 47 23 37 00 (par fax au 47 23 38 00) ou lui envoyer un dossier de candidature complet (référence 3205/FMF à NORMAN PARSONS - 39 avenue Pierre 1er de Serbie - 75008 PARIS).

NORMAN PARSONS est la filiale française de ROBERT HALF INTERNATIONAL, coté à la Bourse de New York et leader mondial du recrutement financier depuis 1948. Parmi les missions que nous traitons, nous recherchons actuellement :

### Directeur d'Audit Interne

Rattaché au Président de ce grand groupe international français, vous apporterez une vision opérationnelle et stratégique à cette fonction. Poste basé à Paris.

### Senior Business Analyst

En région parisienne au siège européen de cette importante multinationale US, vous serez impliqué dans des projets stratégiques (business re-engineering, réductions des coûts, études d'acquisition...).

### Contrôleurs de Gestion Industriels

Ce groupe industriel européen souhaite renforcer son contrôle financier au sein de plusieurs usines basées en province. Ces postes évolutifs sont parfaitement adaptés pour des auditeurs.

Si l'un de ces postes vous intéresse ou si vous souhaitez établir un contact général avec nous, envoyez-nous un dossier complet de candidature chez NORMAN PARSONS, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, par fax au (1) 47.23.38.00 ou par e-mail [norman@parsons.grolier.fr](mailto:norman@parsons.grolier.fr).



La BRED Banque Populaire, premier établissement du groupe, recherche un

## Organisateur conseil

Rattaché à la direction du développement, vous prenez en charge des missions contribuant à augmenter les performances tant au plan qualitatif que quantitatif. Vous conduisez notamment des actions menant à la mise en œuvre et au suivi du contrôle des coûts, à l'amélioration des processus, à l'optimisation de la rentabilité commerciale. De formation ingénieur ou grande école de commerce avec une spécialisation en gestion, vous bénéficiez de 2/3 ans minimum d'expérience dans le métier de consultant en organisation au sein d'une société industrielle ou commerciale.

Votre maturité, votre savoir-faire et votre implication personnelle vous permettent d'intervenir en tant que force de proposition. Votre ouverture d'esprit et votre sens concret vous disposent à construire et à suivre des actions pérennes et évolutives. Vos facilités de communication et votre forte autonomie sont un atout pour une intégration réussie.

Adressez votre manuscrite, CV, photo et présentations, en précisant la réf. OC03/09 à la BRED, Direction du personnel et des relations sociales, 18 quai de la Rapée, 75012 Paris.



Couvrez votre monde de demain avec Initiative

Le Monde



هكذا من الأصل

**C . L . P**

**Mercuri Urval**

## Gestion Individuelle des Carrières

... ..

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) à Emergences, 11 rue de Vigny, 93100 Montreuil.

**THE UNIVERSITY OF CHICAGO**

# Le Monde

Initiatives enclaves  
le mardi date mercre

12-01-15 HHS-101

1. *Phragmites australis* (Cav.) Trin. ex Steud.



هكذا من الإيجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / XIII

# Gestion - Finance



## CHARGE DE GESTION DANS LE SECTEUR COMPTABLE

(N° 9604AC/CG)

Dans un environnement informatique et bureautique, vous serez en charge :  
- des contrôles à posteriori des dépenses et des recettes d'intervention en regard des règlements européens et des dispositions législatives et réglementaires nationales ;  
- du recouvrement amiable et forcé des créances de l'établissement ;  
- la tenue de la fonction rétrospective de solde des connaissances juridiques (droit privé et sur les voies d'exécution notamment) et dans le domaine de l'administration française. Elle implique par ailleurs, un excellent management et de bonnes qualités rédactionnelles. Vous faites preuve d'un sens de la méthode et de l'organisation, ainsi que de facultés d'analyse et de synthèse. Doté d'un esprit d'équipe, vous avez le sens des relations humaines et de la diplomatie.

## CHARGE DE GESTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

(N° 9604SEA/CG)

Vous participez à la mise en œuvre des actions à caractère économique en faveur des exploitants agricoles, notamment celle des jeunes agriculteurs ; à ce titre, vous assurez plus particulièrement le suivi des procédures de gestion départementales sur les aspects administratifs, financiers et informatiques. Vous utilisez largement les logiciels de micro-informatique du CNASEA ainsi que les outils de bureautique personnelle et accompagnez les utilisateurs pour leur exploitation (maintenance évolutive, formation, support technique...).  
De formation technique, vous avez une expérience de terrain ou sein d'organismes liés au développement agricole (ADASEA, centres de gestion, chambre d'agriculture...). Vous avez un goût prononcé pour l'économie et la gestion des entreprises agricoles, ainsi que pour la micro-informatique et l'utilisation de la bureautique. Vous avez une forte capacité à travailler en équipe. A terme, vous pouvez évoluer vers la responsabilité d'un domaine technique particulier ou l'animation d'une petite équipe de travail.

Ces deux fonctions sont susceptibles d'être pourvues au siège de l'établissement à Issy-les-Moulineaux ou en province à compter du mois de juillet 1997 ou plus tôt, dans le cadre du programme de décentralisation des emplois publics engagé par le gouvernement.  
Rémunération : de 146 à 203 Kf annuel selon expérience. Vous êtes impérativement titulaire d'un diplôme du second cycle de l'enseignement supérieur, d'un diplôme d'une école d'ingénieur ou de gestion, ou d'un titre ou diplôme homologué au niveau II.  
Retrait des dossiers de candidature par écrit uniquement et en prédisant la réf. du poste choisi à CNASEA - Service du Personnel - 7 rue Ernest Renan - 92136 Issy-les-Moulineaux cedex. Joindre un enveloppe 229 x 324 adressée à 11,50 F.  
Délai limite de dépôt des dossiers : 26 septembre 1996, coché de la poste saluée.

Dans la perspective de sa transformation en Groupement d'Intérêt Public (GIP), l'Association pour la Préfiguration d'une Ecole Supérieure d'Art recherche pour la Préfiguration d'une Ecole Supérieure d'Art, des artistes contemporains à l'enseignement par le biais du détachement ou de la mise à disposition.

### Missions

Sous l'autorité du directeur de l'établissement, vous préparez l'ouverture de l'équipement, prévue pour avril 1997, vous en assurez la gestion prévisionnelle, la direction du personnel d'une équipe permanente de 37 personnes, ainsi que la gestion juridique et financière d'actions pédagogiques impliquant des productions audiovisuelles de niveau professionnel.

### Profil

Vous êtes de formation Bac + 5. Vous possédez une expérience affirmée dans la gestion d'établissement culturel ou d'enseignement artistique dans un cadre public. Une connaissance du droit de l'audiovisuel sera appréciée en sus. Vous êtes susceptible d'être placé(e) en détachement ou mis(e) à disposition par votre employeur actuel.

## un administrateur

(H/F) Cadre d'emploi territorial d'Attaché principal à Directeur

Le poste est à pourvoir à partir du 1er octobre 1996.

Candidatures à adresser (lettre manuscrite + photo + C.V.) à : M. le Président de l'Association pour la Préfiguration d'une Ecole Supérieure d'Art, 224 Bd Descart - S.P. 2 - 59207 Tourcoing cedex. Date limite de réception des offres : vendredi 6 septembre à 17 heures. L'audition des candidats pré-sélectionnés est prévue le 20 septembre 1996.

studio  
national  
des arts  
contemporains

NOUS RECHERCHONS POUR LA FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE DE SERVICES UN :

## FUTUR DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**Votre mission :** Directeur Administratif dans un premier temps, responsable de l'Administration Générale (vie juridique des sociétés, gestion des contrats, droit social) et de la représentation de l'entreprise auprès de ses différents interlocuteurs (organismes professionnels, pouvoirs publics).  
**Votre fonction s'élargira, après intégration, aux aspects financiers et comptables.** Rattaché au Président Directeur Général, vous êtes un véritable conseil auprès de tous les opérationnels, vous agissez en expert réactif, disponible, ouvert, adaptable, représentatif et simple dans vos relations.

**Votre profil :** vous avez environ 30-35 ans, une formation Sup. de Co., Sciences Po. ou équivalent, spécialisée en finances et droit, et une expérience soit au sein d'une Direction Financière, d'un Cabinet d'Audit ou d'une banque. Vous avez le souhait de rejoindre une équipe à laquelle vous apporterez vos compétences et avec laquelle vous évoluerez.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à notre conseil : LABELLE Conseil, sous réf. LM0809, 84, boulevard Henri-IV, 75004 PARIS, qui le traitera en toute confidentialité.



## CHARGE DE GESTION DANS LE SECTEUR DES PRETS BONIFIES A L'AGRICULTURE (CDD 1 AN)

(N° 9604SEA/PS)

Dans un environnement informatique et bureautique, vous serez en charge :  
- des contrôles à posteriori des dépenses et des recettes d'intervention en regard des règlements européens et des dispositions législatives et réglementaires nationales ;  
- du recouvrement amiable et forcé des créances de l'établissement ;  
- la tenue de la fonction rétrospective de solde des connaissances juridiques (droit privé et sur les voies d'exécution notamment) et dans le domaine de l'administration française. Elle implique par ailleurs, un excellent management et de bonnes qualités rédactionnelles. Vous faites preuve d'un sens de la méthode et de l'organisation, ainsi que de facultés d'analyse et de synthèse. Doté d'un esprit d'équipe, vous avez le sens des relations humaines et de la diplomatie.

Vous participez à la mise en œuvre des actions à caractère économique en faveur des exploitants agricoles, notamment celle des jeunes agriculteurs ; à ce titre, vous assurez plus particulièrement le suivi des procédures de gestion départementales sur les aspects administratifs, financiers et informatiques. Vous utilisez largement les logiciels de micro-informatique du CNASEA ainsi que les outils de bureautique personnelle et accompagnez les utilisateurs pour leur exploitation (maintenance évolutive, formation, support technique...).  
De formation technique, vous avez une expérience de terrain ou sein d'organismes liés au développement agricole (ADASEA, centres de gestion, chambre d'agriculture...). Vous avez un goût prononcé pour l'économie et la gestion des entreprises agricoles, ainsi que pour la micro-informatique et l'utilisation de la bureautique. Vous avez une forte capacité à travailler en équipe. A terme, vous pouvez évoluer vers la responsabilité d'un domaine technique particulier ou l'animation d'une petite équipe de travail.

Ces deux fonctions sont susceptibles d'être pourvues au siège de l'établissement à Issy-les-Moulineaux ou en province à compter du mois de juillet 1997 ou plus tôt, dans le cadre du programme de décentralisation des emplois publics engagé par le gouvernement.  
Rémunération : de 146 à 203 Kf annuel selon expérience. Vous êtes impérativement titulaire d'un diplôme du second cycle de l'enseignement supérieur, d'un diplôme d'une école d'ingénieur ou de gestion, ou d'un titre ou diplôme homologué au niveau II.  
Retrait des dossiers de candidature par écrit uniquement et en prédisant la réf. du poste choisi à CNASEA - Service du Personnel - 7 rue Ernest Renan - 92136 Issy-les-Moulineaux cedex. Joindre un enveloppe 229 x 324 adressée à 11,50 F.  
Délai limite de dépôt des dossiers : 26 septembre 1996, coché de la poste saluée.

### Le SYTRAL - LYON

Autorité Organisation du Réseau de Transport en Commun de l'Agglomération Lyonnaise soumise pour son exploitation à 85 personnes, gérant un budget de plus de 3 milliards de francs :

## Un COMPTABLE H/F GESTIONNAIRE DU COMPTE TRANSPORT

Fonctionnaire d'Etat ou Territorial, Agent de catégorie A de préférence (mutation ou détachement)

dont la mission sera, au sein de la Direction Financière :  
- de créer et mettre en place l'organisation d'une cellule financière et administrative ; d'élaborer les documents comptables (bilan, compte de résultat...) ; d'assurer les écritures comptables ; d'effectuer les déclarations de TVA ; de vérifier les bases d'imposition fiscale de notre institution.

Vous connaissez les mécanismes comptables de la M4, le domaine de la fiscalité locale (foncier, taxes professionnelles...) et indirecte (TVA), et les règles de la comptabilité publique. Autonome, organisé, capable d'initiative et de propositions, vous souhaitez rejoindre un organisme dynamique, acteur incontournable de la politique des transports en Rhône-Alpes.

Merci d'envoyer votre dossier à notre conseil : Janine LEONARDI - BESTEAM Immeuble Britannia - 20 Bd E. Drouot - 69432 LYON cedex 03.



Jean-Baptiste LOISEAU  
et son équipe  
sont heureux de vous faire part  
de la création de  
JBL Conseil GRH

GRAPHOLOGIE\* - RECRUTEMENT - FORMATION  
BILANS DE COMPETENCES  
Tél. 41 49 01 85 - Fax 41 46 76 87



nce

DIRECTEUR  
FINANCIER

Mercuri Unal

Responsable des  
crédits clients

Le Monde



## Juristes - Ressources Humaines

**JURISTE**  
DROIT DES AFFAIRES

**Passion dans votre entreprise**

Une passion qui s'appuie sur une politique commerciale originale et la recherche permanente du meilleur service à la clientèle, une vocation culturelle et une philosophie d'échanges avec ses collaborateurs, font de la Fnac le premier distributeur français de biens culturels. L'une des enseignes les plus prestigieuses de la distribution avec 46 magasins en France, 5 à l'étranger, 7 000 salariés et plus de 10 milliards de francs de CA.

Généraliste, vous participez à la gestion juridique des sociétés du groupe, des baux commerciaux, des contrats, ainsi que du contentieux général et social, des assurances, et des affaires fiscales. A 30/35 ans, titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit des affaires,

vous êtes un véritable professionnel et justifiez impérativement d'une expérience significative d'au moins 4 ans en cabinet ou en entreprise. Rigoureux et méthodique dans le traitement des dossiers, vous avez le souci de la qualité et êtes disponible à l'égard des services du siège et des magasins. La connaissance d'une langue étrangère (anglais, espagnol) est indispensable.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV et prétentions sous référence 591U précisée sur la lettre et l'enveloppe à Fnac, Service Recrutement et Gestion des Carrières, 148 rue Anatole-France, 92596 Levallois-Perret Cedex.

**fnac**

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, MOTEUR DE CHANGEMENT

### Responsable des Ressources Humaines

Lyon, groupe international français, 10 milliards de francs, nous sommes présents sur des métiers scientifiques et techniques. Nous développons des objectifs d'excellence dans l'écoute des besoins clients et dans le développement des compétences. Pour une de nos divisions françaises, leader sur son marché (1,75 milliard de francs), nous recherchons son Responsable des Ressources Humaines pour l'activité commerciale (siège + réseau, 350 personnes).

Rattaché au DRH, et à la tête d'une équipe de 5 personnes, vous concevez, développez et pilotez des projets RH construits sur l'anticipation et la conduite du changement : Gestion et développement des compétences (analyse des ressources et des métiers, potentiels), Recrutement, Anticipation et stratégie du plan de formation, Communication interne.

30-35 ans, de formation supérieure Bac + 5 (ESC, Gestion + spécialité RH), vous justifiez d'un vécu, dans le domaine des ressources humaines, acquis de préférence dans un environnement commercial multinationales en fortes mutations de marchés et de métiers. Votre compétence RH et votre engagement vous permettent d'être à la fois un homme de stratégie et de réalisation, de conseil proche du terrain, mais apte à la conceptualisation.

Vous êtes imaginatif, opérationnel et doté d'une bonne capacité d'écoute : qualités indispensables pour conduire le changement et convaincre dans cette entreprise.

Poste basé à Lyon. Les entretiens auront lieu le jeudi 25 juillet 1996.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 6578 A à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT.

**People & People**  
RECRUTEMENT ET SÉLECTION  
1, place des Cordeliers 69002 Lyon

**LAFARGE MATÉRIAUX DE SPÉCIALITÉS**

### Juriste d'affaires

Lafarge Matériaux de Spécialités produit et commercialise, à travers ses quatre activités, des matériaux destinés au bâtiment, au génie civil et à l'industrie (6 MdF de CA, 5 000 collaborateurs dans le monde).

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un juriste responsable du suivi de deux de nos activités.

Rattaché au directeur juridique, vous préparez et mettez en œuvre des mesures de rationalisation, en particulier dans leur dimension fiscale. Vous assistez les opérationnels en matière de droit de la distribution et de la concurrence. Vous intervenez dans la rédaction et la négociation de contrats.

Agé de 30/35 ans, de formation bac + 4/5 en droit des affaires, avec si possible une spécialisation en fiscalité, votre expérience de 5 ans au minimum en entreprise industrielle vous a permis d'acquérir une bonne maîtrise des opérations de restructuration juridique.

Votre rigueur, votre détermination et votre excellente pratique de l'anglais des affaires vous permettront, à terme, d'évoluer vers une fonction internationale.

Pour ce poste basé à Montrouge, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), sous réf PSA/9608, à Elyées consultants, 10 rue des Saussaies, 75008 Paris.

**LAFARGE**  
LES MATÉRIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE

### Consultant

Partenaire des plus grands groupes européens de distribution, nous intervenons en recrutement et en gestion des ressources humaines. Nous souhaitons renforcer notre équipe en nous adjoignant les services d'un nouveau consultant capable d'apporter une expérience des secteurs d'activités complémentaires des nôtres, comme l'informatique, la téléphonie, l'environnement.

A environ 30 ans, de formation supérieure, vous avez une connaissance précise des métiers sur lesquels nous souhaitons nous développer. Vous maîtrisez l'environnement concerné (rouages, terminologie, structures...). Nous y serons particulièrement vigilants lors de la sélection.

Après formation à notre culture et à nos méthodes, vous développerez des actions de recrutement grâce à votre prospection. Bien évidemment, vous serez étroitement associé aux missions à conduire chez nos clients. Rompu aux négociations à hauts niveaux, mobile intellectuellement et doté d'une réelle capacité à saisir les opportunités, vous avez l'envie de découvrir un nouveau métier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence CDCM à Philippe FILIOL.

**COORDONNÉES**  
19, rue de  
Cot Farnes  
69004 Lyon

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi  
du Monde Publicité

Tél : 44-43-76-13  
Fax : 44-43-77-32

### Responsable RH et Juridique

Notre société a pour vocation de concevoir et de développer des services de portée nationale reposant sur des technologies innovantes. Notre forte expansion et la croissance de nos effectifs constituent essentiellement de cadres de haut niveau nous amènent à créer une nouvelle fonction.

Directement rattaché au Directeur Général, vous animez et pilotez les fonctions ressources humaines, communication, administration et juridique. Membre du Comité de Direction, vous participez au fonctionnement opérationnel de l'entreprise avec votre équipe de 14 personnes.

De formation supérieure (grande école de commerce, IEP, ...), complétée par un troisième cycle en ressources humaines ou droit, à 35 ans environ, vous avez déjà exercé une fonction similaire pendant 3 à 5 ans. Votre connaissance du secteur public et votre sens de la diplomatie sont les atouts de votre réussite.

Pour ce poste basé en Province proche de Paris, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la référence RA/LM à notre conseil qui le traitera en toute confidentialité.

**SPH**  
SPH, Systèmes et Potentiels Humains,  
9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 PARIS.

Cabinet de Recrutement  
recherche pour Paris

### Consultant

(Private Management et cadres dirigeants)

De formation supérieure, bilingue anglais, vous avez impérativement une expérience réussie du recrutement en cabinet, une connaissance réelle du monde informatique serait très appréciée.

Vous désirez développer votre expertise, vos qualités relationnelles à haut niveau, au sein d'une équipe qui exerce son métier avec rigueur, passion et professionnalisme dans un équilibre efficace entre autonomie et esprit d'équipe.

Vous développerez votre propre portefeuille de clients et aurez la complète responsabilité de vos missions dans le respect de notre éthique et en harmonie avec nos méthodologies et notre convivialité communicative.

Après une période probatoire, vous pourrez être associé à une structure que vous êtes prêt à développer avec nous.

McDonald's France  
recherche pour son  
DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL un

### JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Vous intervenez dans les domaines suivants :

- Gestion de la vie des sociétés du Groupe en France,
- Coordination de la vie juridique des filiales communes avec les Partenaires de McDonald's,
- Suivi de certains contrats «Groupes» et opérations et structures,
- Relations avec les prestataires externes, administrations et organismes concernés.

A 27 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires (DCE/DESS), vous avez acquis 2 à 4 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise dans des fonctions similaires. Vous avez une bonne maîtrise des outils informatiques et parlez anglais couramment.

Doté d'excellentes qualités relationnelles et de rigueur, votre ouverture d'esprit et votre dynamisme vous permettront d'évoluer avec succès dans un Groupe qui allie convivialité et performance.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci de contacter Frédéric Foucard au 47 23 37 00 (par fax au 47 23 38 00) ou lui envoyer un dossier de candidature complet s/n° 3155/FME à NORMAN PARSONS - 39 avenue Fierre 1er de Serbie 75008 PARIS.

**Consultant**  
Michael Page Tax & Legal

**Collaborateur en Droit des**

**Consultant**  
Michael Page Tax & Legal



هكذا من لامل

LE MONDE / MARDI 4 SEPTEMBRE 1996 / XV

**Avocat / Juriste  
devenez  
CONSULTANT**

**chez  
Michael Page Tax & Legal**

Agé de 28/30 ans, de formation juridique supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience en cabinet d'avocats et/ou en entreprise évoluant dans un environnement international.

Vous avez la volonté de rejoindre notre équipe dynamique où, après une période de formation, vous assurerez la prospection des clients, la négociation et les missions de recrutement.

Pour réussir et vous épanouir, vous devez nous convaincre de vos aptitudes commerciales, relationnelles et de votre ténacité.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Compte 4557946) sous référence TM2000



**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

**Important Cabinet d'Avocats français recherche  
dans le cadre du développement de son activité droit des affaires  
auprès de sa clientèle internationale un**

**Collaborateur en Droit des Affaires**

Agé d'environ 30 ans, Avocat de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE, etc.), vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en droit français des affaires que vous souhaitez valoriser dans une structure souple et évolutive. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. CD14541

**Solicitor**

Agé d'environ 30 ans, Solicitor, vous êtes doté impérativement d'une expérience professionnelle d'environ 5 ans acquise au sein d'une Law Firm en France ou à l'étranger. Vous êtes intéressé à rejoindre un cabinet d'avocats français où vous pourrez participer au développement de la clientèle internationale. Une très bonne maîtrise de la langue française est indispensable (lu, écrit et parlé). Réf. CD14542

Directement rattachés à l'un des Associés du Cabinet, vous intervenirez en conseil et en contentieux en droit des affaires auprès d'une clientèle de groupes français et étrangers notamment sur des dossiers de :

- Droit des sociétés
- Procédures collectives
- Concurrence, distribution, vente
- Droit de la propriété intellectuelle
- Droit immobilier

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + numéro de téléphone + rémunération actuelle à Christophe Duchatellier, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Compte 4557946) sous la référence choisie.



**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

**Cabinet d'avocats français recherche un**

**Collaborateur  
en Droit des Sociétés**

**Sud**

Rattaché aux Associés du Cabinet, vous intervenirez de façon autonome auprès d'une clientèle principalement composée de PME/PMI, en matière de droit des sociétés, notamment dans le cadre de toute opération de structure (fusions, acquisitions, etc.). Vous assurerez également le suivi juridique des sociétés (formalités, préparation des Assemblées générales, procès-verbaux, etc.).

Agé de 30 ans environ, Avocat de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE, etc.), vous avez acquis une expérience du conseil en droit des sociétés d'environ 5 ans, au sein d'un cabinet d'avocats (traditionnels ou anciens conseils juridiques).

Excellent technicien, vous êtes de plus rigoureux, disponible, autonome et doté de bonnes dispositions relationnelles.

Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPage (Compte 4557946) sous référence CB14130



**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

**Un grand Cabinet international d'Avocats d'Affaires, leader au plan mondial, recherche un**

**Fiscaliste spécialisé en TVA  
française et internationale**

**Paris**

Votre approche dynamique de la fiscalité vous permettra d'intervenir comme un réel conseil en matière de TVA française et européenne auprès d'une clientèle composée de sociétés françaises et étrangères.

Dans le cadre de votre activité, vous aurez également un rôle de supervision et de management de collaborateurs.

Agé d'environ 32 ans, de formation fiscale supérieure (3ème cycle universitaire, ESC, ENI, ...), vous avez acquis une spécialisation en TVA d'au moins 5 ans en cabinet d'avocats ou de 8 ans minimum en entreprise.

Rigoureux et autonome, doté d'un tempérament de développeur, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles au sein d'une structure très dynamique.

La maîtrise de l'anglais (lu, parlé, écrit) est requise pour ce poste.

Contactez Thierry Montecatine ou Stéphanie Dru, au (1) 40.89.15.25 ou adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage (Compte 4557946) sous référence TM13688



**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Michael Page, gruppo britannico quotato alla borsa di Londra, leader in Europa (Inghilterra, Olanda, Francia, Germania) e presente in Australia e a Hong-Kong, apre i suoi uffici in Italia.

Giovani con una formazione finanziaria diventate

**Consulenti  
presso  
Michael Page in Italia**

**Milano**

Avete un'età di 27/30 anni circa, siete diplomati e/o laureati e con almeno tre anni di esperienza in un'impresa con funzioni finanziarie o in una società di revisione contabile.

Venite a lavorare in una squadra dinamica dove, dopo un periodo di formazione a Parigi, potrete partecipare allo sviluppo della Michael Page in Italia.

Per riuscire e per crescere all'interno della nostra squadra, dovete convincerci delle vostre attitudini commerciali, della vostra facilità nelle relazioni

personali e tenacia.

Dovendo operare in un contesto internazionale, è necessaria una buona conoscenza della lingua inglese.

La conoscenza del francese costituisce un titolo preferenziale.

Pregasi inviare una lettera manoscritta, Curriculum Vitae, foto, numero telefonico e la remunerazione attuale a Christophe Duchatellier, Michael Page International, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex. Riferenza: CD334



**Michael Page International**  
International Recruitment Consultants  
London Paris Amsterdam Düsseldorf Frankfurt Hong Kong Sydney

**Etablissement Financier spécialisé,  
évoluant dans un environnement international recherche**

**Juriste d'Affaires**

**Paris**

Vous intervenirez en relation directe avec les opérationnels sur le montage juridique des dossiers de financement et le suivi des affaires contentieuses. Vous serez chargé de la rédaction des différents actes à conclure (ouvertures de crédits, actes de garantie, ...) et de la révision des différents autres types de contrats (pactes d'actionnaires, contrats commerciaux ou d'assistance technique, ...).

Dans le cadre de votre activité, vous aurez également un rôle de conseil juridique auprès de l'ensemble des services de l'Etablissement et de ses filiales.

Agé d'environ 30 ans, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience en droit des affaires et droit bancaire acquise dans une société de capital risque et/ou au sein d'un établissement bancaire. Réf. TM14591

**Juriste Droit Immobilier**

Vous aurez pour mission d'assurer le suivi juridique des projets immobiliers tant en matière de conseil que de contentieux. A ce titre et en relation avec les différents intervenants, vous serez amené à rédiger les actes juridiques afférents aux opérations et les consultations relevant du droit de la construction et du droit immobilier.

Agé d'environ 30 ans, vous faites preuve d'une expérience d'au moins 3 ans en droit des affaires et droit immobilier acquise au sein d'un établissement bancaire où vous aurez notamment assuré le suivi d'opérations immobilières. Réf. TM14592

Ces deux postes s'adressent à des candidats de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE), maîtrisant la langue anglaise. Organisés et méthodiques avec un goût pour le travail en équipe, vos aptitudes à la négociation et votre rigueur vous permettront de réussir dans ces nouvelles fonctions.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + numéro de téléphone + rémunération actuelle à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Compte 4557946) sous la référence choisie.



**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

**Votre contact Michael Page Tax & Legal : Christophe Duchatellier - Tél. 40 89 15 25 - Fax 47 57 39 94**



IV / LE  
L'a  
Mali  
dep

# Le Monde des Cadres

Notre Groupe est présent depuis plusieurs années sur le marché de l'environnement par l'intermédiaire de différentes filiales. Nous intervenons en qualité d'opérateur auprès des collectivités locales pour le traitement de leurs déchets. Fort de plusieurs succès sur ce marché concurrentiel, nous avons choisi de renforcer nos équipes et de recruter un

## Directeur de Projets

auprès des collectivités locales

Votre mission sera double :

- commercialiser auprès des grandes collectivités locales nos prestations en matière de traitement des déchets ménagers.
- assurer, avec les industriels de la propreté et autres partenaires, les montages techniques, juridiques et financiers de ces opérations.

Pour ce poste, une formation supérieure (grande école d'ingénieurs ou de commerce) est requise. Vous disposez en outre impérativement de 5 à 10 ans d'expérience dans la négociation de projets complexes auprès des collectivités locales.

La connaissance du traitement des déchets sera un atout évident.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, qui sera traité en toute confidentialité, en notant la réf. M/1191 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

ornicar  
GROUPE H&C CONSEIL

Le GROUPE CRI est l'un des principaux intervenants en France dans le domaine de la RETRAITE, DE LA PRÉVOYANCE ET DE L'ÉPARGNE SALARIALE. Notre stratégie de croissance interne et externe nous conduit à créer un poste

## Adjoint au Directeur du Département "Retraite des Cadres"

Trois missions vous seront confiées :

- la responsabilité de la gestion des institutions et des relations avec l'organisme de tutelle (AGIRC),
- l'animation d'une équipe de 15 personnes,
- les relations et le conseil technique auprès des principaux clients.

Âgé de 35 ans environ, vous êtes issu d'une grande école de commerce et de gestion ou possédez une formation universitaire de haut niveau.

Vous avez acquis une bonne connaissance des régimes de protection sociale grâce à un parcours de 5 à 10 ans en entreprise et/ou au sein d'une société d'assurances ou d'un organisme de prévoyance.

Nous vous jugerons également en fonction de votre potentiel car le poste, basé à Boulogne Billancourt, est évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en notant la référence M/1190 sur l'enveloppe, à notre Conseil, ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

ornicar  
GROUPE H&C CONSEIL

## Conseil Général TERRITOIRE DE BELFORT

Pour la création de l'Observatoire départemental de l'emploi et de la formation du Territoire de Belfort le conseil général (en partenariat avec la ville de Belfort)

recrute un

## CHARGÉ DE MISSION, futur directeur

Responsable de haut niveau, familier des problématiques d'emploi et de formation, vous serez chargé :

- d'assurer la mise en place de cet observatoire, nouvelle structure partenariale décidée et portée par des politiques locales ambitieuses et prospectives,
- d'assurer en parallèle la mise en place de la maison de l'information et de la formation, cadre logistique du projet,
- de diriger à terme l'observatoire dans ses missions de :  
- connaissance de la relation emploi-formation  
- conseil aux décideurs  
- animation départementale

Qualités humaines (rigueur, adaptabilité et disponibilité) et pratique du travail en équipe indispensables.

Les personnes intéressées (contractuelles ou fonctionnaires de catégorie A) sont invitées à adresser leur candidature (lettre manuscrite de motivation et curriculum vitae) rapidement à :

Monsieur le président du conseil général  
Direction du personnel et de la formation - Hôtel du département  
Place de la révolution française - 90020 BELFORT Cedex.

## Responsable du service de l'administration générale

juriste confirmé au grade d'attaché

Votre rôle : assister et conseiller le secrétaire général, les élus et les services sur le plan des affaires juridiques et contentieuses. Diriger et animer les secteurs « vie du citoyen » et « affaires générales » (préparation et suivi des séances du conseil municipal, encadrement de 21 personnes, gestion du budget, organisation des élections politiques et professionnelles). Assurer le suivi administratif et budgétaire du Siron et occasionnellement remplacer le secrétaire général adjoint.

Spécialiste du droit public, vous connaissez parfaitement les rouages d'une collectivité territoriale. Disponible, vous alliez des compétences techniques incluant notions de droit civil, droit de l'urbanisme et comptabilité (M14 appréciée) à d'importantes capacités personnelles : aptitudes au management, rigueur, sens de l'organisation et de la négociation, aisance relationnelle et rédactionnelle.

Ville des  
impressionnistes  
Rémunération  
statutaire + régime  
indemnitaire.  
Mise à disposition  
d'un véhicule.

## TECHNICIEN DU SPORT

## Secrétaire Général

Votre rôle est surtout fonctionnel. « Réformer » des adhérents, vous contrôlez les échanges de données entre eux et le groupement et assurez le suivi des projets de nouveaux services qui leur sont destinés. En interne, vous assurez la gestion du Personnel, des services généraux, et la qualité des communications transversement. Diplômé d'études supérieures, à l'aise avec l'informatique, vous avez une expérience similaire d'au moins 10 ans, idéalement dans la distribution. Ce sont toutefois vos qualités de contact, d'écoute, de self-control qui permettront la meilleure expression de vos compétences.

Merci d'adresser un dossier de candidature documenté, sous référence 703DG/RE, à notre conseil SEPOF Rhône-Alpes - 1, place Firmin Gautier - Europole - 38000 GRENOBLE, que nous chargerons de votre recherche.

Phone - Alpes



## LE DISTRICT DU GRAND AMIENS recherche

## UN DEVELOPPEUR ZONE FRANCHE (H/F)

Il ou elle sera chargé(e) de promouvoir le dispositif zone franche, de détecter les projets d'entreprise, de les analyser et d'aider à leur montage en partenariat avec les acteurs du développement économique local.

Profil : formation : cycle supérieur de commerce ou cycle universitaire de gestion/commerce bac+4 expérience minimum de 2 ans dans les réseaux d'accompagnement des petites entreprises (artisanat, commerce, petites pme) notamment au travers des missions d'appui et de conseil aux créateurs.

Rémunération : entre 11 000 et 15 000 F net mensuel selon expérience.

Veuillez adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V. au Service des Ressources Humaines, Mairie d'Amiens - B.P. 2720 - 80027 AMIENS Cedex 1, avant le 22 septembre. Pour tout renseignement complémentaire, téléphonez au 22.71.22.40



## Un Directeur

Vous serez chargé d'organiser des manifestations, en particulier les fêtes « Renaissance du Roi de l'Océan » : préparation et suivi de la programmation, élaboration et suivi des dossiers techniques. Vous aurez pour missions d'établir et gérer le budget, de gérer l'administration et le personnel, de préparer les dossiers et propositions à présenter à la Collectivité Locale.

Vous avez une expérience dans ces différents domaines, des aptitudes à l'animation de groupes et à la coordination, des capacités pour diriger une équipe et la connaissance du monde associatif. Diplôme d'études supérieures dans les métiers de l'animation apprécié.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo muni le 20 septembre 1996 à M. le Président du C.A.D., Hôtel de Ville, B.P. 317, 43011 Le Puy-en-Velay cedex.

nouveau numéro  
53 65 66 67

copers  
sources & solutions

## LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU GERS ORGANISE UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'INFIRMIER TERRITORIAL HORS-CLASSE

Conditions générales d'inscription :

- Peuvent être nommés infirmiers hors-classe, après inscription sur un tableau d'avancement :

- 1) Les infirmiers de classe normale comptant cinq ans de services dans leur grade et les infirmiers de classe supérieure, sans condition d'ancienneté, titulaires d'un certificat d'aptitude aux fonctions de surveillance ou de monitoring ou d'un certificat de cadre.
- 2) Ayant exercé professionnellement, les infirmiers de classe normale et de classe supérieure ayant accompli au moins huit ans de services dans le cadre d'emploi :
- 3) Les infirmiers de classe supérieure ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans le même échelon de leur grade.

Date limite de retrait des dossiers des candidatures : 25 octobre 1996 minuit. Le cachet de la poste faisant foi.

Date limite de dépôt des candidatures : 28 octobre 1996 minuit, le cachet de la poste faisant foi à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gers 41, rue Jeanne d'Albret - BP 2 - 32001 AUCH Cedex.

## RENSEIGNEMENTS ET RETRAIT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du GERS - Maison des Communes 41, rue Jeanne d'Albret - BP 2 - 32001 AUCH Cedex - Tél : 02.60.15.00.

(Joindre une enveloppe grand format recto et verso 24 x 36 cm et libellée à vos noms et adresses pour la réponse).



هكذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 4 SEPTEMBRE 1996 / XVII

# Le Monde des Cadres

## Directeur des Opérations Européennes

Contribuez au remarquable développement international d'un éditeur de logiciels de gestion industrielle, à fort potentiel de croissance

Package attractif + Stock Options Plan

### LA SOCIÉTÉ

- Société française de création récente, basée à Lyon.
- Capacité technique prouvée et validée, réelle politique commerciale et marketing.
- Arrivée prochaine d'investisseurs financiers puissants (capital-risque).
- Fortes ambitions de croissance (quadruplement du CA Europe d'ici l'an 2000).

### LE POSTE

- Rattaché au PDG, vous :
  - créez votre poste et dirigez les équipes commerciales (10 personnes) dédiées aux ventes directes et indirectes.
  - réalisez les objectifs de croissance et de rentabilité.

en privilégiant les opérations de partenariat avec d'autres éditeurs ou des intégrateurs.

### PROFIL RECHERCHÉ

- 35/40 ans, très bonne formation supérieure.
- Expérience réussie et prouvée de la direction d'équipes de vente, dans le logiciel, si possible pour les applications industrielles (MRP, GPO, etc.).
- Bonne compréhension de la technologie.
- Incontestable expérience internationale, acquise idéalement chez un éditeur américain.
- Dynamique et entrepreneurial, vous avez l'esprit « start-up ».
- Anglais absolument impératif, allemand souhaitable.

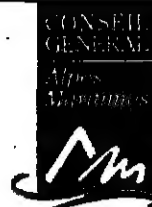
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et révisé, actuelle en précisant sur lettre et enveloppe la réf. LM60902M à N.B.S., 44 rue du Collège, 75008 PARIS.



NBS SELECTION LTD  
a BNS Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham  
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds  
Manchester - Southampton - Madrid



Le Conseil Général des Alpes-Maritimes gère un budget de 4,7 milliards de francs et compte 2 321 agents. Afin de renforcer ses compétences en matière de politique de création, de localisation des entreprises et d'emploi, il recherche :

## Délégué aux zones d'activités H/F

à la Direction des Actions Économiques Réf. 12/34262

Rattaché à l'Adjoint au Directeur en charge du bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, vous avez pour mission de proposer, d'élaborer et d'appliquer la politique du Conseil Général en matière de zones d'activités au plan départemental. Vous êtes chargé de concevoir, monter et suivre les opérations de création, d'extension et de réhabilitation de ces zones et assurer la mise en œuvre de ces projets en collaboration avec des opérateurs privés et publics.

Agé de 40 ans environ, de formation technique supérieure (idéalement architecte ou ingénieur BTP), vous justifiez d'une solide expérience des procédures d'urbanisme. Vous maîtrisez les actes administratifs, juridiques et financiers liés au montage d'opérations d'aménagement.

Doté d'un bon sens de la communication, vous possédez d'excellentes aptitudes à la négociation et au travail en équipe, acquises de préférence au sein d'une collectivité locale.

## Chargé de mission H/F

à la Direction des Actions Économiques Réf. 12/34263

Directement rattaché au Directeur des Actions Économiques, vous avez pour mission de conduire des analyses multidimensionnelles (économiques, financières et sociales) concernant les grands projets de développement économique et d'aménagement du département.

Vous devez en outre assurer le suivi des actions engagées. A ce titre, vous êtes l'interlocuteur des différents services de la collectivité ainsi que des partenaires institutionnels et privés du monde socio-économique.

Agé de 40 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en Économie, Gestion ou Finances (idéalement Sup de Co ou MBA). Vous témoignez d'une expertise du montage de dossiers économiques complexes tant dans le secteur privé que public, et justifiez également d'une réelle expérience de ces problématiques dans un contexte national comme international.

La connaissance du tissu économique local serait un plus. Négociateur confirmé, vous disposez par ailleurs d'un sens aigu de la communication.

Pour ces postes, la pratique de l'anglais et de l'italien est appréciable.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et références) sous la référence choisie à notre conseil Onoma, Parc Club du Golf, bte. 11 B, 13856 Aix-en-Provence Cedex 3.

Onoma

GRUPE COURTAUD

## La ville de Dieppe

Département de la Seine-Maritime - 36 000 habitants - Un cadre de vie de qualité. Une ville d'art et d'histoire. Une station touristique réputée. Un pôle régional de développement. Des projets motivants.

### RECRUTE

## Le conservateur de son Château-Musée

Musée agréé par l'État

### Missions générales

- Conservation du Château-Musée, développement des collections, organisations d'expositions temporaires, directions de l'équipement (6000 pièces, peintures et ivoires notamment, 60 000 visiteurs par an, 14 agents permanents).
- Participation à l'animation culturelle globale de la cité ainsi qu'à l'enrichissement de la politique culturelle de la ville et à sa mise en œuvre en relation avec les autres partenaires culturels.

### Profil

- Emploi accessible à un conservateur en chef du patrimoine ou à un conservateur du patrimoine rapidement promouvable.
- Gestion dynamique d'un équipement muséographique de haut niveau.

Poste à pourvoir prochainement selon conditions statutaires.

Renseignements : Monsieur Pierre Farge, SGA, tél. 35 06 60 70.

Merci d'adresser votre lettre de candidature motivée avec CV et photo identité pour le 15 septembre 1996 à Monsieur le maire, direction des ressources humaines, BP 226, 76203 Dieppe cedex.

## LES CENTRES DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU GERS ET DES PYRENEES-ATLANTIQUES ORGANISENT EN COMMUN UN CONCOURS SUR TITRES D'ACCES AU GRADE D'INFIRMIER TERRITORIAL pour pourvoir 2 postes

### Conditions générales d'inscription :

- remplir les conditions générales d'accès à la Fonction Publique Territoriale ;
- être titulaire soit du diplôme d'Etat d'infirmier, soit du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique, soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier, soit d'un titre de qualification admis comme équivalent et figurant sur une liste établie par arrêté du ministre chargé de la santé.

Date limite de retrait des dossiers des candidatures : 25 octobre 1996 minuit, le cachet de la poste faisant foi

Date limite de dépôt des candidatures : 30 octobre 1996 minuit, le cachet de la poste faisant foi à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gers 41, rue Jeanne d'Albret - BP 2 - 32001 AUCH Cedex.

### RENSEIGNEMENTS ET RETRAIT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du GERS - Maison des Communes 41, rue Jeanne d'Albret - B.P. 2 - 32001 AUCH Cedex - Tél : 62.60.15.00

- au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées Atlantiques Maison des Communes - B.P. 609 - 64006 PAU Cedex - Tél : 59.84.39.45

(Joindre une enveloppe grand format timbrée à 6,70 F et libellée à vos noms et adresses pour la réponse).



NORWICH UNION, 1ère mutuelle d'Assurance Vie de l'Union Européenne, recherche un

## TRADUCTEUR BILINGUE

Anglais/Français - Mi-temps - CDD transformable en CDI

De formation Traducteur (IST ou équivalent), vous possédez une première expérience d'au moins 3 ans dans le secteur Banque, Assurance ou Finance.

Doté d'une excellente culture générale et économique, vous maîtrisez parfaitement le Mac, Word 6 et Excel 5. Langue maternelle anglaise appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prêt, sous réf. 2081 à) Sibylle du Cray, Norwich Union, 1 rue de l'Union, 92843 Rueil-Malmaison cedex.

CNFPT



CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ETABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

Budget : 1,3 MdF  
1600 agents permanents  
28 Délégations Régionales  
4 écoles nationales

## Directeur des ressources humaines

Cadre d'emploi des administrateurs

### Votre rôle :

- concevoir la politique de gestion des ressources humaines sur la base des choix stratégiques adoptés ;
- organiser les moyens et contrôler l'application des décisions ;
- préparer les négociations avec les partenaires sociaux et réguler les relations sociales ;
- favoriser la formation et la mobilité interne ;
- harmoniser les pratiques des délégations, des écoles et du siège par le conseil et l'assistance ;
- contrôler la cohérence de la politique sociale ;
- encadrer et coordonner les activités de la direction (56 agents) ;
- le service de la gestion des personnels (carrière, paie) ;
- le service emploi-formation (plan de formation national, aide aux projets locaux, expertise statutaire, statistiques).

A même d'anticiper sur l'évolution des compétences et des postes, d'apprécier le climat social et de conduire des négociations, vous constituerez une force de proposition et d'aide à la décision. Vous détenez de réelles aptitudes au management dans un esprit de concertation et de mobilisation du personnel. Vous êtes apte à gérer un budget.

Merci d'adresser candidature manuscrite + CV à M. le Président du CNFPT, 5 villa Thoréton, 75738 PARIS cedex 15.

## DIRECTEUR

Et si, pour une fois, on parlait de vos projets ?

La vie en agence n'a pas de secret pour vous ; le corporate vous connaissez, bien sûr.

Mais, vous commencez à tourner en rond.

Agence spécialisée en corporate, filiale d'un grand

groupe de communication, notre vocation est

de sortir des sentiers battus, de manier les mots

qui dérangent et les images qui bousculent.

Nos projets ont peut-être des points communs

avec les vôtres.

Pour le savoir et si vous êtes capable de manager

notre département création, écrivez (en précisant

sur l'enveloppe la réf. 4970) à Guillaume Tell,

26, rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes

qui transmettra en toute confidentialité.



- Une longue expérience reconnue dans les disciplines de la statistique et de l'économie appliquées aux sciences humaines et sociales.
- Un statut original : partenariat avec l'Etat pour la recherche et contrat d'études avec les administrations, les collectivités locales, les entreprises...
- Une pluridisciplinarité réelle.

Nous recherchons un :

## Responsable des relations sociales» H/F

Vous avez la responsabilité de la négociation et de la mise en œuvre de la politique sociale de l'Etat et de recherches avec les administrations, les organismes du secteur social et les collectivités locales. Vous devrez animer une équipe de 5 chargés de mission.

Vous devez être titulaire d'une Grande Ecole ou Doctorat (avec une spécialité en sciences sociales), vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans minimum dans les organismes du secteur social et les collectivités locales.

Vous devez être à l'aise dans la rédaction et la restitution de rapports et de travaux d'études.

Sur lesquels vous intervenirez concernant les relations sociales au sens large : pauvreté, emploi, santé, formation, retraites... Vous devez avoir une expérience reconnue sur un ou plusieurs de ces domaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au 142, rue du Chevaleret - 75013 PARIS, à Monsieur le Directeur du CREDOC. Votre candidature sera traitée en toute confidentialité.



## Juristes - Ressources Humaines

### JURISTES INTERNATIONAUX

*Collexip Stena Offshore est l'un des dix premiers groupes pétroliers mondiaux. Grâce à un réseau unique de compétences, Collexip Stena Offshore offre une réponse parfaitement adaptée aux besoins des opérations pétrolières et gazières. En effet, le Groupe met à disposition toutes les étapes de la gestion de projets intégrés : conception, construction, exploitation et maintenance jusqu'à leur abandon.*

*Avec 2 500 personnes et 4 millions de francs de chiffre d'affaires, le Groupe dont le siège est situé à Paris possède des filiales et/ou des bureaux en Arabie Saoudite, en Ouganda, en Émirats Arabes Unis, en France, en Italie, au Royaume-Uni, au Royaume-Uni et à Singapour. Aujourd'hui, nous recherchons pour notre Département Juridique quatre collaborateurs.*

Votre principale mission sera d'assurer le support juridique à nos filiales dans le domaine des contrats que nous concluons avec nos clients, nos partenaires, nos fournisseurs et nos sous-traitants : analyse et réponse aux appels d'offres, rédaction, négociation et suivi de l'exécution des contrats, litiges relatifs à leur application et à leur interprétation. Proche du terrain, vous êtes en relation permanente avec les opérationnels (les responsables de nos filiales étrangères et commerciales, les ingénieurs de projets, les administrateurs de contrats), avec les départements financiers de notre siège social, mais aussi avec les contractants et en particulier nos clients et nos avocats.

Si vous avez une formation supérieure en Droit, de solides connaissances en common law (le diplôme d'une université anglo-saxonne serait un plus), bien évidemment une parfaite maîtrise de l'anglais, et une première expérience de 5 ans dans le domaine des contrats internationaux, de préférence dans le secteur pétrolier, Ingénierie ou BTP, si vous êtes diplomate et savez travailler sous pression et de manière autonome, enfin, si vous désirez intégrer un Groupe international dont le marché est en pleine évolution et dans lequel la mobilité et le développement des compétences constituent des atouts, merci d'adresser votre candidature sous réf. 96/JUR à : Collexip Stena Offshore, Direction des Ressources Humaines Groupe, 23 avenue de Neuilly, 75116 Paris.



COFLEXIP STENA OFFSHORE

### Animez la fonction Emploi d'une grande usine

*Groupe industriel français, nous occupons une place de premier plan dans le secteur des techniques de pointe. Nous recherchons pour un très important site industriel dans l'ouest de la France un spécialiste de l'Emploi et des Ressources Humaines.*

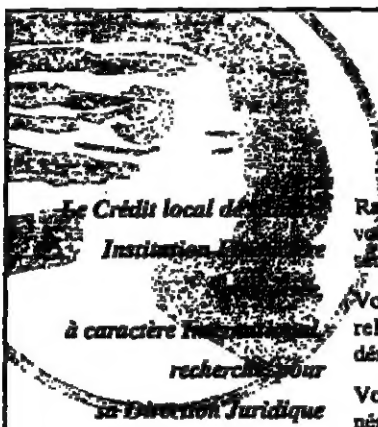
Vous veillerez au bon déroulement et à la qualité des opérations de recrutement et de mobilité interne, anticiperez l'expression des besoins, et participerez à la construction et à la mise en œuvre du plan ressources humaines à long terme. Animateur de la démarche emploi et compétences, vous êtes en contact constant avec les interlocuteurs internes et externes concernés.

A 30/35 ans, de formation supérieure incluant les ressources humaines, vous justifiez d'une expérience réussie de plus de 5 ans en secteur industriel, dans les domaines suivants : recrutement, mobilité, gestion des carrières et gestion prévisionnelle. Votre carrière se déroulera à l'échelle du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence 96/HR, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 3 rue E. et A. Faguet, 92500 Rueil-Malmaison.



OC Conseil  
Recherche Humaine



### Juriste H/F

Rattaché au responsable du secteur droit financier et international, vous assurerez les fonctions de conseil et d'assistance auprès des services de la direction financière.

Vous serez chargé du traitement et de la négociation des dossiers relatifs aux opérations de marché (SWAP, Options, produits dérivés, normes ISDA et AFB).

Vous serez amené à représenter l'entreprise à l'extérieur et à négocier les documents contractuels avec les contreparties ou leurs avocats.

Vous intervenerez dans l'étude et l'analyse des montages spécifiques et financements structurés, notamment dans le cadre du développement international.

Vous opérez dans votre domaine d'activité, une veille juridique active de l'environnement légal et réglementaire.

A 26/30 ans, de formation supérieure (Bac + 5) en droit des affaires, vous justifiez d'une première expérience opérationnelle (2 ans minimum) dans des fonctions similaires au sein d'un établissement bancaire, ainsi que de connaissances comptables et financières.

Pour ce poste, la capacité à travailler en équipe, l'aisance relationnelle et la maîtrise de l'anglais juridique sont indispensables.

Votre connaissance du droit anglais et américain est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation et CV) sous réf. MD/09/96 au : CREDIT LOCAL DE FRANCE Direction des Ressources Humaines - Gestion des Carrières et des Compétences - 7/11 Quai André Citroën - BP 1002 - 75901 Paris cedex 15.



Le financier du centre de vie

### Responsable du contenu

*Spécialisée dans l'assurance MRC, notre compagnie 155 personnes, CA de 210 MdF a acquis, au plan national, une importante notoriété auprès des professionnels de l'immobilier (administrateurs de biens, syndics, banques) pour son activité relative à la couverture des risques de la gestion des copropriétés.*

Rattaché à la Direction Générale et avec la collaboration d'un autre juriste, vous prenez en charge, de façon opérationnelle et autonome, l'activité du service contentieux par la gestion et le suivi des dossiers. Votre compétence et votre sens du conseil font de vous l'interlocuteur privilégié de notre réseau de vente, de nos clients et partenaires. A 30/35 ans, vous avez une formation bac + 5 en droit privé, avec une spécialisation en droit immobilier, et une bonne connaissance des procédures. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire. Dynamique et rigoureux, vous alliez qualités techniques et relationnelles.

Adressez votre lettre, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. SA 901, à notre Conseil : Nadia Poirier, Authentis, 27 rue de la Vierge, 69003 Lyon. Entretiens prévus à Lyon et Paris.

Authentis  
Conseil en Ressources Humaines

IMPORTANTE ASSOCIATION NATIONALE RECHERCHE SON

### Directeur des Ressources Humaines

**Principales missions :** Sous l'autorité du Directeur Général : • Définition et mise en œuvre de la politique Ressources Humaines (effectif moyen 800 personnes), • Gestion des relations avec les partenaires sociaux, • Recrutement du personnel, • Administration et gestion des effectifs, • Gestion des carrières et de la formation continue, • Management d'une équipe de 7 à 8 personnes, • Participation aux réunions de direction, • Suivi du service paie et des services généraux du siège.

**Profil :** Agé de 30/45 ans, de formation supérieure de type BAC + 4, spécialiste du Droit Social et de la formation vous avez acquis une expérience réussie de 5 ans minimum dans le domaine des Ressources Humaines et de la Formation. Homme de dialogue, pragmatique, vous êtes doté d'un excellent sens de la communication. Poste basé à Paris. Véhicule nécessaire (1/4 de temps dans autres établissements)-Association sous trois Conventions Nationales.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence DRH0309 à notre Conseil EGGO Conseils - 10, rue de Poisy - 75013 PARIS - Discretion totale assurée.

EGGO Conseils

Vivre l'entreprise  
autrement...

DEVEZ  
CONSULTANT...  
REJOIGNEZ  
MERCURI URVAL

• Lyon • Lille • Strasbourg  
• Paris • Rennes • Nantes

A 30-35 ans environ, de formation Bac + 5 (grande école/université), vous souhaitez valoriser une expérience réussie (5 à 10 ans) acquise dans des fonctions opérationnelles : manager, commercial, grands comptes, ingénieur, chef de projet, auditeur... Vous recherchez aujourd'hui une OUVERTURE : des contacts à haut niveau, plus de diversité, un style de vie différent... tout en conservant une forte dimension opérationnelle et commerciale.

Vous n'avez peut-être jamais envisagé de devenir Consultant, mais votre expérience vous révèle chaque jour l'importance de la composante humaine : LES HOMMES FONT LA DIFFERENCE ! Cette conviction, nous vous proposons de la mettre en pratique en aidant les Dirigeants d'Entreprise à : • mieux recruter • mieux organiser • mieux développer... leurs hommes.

Nous vous proposons : • un métier riche et passionnant • un programme d'intégration personnalisé et progressif sur 2 ans • une opportunité unique de développement personnel et professionnel, au sein d'une structure souple et non hiérarchisée.

Nous sommes volontairement ouverts et recherchons avant tout des personnalités : fort engagement, tempérament commercial, sens du résultat, ouverture et souplesse d'esprit.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 43MU/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval



Notre Groupement a pour objet l'étude, la réalisation et la promotion de la Carte Vitale : future carte à puce de l'assurance sociale.

Juriste Confirmé

Au-delà de l'innovation  
technologique, participez  
à un grand projet de société.

Au sein du service juridique, vous traitez d'une part l'aspect réglementation du projet Sesam-Vitale : études sur des thèmes liés à l'Assurance Maladie et à l'informatique (contrat porteur de la Carte Vitale, protection des programmes par exemple), et d'autre part l'aspect fonctionnement du Groupe d'Intérêt Economique : statuts, élaboration de contrats notamment.

Pour cela, vous avez une formation supérieure généraliste en Droit et avez acquis 8 années d'expérience minimum au sein du secteur informatique. La maîtrise de la passation des marchés publics et de la gestion des appels d'offres est indispensable. Votre curiosité d'esprit, votre polyvalence, alliées à une grande rigueur vous permettront de maîtriser cette fonction.

Pour ces postes basés au Mans, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, dernière rémunération) sous réf. CV/AC/LM à : GIE Sesam-Vitale, 18 Bd Oyon, 72019 Le Mans Cedex.

SESAM  
ITALIE